



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



RIVADAVIA
DE
ESKYÉ HIJO
LE FLORIDA-359
ENOS AIRES

SA 5288.77.5

Harvard College Library



FROM THE FUND

FOR A

**PROFESSORSHIP OF
LATIN-AMERICAN HISTORY AND
ECONOMICS**

ESTABLISHED 1913

0
asse
11.10
ÉMILE DAIREAUX

BUENOS-AYRES

LA PAMPA ET LA PATAGONIE

ÉTUDES

RACES — MŒURS ET PAYSAGES — INDUSTRIE

FINANCES ET POLITIQUE

PARIS

LIBRAIRIE HACHETTE ET C^{ie}

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1877

Droits de propriété et de traduction réservés

SA5238.77.5
HARVARD COLLEGE LIBRARY

DEC 24 1915
LATIN-AMERICAN
PROFESSORSHIP FUND.



DUPLICADO

A

M. JULES NICOLET

DU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE PARIS

De loin je dédie ce livre à celui qui fut mon maître, dont les leçons et l'amitié sont pour moi un cher et respecté souvenir.

ÉMILE DAIREAUX.

PRÉFACE

De nombreux ouvrages, très-justement célèbres, ont été publiés, depuis vingt ans, sur les Républiques de l'Amérique du Sud, et en particulier sur celles du Rio de la Plata, dont nous traitons ici. Chacune des nations qui occupent cette partie du Nouveau Monde s'est efforcée de faire connaître au dehors, par des publications, presque toujours officielles, ses institutions, ses ressources et ses produits; chacune d'elles a dépensé des sommes considérables pour cet objet; aussi n'est-il plus permis aujourd'hui de rien

ignorer de ce qui intéresse l'histoire, le développement ou l'importance de ces différents États.

Cependant, si l'on excepte les voyageurs qui ont décrit les mœurs et les aspects de ces pays dans quelques relations superficielles, il est difficile de trouver une œuvre contenant des renseignements exacts et complets sur les mœurs intimes, la vie sociale, les origines historiques et la constitution organique des diverses sociétés sud-américaines. Si l'on se préoccupe quelque peu de tous ces sujets d'étude, il faut recourir aux archives, très-difficiles à consulter; aux publications périodiques ou éphémères, dont la plupart ont disparu; et à défaut de ces sources de renseignements, il faut grouper soi-même, pour son usage, les analyses, et découvrir peu à peu les secrets de l'organisation de ces peuples en vivant de leur vie propre.

L'auteur de cet ouvrage n'a pas d'autre mérite que celui de s'être livré lui-même à ce travail et d'avoir vécu de cette vie : il a, par des observa-

tions successives, appris les choses que l'on trouvera ici décrites.

Loin d'avoir voulu rapporter des impressions de voyageur, il a exclu de ce livre tout ce qui se rapproche de ce genre, ne conservant que des traits de mœurs vraies souvent observées, et en apportant ici la synthèse.

Résolu, par suite de circonstances spéciales, à exercer à Buenos-Ayres la profession d'avocat, il s'est vu dans la nécessité d'étudier, outre la loi écrite, toutes les lois sociales, les coutumes, les principes qui régissent, dans ce pays, les institutions, le travail, la production; il s'est rendu un compte aussi exact que possible des origines d'une société qui, pour s'être formée sans principe et sans règle et n'avoir encore aucune tradition, ne constitue pas moins une nation homogène et caractérisée, ayant ses préjugés, ses usages enracinés, et obéissant à certaines lois d'évolution historique qu'il faut étudier d'abord pour arriver à bien comprendre sa loi écrite et l'application de cette loi. La science

du droit étant la science sociale par excellence, qui résume et applique toutes les autres, ce travail était un préambule nécessaire à l'étude du droit local.

C'est le résumé de ces observations et de ces études que l'auteur présente ici, espérant éviter à d'autres un travail que des circonstances particulières lui ont rendu facile, et que peut-être il aura pu rendre intéressant, grâce aux données que lui ont fournies les lettrés et les savants américains qu'il lui a été donné de fréquenter pendant un séjour déjà long à Buenos-Ayres, et dont les vastes connaissances lui ont été d'un précieux secours.

Dans un prochain volume il complètera ce travail, en pénétrant dans les détails de la vie sociale et des institutions, analysant alors et décrivant la vie de famille, les mœurs publiques, l'enseignement et la justice, passant en revue les différents types qui s'agitent dans ce milieu. Il voudrait aujourd'hui faire connaître d'abord l'aspect général du pays, les races indigènes qui ont imprimé

d'une façon si énergique leur caractère à la nation moderne, la vie du pasteur, la production, le système financier, administratif et politique au milieu duquel elle se développe.

Ce cadre est assez vaste déjà ; il embrasse tous les éléments constitutifs d'une société, qui demandent à être connus d'abord de ceux qui veulent étudier dans ses détails le caractère d'un peuple.

Ce livre aura donc atteint son but si le lecteur y trouve condensé dans quelques pages tout ce qu'il est utile de savoir sur ces pays éloignés, relégués dans un coin du grand continent sud-américain, et dont les progrès continus sont l'œuvre et le profit des peuples d'Europe.

Buenos-Ayres, janvier 1877

BUENOS-AYRES

INTRODUCTION

UNE PAGE D'HISTOIRE

Aujourd'hui que les Républiques sud-américaines ne sont plus des foyers d'insurrections ou de révolutions permanentes, que le temps est passé où les guerres civiles s'enchevêtraient sans logique apparente, où, de temps à autre, un groupe de quelques hommes imposait par la force sa volonté, jusqu'à ce qu'un autre se présentât pour le même objet, l'heure est venue d'étudier avec calme leurs institutions, leurs ressources, leur présent et leur avenir.

Dans l'état actuel des relations internationales, il n'est plus de petit pays que l'on ait le droit de dédaigner. La famille humaine peut être passagèrement

divisée d'intérêts : l'humanité n'en marche pas moins de front dans un chemin commun, adaptant le globe entier à ses besoins généraux, travaillant partout à une œuvre d'intérêt universel. Il n'est plus permis à un pays, quelle que soit son importance, d'ignorer les ressources et les agissements d'une autre nation, pour petite et pour perdue qu'elle soit dans un coin inconnu du globe. Ses mouvements politiques, la fièvre qui l'agite, les secousses auxquelles elle est sujette, réagissent d'une façon trop directe sur les relations commerciales, sur les intérêts matériels des autres nations pour qu'il soit hors de propos d'étudier le développement dont elle est le théâtre, et celui dont elle est capable. On saurait d'autant moins nier l'intérêt de cette étude, lorsqu'il s'agit d'un pays qui, par dix années de prospérité et d'une paix intérieure à peine troublée par une guerre ¹ plus profitable que nuisible au progrès matériel, a pu, comme c'est le cas de la République Argentine, attirer à lui un flot considérable d'immigration, entreprendre des travaux publics de tous genres, contracter des emprunts à l'étranger, créer ou appeler à lui des capitaux qui lui ont permis de prendre sa place dans le mouvement économique et financier du siècle.

¹ La guerre contre le Paraguay entreprise par le Brésil, la République Argentine et celle de Montevideo en 1865, terminée en 1870 par la mort de Lopez et l'anéantissement de la république du Paraguay.

I

LES PROGRÈS RÉCENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

La République Argentine, dont la capitale de fait est Buenos-Ayres, se compose de quatorze provinces inégalement prospères, inégalement peuplées ; elle est gouvernée par un président assisté de ses ministres, dépositaire du pouvoir exécutif. Le pouvoir législatif y est exercé par une chambre et un sénat, élus par les quatorze provinces et se réunissant à Buenos-Ayres. Tels sont les pouvoirs nationaux. Mais chaque province élit son gouverneur, sa chambre des députés et son sénat ; elle a son budget particulier et même sa constitution, qui, sans s'éloigner beaucoup de la constitution nationale, peut cependant en différer sur certains points. Le jeu politique de ces institutions est très-compiqué. Le remplacement annuel et par tiers des députés et des sénateurs aux assemblées de chaque province et de la nation, l'élection de quatorze gouverneurs tous les trois ans et d'un président tous les six ans mettent en éveil des compétitions nombreuses, soulèvent des jalousies de partis, agitent le pays autour de personnalités souvent mal définies, et font de la politique une préoccupation de tous les instants qui

distrain les citoyens de leurs affaires privées, et fait ajourner les progrès industriels et les grands travaux publics.

De toutes ces élections, la plus grave par ses conséquences est l'élection présidentielle, dont les autres ne sont du reste que la préparation ; mais c'est aussi la plus périlleuse, en raison de la complication étrange de ses rouages, qui, amenant pendant une année à chaque trimestre une phase nouvelle, constitue pour la production une année gaspillée, pour le commerce une année d'inquiétudes journalières : l'essor des capitaux et le mouvement des affaires en sont arrêtés, et une crise périodique naît forcément au sein même de la prospérité.

On aurait pu croire que ces complications inextricables de formes seraient sans danger sérieux, étant donné l'état actuel de la République Argentine. Ici, plus que partout ailleurs peut-être, il est possible de dire que la liberté est fondée ; pas de desideratum politique qui ne trouve satisfaction dans la nouvelle constitution provinciale de Buenos-Ayres et dans la constitution nationale. Les principes pour lesquels en Europe nous avons combattu pendant des siècles ont été inscrits sans discussion dans ces constitutions, tombées des cieux au milieu d'un peuple assez heureux pour pouvoir tout fonder sur une terre vierge sans être encombré des ruines du passé. Malheureusement,

si les questions de principes ne divisent plus personne, l'esprit de réforme, resté sans emploi, a fait place à l'esprit d'ambition. Dans cette société profondément démocratique et aussi profondément républicaine, où l'homme se forme à sa guise, s'instruit comme il peut, n'existe que par son travail personnel, ne compte que sur ses propres ressources, tous par un dangereux sentiment d'égalité ont une égale ambition, et la même aspiration à dominer et à occuper les emplois publics. Chez un peuple où la vie serait remplie par de graves préoccupations, des travaux absorbants, une industrie active et développée, ces défauts de caractère seraient loin d'avoir les mêmes inconvénients ; mais ici la vie est calme et indolente, pour les nationaux surtout. La seule industrie est pour eux l'industrie pastorale ; aucune ne fait l'esprit plus libre, aucune n'exige moins d'effort matériel, aucune ne laisse plus de temps à la rêverie et aux discussions inutiles. Joignez à cela que ces oisifs ne sont entraînés vers aucune préoccupation d'art, de science, ni même de littérature ; il ne leur reste qu'un refuge, la politique. La complication des rouages constitutionnels semble donc imaginée à souhait pour créer une diversion à la monotonie de la vie patriarcale de ce peuple pasteur, et l'on comprend alors aisément pourquoi il a fallu un demi-siècle de luttes et de guerres civiles pour que la république arrivât à élire

pour la première fois régulièrement un président. C'est en 1812 que fut proclamée l'indépendance et que fut chassé le vice-roi ; c'est en 1862 que le général Mitre fut proclamé président de la république par toutes les provinces, réunies pour la première fois dans un sentiment de solidarité.

Le 12 octobre 1868, le président Domingo F. Sarmiento prenait possession à son tour du pouvoir, qui lui était transmis pacifiquement par le général Mitre. La constitution était dès lors consolidée, et le pays, entrant dans une ère nouvelle, recueillait le fruit de ces années de sagesse et de travail, et attirait déjà l'attention des capitaux européens. A vrai dire, après les six années de la présidence du général Mitre et les cinq premières années de celle de M. Sarmiento, on pouvait difficilement décider laquelle de ces deux périodes serait plus profitable à la prospérité et à la grandeur de la République Argentine.

Le chemin parcouru depuis la chute de Rosas, en 1852, était considérable. Depuis la fin des guerres où le général Urquiza luttait pour remplacer Rosas, qu'il avait vaincu, contre le général Mitre, qui représentait l'union de la confédération et la liberté, depuis le jour de l'élévation régulière de Mitre au poste de président de la République, le pays avait toujours marché sans secousse dans une voie de progrès commercial, industriel, financier et même politique. Le

développement de l'industrie pastorale, le haut prix de ses produits sur les marchés d'Europe, avaient créé une source de richesse presque incalculable. La guerre du Paraguay, entreprise de concert avec le Brésil, fort critiquable dans son principe, produisait du moins ce résultat important de renverser le dernier tyran féodal des républiques de la Plata, le général Lopez, et faisait du général Mitre le vrai représentant de la liberté militante, en même temps qu'elle amenait à Buenos-Ayres, devenu l'entrepôt de l'armée du Brésil, tout l'or de ce riche empire, et déposait ainsi dans cette ville et dans toute la province les premiers éléments d'une prospérité commerciale dont l'essor ne devait pas se ralentir pendant de longues années. Le général Mitre avait donc pu descendre du pouvoir entouré du prestige qui accompagne nécessairement le fondateur des libertés et de la richesse publiques. Son successeur, le docteur Domingo F. Sarmiento, homme d'un âge mûr et d'une longue expérience politique qu'il avait puisée loin de son pays, avait passé les six années de la présidence du général Mitre à Washington, où il représentait la République Argentine. Il fut élu pendant son absence, preuve certaine de la pacification des esprits et de l'anéantissement des partis. Le président Sarmiento ne s'enbarqua à New-York pour revenir à Buenos-Ayres que lorsque son élection fut un fait accompli.

La guerre du Paraguay était considérée comme terminée ; il pouvait donc, en prenant possession du pouvoir, songer à faire jouir le pays de tous les bienfaits de la paix, à créer des écoles, des bibliothèques, à enrichir les collèges nationaux, entraîner vigoureusement les capitaux dans les fondations agricoles et les entreprises financières ou industrielles, et, le jour où les revenus de l'État le permettraient, subventionner largement les compagnies prêtes à créer des chemins de fer, des télégraphes ou des lignes de bateaux à vapeur.

Le résultat de son activité pacifique ne s'est point fait attendre. Il y a huit ans, l'étranger qui arrivait à Buenos-Ayres y ressentait cette impression, qu'il entrait dans un pays pauvre : les éléments de la richesse existaient cependant, mais à l'état latent. La campagne, vaste et fertile, était à peine peuplée, les troupeaux immenses étaient pour ainsi dire sans valeur : les bêtes à cornes valaient 20 francs, les moutons 2 ou 3 francs. La terre n'était pas recherchée, et restait à l'état de mainmorte, partagée entre quelques familles qui la possédaient depuis des siècles. Ces familles elles-mêmes, pour la plupart, vivaient, sans aucune notion du bien-être, dans l'apathie et l'oisiveté, sans le désir ni même l'idée du luxe, et partant sans le goût du travail, se nourrissant presque exclusivement de viande sans pain. C'étaient là de

médiocres bases pour la vie de progrès à laquelle l'étranger aspirait et dont il allait réaliser le rêve en se multipliant sur cette terre, prête à le recevoir et à l'enrichir. Les six années de la présidence de M. Sarmiento ont vu se produire ce mouvement d'invasion de l'étranger venant en foule, avec ses capitaux et son activité, réveiller de leur torpeur les héritiers trop sobres et trop peu ambitieux des Indiens et des Espagnols. La population indigène était assez peu nombreuse pour que quelques milliers d'immigrants constituassent déjà un élément important; aujourd'hui c'est par mille ou deux mille chaque semaine que se comptent les nouveaux débarqués à Buenos-Ayres. Il est facile dès lors de comprendre quel changement doit apporter dans l'évolution politique et financière de la République Argentine cet élément nouveau, encore mal connu, sans homogénéité, réduit à un rôle passif, vrai maître des marchés financiers et commerciaux et sans influence sur la politique. Tous les esprits étant exclusivement préoccupés des affaires pendant les cinq premières années de la dernière présidence, la politique paraissait être devenue une pensée secondaire. A peine un soulèvement de partisans à la suite de l'assassinat du général Urquiza avait-il troublé une province; le progrès général n'en avait pas été atteint.

L'immigration s'était élevée pendant les six pre-

miers mois de 1874 à 35 000 individus, pour la plupart Italiens et Français. Le pays pour la première fois avait exporté des céréales; les revenus de la douane s'étaient élevés, de 12 millions de piastres en 1868, à 20 millions en 1873. L'importation était de 250 millions par an, l'exportation l'égalait presque. L'instruction s'était développée dans les mêmes proportions : il y avait 20 écoles en 1868, et 1 117 en 1873. Une seule bibliothèque existait en 1852 et 140 en 1873. Des fils télégraphiques unissaient toutes les provinces entre elles et la République avec l'Europe; le nombre des vapeurs réguliers d'outre-mer s'était élevé de 2 à 20 par mois, la consommation du papier d'imprimerie de 12 000 à 200 000 rames, et le nombre des machines en mouvement de 5 500 à 70 000. Ce sont là des résultats qui tiennent du prodige, et l'on pouvait supposer qu'après avoir créé une pareille richesse, avoir préparé le pays par l'école à tous les progrès, on avait détruit tous les germes de discordes, intéressé la population entière à la paix, d'où dépendait la consolidation de cette richesse acquise.

Au milieu de cette prospérité générale, qui semblait bien assise, puisqu'elle avait pour base la plus-value de la terre et l'augmentation rapide de ses produits, la création d'un outillage important, premier pas dans une voie de progrès industriel, où

pouvait-on trouver les causes d'une révolution? Y avait-il en jeu des questions de principe qui pussent diviser les esprits, ou s'était-il produit des faits de nature à mettre en péril l'avenir de la liberté? Deux événements venaient au contraire de donner la preuve récente de l'union la plus parfaite. La République Argentine avait consacré ces dix dernières années à l'établissement de ses diverses constitutions politiques et au travail important de la refonte de ses lois : elle s'était donné un code civil. Au sein de la paix et de la concorde, un homme avait suffi pour mener à bien cette œuvre colossale, le savant juriste Dalmacio Velez-Sarsfield. Seul, il avait résolu les questions d'état civil, de mariage, de succession, de propriété, prenant dans les lois de tous les peuples ce qui lui semblait applicable à la société sud-américaine ; aidé surtout de notre législation et de notre jurisprudence française, il avait fait une œuvre d'ensemble, complète et minutieuse, commençant, terminant ce travail, le proposant à l'approbation des pouvoirs législatif et exécutif sans qu'un incident se fût soulevé, sans qu'il eût semblé à personne qu'il pût y avoir là matière à discussion. — Heureux ces peuples neufs et libres puisant à pleines mains dans les trésors de l'industrie universelle, puisant de même dans les lois et les constitutions du vieux monde, et du sang d'autrui se faisant un tempérament puissant ! Notre code civil,

grande œuvre, fille d'une révolution, sortie de ruines sanglantes, expression dernière de la vitalité des philosophes de la fin du dernier siècle, a non-seulement créé nos mœurs et notre société, il engendre chaque jour des sociétés nouvelles. Le peuple argentin, aussi bien que le Chili, le Pérou et le Brésil, a pris notre code et notre jurisprudence comme base de sa nouvelle législation ; mais, pas plus ici que dans ces autres pays, la refonte des lois, qui chez nous a été l'œuvre d'une révolution, ne pouvait en susciter une.

La rédaction et la promulgation de la constitution nationale et de la constitution plus récente encore de la province de Buenos-Ayres se firent ainsi au milieu de la concorde la plus parfaite. Aussi voyait-on approcher sans appréhension grave l'heure de la période préparatoire de l'élection présidentielle. Les étrangers surtout, dont les intérêts sont si étroitement liés à la tranquillité publique, étaient convaincus qu'il n'y avait pas autre chose à prévoir qu'une lutte électorale un peu plus vive peut-être que les précédentes, mais non pas plus dangereuse. Trois candidats entraient alors en ligne. Le seul célèbre et connu de tous, le seul dont le nom ait eu en Europe quelque retentissement, était le général Mitre. L'irritation causée depuis un an à la Plata par les menaces de guerre avec le Brésil faisaient du général Mitre l'homme des

circonstances. Si la guerre devenait inévitable, il était plus que tout autre désigné pour prendre le pays sous la sauvegarde de son épée, et l'on savait que tous les généraux de la République accepteraient sans répugnance de combattre sous ses ordres ; si elle pouvait être évitée, qui mieux que lui était en mesure de vider les difficultés diplomatiques soulevées par le Brésil à propos du Paraguay, vaincu en commun ? En dehors de son mérite reconnu de diplomate, il pouvait se prévaloir de l'amitié des personnages politiques du Brésil, du souvenir d'une guerre faite sous son commandement, enfin de ses relations personnelles avec l'empereur dom Pedro II.

Le docteur don Adolfo Alsina, fils de l'ex-gouverneur de la province de Buenos-Ayres, lui-même ancien gouverneur de cette province et vice-président sortant de la République, administrateur énergique, mais non encore mis hors de pair comme homme politique dans ces postes secondaires, avait surtout de l'importance en ce qu'il représentait, à proprement parler, le parti des audacieux : se rapprochant moins toutefois de Danton que du prince Bonaparte à la veille du 2 décembre, prêt à s'emparer du pouvoir et à le garder, entouré d'inconnus dévorés d'ambition ou de nécessiteux avides d'emplois. Ce parti nouveau n'était pas sympathique aux étrangers ; sa vraie tendance est de s'opposer à leur envahissement. Inconnu

aux provinces, Alsina leur était naturellement suspect, étant fils de Buenos-Ayres ; ici seulement il était connu et pouvait compter sur un certain nombre de partisans, mais surtout sur les voix que pourrait lui conquérir son audace.

Candidat d'une politique moins nettement accentuée, le docteur Nicolas Avellaneda voyait sa candidature silencieusement appuyée à Buenos-Ayres par quelques amis. C'était un provincial, un *arribeño*¹. Né à Tucuman, avocat brillant, homme d'une grande valeur, jeune, entrant en ligne peut-être avant son heure pour ce poste élevé, connu des lettrés, il était presque ignoré de la masse des électeurs de Buenos-Ayres, bien qu'il y eût été ministre à vingt-trois ans et publiciste remarqué à dix-neuf. Son nom avait beaucoup plus de signification dans les provinces, et si à Buenos-Ayres on pouvait aisément compter ses discrets partisans, dont le nombre n'atteignait pas une douzaine, il était l'homme désigné des provinces, l'arme de ceux qui n'ont pas encore accepté la suprématie de Buenos-Ayres ; à ce titre il devait triompher si toutes les raisons qui militaient en faveur du général Mitre s'effaçaient devant la vieille jalousie des *arribeños*.

Dès les premiers jours de la lutte électorale, il fut

¹ Nom donné aux habitants des provinces : gens d'en haut (*arriba*.)

facile de prévoir que ce candidat tiendrait en échec le général Mitre, fût-il seul, mais qu'en tout cas son triomphe serait assuré par la division des voix de Buenos-Ayres entre le général Mitre et le docteur Adolfo Alsina. La lutte fut ardente; cependant au milieu de ces ardeurs mêmes la personnalité de M. Avellaneda sembla disparaître, comme s'il se fût désintéressé d'un combat qui ne pouvait que tourner à son profit.

Il fut, en effet, le seul dont le nom sortit de l'urne sans s'y être compromis. Il fut proclamé successeur du docteur Sarmiento au fauteuil présidentiel. Cependant M. Avellaneda ne devait pas prendre possession de son poste sans coup férir; il devait comme chef élu du pouvoir exécutif avoir à rétablir l'ordre troublé par ses deux adversaires.

La lutte électorale était terminée, la majorité incontestable appartenait à M. Avellaneda. Le parti du général Mitre, quoique irrité, était prêt à accepter sans murmure la présidence de cet adversaire loyal, et celui-ci le savait : il n'ignorait pas non plus que le parti mitriste était composé de conservateurs, sortes de *tories* républicains, prêts pour la lutte électorale, mais disposés à éviter par tous les moyens une guerre civile, silencieux même devant l'hostilité implacable du parti alsiniste, la partialité des autorités et la complicité des pouvoirs constitués dans le dépouillement

du vote. Il savait aussi que le parti alsiniste, n'étant pas composé des mêmes hommes, n'accepterait pas une défaite sans compensations ; il crut sage et politique d'aller au-devant du danger, et d'offrir ces compensations à ce parti vaincu avant qu'il ne les exigeât les armes à la main. Peut-être, au moment où il abdiqua ainsi la moitié de l'autorité qui allait lui être conférée, M. Avellaneda se souvenait-il de la mort tragique de son père, dont la tête, fixée au bout d'une lance, fut promenée dans Tucuman par les *mazhorqueros* du dictateur Rosas.

C'était en tout cas agir dans l'intérêt de la paix publique, mais ces espérances furent déçues. Le parti alsiniste en effet, ayant la volonté de mener sous le nom du futur président le pays au gré de sa politique, livra à M. Avellaneda quelques voix inutiles dont il n'avait que faire, et s'empara sans plus tarder de tous les emplois, de tous les commandements, puisa dans le trésor les fonds nécessaires pour payer les frais de la lutte électorale, et enfin mit le comble à l'irritation des mitristes en excluant des chambres provinciales leurs députés nouvellement élus, et substituant les noms de ses partisans à ceux que le peuple de Buenos-Ayres avait désignés.

Avant ces événements, malgré leurs paroles de menaces, les mitristes n'avaient certes pas résolu de s'opposer par les armes à la prise de possession de la

présidence au 12 octobre; mais, disposés jusque-là à s'enfermer dans les limites d'une opposition parlementaire, ils ne voulurent pas accepter l'exclusion de leurs députés, la falsification des urnes consacrée par les pouvoirs publics. La révolution fut donc préparée de longue main et au grand jour; elle éclata le 24 septembre. Le parti révolutionnaire comptait en grand nombre dans ses rangs, en même temps que des généraux, des légistes et des hommes d'État; ils avaient délibéré et décidé que la constitution autorisait à repousser par les armes tout gouvernement de fait, et le gouvernement nouveau se donnait lui-même ce titre inconstitutionnel; il fut donc résolu que le président Sarmiento ne serait pas attaqué, qu'il déposerait le pouvoir en paix, mais que l'on s'opposerait par la force à ce que le pouvoir et le titre de président fussent transmis à son successeur désigné.

Le général Mitre pouvait réunir autour de lui tous les généraux de la République disposant de commandements et en activité de service, et jeter dans la balance le poids de toutes ces épées.

Quelle est en effet la situation de la République au point de vue militaire? Obligée de se garder de tous côtés contre les invasions d'Indiens, la République Argentine conserve nécessairement sous les drapeaux un certain nombre de vétérans et quelques généraux ou colonels en activité de service en temps de paix. Les

ville voient rarement des troupes, les garnisons n'existent pas, les corps d'armée gardent les frontières. En cas de guerre qui mette en péril le pays, la garde nationale est mobilisée. La seule force armée dont dispose le gouvernement est donc dispersée sur les limites d'un territoire huit fois grand comme la France, et le corps le plus rapproché n'est pas à moins de soixante-quinze lieues de la capitale. Le gouvernement néanmoins, pendant la lutte électorale, prévoyant la nécessité d'une concentration, avait depuis un an, sous prétexte de menaces de guerre de la part du Brésil, embauché et conservé à Buenos-Ayres un supplément de troupes et fait des achats d'armes à l'étranger, en un mot s'était entouré d'une apparence de forces sur lesquelles il n'osait guère compter. Le général Mitre de son côté et ses partisans s'étaient depuis longtemps assuré des forces sérieuses, et pouvaient compter sur les troupes dont disposaient les commandants des frontières, le général Rivas, les colonels Borges, Murga et Machado ; avec ces officiers supérieurs lui étaient acquis aussi les Indiens soumis, en rapports continuels avec eux, et dont les caciques, saisissant tous les prétextes d'invasion, sont toujours prêts à mettre leur dangereuse amitié au service des partis. Du côté des provinces éloignées, le général Arredondo, alors sans commandement, avait sous la main ses anciennes troupes, et il était de tous le plus hardi,

comme le prouve son entrée en campagne, débutant par l'assassinat du général Ivanowsky et la prise des villes de San-Luis et de Córdoba. Que pouvait-on espérer de la garde nationale? Mobilisée à la première nouvelle de l'insurrection, elle devait être composée de tous les citoyens sans distinction et par conséquent d'électeurs, et ce n'est peut-être pas sans raison qu'à Buenos-Ayres les mitristes voyaient dans sa mobilisation l'armement maladroit de leurs partisans.

Tels étaient les éléments qui de part et d'autre entrèrent inopinément en lutte le 24 septembre au milieu d'une paix apparente; cependant l'on put voir dès la première heure que les chances avaient tourné, et que la situation du gouvernement de fait, devenu tout à coup par suite de l'insurrection même le gouvernement légal, s'était par cela seul considérablement améliorée.

II

LES DERNIÈRES LUTTES POLITIQUES, L'OPPOSITION ET LES HOMMES
DU POUVOIR.

Le 24 septembre n'avait pas été choisi par les insurgés comme le jour de la revanche du scrutin ; mais le gouvernement, ayant en main la preuve des dispositions prises contre lui pour le 12 octobre, se préparait à enlever le lendemain les membres influents du parti mitriste : il ne restait à celui-ci qu'à entrer en lutte ouverte, et par son attitude menaçante en même temps que par une démonstration armée arrêter le coup d'État dont il allait être victime. Le 24, la ville de Buenos-Ayres se réveilla fort troublée : les journaux mitristes lançaient dans leur dernier numéro leur cri de guerre ; leurs rédacteurs, suivant leur expression, quittaient la plume pour l'épée, et l'on apprenait que quelques groupes de partisans avaient çà et là enlevé quelques chevaux, tiré quelques coups de feu, occupé sans coup férir un pacifique village de plaisance à la porte de la ville, et fait assez de bruit pour épouvanter une ville de deux cent mille âmes ; quelques heures après, les

deux seules canonnières du gouvernement étaient au pouvoir des insurgés.

La vie fut en un instant paralysée dans toutes les parties de la République, d'autant plus que, parmi ceux qui étaient désintéressés de la lutte, chacun attendait en spectateur un dénouement prochain. Pour la première fois depuis le commencement des guerres civiles, déjà nombreuses dans ce pays, la population de Buenos-Ayres était en majorité étrangère. Cette population ne voyait naturellement dans ce mouvement qu'une perturbation considérable de ses affaires et sa fortune privée en péril ; personne ne pouvait supposer que cette masse d'intérêts allait être longtemps compromise par la vaine ambition de quelques hommes. Le lendemain, Buenos-Ayres, qui naturellement devait être le théâtre de l'insurrection, où le sang devait couler dans les rues, était calme et rassurée ; on savait déjà que les groupes d'insurgés étaient peu nombreux et plus turbulents qu'inquiétants ; la jeunesse mitriste se dissimulait ou s'exilait à Montevideo plutôt que de grossir les rangs de ses coreligionnaires ; ceux qui restaient cachaient avec soin leur drapeau. Le mouvement était manqué, et le gouvernement pouvait procéder avec calme à sa propre défense.

On vit dès lors dans cette société profondément et uniquement occupée d'intérêts matériels que la raison du plus fort serait la seule bonne. Le gouvernement,

en même temps que son autorité, avait à défendre son crédit en Europe, et ce stimulant fut pour beaucoup dans l'énergie qu'il déploya ; l'on peut dire qu'il avait l'œil fixé sur la bourse de Londres plus peut-être que sur les mouvements de l'ennemi. Son énergie eut pour premier résultat de porter le trouble dans le cœur des indécis, en même temps qu'elle empêchait l'entente parmi les groupes de l'insurrection. C'était un spectacle nouveau que celui d'un gouvernement résistant avec vigueur à Buenos-Ayres contre une insurrection de la société même de cette ville, convoquant au cœur du parti révolutionnaire une garde nationale hostile et la faisant à tous risques entrer en campagne ; parmi tous ces soldats de rencontre, fort peu, étaient décidés à marcher contre l'ennemi nouveau, mais tous, attendant les événements, guettaient l'occasion de quitter les rangs et de proclamer le général Mitre ; pas un cependant n'était disposé à le proclamer seul et sans la certitude d'être vigoureusement appuyé.

Chaque jour qui se passa dès lors fut un jour perdu pour l'insurrection et assura davantage la stabilité du nouveau pouvoir. Le 12 octobre était arrivé ; c'était la date fatale où, pendant un instant la République se trouvant sans président, un coup de force devait donner un démenti à la proclamation constitutionnelle. Ce jour se passa sans incident d'aucune

sorte, et l'artillerie, rangée devant la maison du gouvernement, était une manifestation inutile.

Deux mois se passèrent ainsi sans incident et sans bataille. Chacun des partis occupa tour à tour les villages éloignés, perdus dans la pampa ; les Mitristes semblaient ne rechercher qu'une grande mobilité. Disposant de plus de trente mille chevaux pour quatre ou cinq mille hommes, ils opéraient des déplacements rapides et fatiguaient incessamment les troupes du gouvernement, moins bien montées et embarrassées d'infanterie. C'était une sorte de fantasia militaire dans la plaine, mais ce n'était pas une guerre de circonstance qui pût conduire au but poursuivi au milieu de la sympathie générale : c'était une guerre impolitique et mal adaptée aux circonstances. Les habitants de la campagne, forcément atteints dans leurs propriétés, et dans les villes les éléments étrangers tenus en suspens, s'étaient bientôt écartés ; désireux d'abord de voir triompher promptement l'un des deux partis, ils en arrivaient à souhaiter le succès du gouvernement légal, qui semblait avoir plus de souci des intérêts du pays et joindre la force de résistance à l'esprit de conduite.

Aussi fut-ce avec une satisfaction assez générale que l'on apprit à Buenos-Ayres, après ces deux mois ainsi employés, qu'une partie des troupes mitristes s'étaient rencontrées au loin dans la pampa avec un détache-

ment de troupes du gouvernement légal, et que le sort de l'insurrection se décidait. On sut bientôt ce qu'avait été cette rencontre. Huit cents hommes des troupes du gouvernement, bien armés de fusils Remington, munis de deux cent mille cartouches, commandés par un simple chef de bataillon, avaient été enveloppés, dans une estancia fortifiée à la manière de ces établissements d'avant-garde dans le désert, par les cinq mille hommes de la cavalerie de Mitre, et une bataille s'était livrée, bataille de quelques heures. La cavalerie de Mitre, mal armée, s'avança à quelques pas de la levée de défense, mit pied à terre, et, renvoyant ses chevaux, tenta une prise d'assaut à la lance et au couteau, préférant cette arme ordinaire du *gaucho* aux armes à feu dont elle était armée; ce fut une sorte d'abordage, et la pampa offre assez de similitude avec la pleine mer pour que l'illusion fût complète; mais la lutte fut courte, et pour employer une cruelle expression déjà historique, le remington « fit merveille ». Les soldats, maniant cette arme pour la première fois et contre leurs compatriotes, furent aussi étonnés et attristés que leurs adversaires des effets terribles du tir rapide. Aux premiers coups de feu, le général Borges était tombé à la tête des hommes qu'il commandait; il devait être également regretté des deux partis, et la paix devait être scellée de son sang. Le général Mitre lui-même, au milieu des balles qui

frappaient à ses côtés deux de ses aides de camp, fit cesser le massacre en arrêtant l'attaque, et, faisant rentrer ses troupes dans le rang, hissa le drapeau parlementaire. Assiégeant et non vaincu, ayant les vastes solitudes de la pampa libres devant lui pour se retirer et y refaire son armée, il aima mieux traiter dans cette situation honorable que de continuer au profit de son ambition et de ses partisans une guerre meurtrière. C'était pour lui une fin douloureuse et non sans humiliation, mais c'était du moins l'acte d'un patriote et d'un homme de bien égaré par les clameurs de ses partisans.

La capitulation fut signée, elle permettait aux vaincus de rentrer dans leurs foyers sous la protection d'une amnistie générale. Mitre seul et les chefs de corps qui l'accompagnaient s'excluaient volontairement de ces avantages et exigeaient des juges, créant ainsi au gouvernement vainqueur une situation tout aussi épineuse que celle que lui avait faite la lutte à main armée.

III

L'UTILITÉ DES RÉVOLUTIONS SUD-AMÉRICAINES

Les guerres civiles de la Plata ont eu rarement une histoire plus longue que celle de 1874 ; on y rencontre d'ordinaire peu d'événements, perdus dans une longue période de temps. Ce sont le plus souvent de grandes démonstrations de cavalerie dans un pays immense, par conséquent sans résultat, ou des sièges interminables, qui durent douze ans comme celui de Montevideo, ou neuf ans comme celui de Buenos-Ayres. L'histoire de cette dernière guerre civile diffère des autres en ce que, si elle tient en quelques mots, elle est aussi renfermée dans un espace de quelques jours. L'auteur de cette transformation est sans contredit l'étranger : il n'a pas de place dans le fonctionnement politique, mais son influence est partout. C'est lui qui a créé des besoins inconnus de luxe, de progrès et d'industrie ; c'est lui qui a déterminé la mobilisation des capitaux et les a attirés dans ses entreprises, où il apporte presque seul son travail et son activité ; c'est lui, simple ouvrier ou riche négociant, qui personnifie le crédit européen et la production. La constitution

lui concède tous les droits civils et municipaux ; électeur municipal inscrit aujourd'hui, il peut être demain maire de la ville de Buenos-Ayres aussi bien que d'un municipe inconnu, mais elle lui interdit de se mêler de politique, et il l'a en horreur. Ces personnages s'agitant pour des questions obscures qui ne sauraient l'atteindre lui semblent autant d'ennemis de son activité lucrative ; il produit , et tout trouble politique compromet sa production. Si la politique est un mal local dont souffrent plus ou moins tous les peuples, l'ambition politique est un mal pire encore dont les hommes ne consentent pas aisément à subir les atteintes funestes hors de chez eux. Il s'ensuit que l'étranger est aujourd'hui l'obstacle à des révolutions, et par lui ces républiques sud-américaines seront sauvées de ces luttes incessantes, devenues aussi illogiques qu'inopportunes.

Depuis trois ans bientôt que le docteur Avellaneda occupe le fauteuil de la présidence, la République Argentine a traversé des difficultés financières qui paraissaient inextricables ; les désastres privés ont été nombreux, les finances publiques ont été profondément ébranlées, mais la tranquillité publique n'a été troublée par aucun parti, et c'est par la paix que le pays cette fois s'est sauvé.

Cependant il serait injuste de penser que les révolutions, aujourd'hui nuisibles au progrès de ces répu-

bliques, l'aient toujours été. L'Europe s'est longtemps fatiguée d'entendre parler des révolutions du Sud-Amérique, et confondant entre elles toutes ces républiques, sans avoir même une idée exacte de leur géographie, elle pourrait moins encore comprendre leurs mouvements et leurs soubresauts politiques. Pour s'en faire une idée exacte, il faut se reporter à la manière brusque dont toutes ces républiques ont eu à se fonder, à se constituer, quelle a été leur éducation politique première. Il faut se rendre compte de leur jeunesse ; aucune d'elles n'a atteint l'âge mûr des peuples, la plus ancienne a soixante années à peine, et presque toutes sont déjà guéries de leurs défauts de jeunesse. En 1812, l'indépendance subitement proclamée de ces républiques, qui profitent de la complication des affaires d'Espagne et de la guerre entreprise par Napoléon, créait des citoyens libres, mais sans aucune notion de science politique, embarrassés encore au milieu du réseau inextricable de la législation et des coutumes de la vieille Espagne coloniale. Pas d'hommes d'État ; quelques grands hommes comme Bolivar, San-Martin ou Rivadavia étaient des exceptions et ne suffisaient pas à former un peuple, une législation et une société nouvelle. Prompts à repousser les hommes qui avaient participé au gouvernement de l'orgueilleuse et inhabile Espagne, ils n'étaient pas en mesure de les remplacer ; leur

audace n'allait pas même jusqu'à jeter au feu constitutions et lois espagnoles, ils se proclamaient république indépendante, mais sans bien comprendre la portée du mot république ni les conséquences légales de l'indépendance.

Cette situation se prolongea pendant une première période de vingt ans, et devait aboutir, par des bonds successifs, des essais de république, des tentatives de restauration monarchique qui conduisirent Rivadavia lui-même en Espagne pour y chercher un roi introuvable, à une dictature quelconque. Le pays ne pouvait pas en rencontrer de pire que celle de Rosas ; mais ces vingt années de despotisme féodal mêlé de grandeur et de ridicule eurent du moins pour résultat de fonder la république dans la Plata en faisant comprendre à tous le prix de la liberté. Le renversement de Rosas fut le commencement d'une ère nouvelle où les esprits se disciplinèrent, et pendant les dix ans de discorde et de guerre civile qui suivirent sa dictature les esprits étaient déjà d'accord sur les questions de liberté ; il n'y avait en jeu qu'une question d'influence de province et de préséance dans la république confédérée. Cette dernière querelle elle-même a été résolue et vidée, et la république est certainement sortie plus grande et plus prospère de cette longue période révolutionnaire : on a vu une dernière fois que les révolutions sont pour ces peuples jeunes l'école

où ils mûrissent vite et se constituent vigoureusement. La République Argentine prouve par son histoire cette vérité, mais elle ne la prouve pas seule. Le Brésil et le Paraguay, ses voisins les plus proches, affirment la même proposition par les faits contraires de leur histoire. Ces deux peuples n'ont pas connu ces périodes agitées, et n'ont que rarement été troublés par des soulèvements passagers ; l'un et l'autre ne sont pas arrivés à dire le dernier mot de leurs convulsions politiques.

Le Paraguay, écrasé par le despotisme de Francia et des Lopez, auquel l'avait préparé l'éducation monacale des jésuites, n'a pas connu les révolutions et s'est atrophié. Plus prospère au début qu'aucune colonie espagnole, favorisé plus que toute autre par la nature, desservi par un fleuve gigantesque, route qui marche pendant huit cents lieues jusqu'à la mer, le Paraguay a vu sa population s'abâtardir et s'annihiler jusqu'à s'immoler pour l'ambition et par l'ordre d'un tyran oriental.

Le Brésil, lui, s'est constitué en gouvernement monarchique après la déclaration d'indépendance en 1825 ; il a confié ses destinées à une dynastie et son avenir aux garanties d'une charte constitutionnelle. Les deux hommes qui jusqu'ici l'ont gouverné, dom Pedro I^{er} et dom Pedro II, ont été par un hasard heureux deux hommes d'un rare mérite et d'une grande

modération ; jamais sous ces deux règnes le pays n'a été troublé, mais par contre, avec une situation géographique et hydrographique meilleure que celle de tout autre pays, même de l'Amérique du Nord, le Brésil n'est pas dans une voie de progrès, et depuis plus de vingt années il tend chaque jour à prendre rang derrière les républiques du sud ; les économistes et les publicistes indigènes le déplorent ouvertement. Il n'y eut jamais d'autre cause aux menaces de guerre hautement proférées à Rio-Janciro dans les dernières années. Le mal, chaque jour plus profond, n'existerait pas, si l'éducation politique du Brésil s'était faite au milieu des luttes de chaque jour ; il lui faudra de longs combats pour sortir de l'impasse créée par son organisation économique. Cette situation tient dans un mot : le travail y est déshonoré par l'esclavage. Ce fléau qui chasse l'immigrant, le Brésil l'eût détruit comme firent les républiques du sud, s'il eût eu une jeunesse plus agitée ; les palliatifs qu'il a apportés à son mal, cherchant à ménager l'opinion publique étrangère et ses intérêts, n'en ont en rien atténué la gravité.

C'est donc une opinion fort admissible que les révolutions et les turbulences continuelles de l'Amérique du Sud ont été profitables à son éducation politique et à son développement économique ; mais aujourd'hui cette période d'essai est fermée, les questions

de principe sont toutes résolues, et pour la République Argentine, si sa constitution est imparfaite, le pouvoir législatif a la faculté de la modifier. On peut dire que de ce côté toute crainte a disparu. Il n'est pas jusqu'aux vieilles querelles de personnes et jusqu'aux ambitions remuantes qui n'aient reçu dans cette dernière guerre une terrible et salutaire leçon. Il est aujourd'hui prouvé que, même dans la pampa, les révolutions ne sont pas invincibles, et que des villes de l'importance de Buenos-Ayres ne sont plus à la merci d'une simple ambition, quelque justifiée qu'elle soit par le caractère des personnages ; il est démontré aussi que les nationaux les plus influents sont chaque jour plus absorbés et plus noyés au milieu de ce flot toujours croissant de population étrangère.

La République Argentine peut donc être considérée comme sortie de la période des révolutions militaires : si même celle-ci a pu mûrir et éclater, cela tient peut-être plus qu'on ne veut l'avouer au malaise général et à l'état de crise commerciale et financière que traversait depuis un an la population de Buenos-Ayres. Le développement excessif des entreprises et des spéculations, résultat naturel d'une longue période de prospérité, avait entraîné la plupart des nationaux dans des engagements au-dessus des forces même des plus puissants, de ceux dont la fortune et le crédit

étaient le mieux assis. Cette crise atteignait également les deux partis, et il fallait sortir de cette situation insoutenable : une guerre, même une guerre civile, paraissait à tous une issue, ni pire ni meilleure que toute autre. Étrange égarement ! ce remède empirique n'a sauvé personne, et au contraire il a produit dans toutes les fortunes de la Plata un nivellement néfaste, ruinant les situations embarrassées, ébranlant les situations les plus solides. Ce résultat terrible de la révolution, sensible plus que partout ailleurs dans un pays où les préoccupations d'affaires dominant tous les esprits, éloignera mieux encore que le raisonnement et la sagesse politique les révolutions sans fondement et sans but, fléau du continent sud-américain.

CHAPITRE PREMIER

LES ASPECTS GÉNÉRAUX DE LA PAMPA ET DE LA PATAGONIE

I

DESCRIPTION DES TERRITOIRES PAMPÉENS, VÉGÉTATION, CLIMATOLOGIE, VIE ANIMALE; LES ASPECTS DE LA PAMPA.

Les voyages dans les grands déserts de la pampa et de la Patagonie n'ont pas eu jusqu'ici la bonne fortune d'exciter la curiosité publique au même degré que ceux tentés dans l'intérieur de l'Afrique ou toute autre contrée inconnue. Ils ont apporté cependant des révélations importantes à plus d'un point de vue; ils offrent des dangers nombreux et présentent l'attrait de toutes les explorations d'un sol vierge. La science, en dehors de l'attention du public, n'en a pas moins poursuivi l'étude des manifestations de la nature dans ces contrées peu connues. Bien que la civilisation n'ait

rien à emprunter aux peuples épars dans ces immenses déserts de l'Amérique du Sud et qu'elle trouve à peine quelques plantes à utiliser dans ces plaines presque stériles, l'homme moderne peut, du moins, en foulant du pied ce sol vierge, retrouver la trace fraîche encore de phénomènes ailleurs oubliés et le souvenir presque intact d'une vie organique disparue, renouer peut-être le fil de l'histoire de ce continent, en tous cas découvrir des exemplaires jusqu'ici inconnus d'animaux gigantesques et les restes de races humaines primitives, éteintes depuis peu, sans s'être mêlées à aucune autre.

Nous voudrions ici passer en revue les données recueillies par ceux des explorateurs qui ont attaché leur nom à quelque découverte et dont les observations et les études personnelles, faites à des points de vue différents, préparent pour un avenir prochain des démonstrations importantes.

La plaine, quand elle affecte ce double caractère d'immensité et d'uniformité qui est le propre de la plaine pampéenne, ne saurait intéresser au premier abord; elle n'attire par aucun charme ni aucune promesse, semble ne rien dérober aux regards et n'offrir aucune difficulté à vaincre à l'explorateur. Cette opinion fut pendant les derniers siècles celle de tous les colonisateurs de ce continent. Aussi pendant cette longue période ne s'occupait-on que de la description extérieure, pour ainsi dire, de la pampa, et l'on crut avoir assez fait quand on eut dessiné les contours des

côtes avec plus ou moins d'exactitude et relevé quelques baies qui pussent servir d'abri, en cas de besoin, aux escadres ou aux navires marchands en route pour le Pérou ou le Chili. La pauvreté des relations de voyages de toute cette période donne la plus triste idée d'un pays qui n'a su inspirer autre chose ; elles n'ouvrent aucun horizon et n'encouragent aucun effort. Les navigateurs relevaient lentement et sans exactitude les profils des côtes où ils atterrissaient, et les écrivains qui de temps à autre tentaient de décrire les mœurs et les aspects du pays n'en rapportaient que des banalités ou se faisaient inconsidérément les colporteurs de fables ridicules, dominés qu'ils étaient par le désir de faire à ces contrées une célébrité en rapport avec celle qu'avait acquise le Pérou par ses mines d'or.

Géographiquement le territoire que l'on peut réunir sous le nom générique de *pampéen* s'étend du 23° degré de latitude sud jusqu'au détroit de Magellan par 54 degrés, et se trouve compris en longitude entre le 56° degré et le 74°, que suit presque complètement la Cordillère des Andes. Les contrées peuplées de ces grandes plaines sont relativement peu importantes et se composent des quatorze provinces de la République Argentine ; en dehors de ces provinces, d'après une carte officielle que le gouvernement de cette république vient de publier, ce vaste continent comprend encore, sous la domination argentine, qui peut-être s'y manifestera un jour d'une façon effective, mais qui jusqu'ici est restée purement nominale, neuf territoi-

res destinés à être peuplés dans un temps sans doute fort éloigné. Chacun d'eux suffirait à recevoir une grande nation, si leur fertilité était en rapport avec leur étendue; on les dénomme *territoires du Rio-Vermejo, du Gran-Chaco et des Missions*, au nord de ce qui forme le noyau de la République; au sud sont les *territoires de la Pampa, des Andes, du Limay, du Rio-Negro, du Rio-Chubut*, et enfin le plus vaste, le moins connu et le moins réellement possédé, celui de la *Patagonie*. C'est principalement de ces territoires déserts que nous nous occuperons.

Il nous faut laisser de côté les territoires du nord, assez différents de tous les autres en raison de leur latitude tropicale, et où une végétation arborescente est entretenue par la chaleur humide de cette région baignée par de grands fleuves et fréquemment inondée à cause du peu d'élévation du sol. Ces territoires ont cependant beaucoup des caractères de leurs congénères du sud : ils en diffèrent en ce que la forêt y apparaît quelquefois ; mais cette forêt même participe de la pauvreté de toute la région : elle n'a nulle part cet aspect touffu et impénétrable qu'elle présente dans les autres contrées tropicales, ou dans les contrées sylvestres des régions plus froides. Elle est clair-semée : genre de forêt tout à fait spécial, le seul connu, à de rares exceptions près, dans la plaine sud-américaine, elle se distingue de la forêt épaisse et ombreuse en ce qu'elle ne présente nulle part un toit de verdure formant un abri continu contre les rayons du soleil.

Elle est caractérisée par l'isolement et l'espacement des grands arbres entre lesquels poussent d'autres plantes arborescentes formant une espèce de fourré bas qui donne à toute cette région l'aspect d'une coupe récente, où l'on a respecté quelques arbres vieux et de haute futaie. De grands fleuves à peine explorés, comme le Pilcomayo, le Vermejo et le Salado du nord, même les rivières des provinces de Córdoba et de Santa-Fé, sont encore ou ont été bordés de forêts de ce genre. Le territoire du Gran-Chaco, baigné par ces larges cours d'eau, et qui occupe une superficie de huit mille lieues carrées, est entièrement couvert de forêts clair-semées, composées d'arbres de haute tige, isolés les uns des autres, et des essences les plus dures. Les feuillages de ces arbres sont généralement grêles et peu fournis, assez semblables à ceux du saule et de l'*Eucalyptus globulus*; leurs feuilles sont épaisses, petites, non pennées, les extrémités des rameaux sans rigidité, s'agitant au gré du moindre vent, ne lui opposant pas même cette résistance qui ailleurs produit sous la brise un harmonieux bruissement, langage sévère de la forêt que nous connaissons, murmure que l'on écoute et que l'on se rappelle avec émotion.

La forêt n'existe dans aucune partie de la plaine; elle appartient en propre à ces territoires, et, si nous descendons dans la pampa proprement dite, nous ne trouvons plus cette végétation espacée, même dans la partie habitée et fertile qui se distingue des autres parties moins habitables par des caractères particuliers,

que nous analysons plus loin. Ces dernières sont aujourd'hui encore telles qu'elles étaient au jour de la conquête, elles n'ont rien perdu de leur primitif aspect de désolation, ne possèdent qu'une rare verdure, sorte de pelage presque roux en hiver aussi bien qu'en été, du sable, une poussière argileuse, et, dans quelques creux, de maigres et chétifs arbustes, ne dépassant pas six ou huit pieds; plus abondants dans les parties plus rapprochées des Andes, ils restent généralement au-dessous de cette hauteur, si bien qu'un cavalier peut dominer ces petits bouquets de bois, et, au lieu de marcher protégé par leur abri, projeter son ombre sur leurs cimes.

Plus on se rapproche de la Cordillère, plus la pampa manifeste sa stérilité; le terrain en est, en effet, formé d'alluvions modernes, composées de détritits de cailloux charriés depuis la montagne par les cours d'eau qui en descendaient : il en résulte qu'au pied de ces montagnes restent amoncelés de gros débris généralement peu ou point arrondis que la force motrice aujourd'hui disparue a transportés et abandonnés là. Plus on s'éloigne en aval, plus la grosseur de ces pierres diminue, faisant place à un gravier progressivement plus petit, qui lui-même disparaît enfin tout à fait.

Des agents divers qui ont travaillé à constituer le sol pampéen, l'eau courante descendant des hauteurs de la chaîne des Andes et servant de véhicule aux parcelles de roches déplacées par des commotions, alors

plus fréquentes qu'aujourd'hui, était le plus puissant. Ces eaux douces venaient se mêler à celles de l'Océan dans un détroit ou peut-être un grand golfe, pénétrant fort avant dans le continent actuel, à l'endroit même où existe aujourd'hui le lit des grands fleuves qui descendent vers l'Atlantique, golfe ou détroit dont la présence a été démontrée jusqu'en amont de la ville de Paraná, située aujourd'hui à deux cents lieues de l'Océan, et dont l'estuaire de la Plata, quelque immense qu'il puisse nous paraître, n'est qu'une réduction.

L'absence d'arbres est donc générale dans la pampa ; dans la partie fertile, on a fait des plantations artificielles, mais le sol ne semble pas s'y prêter suffisamment. Durant les premiers temps de leur végétation, la croissance des quelques espèces que l'on est parvenu à acclimater est très-rapide, plus peut-être que partout ailleurs ; mais la couche d'humus, fort peu épaisse, est rapidement traversée par les racines ; elles rencontrent alors une couche de sable plus ou moins durci qui, s'opposant au développement de l'arbre, le condamne à l'immobilité, sinon à une décrépitude prématurée. C'est cette raison, beaucoup plus encore que la force des vents, qui hâte le découronnement des arbres de haute tige. Parmi ceux d'une acclimatation récente, l'eucalyptus atteint rapidement une hauteur considérable avant que le tronc ait pu se développer pour lui permettre de porter son mobile panache de feuilles glauques ; après cinq ou six ans,

ceux que le vent a épargnés s'arrêtent, se tordent sur eux-mêmes, semblent avoir perdu cette force d'impulsion qui les avait élevés si haut pendant le cours des premières années, et entrent déjà dans leur période de décadence.

Si la culture artificielle réussit si mal, on s'explique facilement que les forêts naturelles n'aient jamais pu se former, surtout si nous ajoutons à ces causes cette autre, que dans ces steppes l'humidité manque d'une façon presque absolue. Les pluies, peu fréquentes, sont rapidement absorbées par un terrain sablonneux sans laisser de traces de leur passage ; les fleuves, de leur côté, assez rares, presque sans affluents, courent parallèlement les uns aux autres, en se dirigeant tous en droite ligne vers l'Océan. On ne trouve quelque végétation qu'autour des petites cuvettes situées dans les dépressions du terrain et dont la formation est favorisée par des raisons toutes locales.

Ces lagunes sont très-nombreuses dans la pampa fertile, et beaucoup plus rares dans les autres parties de la plaine ; elles ont peu d'étendue, l'eau s'y rassemble pendant les pluies, mais atteint rarement plus d'un mètre au centre ; elles doivent leur origine, en même temps qu'à une dépression du sol, à l'imperméabilité de leur fond, généralement de marne diluvienne dure, d'une épaisseur de dix à douze mètres, qui constitue le sous-sol pampéen. L'eau des pluies, en se rendant à la lagune, déplace nécessairement quelques parcelles de terre végétale qu'elle dépose au bord,

donnant ainsi naissance à une végétation peu fournie, quelquefois arborescente, presque toujours verdoyante, même dans les temps de sécheresse. Quelques-unes de ces lagunes sont assez profondes et recueillent pendant la saison des pluies assez d'eau pour ne jamais s'épuiser; dans la partie stérile des pampas, elles manquent absolument, et ce fait semble dénoncer l'inutilité des tentatives que l'on pourrait faire pour rendre habitables et productifs ces vastes territoires. On rencontre bien quelques grands marais connus sous le nom de *cienegas*, mais presque jamais de lagunes conservant l'eau à la manière de celles qui sont répandues dans les pampas fertiles.

Par contre, on trouve dans le désert pampéen de nombreuses efflorescences salines à la surface du sol; dans certains endroits, la croûte qu'elles forment occupe plusieurs lieues carrées. Le sol salin se présente couvert d'une poussière fine que le vent soulève facilement tant qu'il ne s'est pas produit d'efflorescences; celles-ci apparaissent après de longues pluies dont l'eau enlève le sel à la terre, le dissout et, en s'évaporant, le dépose à la surface. Ces sels sont des sulfates de chaux et de soude; ils existent dans le sol sous forme de gypse, et l'extraction s'en opère comme nous venons de le dire. La couleur blanche du sel n'apparaît bien qu'à la nuit tombante et surtout dans le clair de lune; les cristaux blancs brillent alors avec des reflets métalliques, et la plaine semble couverte de givre.

Il y a deux espèces de sols salifères : les uns connus sous le nom de *salines*, les autres sous celui de *salitrales* ou terrains nitreux. Les salines sont de grands lacs salés préhistoriques et desséchés ; ils sont répandus en grand nombre dans la plaine du nord. Les salitrales ne sont pas des bassins : ce sont de vastes plaines dont la surface se couvre de temps à autre d'une fine couche de sel, qui, au rebours des sels ordinaires, disparaît sous l'action des pluies, permettant le développement d'une riche végétation, et, entre autres, d'une plante connue dans le pays sous le nom de *jumen*, de la famille des *Salicornia herbacea*, dont on utilise les cendres, très-riches en carbonate de soude. Les salitrales affectent deux types très-différents. Dans les uns, qui sont connus par la lucrative exploitation que l'on en fait au Pérou, dans le désert d'Atacama et de Taracapa, le nitrate alcalin se présente sous la forme d'un minéral compacte, en couches d'une épaisseur variable, couvert d'autres terrains, en un mot comme la majorité des minéraux. Les salitrales du second type sont produits par le terrain même à fleur de terre, sous l'action chimique de l'atmosphère agissant sur les matières qui composent le sol, phénomène qui n'a pu être encore suffisamment déterminé. Après un jour de pluie, le voyageur ne distingue pas trace de l'existence du nitre ; mais, après quelques jours de chaleur, le sol se couvre pour ainsi dire à vue d'œil d'une couche de givre. Ce sel, formé à la surface,

peut se recueillir avec la main, et, la couche première enlevée, une autre apparaît immédiatement au même endroit. On l'emploie dans la fabrication de la poudre, dans celle de l'acide nitrique, et surtout dans l'agriculture comme engrais. Ces salitrales ne sont pas spéciaux à la plaine argentine; il en existe en Navarre, sur les rives du Gange et du Nil et dans la république de l'Équateur.

On rencontre en outre dans les territoires du sud, du Rio-Negro et de la Patagonie, quelques lacs d'eau salée semblable à celle de la mer, et dont le sel est exploité depuis des siècles par les habitants. Darwin, en décrit un, situé à cinq ou six lieues de la ville de Carmen de Patagones, d'où l'on extrayait le sel au siècle dernier pour la consommation de Buenos-Ayres, et dont l'exploitation, suspendue à l'époque de son voyage, a été reprise récemment. Pendant l'hiver, ce lac, rempli d'une eau profonde, a l'aspect d'un bassin d'eau saumâtre; l'évaporation naturelle de l'eau sous l'influence du soleil d'été fait déposer le sel en cristaux sur les bords et le fond, et le transforme en un riche champ de sel, dont la couche près du bord a dix ou douze centimètres d'épaisseur, augmentant peu à peu vers le centre. Ce lac a deux milles de long et un mille de large; il en existe d'autres dans le voisinage, beaucoup plus grands, et dont le fond consiste en une couche de sel d'un mètre d'épaisseur. Ces bassins, admirablement blancs au milieu de cette plaine aride, forment un contraste surprenant. On en

peut extraire des milliers de tonnes de sel ; le bord en est boueux, noir, et exhale une odeur fétide. Darwin a cependant constaté la présence d'un insecte vivant dans ce milieu repoussant et salé ; les rives sont en outre habitées par les flamants, qui préfèrent les lagunes d'eau saumâtre.

Les lagunes d'eau douce servent de point de concentration à tous les autres animaux répandus dans la pampa. C'est là que dans la plaine habitée viennent se grouper les animaux domestiques à certaines heures du jour, et, dans les temps de sécheresse, quand la réserve d'eau a disparu des lagunes où ils vont boire habituellement, c'est à la recherche d'autres lagunes plus favorisées qu'émigrent les chevaux et les bœufs par troupes innombrables, qui s'augmentent à chaque étape des habitants des pays traversés. Ils partent ainsi, sans autre guide que leur instinct, pour un voyage de cent ou deux cents lieues à la recherche d'un peu d'eau et d'un peu de verdure, desséchant sur leur passage toutes les lagunes qu'ils peuvent rencontrer, marquant leur route d'une ligne de trainards qui se couchent pour mourir ; ils s'arrêtent enfin quand ils trouvent à s'alimenter pour quelque temps, et ne reviennent que lorsque leur instinct encore leur annonce que les champs où ils sont nés ont reverdi.

Autour de ces petits bassins se réunissent aussi tous les animaux sauvages et les oiseaux d'eau, si abondants surtout pendant la saison d'hiver, les flamants, les cygnes à col noir, les canards des espèces les plus

variées, les oies sauvages, les ibis, les bécassines, les grèbes, plus au sud les pingouins, tant d'autres encore. Il serait difficile de rendre le spectacle magique qu'offrent au voyageur les approches d'une de ces lagunes à l'époque et à l'heure où tous ces animaux y sont réunis. L'arrivée du chasseur est annoncée de loin par le vanneau armé, toujours au guet, vraie sentinelle de la pampa, auquel le moindre événement arrache le cri d'alarme mille fois répété de *tero-tero*, qui lui a valu la substitution de ce sobriquet local à son nom patronymique. Ce bruit agaçant a mis en éveil toutes les familles, bariolées de rose, de blanc ou de gris, fort paisibles sur les bords fangeux de leur lieu de réunion.

Le chaja est le premier à répondre par le cri que son nom imite, *châaka*, au cri d'alarme du *tero-tero*. Il s'élève majestueusement après avoir battu le sol de ses larges ailes, en allongeant le cou avec des allures de grand vautour. L'éveil est alors donné ; tout ce monde ailé s'agite, se dispose au départ, s'éloigne d'un pas lent, perché sur ses hautes échasses, ou nageant rapidement vers le centre de la lagune, jusqu'à ce qu'au bruit des coups de fusil la fuite devienne générale. Des bandes de quarante ou cinquante flamants, d'autant de cygnes, d'oies, d'innombrables canards, des cigognes et des ibis, s'envolent alors pêle-mêle, emplissant l'air de leurs cris, l'obscurcissant ou tamisant les rayons de soleil à travers leur plumage coloré. Dans la plaine du sud, ces animaux ne sont pas les

seuls à fuir devant le voyageur : l'autruche, le cerf, plus loin le guanaque, sont réunis aussi par groupes autour des lagunes, où l'on ne trouve jamais les autres habitants de la pampa, tapis dans leur obscurité, la grosse perdrix, l'agouti, le lièvre des pampas, les diverses espèces de tatous aux armures impénétrables, gros comme des chiens dans le nord et comme de petits hérissons dans le sud, descendants dégénérés des grands glyptodontes antédiluviens. Enfin, dans les parties les plus désertes, cachés dans les touffes épaisses du *Gynerium argenteum*, le jaguar, le puma, félin au pelage de lion, aux allures de tigre, le tapir, le renard, le pécari et enfin les chiens, ces déclassés qui, par abandon ou indiscipline, sont retournés à l'état sauvage et devenus contre l'homme l'allié des fauves ; ils imitent en cela le gaucho qui a commis un crime ou éprouvé un malheur irréparable, et dont la première pensée est de fuir au désert et de s'allier à l'Indien pour se venger d'une civilisation où il n'a plus sa place.

Tels sont les seuls êtres que le voyageur puisse rencontrer dans la pampa, en dehors de l'Indien, qui, lui non plus, ne s'éloigne pas des lagunes, et trace sa route de l'une à l'autre. Toujours invisible, n'ignorant rien de ce qui se passe à la portée de sa vue très-étendue, il a cependant, par ses allées et ses venues, frayé des chemins sous le pied de son cheval du nord au sud et de l'est à l'ouest : le sol mobile de la pampa qu'il habite se prêterait mal à servir d'assise à une

route; l'Indien, seul intéressé à en tracer, ne lui demande qu'une fermeté suffisante pour porter son cheval. Ce chemin étroit se nomme, dans le langage local, *rastrillada*, proprement la trainée d'un râteau; il faut prendre soin de ne pas s'en écarter, non-seulement parce qu'il aboutit aux seuls points où l'homme et son cheval puissent trouver ce qui leur est nécessaire, mais parce que de chaque côté existent le plus souvent des terrains mobiles et fangeux qui ensevelissent facilement cheval et cavalier : ce sont les *guadales*. Combien de fois, dans des opérations militaires, courant à la poursuite des Indiens, une colonne entière n'a-t-elle pas disparu, entraînée derrière le goudou poursuivi, qui, lui, connaît le *guadal*, et, loin de le redouter, sait s'en servir pour échapper à son ennemi! Son cheval est dressé à ce dangereux exercice; il sait ne pas enfoncer, se relever s'il tombe, et, par un effort vigoureux, s'éloigner au milieu du borbier, sans crainte d'être atteint. Que le *guadal* soit de sable, de boue liquide, de glaise humide ou sèche, l'Indien en connaît les secrets, s'y jette, et le traverse le plus souvent; s'il y meurt, il a du moins évité de mourir sous le sabre d'un chrétien.

La partie de la pampa au sud du 37° degré de latitude sud constitue une région différente, sorte de plateau plus élevé, distinct de l'autre, de la basse pampa; là commence une série de collines non interrompues qui viennent aboutir au Rio-Negro, où prend naissance la région patagonienne. Dans cette région

intermédiaire, le pays se modifie; on y rencontre quelques arbres, le saule rouge, *humboldtiana*, des pommiers et des plaines entières de fraisiers couverts au printemps de fruits rouges qui produisent l'effet le plus bizarre sur la robe des chevaux blancs qui se roulent dans ce singulier pâturage.

Le climat de toute la région pampéenne est soumis à des influences spéciales qu'on ne retrouve pas dans les pays situés sous la même latitude dans l'hémisphère boréal. Il faut en effet remarquer que Buenos-Ayres est située par 35 degrés de latitude australe, et le détroit de Magellan par 54 degrés; que l'espace compris entre ces deux points correspondrait dans l'autre hémisphère aux pays qui s'étendent entre le détroit de Gibraltar et le Danemark: or, en Norvège, contrée plus rapprochée du pôle que ce dernier pays, la température s'élève jusqu'à 14 degrés centigrades, et celle du détroit de Magellan ne dépasse pas 10 degrés en été, bien que ce dernier point soit beaucoup plus éloigné du pôle sud que le précédent du pôle nord. Ce climat pourrait paraître inhabitable, et cependant, par une anomalie étrange, même plus au sud, par 55 degrés, les arbres sont toujours verts et croissent parfaitement, et l'on voit les oiseaux-mouches et les perroquets voltiger et trouver à se nourrir. Par contre, si l'on remonte le Pacifique, on note des phénomènes contraires et une température plus basse à mesure que l'on s'éloigne du pôle. A Valdivia, par 40 degrés, ce qui correspond à la latitude de Madrid,

non-seulement les olives et les oranges ne mûrissent pas, mais même, à cause de l'humidité, le blé et l'orge n'arrivent pas sur pied à maturité, pendant qu'en Patagonie, sur les bords du Rio-Negro, par la même latitude, on cultive avec succès la patate, la vigne, le figuier et l'oranger ; ici on ne trouve, il est vrai, aucune végétation arborescente naturelle, pendant que des forêts, rivalisant avec celles des tropiques, couvrent les côtes du Pacifique du 45° degré au 38° degré, contenant des palmiers, des bambous, des fougères et des orchidées.

Au détroit de Magellan, les neiges éternelles, à cause de la basse température de l'été, se trouvent à 1100 et 1200 mètres au-dessus du niveau de la mer, phénomène qui ne se produit en Norvège que par 67 et 70 degrés. Toute la côte du Pacifique, lorsque l'on sort du détroit, laisse voir des fleuves de glace dans des vallées qui ne s'élèvent qu'à 1000 mètres. Sous une latitude égale à celle de Paris, il existe d'immenses glaciers dans un lieu où la montagne la plus élevée ne dépasse pas 2000 mètres. Enfin, pour fixer les idées, le glacier le plus éloigné du pôle qui s'avance dans la mer est situé dans l'hémisphère sud par 46 degrés et dans l'hémisphère nord par 67 degrés, et dans ce même hémisphère sud ces glaciers n'existent qu'à l'ouest des Andes, et la glace est inconnue à l'est.

L'étroitesse du continent et l'influence qu'y exercent forcément les grandes masses d'eau de l'Océan et les

courants chauds donnent naissance à ces étonnants phénomènes de température, si différents de ceux qui se produisent sur les vastes continents de l'hémisphère boréal, où la radiation d'une grande surface de terre dans une atmosphère très-claire contribue principalement à rendre l'hiver très-froid. Dans la partie de l'hémisphère austral dont nous nous occupons, les courants chauds de l'Océan empêchent la température de descendre beaucoup en hiver, et le ciel reste le plus souvent nuageux ; les rayons du soleil ne peuvent ainsi réchauffer d'une façon excessive la surface de la terre ou de l'Océan ; il en résulte que la moyenne de la température est fort basse, mais que la température ordinaire ne subit ni grande élévation ni grand abaissement, ce qui permet de vivre aux animaux et aux plantes des tropiques, auxquelles une température très-élevée est moins nécessaire qu'une protection continue contre le grand froid.

Tels sont les aspects purement physiques sous lesquels se présente le territoire pampéen. Cette région, en dehors de la partie aujourd'hui peuplée par les Européens, est aussi pauvre qu'elle est vaste, les abords en sont aussi faciles que la colonisation en est pénible. Il nous a semblé utile de considérer la superficie actuelle des terrains pampéens et patagoniens, avant de suivre dans les investigations souterraines les savants qui se sont attachés à l'étude de la formation de ce continent et à la description de ses aspects et de ses habitants préhistoriques.

II

L'ÉPOQUE GÉOLOGIQUE ANTÉRIEURE, LES HABITANTS DISPARUS;
LES COLLECTIONS DE FOSSILES DE BUENOS-AYRES.

De tous les grands dépôts sablonneux répartis sur la surface du globe, le dépôt pampéen est un des plus vastes et des plus mal connus, celui sur l'origine duquel les opinions sont le plus divisées. Parmi les géologues, les uns l'attribuent à l'époque géologique la plus récente, d'autres à la formation post-pliocène, c'est-à-dire la dernière de la période tertiaire. De grands ouvrages justement célèbres ont été publiés sur cette matière : ceux de Darwin et de d'Orbigny, déjà anciens, ont été rectifiés et complétés par les études de M. Bravard en 1856, et enfin dans ces dernières années par celles du savant directeur du musée de Buenos-Ayres, M. Burmeister, fort connu dans la science par sa remarquable *Histoire de la création*.

Les perforations faites à Buenos-Ayres ont démontré que le sous-sol de cette ville est composé de cinq couches superposées : la première, superficielle et peu épaisse, formée d'alluvions modernes, la seconde diluvienne, les deux suivantes tertiaires, et la cinquième sédimentaire, formée de roches métamorphiques. Les observations faites sur ce point peuvent donner une idée générale du terrain pampéen, d'autant plus

exacte que dans toute son étendue les couches sont uniformes et se présentent à peu près partout dans le même ordre, avec des différences d'épaisseur : la couche d'alluvions est la plus variable, et disparaît même tout à fait dans la partie occidentale la plus rapprochée des Andes, où le sol est couvert, comme nous l'avons vu, de gros cailloux déposés par les courants d'eau qui descendaient autrefois de la montagne, et où l'absence d'humidité ne permet à aucune plante même herbacée de se développer. Au sud du 40° degré, depuis une ligne de petites collines que l'on appelle Sierra de la Ventana (chaîne de la Fenêtre), la couche diluvienne disparaît, et le terrain tertiaire se montre à la surface, donnant à toute cette partie un aspect de stérilité absolue qui se conserve dans toute la Patagonie avec les mêmes caractères.

La seconde couche, qui correspond à la diluvienne des anciens géologues, a été proprement dénommée *formation pampéenne* par d'Orbigny et Darwin ; Bravard l'appelait *formation post-pliocène* ou *terrain quaternaire*. Quelque nom qu'on lui donne, cette formation est uniforme et s'étend dans tout le territoire pampéen sous la forme d'une couche rouge, rarement jaune, généralement d'une épaisseur de 10 ou 15 mètres, se prolongeant depuis les rives de la Plata jusqu'au pied des Cordillères, et dans ces montagnes jusqu'à une hauteur de 2000 mètres, toujours composée des éléments sable, argile et chaux, entièrement mélangés et non pas étendus par couches distinctes.

Elle se distingue particulièrement par la présence d'une quantité d'ossements fossiles de différentes espèces et appartenant dans quelques cas à des animaux d'une taille gigantesque, qui dépasse celle de tous les êtres dont l'existence préhistorique a été constatée jusqu'à ce jour. Ces ossements se trouvent à divers niveaux, mais plutôt dans les couches inférieures que dans les supérieures de la formation, sans que cependant ces dernières en soient dépourvues, ce qui suffit à démontrer que ces espèces n'ont disparu que peu à peu et n'ont pas été victimes d'un cataclysme général anéantissant simultanément tous les individus. Ces gisements d'ossements existent donc à une certaine profondeur, et comme les travaux publics pouvant donner lieu à des excavations ont été rarement entrepris, que les chemins de fer eux-mêmes, sur la surface pampéenne si plane, ne nécessitent ni remblai ni déblai, leur existence aurait pu rester ignorée jusqu'à nos jours, si ces grands squelettes n'apparaissaient fréquemment à nu dans les berges entaillées des grands fleuves, et même des plus minces cours d'eau dont le lit est toujours profondément encaissé. Les berges du Paraná, qui s'élèvent jusqu'à 20 mètres sur un parcours de plus de 300 lieues et se prêtent admirablement à ces études, ont fourni les remarquables échantillons qui abondent aujourd'hui dans le musée public et dans les collections particulières.

De longue date, ces grands squelettes que les plus ignorants remarquaient dans les rives des fleuves,

avaient attiré l'attention. Les indigènes et tous les gens ignorants en général avaient imaginé des explications qui ont une priorité de date sur celles de tous les savants modernes. Les gens de la campagne supposaient simplement que ces grands animaux devaient avoir de leur vivant l'habitude de se terrer, et que, sentant la mort venir, ils allaient l'attendre dans leurs immenses demeures souterraines, proportionnées à leur taille. De leur côté, les personnes préoccupées d'idées religieuses et de la nécessité de faire concorder les manifestations de la nature avec la lettre des Écritures se contentaient d'affirmer que les os fossiles de taille gigantesque ne sont pas dans leur état naturel, et qu'ils n'ont acquis leur grandeur que par accroissement dans la terre même, après la mort de l'animal, que sa taille pendant sa vie n'avait pu dépasser celle des animaux que nous connaissons et qui ont été sauvés du déluge.

A l'époque de la conquête et longtemps après, l'on attribua ces ossements à des géants disparus. Un des chroniqueurs de la Compagnie de Jésus, le P. Guevara, qui écrivait au dix-huitième siècle, discuta sérieusement l'existence d'hommes géants à une époque antérieure à la conquête, « formidable accumulation de chairs, dit-il, qui portent avec elles l'étonnement et l'épouvante, monstres humains qui ont dû peupler ce pays avant le déluge et dont il est probable que l'on découvrira un jour le lieu de sépulture ! » Les chroniqueurs de l'école de Guevara s'occupaient d'ailleurs

assez peu des restes d'organismes disparus et n'attachaient d'importance qu'aux coquilles qu'ils rencontraient dans l'intérieur des terres et sur des points élevés; sans chercher à reconnaître si elles étaient marines ou fluviatiles, ils déduisaient de leur existence sur la terre ferme et sur les montagnes la preuve du passage du déluge qui, gonflant les eaux de l'Océan, leur permit de déposer à ces hauteurs les restes de ses habitants. Ils en concluaient fort naturellement que le monde que l'on est convenu d'appeler le nouveau est certainement le plus ancien, puisque, les montagnes y étant plus élevées, les eaux ont à la fin du déluge découvert les premiers leurs sommets, qui, se trouvant ainsi émergés avant ceux de l'ancien monde, ont commencé la nouvelle époque. La science n'était du reste alors représentée par personne en Amérique, et les découvertes donnaient lieu aux méprises les plus singulières.

Ainsi pour la première fois en 1766 on s'occupe de recueillir dans la pampa les ossements de fossiles dans un lieu alors fort peu habité, nommé encore aujourd'hui Arrecifes et situé au nord de la ville de Buenos-Ayres. L'existence de gisements considérables dans cet endroit avait été constatée par le capitaine d'une frégate espagnole en station dans les eaux de la Plata, qui, ayant cru reconnaître des sépultures de géants de l'époque diluvienne, demanda au gouverneur de nommer une commission pour les relever devant témoins avec toutes les solennités requises,

s'excusant d'en faire partie, ne voulant pas, disait-il, que l'on pût croire, s'il les recueillait lui-même, qu'il avait préparé ces ossements pour établir par une fiction la vérité d'une thèse qu'il croyait fondée. La commission se rendit au lieu indiqué, et découvrit les ossements annoncés à quarante lieues de Buenos-Ayres, à quatre-vingts de la côte du Paraná. Les médecins et chirurgiens qui composaient alors exclusivement le corps savant de cette colonie déclarèrent sous la foi du serment que les ossements soumis à leur inspection appartenaient évidemment à des êtres raisonnables, que c'était d'ailleurs un fait avéré qu'il avait existé dans ces parages des hommes géants.

Portés en Espagne, ces restes sont les premiers ossements de mégathériums qui aient pu être connus en Europe ; mais on ne sait rien du sort qu'ils éprouvèrent après l'examen des célébrités médicales de Buenos-Ayres. Ce ne fut que douze ans après, en 1778, que parvint à Madrid, envoyé par le vice-roi, marquis de Loreto, un squelette complet de mégathérium qui excita à ce point la curiosité du roi Charles III, qu'il ordonna qu'il lui fût envoyé un de ces animaux, vivant, si c'était possible, mais pour le moins empaillé. Ce désir royal fit l'objet d'une ordonnance du 2 septembre 1780, conservée dans les archives de Buenos-Ayres, contre-signée par le ministre don Antonio Porlier.

Aujourd'hui tout le monde connaît l'importance des découvertes faites dans les environs de Buenos-

Ayres, et la riche collection d'ossements fossiles entassés dans le musée public de cette ville peut compter comme une des plus curieuses réunions d'objets intéressant la paléontologie. L'habileté et la science spéciale de M. Burmeister, depuis quatorze ans conservateur de ce musée, n'ont pas peu contribué à l'augmentation et à la classification de cette collection. En même temps une publication des plus intéressantes due à ses soins, — les *Annales du musée public de Buenos-Ayres*¹, écrites et répandues par lui dans toutes les bibliothèques d'Europe, — a permis au monde savant de connaître dans leurs détails scientifiques les exemplaires d'animaux disparus contenus dans ce musée, que son isolement dans un coin retiré du globe avait empêché jusque-là de fournir à la science les précieux renseignements aujourd'hui divulgués. Décrire cette collection, ce serait passer en revue tous les mammifères éteints de l'Amérique du Sud. Bien que la liste ne puisse en être considérée comme fermée, elle est aujourd'hui assez longue pour laisser entrevoir une période préhistorique où le continent sud-américain et le territoire pampéen en particulier étaient couverts d'un nombre considérable d'animaux, presque tous de taille gigantesque. Nous ne saurions tenter de suivre le savant auteur des *Annales* dans la description détaillée de toutes les espèces et de toutes les variétés découvertes et clas-

¹ 2 tomes in-4° avec planches publiés de 1866 à 1874.

sées : il nous suffira de donner un aperçu de nature à compléter la physionomie générale du territoire pam-péen à l'époque géologique antérieure à la nôtre.

Disons tout de suite que rien jusqu'ici n'est venu confirmer l'hypothèse timidement émise par quelques savants de l'existence de l'homme dans ces régions à une époque contemporaine des mammifères éteints. Cependant des ossements humains mêlés à des ossements de mégathériums ont été trouvés au Brésil par le docteur Lund ; mais cet auteur n'a pas affirmé que ces ossements fussent fossiles : il a dit seulement qu'ils avaient les caractères du fossile et que leur crâne ne ressemblait pas à celui des races actuelles, qu'il était plus petit, que le front en était plus fuyant et se rapprochait du type du singe. Ces crânes diffèrent de ceux trouvés dans l'Amérique du Nord et décrits par M. Lyell, qui les rattache à l'époque des alluvions les plus anciennes de l'époque moderne. Jusqu'ici l'on n'a pas découvert d'ossements de singes fossiles dans la pampa ni même dans l'Amérique du Sud ; par contre, les autres mammifères sont exceptionnellement nombreux.

On a trouvé en effet dans ces lieux des squelettes entiers et des parties de squelettes, suffisantes pour servir de base à une restauration d'animaux appartenant à peu près à tous les genres parmi les carnassiers, les félins, les édentés, les pachydermes ; un tigre, d'une taille un peu plus grande que celle du tigre actuel de l'Inde, connu sous le nom de *ma-*

chærodus, et dont le squelette entier existe au musée ; la race canine représentée par deux variétés, et une grande partie des rongeurs vivant encore aujourd'hui, renards, rats, viscaches. La famille représentée par les échantillons les plus remarquables d'animaux disparus, ou du moins remplacés par des descendants d'une taille fort réduite, est celle des édentés, ainsi nommés parce qu'ils sont généralement dépourvus d'incisives et de canines. Les édentés sont subdivisés en plusieurs genres distincts : le mégathérium et ses variétés, scalydothérium, mégalonyx et mylodonte, les cuirassés et les fourmiliers.

Cuvier n'a connu le mégathérium que par des croquis de l'exemplaire envoyé à Madrid en 1778 ; sur cette simple donnée, il traça cependant dans les *Annales du Muséum d'histoire naturelle* (t. V, 1804) la description la plus exacte qui ait encore été donnée de ce fossile. L'exemplaire existant au musée de Buenos-Ayres a été trouvé en 1837 par un savant médecin, le docteur Muñoz, qui consacra sa vie à des recherches archéologiques. Parmi les animaux actuellement existants, le kangourou est celui qui, sauf la différence de taille, peut le mieux donner une idée du mégathérium, qui avait la faculté de se soulever sur sa queue très-puissante et sur ses pieds de derrière, aussi très-larges, pour atteindre probablement les feuilles des arbres dont il se nourrissait. Ainsi dressé, il pouvait mesurer une hauteur de 5 mètres environ, peut-être davantage. Une particularité de

cet animal est l'étroitesse de son gosier, en disproportion avec sa taille, et qui semblerait confirmer l'opinion émise par Darwin sur les animaux gigantesques, qui sont loin, dit-il, d'exiger une nourriture proportionnée à leur grande taille, puisque aujourd'hui encore les animaux les plus grands de notre globe, lions, rhinocéros, éléphants, hippopotames, habitent des régions où la végétation est très-pauvre, le sol peu fertile et peu favorable à un appétit exigeant.

Le genre des cuirassés est plus varié, en même temps que son importance est égale à celle du genre précédent. Il est représenté dans l'époque actuelle par toutes les variétés de tatous, diminutifs identiques, quant aux formes seulement, à ceux de l'époque diluvienne, qui constituent une des grandes curiosités du musée de Buenos-Ayres. Ces glyptodontes, dont huit espèces disparues ont été déterminées, étaient protégés par une double cuirasse dorsale et abdominale; la première, d'un seul morceau, dépourvue de ces anneaux mobiles que possèdent aujourd'hui, en nombre variable, différentes espèces de tatous. L'énorme poids de cette carapace devait les condamner à une immobilité presque complète; elle se composait de plaques hexagonales unies par des sutures qui s'ossifiaient chez des animaux vieux et dont la superficie externe était formée de rugosités plus ou moins prononcées. Parmi ces glyptodontes, une variété, le *chlamyphorus*, possédait des sortes

d'anneaux, qui, sans être mobiles, étaient composés de plaques en files transversales reliées par des sutures fixes ; on a recueilli en outre des fragments d'une variété que on a pu classer sous le nom de *Loricata dasypus*, qui avait des anneaux articulés et pouvait ainsi se mettre en boule et se mouvoir dans tous les sens.

En ce qui touche les ruminants, il est assez curieux de remarquer que les ossements fossiles que l'on trouve appartenant à ce genre, soit à des cerfs, soit à des lamas ou chameaux de l'Occident, ne dénotent aucune différence avec ceux de l'époque actuelle.

Les pachydermes sont représentés par plusieurs genres connus en Europe, macrauchenia, toxodonte, mastodonte, et, ce qui est plus singulier, par le cheval, qui avait vécu sur ce sol, d'où il devait plus tard disparaître, pour y rentrer ensuite en colon. Il n'existait, on le sait, en Amérique aucun animal qui pût lui être comparé lors de la découverte de ce continent par les Européens ; mais son existence à l'époque diluvienne ne saurait être mise en doute en présence des preuves nombreuses recueillies par plusieurs savants et surtout du magnifique exemplaire complet que renferme le musée. Dans un mémoire qu'il vient de publier sur ce sujet, M. Burmeister établit que le cheval fossile, comme tous les autres animaux éteints de cette époque, ne se trouve que dans la couche inférieure ; il disparut comme eux. La première découverte qui en fut faite est due à

Darwin, qui, en 1832, découvrit sur les bords du Paraná une molaire de cet animal, et, frappé de l'importance de ce fait, le communiqua immédiatement à Londres, sans se douter que lui-même avait envoyé déjà deux mois auparavant une autre molaire de cheval, enveloppée dans la terre qui couvrait le crâne d'un mégathérium. Depuis les trouvailles ont été nombreuses ; différents savants ont contribué à classer les variétés du cheval fossile, *curridens*, *principalis*, *macroquathus*, *americanus*. Aujourd'hui cette démonstration est complète, et une particularité constatée par M. Burmeister a servi de point de départ à une nouvelle classification : c'est l'existence, chez certains chevaux fossiles, d'un os supernasal, indépendant, de vingt-huit centimètres de long et de deux centimètres cinq millimètres à sa base, venant s'unir à l'os frontal. Ce genre nouveau a été désigné sous le nom d'*hippidium* ; il se distingue par cet appendice nasal, qui peut faire supposer qu'il avait une sorte de trompe, et en outre par des différences de molaires et par ses pieds de devant possédant les restes d'un quatrième doigt qui manque aux pieds de derrière. Ce genre, comme le précédent, se rapproche plus, par son aspect extérieur, de l'âne et du zèbre que du cheval domestique : le tronc est plus fin, les membres plus petits que chez le cheval actuel, la tête plus grande et disproportionnée, le cou court, les pieds larges, imitant en un mot le type des poneys ; en résumé, une apparence

peu gracieuse. Sa taille devait être à peu près celle des chevaux modernes de la pampa, légèrement plus petits que ceux d'Afrique.

Il nous reste à dire ce qu'étaient les aspects de la plaine pampéenne à l'époque où ces animaux, si nombreux et si variés, l'habitaient. Ce n'est qu'au commencement de ce siècle, avec Darwin et d'Orbigny, que l'on songea à se préoccuper de l'étude préhistorique du continent sud-américain. D'Orbigny soutint cette thèse qu'une mer avait couvert la pampa à la suite d'un violent cataclysme, probablement produit par un soulèvement dans les Cordillères, qui éleva le fond de la mer voisine et fit déborder ses eaux. Darwin ayant reconnu que cette théorie se heurtait à des impossibilités, qu'elle n'était pas compatible avec la présence du terrain pampéen à onze cents et quinze cents mètres d'élévation, avec l'épaisseur générale de la formation, ni surtout avec la présence d'animaux terrestres et l'absence d'animaux marins, essaya de la modifier. Il admit la formation marine, mais déposée sur les bords d'une grande baie réduite peu à peu aux proportions d'un estuaire boueux, sans se préoccuper de l'absence d'animaux marins, et en établissant que les animaux terrestres avaient été transportés par les eaux après leur mort sur les rives de l'estuaire ou dans l'estuaire même. Les deux seuls points étudiés par ces deux grands naturalistes étaient la côte du Paraná, près de la ville de ce nom, et la baie à l'embouchure du Rio-Negro. Ces observations étaient évidemment

insuffisantes pour servir de base à une théorie complète et définitive de la formation de terrains aussi étendus, qui couvrent plus de la moitié du continent sud-américain ; elles ne tiennent pas compte du soulèvement des Andes, phénomène qui devait avoir concouru à la formation, aussi bien que déterminé les cataclysmes qui avaient changé l'aspect de ces régions. Aussi ces deux hypothèses ne résistent-elles pas à un examen attentif, et ne sauraient-elles être mises d'accord avec tous les faits observés depuis. Il n'est pas admissible que des animaux aussi gigantesques que ceux dont on trouve les squelettes aient été transportés, après leur mort, des hauteurs où ils vivaient, jusque sur les bords de l'estuaire actuel de la Plata.

M. Bravard et M. Burmeister, qui, tous les deux, ont combattu ces théories, sont d'accord sur ce point que ces animaux ont vécu et sont morts là où l'on a trouvé leurs cadavres ; mais ils diffèrent d'opinion sur la manière dont s'est déposée la formation. M. Bravard était un paléontologue français venu à Buenos-Ayres vers 1852, attiré par la richesse des gisements fossiles, et qui, après avoir consacré toutes les heures de son séjour à des études sur la géologie de ce continent, périt malheureusement enseveli sous le tremblement de terre de Mendoza en 1864. Il attribuait la formation des dépôts pampéens à des causes atmosphériques et terrestres, posant en principe qu'à l'époque où vivaient les grands mammifères éteints, il ne s'était produit autre chose que des phénomènes semblables à

ceux que nous avons constamment sous les yeux, formation de dunes de sable sur le bord de la mer et accumulation de ce sable sur toute la plaine sous l'influence des vents. Le sous-sol de la pampa est, dit-il, absolument semblable par sa composition à celui des dunes en France ; de plus, si l'on étudie l'histoire des dunes, il est facile d'en suivre l'envahissement successif au grand préjudice des riverains, de noter les villes ensevelies comme Escoublac en 1779, ou des territoires comme ces vingt-cinq kilomètres de côtes qui ont subi le même sort près de Saint-Pol-de-Léon, dans le Finistère, de 1666 à 1722. Une végétation naturelle, un lichen suffit à fixer ce terrain mobile et à lui donner un peu de consistance. C'est un phénomène semblable qui a lentement formé l'immense surface pampéenne. La végétation et les animaux ont dû souffrir de violentes perturbations dans les conditions de leur existence et de leur habitat ; les tempêtes devaient activer la formation du dépôt, très-lente en temps de calme. C'est pendant ces perturbations atmosphériques que les animaux émigraient là où ils rencontraient une alimentation plus abondante ; de là ces grandes accumulations d'ossements. Aujourd'hui même, il n'est pas rare de voir de violents *pamperos* ou vents de la pampa soulever des dunes intérieures, que l'on nomme *medanos*, malgré leur épaisseur, qui atteint souvent vingt mètres. Les contemporains ont eu plusieurs fois sous les yeux, dans les plaines de Buenos-Ayres, des phénomènes qui peuvent servir de point de compa-

raison. C'est ainsi que de 1827 à 1831 se produisit une grande sécheresse, encore présente à l'esprit de ceux qui en ont souffert, sous le nom de la *gran seca*. Pendant ces trois années, à peine tomba-t-il sur toute la surface du terrain pampéen quelques pluies passagères. Tout le pays, desséché, fut converti en un immense désert ; les bêtes sauvages, réunies aux animaux domestiques, erraient et mouraient ensemble. La terre, soulevée par les rafales du *pampero* et désagrégée par la sécheresse, tourbillonnait dans l'air et couvrait rapidement des monceaux d'animaux, les uns déjà morts, les autres impuissants à se lever et tués par la tempête. Des troupeaux innombrables, entraînés instinctivement vers les lagunes connues ou les rives des fleuves, débilités par le manque de nourriture, se traînaient jusqu'à la rive fangeuse ; les derniers venus forçaient les premiers à avancer, et tous s'enfonçaient sans avoir la force de sortir de cette boue accumulée sur les bords de ces petits réservoirs d'eau. Les cadavres de chevaux et de bœufs s'amoncelaient ainsi par milliers et étaient bientôt ensevelis sous une couche de sable qui s'éleva dans certains endroits jusqu'à deux mètres.

Si l'on prend la peine d'interroger l'habitant, de rappeler ses souvenirs, il vous dépeindra ces années de longue souffrance, où, ruiné, enfermé dans son *rancho*, exposé à mourir de faim ou de soif, rudement éprouvé par ces tourbillons incessants, il n'avait d'autre spectacle que la campagne ravagée, dépouillée de

toute verdure, semée de cadavres plus ou moins décomposés, ossements blanchis, squelettes décharnés, dévorés par les jaguars, les pumas, les renards, que la tourmente ensevelissait, eux aussi, au milieu de leur festin; il vous dira encore comment ces trois années de sécheresse et de stérilité furent suivies de pluies continues et torrentielles, les rivières grossies, le pays inondé, les cadavres arrachés de leurs sépultures par le courant.

Reportons-nous maintenant à l'époque géologique antérieure, et nous comprendrons ce qui devait se passer alors : des phénomènes semblables produisant des effets identiques, avec cette différence que les perturbations atmosphériques avaient nécessairement une influence plus grande à une époque où les forces de la nature n'étaient pas équilibrées.

M. Burmeister, dont l'autorité en pareille matière s'augmente de la valeur d'observations recueillies dans de nombreux voyages à travers la pampa et pendant un long séjour à Buenos-Ayres, s'élève vigoureusement contre cette théorie qui prétend former vingt-cinq mille milles géographiques sur une épaisseur moyenne de vingt-cinq à trente mètres, par des sables mouvants, sans même indiquer d'où pouvaient provenir ces sables. Les dunes en effet sont des dépôts étroits sur des côtes marines, mais ne se présentent jamais sous l'aspect de couches horizontales aussi étendues que les pampas; leurs matériaux sont toujours apportés de loin. Elles supposent de grands

dépôts de sable préexistants, une mer desséchée dont le fond aura été dispersé par le vent, un désert de sable qui n'a pu exister là où vivaient les grands mammifères éteints. Il est également impossible d'admettre que ces animaux aient été ensevelis vivants sous des monceaux de sable apportés par le vent; le mégathérium, en particulier, était construit de telle manière qu'il pouvait laisser passer une tourmente de sable, même d'une certaine durée, en se dressant sur ses pieds de derrière; mais ce qui est péremptoire, c'est que, dans les découvertes faites d'ossements fossiles, l'on observe le plus souvent que le tronc n'est pas déposé au même endroit que la queue et en général les extrémités, fait que seule peut expliquer l'existence probable de nombreux courants d'eau permanents ou discontinus, qui, venant frapper le squelette sans pouvoir le déplacer, poussaient seulement devant eux les extrémités plus légères. La nature de la couche de sable qui enveloppe chacune de ces parties vient confirmer la présomption de l'existence de nombreux courants d'eau. La couche de sable, en effet, qui entoure toujours le tronc et les gros ossements corrobore l'hypothèse que le cadavre en tombant faisait son creux; survenait une crue d'eau : le courant formé rencontrait cet obstacle et bouillonnait autour, laissant tomber là même les cailloux plus ou moins gros qu'il transportait et qu'il n'avait plus la force de charrier plus loin; l'argile fine, plus légère, suivait au contraire le fil de l'eau et se déposait plus

loin autour des extrémités du cadavre, dont l'eau bouillonnante s'emparait et qu'elle emportait après la décomposition des attaches. Enfin c'est surtout la présence de cailloux de gros calibre et par couches qui prouve que le terrain pampéen n'a pas pu se former sous l'influence des vents. Les dunes peuvent contenir des cailloux isolés, même d'un gros calibre, mais jamais par couches entières ; ces cailloux ne sauraient avoir été arrondis, transportés et réunis que par des courants d'eau. On peut même admettre que quelques cadavres aient été couverts de temps à autre par des sables mouvants, mais ce sont là des cas particuliers sur lesquels on ne saurait établir une théorie générale.

L'opinion de M. Burmeister, qui attribue la formation de la marne diluvienne pampéenne à la décomposition prolongée à travers les siècles des roches métamorphiques dans la Cordillère des Andes, fut émise par lui en 1836 dans les *Annales du Musée* ; il la confirme aujourd'hui dans son nouvel et important ouvrage qu'il intitule *Description physique de la République Argentine*, mais qui contient dans son cadre élargi une véritable histoire de la formation du continent sud-américain : ce sont les granits, les syénites et les gneiss mélangés de chaux, qui forment le fondement de toutes les montagnes de ce continent, qui ont fourni les matériaux de cette immense couche diluvienne. L'influence de l'atmosphère décomposait ces roches, et les eaux des pluies descendant des mon-

tagnes transportaient jusque dans la plaine les matières désagrégées. C'est ce procédé qui a fourni, par accumulation, la couche pampéenne de trente mètres : travail lent et insensible qui se continue encore sous nos yeux sans que nous en ayons conscience, et qui a exigé un espace de trente mille années pour se compléter, si l'on prend pour base de calcul l'activité des fleuves actuels, dont les plus grands ne produisent pas plus de sept centimètres d'alluvion par siècle. De grandes pluies ont lavé les roches et conduit jusqu'à la plaine les parcelles transportées par le courant ; aujourd'hui encore le Paraná et l'Uruguay charrient dans leurs eaux bourbeuses des quantités considérables de produits d'une décomposition semblable, et chaque année des bancs se forment ou augmentent d'étendue dans le grand estuaire de la Plata jusqu'à compromettre, dans un avenir peu éloigné, les abords de Buenos-Ayres ; en même temps le long des côtes du Paraná et de l'Uruguay, en dehors de l'estuaire, des îles d'une étendue déjà considérable se forment par alluvion et réduisent peu à peu le lit de ces fleuves. Il est certain que l'estuaire de la Plata avait à cette époque antérieure une étendue plus considérable et affectait les proportions d'un grand golfe : des coquilles marines, des squelettes de baleines, trouvés à cent ou cent cinquante lieues de l'embouchure actuelle, le prouvent surabondamment ; mais on ne saurait admettre que la mer ait contribué à la formation du territoire pampéen, qui est due à l'affrètement continu des

Cordillères, travail que des soulèvements successifs des montagnes venaient de temps à autre activer. Il est démontré aussi, par la position des cadavres, que les grands mammifères éteints n'ont pas été victimes à la même heure d'un cataclysme général ; ils ont disparu peu à peu et successivement. Peut-être cette disparition a-t-elle été amenée simplement par le développement rapide d'espèces plus petites naturellement envahissantes : dans cette lutte pour la vie, la progression en nombre des petits animaux devait rendre impossible l'alimentation des grands, moins bien constitués pour arriver à se nourrir sur un terrain pauvre. Ne voyons-nous pas aujourd'hui un phénomène analogue se produire au même lieu, sous l'état de domesticité ? Le terrain réservé aux bêtes à cornes est chaque jour rétréci, le mouton, par une multiplication rapide, exigeant chaque année de nouvelles surfaces pour s'épandre ; si bien que, si ces deux races étaient abandonnées à elles-mêmes, le mouton resterait certainement maître du terrain, organisé qu'il est pour brouter jusqu'au ras du sol les herbes les plus menues sans laisser au gros bétail la possibilité d'en couper la largeur de sa langue.

Il entre dans la théorie de M. Burmeister de prendre le lieu où ces cadavres ont été trouvés pour celui même où les animaux éteints ont vécu. Les longues pérégrinations étaient difficiles aux grands édentés, mégathériums, fourmiliers, paresseux et tatous ; et si l'on peut admettre que l'hippidium, le mastodonte et

autres grands quadrupèdes pouvaient entreprendre de longs voyages, il est prouvé aussi qu'ils rencontrèrent devant eux, pendant une longue période, la barrière du grand plateau méridional du Mexique, sous le 20° degré de latitude nord, qui limita leur habitat. Toutes les émigrations trouvaient un obstacle assez infranchissable pour que la faune de chacune des parties de l'Amérique ainsi divisée soit restée distincte, formant deux provinces zoologiques qui contrastent vivement l'une avec l'autre et ne se rapprochent par des similitudes partielles qu'à une époque géologique très-récente.

Retenons donc toutes ces propositions ; elles concordent ensemble et nous paraissent jusqu'ici contenir la meilleure théorie de la formation du terrain diluvien et de la vie dans les pampas à une époque géologique antérieure.

III:

LA PATAGONIE. — SYSTÈME DE SA FORMATION GÉOLOGIQUE. — SES HABITANTS ACTUELS ET SES HABITANTS DISPARUS. — SES LÉGENDES, SON HISTOIRE ET SES EXPLORATEURS.

Le territoire patagonien, qu'il nous reste à parcourir pour compléter l'étude de la partie orientale du continent sud-américain, commence géographique-ment au Rio-Negro par 40°. Il diffère par sa constitution et son aspect général du territoire pampéen, dont il est la suite, en ce qu'il se compose non pas d'une plaine uniforme, mais bien de steppes disposés par étages et formant de vastes plateaux juxtaposés en gradins successifs depuis l'Atlantique jusqu'aux Andes. Ces terrasses sont au nombre de huit ; la plus élevée forme la base de la Cordillère ; la plus basse la côte de l'Océan, comme une falaise de cinquante-cinq mètres d'élévation. Elles se prolongent du Rio-Colorado au détroit de Magellan, et dans certains points rapprochés de ce détroit elles n'ont pas assez de largeur pour qu'on ne puisse d'un lieu élevé en embrasser l'ensemble et compter d'un coup d'œil les gradins de cet amphithéâtre s'étendant sur une longueur de 14 degrés et sur une superficie de vingt mille lieues carrées. Dans le

centre des plateaux successifs existent de profondes dépressions du sol, qui sont les seuls endroits garnis d'un pâturage assez maigre, brun et coriace, sans uniformité et parsemé de bouquets d'arbustes épineux dont les plus élevés atteignent à peine six pîeds. L'eau n'existe nulle part en permanence sur ces plateaux : le sol serait, il est vrai, trop compacte pour l'absorber ; mais les pluies sont peu abondantes, et l'évaporation s'en fait rapidement sous l'influence des vents qui soufflent du cap Horn. Le mirage cache presque toujours l'horizon derrière une vapeur trompeuse qui s'élève de la surface surchauffée ; le guanaque seul, dont les formes et le mode d'existence rappellent le chameau d'Afrique, peut vivre dans ces plaines misérables. De distance en distance, le sol est coupé perpendiculairement à l'Atlantique par cinq grands fleuves, presque sans affluents : le Rio-Colorado, le Negro et le Chubut, d'une importance à peu près égale, puis le Rio-Chico et le Rio-Santa-Cruz, qui, plus rapprochés du détroit de Magellan, sont nécessairement moins importants. Ces cours d'eau sont formés par la fonte des neiges et roulent leurs flots rapidement, plus ou moins puissants suivant la saison, à peu près en ligne droite depuis les Andes jusqu'à l'Océan. La végétation est un peu moins pauvre sur leurs rives ; ils sont bordés de saules rouges qui, malgré leur importance relative, semblent au milieu de cette immensité de maigres bouquets d'arbres. La partie occidentale de la Patagonie, la moins explorée,

est riche en sombres forêts d'arbres verts et résineux : les Araucans sont les maîtres de cette région. Tout ce territoire semble en somme n'avoir pas complété sa dernière évolution géologique, et être en retard d'une époque sur les contrées voisines.

D'après Darwin, ce sol aurait été soulevé en masse à une hauteur de trois cents ou quatre cents pieds pendant la période des coquillages marins actuels. Huit longues époques de repos auraient interrompu ce long soulèvement ; pendant ces intervalles, la mer aurait entamé profondément les terres et formé à des niveaux successifs les longues lignes de falaises escarpées dont l'ensemble simule un gigantesque escalier, tous ces phénomènes se succédant avec une grande uniformité ; ainsi se seraient formées huit terrasses à peu près identiques, chacune élevée à peu près à trente mètres au-dessus de la précédente. L'Indien lui-même qui habite ces solitudes a remarqué ces dispositions naturelles du sol et appelle cette contrée *pampas hautes*. La surface en est couverte de gros gravier produit par le travail continu des flots de la mer à l'époque où elle battait chacune des terrasses qui ont formé tour à tour son rivage. La rive actuelle subit encore aujourd'hui cette action des flots, et peut-être sera-t-elle un jour remplacée dans ce rôle, soulevée elle-même, en même temps qu'il se produira un abaissement du fond de la mer comme cela a eu lieu à d'autres époques. Pendant ces soulèvements successifs, les terrasses supérieures ont pu se couvrir d'une végétation nourrie

des parcelles terreuses étendues sur leurs surfaces, et provenant du broiement des parties désagrégées des montagnes ; mais les terrasses inférieures laissent apparaître la couche tertiaire que l'on trouve dans les pampas basses à quatre-vingt-douze mètres de profondeur, et qui est ici la continuation apparente de cette couche souterraine, à laquelle, en raison de ce caractère, on a donné le nom de couche patagonienne.

Jusqu'à la fin du siècle dernier, l'intérieur de la Patagonie est resté tout à fait ignoré, l'Espagne s'étant contentée de prendre idéalement possession de ce territoire. Magellan en 1520, Samiento et Drake vers 1580, Cavendish en 1591, s'étaient bornés à décrire les côtes ; ce dernier seul avait remonté un petit cours d'eau insignifiant, la rivière Désirée, par 48 degrés, jusqu'à trente milles dans les terres. Au dix-huitième siècle, quelques explorateurs tentèrent la description du pays intérieur, entre autres le P. Falkner, chirurgien irlandais affilié à l'ordre des jésuites, Viedma et Villarino. Ces plaines stériles n'offraient par elles-mêmes aucun attrait, et ce que l'on en connaissait était plutôt de nature à éloigner quiconque eût eu la malencontreuse idée de s'y aventurer ; la fable seule leur avait fait une célébrité. Sans que l'on sût l'origine de ce bruit, il s'était répandu que dans les plaines patagoniennes existaient des villes au nombre de deux ou trois, désignées sous le nom général de Césarès. Ces villes avaient été fondées, disait-on, par des Européens venus on ne savait d'où, et qui, sans commu-

nications avec le reste du globe, gardaient des trésors comparables seulement à ceux du Pérou. Ces villes, et cela était consigné dans des documents publiés sous forme authentique, avaient été bâties par des naufragés ou des Espagnols échappés aux massacres qu'en avaient faits les Araucans en 1599. La ville principale était placée près de la lagune Payeque, voisine d'un vaste marais appelé Llanqueco, sans que l'on sût même qui avait imaginé ces noms; on allait jusqu'à décrire ces villes, entourées de fossés et de murs ouverts d'un seul côté, où l'on entrait en passant sur un pont-levis. Les édifices, les temples étaient somptueux; l'or et l'argent y abondaient; on décrivait le costume de leurs habitants et jusqu'à la couleur de leurs cheveux; ils parlaient, disait-on, une langue aussi intelligible pour les Indiens que pour les Espagnols, ne laissaient pénétrer chez eux aucun étranger et tenaient à se maintenir dans un isolement des plus complets; mais ils n'avaient pu, malgré leurs précautions, empêcher que des Espagnols et des Indiens ne s'approchassent assez pour entendre le son de leurs cloches. Ces bruits prirent une telle consistance, que la cour de Madrid s'en occupa plusieurs fois et que des édits royaux ordonnèrent des expéditions, qui avaient pour but d'explorer ces terres inconnues et de révéler les secrets qu'elles cachaient. Ces secrets ne valaient vraiment pas l'émotion qu'ils causèrent pendant trois siècles; le P. Falkner en donna la clef. Il découvrit, après de nombreuses questions faites aux Indiens

de toutes les régions, que chaque fois qu'il demandait à un Chilien s'il avait quelque connaissance de ces villes, il obtenait une réponse affirmative, mais que tous les détails qu'il recueillait désignaient clairement Buenos-Ayres et les villes fondées sur l'Atlantique ; s'il faisait les mêmes questions à un Indien pampa, celui-ci répondait de même, mais désignait, sans en avoir conscience, les villes espagnoles de la côte du Pacifique. Cette confusion réciproque avait donné naissance à des récits que la fantaisie de chacun avait amplifiés. Malgré les révélations de Falkner, six ans après, en 1781, la cour ordonnait encore une exploration ; elle ne se fit pas, elle eût été du reste inutile : on ne déracine pas les légendes, et celle-là aujourd'hui encore a ses croyants.

Le voyage de Falkner n'avait pas que ce seul objet. La Compagnie lui avait donné mission de l'éclairer sur la possibilité de civiliser les Indiens de Patagonie, et le gouvernement de Buenos-Ayres celle de rechercher les auteurs des déprédations qui prenaient alors dans la pampa des proportions inquiétantes et que l'on supposait commises par des tribus descendant des montagnes du Chili ; mais il s'en était donné une autre toute personnelle, qui consistait à étudier ce pays pour faire bénéficier de tous ses renseignements l'Angleterre, à laquelle il ne cessa de conseiller une expédition dans ces parages, afin d'y établir un port de ravitaillement d'où l'on pourrait facilement assaillir les établissements espagnols des deux océans. La partie

qu'il décrit avec passion est la rive de la Baie sans fond, ou baie de Saint-Mathias, située par 39 degrés. Si nous comparons ses récits et ses descriptions merveilleuses aux relations des explorateurs modernes, nous devons croire qu'il avait, par un hasard heureux, mis le pied sur le seul point fertile de toute cette région. Il semble cependant qu'en Angleterre, aussi bien qu'à Buenos-Ayres, on fit peu de cas de tous ces renseignements ; il ne s'y fonda aucun établissement d'importance, il y eut simplement quelques maisons de refuge de pêcheurs, dont Darwin retrouva les ruines en 1832. Le dédain le plus absolu pour tout le territoire patagonien, c'est là tout ce que produisirent et la légende de la ville de Césarès, et les ordonnances des rois d'Espagne, et la croyance que l'on avait généralement que tout le sol américain devait contenir des richesses sans nombre. Il semble au contraire que de notre temps la mode soit aux explorations en Patagonie ; on s'occupe de cette contrée ; on y cherche, sans beaucoup de résultats il est vrai, quelque élément de fortune à exploiter, — des relations récentes en font foi. — Nous ne mentionnerons ici que les voyages qui ont un objet scientifique, et en particulier celui du commandant W. Musters, qui, en 1870, explora ce continent presque dans sa totalité, et ceux d'un jeune archéologue déjà fort connu en Europe par ses études anthropologiques, M. Francisco Moreno.

Les beautés du paysage, les richesses du sol ne sont pas ce qui saurait attirer personne en Patagonie.

Sorti des vallées des grands fleuves, dont le lit est bordé d'une bande de terrain assez étroite couverte de pâturages plus ou moins riches, on ne trouve plus que les plateaux qui dominent ces vallées, domaine exclusif du guanaco, de l'autruche, etc. Ce n'est aussi que sur la rive des fleuves que de loin en loin le voyageur rencontre quelque tribu indienne méfiante, sinon hostile. M. Moreno avait pu en 1874, dans un premier voyage limité aux environs de la ville argentine de Carmen de Patagones, se rendre un compte exact de toutes ces misères locales; mais il avait en même temps mis la main sur un trésor anthropologique suffisant pour lui laisser entrevoir des découvertes plus importantes encore, qu'il a poursuivies depuis dans des voyages successifs, dont il publiera bientôt les résultats définitifs.

En 1874, M. Moreno, parti pour la Patagonie à la recherche d'objets anthropologiques destinés à enrichir sa collection particulière, eut l'occasion de découvrir quelques cimetières préhistoriques et quelques *paraderos* ou campements d'anciens Indiens. Les descriptions jusque-là données ne provenaient pas de témoins oculaires; le professeur Strobel, M. W. Musters et M. Burmeister en avaient seuls parlé, mais sans leur attribuer l'importance que devaient leur donner les récentes découvertes. Disons d'abord que les Indiens qui occupent actuellement les régions voisines n'ont rien de commun avec les tribus disparues ou déplacées qui y ont laissé la cendre de leurs morts.

En 1781, le vice-roi de Buenos-Ayres établit en ce lieu un pénitencier, ce qui détermina le déplacement des tribus antérieurement établies et que Falkner avait décrites, les Puelches, les Tehuelches, qui habitent aujourd'hui au sud du Rio-Chubut et ne viennent plus à Carmen qu'une fois l'an, pour négocier leurs tapis de plumes d'autruche et de guanaque.

Ce sont des individus de cette race que Magellan aperçut sur la rive de la baie de Saint-Julien, où il relâcha, et qu'il décrivit comme des géants, leur donnant le nom de *Patagons* à cause de la grandeur de leurs pieds, qui lui parurent immenses, recouverts qu'ils étaient de peaux de bêtes pour les préserver du froid. Ces Indiens se servaient de flèches à pointe de silex encore à cette époque, et n'en abandonnèrent l'usage que lors de l'introduction du cheval, vers le milieu du dix-huitième siècle. Tous les ossements contenus dans les cimetières de cette région doivent être considérés comme appartenant aux Tehuelches. Ils se trouvent même à la surface du sol ; les Indiens, ne possédant pas d'outils pour entamer une terre dure, plaçaient leurs morts dans des dunes de sables faciles à remuer, mais que le moindre vent dissipait. Cette action du vent mêlant les ossements les uns aux autres, on crut longtemps que ces Indiens enterraient leurs corps en fosse commune, ce qui n'était pas dans leurs usages et était tout à fait en contradiction avec le respect que tous les Indiens en général et ceux-ci en particulier ont toujours eu pour leurs morts. Leur

mode de sépulture, mieux connu, démontre au contraire la volonté bien arrêtée de ne pas laisser les ossements se mêler les uns aux autres. Le cadavre, pour l'ensevelissement, était rétabli dans la position que le fœtus avait occupée dans le sein de sa mère, les genoux touchant le menton ; ainsi cousu dans un cuir fraîchement écorché, on le déposait dans le sol sablonneux, la tête presque à découvert à la surface. Ils attachaient, et leurs descendants attachent encore la plus grande importance à l'accomplissement de ce dernier devoir, et même, par une étrange déviation du sens moral, lui sacrifient le respect de la vie humaine. Quand un vieillard approchait de sa dernière heure, on se préoccupait moins d'adoucir ses souffrances que de le bien ensevelir, et, de peur que les membres ankylosés par l'âge ne se raidissent trop après la mort, on avait et l'on a encore soin de le revêtir vivant de son linceul. Après avoir placé de force ses jambes le plus près possible de la poitrine, on maintenait l'agonisant sous une pression énergique qui produisait souvent la fracture de quelque membre, puis on l'enveloppait dans un cuir frais que l'on cousait au moyen d'une lanière découpée dans le cuir même, qui se resserrait en se desséchant. Le vieillard pendant ce temps terminait son agonie au milieu des plus affreuses douleurs. On déposait avec le mort ses armes, ses instruments, la nourriture dont il pouvait avoir besoin pour ce long voyage. Ces mœurs se sont conservées jusqu'à nos jours ; on y ajoute, s'il s'agit

d'un cacique, le sacrifice de son plus beau cheval, toujours pour le même motif. On trouve donc dans les sépultures des pointes de flèches de silex travaillé, des pointes de javelots de la même forme et matière, de petites hachettes très-rondes, de petits couteaux de silex, des poteries ornées de dessins et de toutes les formes, des balles de grès avec une profonde rainure pour introduire le cuir servant à les lancer, de grands mortiers et leurs pilons, des coquilles percées d'un trou et ayant servi d'ornement, des os de guanques, d'autruches, de loutres ou de petits poissons destinés à la nourriture du mort.

M. Moreno eut la bonne fortune de découvrir trente cimetières de *paraderos* intacts, entre autres celui auquel il a fait une célébrité sous le nom de cimetière de l'Indien Pascal, fort connu dans la science anthropologique. Il y trouva des restes humains rangés en deux cercles concentriques chacun de huit cadavres, séparés par un espace de 1 mètre 1/2, formé par une éminence mamelonnée prenant naissance sur les crânes et s'élevant à peu près jusqu'à 60 centimètres; les crânes et les squelettes étaient peints en rouge, coutume aujourd'hui délaissée. Les *paraderos* ne contiennent pas de restes humains, mais révèlent le séjour des habitants par de nombreux débris, flèches, javelots, poteries, cailloux, réunis en ordre, et des traces de foyers.

Au printemps dernier, M. Moreno partit pour explorer le cours entier du Rio-Santa-Cruz, suivre les

traces de Villarino, de Cox et de Musters et faire ce que ces voyageurs n'avaient pu faire, c'est-à-dire passer les Andes et aboutir à Valdivia ; mais, par une circonstance fortuite, il dut revenir au Rio-Negro et tenter inutilement le passage des Andes en remontant la vallée de ce fleuve et de son grand affluent, le Rio-Limay. Ce voyage devait en effet s'exécuter forcément dans des conditions spéciales qui le rendaient aussi pénible que dangereux. Disons même que pour tout autre il eût été inexécutable ; non pas que M. Moreno ait cette prétention, émise, il y a quelques années, par un soi-disant conquérant du pays d'Araucanie, de jouir, dans ces contrées inabordables, de privilèges royaux ; mais il compte sur quelques présents antérieurs, quelques services déjà rendus, pour avoir le droit de solliciter l'entrée dans les territoires respectifs des tribus sans être immédiatement assassiné, ou, une fois introduit, sacrifié à un caprice d'Indien ivre. Ainsi même il ne saurait se permettre de faire ni un geste inopportun, ni un pas en dehors du chemin tracé, et il lui est interdit de toucher aux sépultures, ce qui cependant est le seul but de son voyage et ce qui est la seule prohibition qu'il ne respecte pas. Méfiant envers tous, capable de tous les crimes, l'Indien juge tous les hommes d'après lui-même, ce qui lui donne une triste idée de l'humanité et le décide à faire disparaître tous ceux en qui il soupçonne des espions. Ajoutez à cela que l'étranger, bien reçu par quelques caciques, est par cela même suspect aux au-

tres; qu'enfin il lui est formellement enjoint de voyager seul. Si, en pénétrant dans ce domaine déjà si bien défendu, il a un bon cheval, un bon vêtement ou quoi que ce soit qui puisse exciter la convoitise du premier Indien qui passe, il le lui faut donner de bonne grâce, restant ainsi au bout de quelques heures mal monté, sans provisions, et par conséquent à la merci de son hôte.

Au sang-froid et à toutes les qualités morales qu'exigent ces circonstances, il en faut joindre d'autres d'un ordre purement physique; ce n'est pas en effet une alimentation européenne que celle que les Indiens Tehuelches offrent à leurs hôtes. M. Moreno nous montrait un restant de viande sèche de guanaque longtemps macérée entre cuir et selle; quelques bouchées de cette chair répugnante, d'odeur fétide, rebelle à la dent, étaient encore ce qu'il pouvait souhaiter de mieux dans les longues étapes entre chaque campement; mais le plus souvent il lui fallait manger des aliments d'un caractère tout à fait national et d'une préparation par trop Tehuelche; c'eût été s'exposer à se faire traiter en ennemi que d'hésiter devant des mets que l'Indien préfère et qui témoignent d'un goût peu délicat. Ainsi, en voyage, il se nourrit exclusivement de viande crue de bœuf, de guanaque et d'autruche, et ce qu'il mange, ce sont précisément les morceaux que, même cuits, l'habitant de Buenos-Ayres n'admet pas sur sa table, les poumons, le cœur, le foie, et qui, crus, baignant dans le sang, sont les

plus répugnants; c'est ainsi cependant que le Tehuelche, les présente, soumettant son hôte à une épreuve d'où son amitié doit sortir justifiée par la résistance de son estomac. Aussi le savant explorateur argentin attache-t-il une importance considérable à des découvertes qui lui ont coûté de si vilains moments; il est revenu cette fois bien décidé à désespérer les savants d'Europe par ses refus péremptoires de répartir entre toutes les collections les richesses uniques de la sienne.

Dans le voyage qu'il vient de faire, il étudia d'abord les régions au nord du Rio-Colorado, dans les environs de Bahia-Blanca par 41 degrés, et put se convaincre que la pampa basse et fertile ne se prolonge pas jusque-là, et fait place à un terrain de transition sans fertilité, remplacé bientôt lui-même par le terrain patagonien, dont il a pu d'autant mieux reconnaître l'aridité qu'il y resta égaré pendant trois jours sans aliments aux environs de Carmen de Patagones. Après d'assez longs préparatifs faits dans cette ville, il commença sa longue exploration du cours du Rio-Negro, qu'il lui fallait remonter pendant cent vingt lieues pour arriver au Rio-Limay. Son dessein était de suivre la rive jusqu'à sa source, pour de là descendre le revers de la Cordillère jusqu'à l'océan Pacifique; mais, pour tout cela, il était nécessaire d'obtenir le consentement de toutes les tribus, et c'est devant cet obstacle insurmontable que l'exploration, près d'arriver à son terme, échoua.

La vallée du Rio-Negro n'est fertile que jusqu'à trente lieues de son embouchure ; la rive en est bordée de saules, à l'ombre desquels on peut presque toujours marcher ; au delà de ce rayon, nulle part la vallée n'a une étendue suffisante pour l'établissement d'une colonie ; il en est de même du Rio-Chubut. Les peuples qui habitent ces parages sont les Mapunches, les Tehuelches et les vrais Pampas ou Tehuelches du nord ; cette dernière nation, assez mélangée, habitait en d'autres temps les environs de Buenos-Ayres. En se rapprochant du Rio-Limay, on rencontre les plateaux qui bordent la vallée et qui sont couverts de couches de cailloux roulés d'une épaisseur de quinze pieds ; la rivière a dans cet endroit environ deux cent cinquante mètres de large ; c'est là que passe la grande route des Indiens par laquelle ils conduisent, depuis Buenos-Ayres jusqu'au Chili, les animaux volés : de loin en loin existent des cantonnements de tribus peu nombreuses. Le but du voyage dans cette contrée était la demeure du cacique principal de la Patagonie, Shay-Hueque, qui commande à sept nations : les Araucans, les Picunches, les Mapunches, les Huilliches, les Tehuelches, les Agoupures et les Traro-Huilliches, répartis entre quatre-vingts caciques ; c'était à lui qu'il fallait s'adresser pour obtenir le libre passage à travers la Cordillère ; mais toute sa puissance ne lui permettait pas de résoudre un point de cette importance sans réunir un *aucantrahun*, parlement général où, avec lui, assistèrent les quatre plus vieux commandants généraux,

accompagnés de quatre cent cinquante-trois lances — et l'autorisation fut refusée ! On imposa au jeune voyageur, avant d'être admis à recevoir cette dernière preuve de confiance, une sorte de stage très-actif comprenant une mission à Buenos-Ayres, l'obtention de certains avantages jusque-là refusés ; en un mot, les fonctions de plénipotentiaire très-diligent de toutes les tribus, ce qui porte avec soi moins d'honneur que de charges. Forcé de renoncer au passage pour ne pas compromettre ses relations et l'appui qu'il trouvait dans ces régions, M. Moreno limita donc son exploration à la vallée du Rio-Limay, qu'avant lui aucun blanc n'avait parcourue : les campements de Shay-Hueque et de Nancuchueque lui servaient de centre. Il trouva chez ces deux importants caciques toutes les démonstrations d'une vive amitié, d'où la méfiance et l'hypocrisie n'étaient cependant pas exclues ; il vécut de la vie de la tente, un peu moins dure que celle qu'il avait connue en voyage.

L'habitation de Shay-Hueque est la plus grande de ces régions : elle mesure douze mètres de largeur ; les murs et le toit sont faits de peaux de chevaux tendues et fixées à des pieux ; le sol est couvert de peaux de guanakes cousues ensemble en forme de grands tapis. Elle est idéalement divisée en deux compartiments. D'un côté sont posés sur le sol les lits des quatre femmes du cacique et de ses nombreux enfants ; ces lits sont un amoncellement de peaux de moutons et de guanakes, recouverts d'une peau de cheval dont

le revers est orné de peintures ; auprès de chacun de ces lits, une branche d'arbre piquée en terre sert à suspendre les vêtements. De l'autre côté de la séparation imaginaire, tous les hommes indistinctement peuvent prendre place pour dormir. Les femmes sont chargées des soins de cet intérieur fort propre et bien disposé, en tout point supérieur au *rancho* du *gaucho* de la plaine civilisée; l'Indien même semble avoir plus de besoins que ce dernier : il sait employer à son usage, à l'amélioration de sa demeure, tous les objets qui sont à sa portée, se faire des plats de bois, des armes de pierre ; une fois sous la tente, il ne se contente plus de viande crue et exige de ses femmes une certaine habileté culinaire que favorisent peu les éléments restreints dont il dispose. Il faut attribuer son goût pour un bien-être relatif à l'influence du milieu pittoresque où il vit, qui lui inspire des pensées nécessairement plus élevées que ne saurait le faire la pampa à son habitant. Ces campements sont en effet situés à l'entrée des vallées des Cordillères, à sept lieues du volcan de Quetropillan, entourés de forêts d'*Araucaria imbricata*, dont le tronc mesure plus de quatre mètres de circonférence ; le sol est couvert de fraisiers ; la lisière du bois est formée de thuyas et de pommiers dont la présence, inexpliquée dans ces régions, est attribuée à des fruits jetés ou consommés le long du chemin par les Indiens de Valdivia dans leurs traversées des Andes : il est à remarquer en effet que la plupart de ces arbres se trouvent sur les bords des chemins et des pe-

titis ruisseaux et généralement réunis en groupe comme les rameaux d'un même tronc.

Le Rio-Limay, affluent du Rio-Negro, est un torrent navigable qui descend impétueusement dans une vallée de la Cordillère, au milieu de roches volcaniques ; il est alimenté par les eaux d'un lac semblable aux plus beaux de la Suisse, le Nahuel-Huapi, et quelques autres cours d'eau formés eux-mêmes des écoulements de lacs pittoresques. Le lac Nahuel-Huapi est le plus important : il a de soixante-dix à quatre-vingts kilomètres dans sa plus grande largeur, et alimente, en même temps que le Rio-Limay, un affluent du Chubut. Le campement de Shay-Hueque est à environ vingt lieues du lac ; le cours du fleuve, resserré entre les montagnes, est difficile à suivre : il est coupé par de grandes et bruyantes cascades. Le terrain est du reste improductif partout dans cette contrée, à l'exception des rives du lac, où, au siècle dernier, les jésuites ont tenté d'établir une mission ; tout autour on découvre des cimes couvertes de neiges éternelles.

M. Moreno avait un autre but que celui d'étudier, comme l'avait fait déjà Musters en 1870, les mœurs des habitants ; il attachait plus d'importance à la découverte des vestiges laissés par les générations disparues. Ses recherches n'ont pas été vaines ; il possède aujourd'hui un musée préhistorique incomparable, composé de plus de trois cents crânes complets des races sud-américaines ; aussi peut-il se permettre de fonder sur ces découvertes quelques propositions qu'il dévelop-

pera dans son prochain ouvrage. La race disparue à laquelle appartiennent ces restes vivait pendant l'époque géologique actuelle, mais dans les mêmes conditions sociales que l'homme quaternaire découvert dans diverses parties de l'Europe : ses armes étaient les mêmes, faites de silex, ses instruments similaires ; tous les objets enfin que l'on trouve dans les sépultures dénotent des mœurs à peu près semblables. Les animaux qui vivaient avec lui ne sont en rien différents de ceux qui fournissent à l'homme moderne de ces contrées son alimentation : le guanake, le lièvre, l'autruche et diverses espèces de tatous. Il est facile de distinguer deux races différentes, la plus ancienne dolichocéphale et la plus moderne brachycéphale¹, quelque peu antérieure à l'époque de la conquête et dont les descendants sont les Tehuelches et les Pampas. On trouve aussi un troisième type, type de transition entre les deux précédents.

La première race se distingue par sa ressemblance avec les Esquimaux et en diffère seulement par le développement de ses arcades sourcilières qui la rapprochent de l'homme quaternaire européen ; elle peut être classée parmi les races les plus dolichocéphales du

¹ Bien que ces deux mots, adoptés par l'école française d'anthropologie, soient assez vulgarisés pour ne pas demander d'explication, nous rappelons, pour fixer les idées, que l'on entend par dolichocéphales les crânes dont l'indice céphalique, c'est-à-dire le rapport du diamètre transverse maximum au diamètre antéro-postérieur, donne 75,00 et au-dessous, — et brachycéphales ceux dont l'indice céphalique donne 83,34 et au delà.

globe, plus de cent crânes ayant donné une moyenne de 72,15. Elle se distingue encore par la singulière usure de ses dents, par la capacité interne de son cerveau, qui n'est pas des plus petites et peut être estimée entre mille quatre cents et mille quatre cent cinquante centimètres cubes. Il n'existe plus aujourd'hui de représentant de cette race, la plus ancienne d'Amérique, éteinte depuis longtemps lors de l'arrivée des Européens. La seconde race est brachycéphale ; c'est le type des Tehuelches qui habitent aujourd'hui le territoire de la Patagonie ; les crânes de ces derniers sont bien connus pour leur grande taille ; le plus grand nombre est déformé dans la partie postérieure par des compressions artificielles. Les Patagons dolichocéphales cherchaient, par ces compressions, à allonger le crâne ; les brachycéphales, au contraire, à lui donner une forme carrée.

Toutes ces découvertes présentent cet intérêt de permettre d'étudier sur le vif une race humaine primitive à peine disparue et restée sans mélange dans un coin du globe. A ce point de vue, les voyages en Patagonie seront longtemps suivis avec intérêt ; mais il faut bien avouer que ce pays déshérité n'offre guère d'autre attrait. Après les voyages que nous venons de citer et celui du commandant anglais W. Musters, qui parcourut pendant une année entière toute cette contrée depuis le détroit de Magellan, visitant les vallées des Andes, explorant tous les fleuves et descendant le Rio-Negro jusqu'à Carmen de Patagones, on peut af-

firmer qu'il n'est aucune des parties de ce pays qui offre à la colonisation des avantages sérieux, et c'est à cela seul qu'il faut attribuer l'abandon où il est resté depuis bientôt quatre siècles qu'il est connu des Européens. Les seuls établissements qui existent seront vite énumérés ; à Carmen de Patagones le gouvernement de Buenos-Ayres envoie ses convicts depuis 1784 ; à Punta-Arenas, dans le détroit de Magellan, le Chili envoie les siens depuis 1856. Ces deux villes ont une bien modeste importance ; cette dernière sert de point de relâche aux *steamers* qui se rendent au Pacifique par le détroit ; elle contient mille cent cinquante habitants, dont le seul commerce se réduit à faire des échanges avec les Tehuelches, établis au nombre de cinq cents entre le détroit et le Rio Santa-Cruz. Ces Indiens se livrent exclusivement à la chasse des autruches et des guanagues ; ils sont hospitaliers et d'un commerce facile, sauf dans les moments d'ivresse, qui se prolongent quelquefois jusqu'à trente jours sans discontinuer, tant que dure la provision d'eau-de-vie obtenue en échange des produits de la chasse. Au Rio-Chubut, une colonie fut fondée en 1865 par cent quatre-vingts Anglais du pays de Galles : leur nombre s'est un peu augmenté ; mais les produits de la colonie sont à peine suffisants pour la faire vivre. Au Rio Santa-Cruz, une tentative faite par des Français sur un terrain de concession donné par le gouvernement argentin aboutit à une dépossession violente par ordre du gouvernement chilien et à

l'abandon des travaux exécutés. Le territoire patagonien ne contient donc pas plus de six mille habitants, répartis sur une surface de vingt mille lieues carrées, sur laquelle même ils ne trouvent pas à vivre ; il se passera encore bien des siècles avant que l'on en puisse tenter avec profit la colonisation. Les dernières explorations auront du moins servi à démontrer que l'heure de cette conquête, qui doit étendre les domaines du pasteur de l'Atlantique aux Andes et des rives du Paraná à celles du détroit de Magellan, est encore fort éloignée ; elles auront servi à mettre en lumière cette vérité, que là où vivent en nombre restreint les animaux les moins exigeants, où subsiste misérablement l'Indien presque nu et sans abri, il est inutile de chercher à remplacer par des colons européens, si industriels et si résistants qu'ils soient, une race qui a acquis par une longue sélection les qualités nécessaires pour se maintenir dans ce milieu désolé. Jusqu'ici on n'a tenté autre chose que de faire pénétrer l'influence et les mœurs européennes par la destruction de la race préexistante. Puisqu'elle seule peut vivre dans ce milieu, l'intérêt bien entendu aussi bien que l'humanité ordonneraient de l'y laisser vivre, en mettant dans ses mains, et non dans d'autres, l'instrument de travail qui lui permettra de féconder le sol et de le préparer pour ses descendants régénérés ; la nature elle-même se prêtera peu à peu avec moins de résistance à cette œuvre de civilisation sous l'influence du travail humain, jusqu'ici inconnu dans ces régions.

Toute tentative violente faite en dehors de ce chemin tracé entraînera la ruine de ceux qui s'y sacrifieront, sans avancer d'une heure la conquête des territoires pampéen et patagonien, qui, l'Indien disparu, resteront dépeuplés et ne seront pas conquis, faute d'offrir à la race blanche les conditions d'habitat qu'elle exige : mince profit, qui ne saurait excuser la destruction d'une race humaine qu'il serait injuste autant que nuisible d'arrêter dans l'accomplissement de sa destinée.

CHAPITRE II

LES RACES INDIENNES DE L'AMÉRIQUE DU SUD

LEURS ORIGINES, LEURS LANGUES, LEUR AVENIR

La question générale de la première origine des peuples d'un continent est en dehors des limites prescrites à l'histoire; elle offre un intérêt de curiosité plutôt que vraiment philosophique. Cette opinion, émise par Humboldt, s'applique exactement aux nations, tribus ou familles qui à une époque très-reculée ont peuplé le continent sud-américain. Elles ont eu, dès le début, à lutter contre des difficultés locales de sol et de climat, à s'adapter à une nature vierge, à modifier jusqu'à leur alimentation, à s'habituer à des productions et à des travaux inconnus, et ont subi par cela même une transformation assez complète dans leurs mœurs, leur langage et leur physionomie, pour que le peuple qui s'est formé des débris

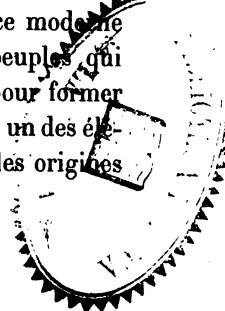
d'une nation ainsi transplantée, soit un peuple tout à fait nouveau. Il est plus intéressant d'étudier la civilisation qu'il a édifiée, que de rechercher de quels matériaux elle est faite et de quelle carrière ils sont extraits.

Les événements modernes que nous connaissons peuvent, au reste, nous servir de terme de comparaison. Supposons, en effet, qu'un grand nombre de siècles se soient écoulés depuis la découverte et la conquête de l'Amérique par les Européens, que le nom de Colomb et celui de ses contemporains se soient effacés de la mémoire des hommes, et qu'un historien parvienne, par des procédés savants, à retrouver les noms des conquérants, l'origine des peuples et des individus : quel intérêt philosophique pourra-t-il tirer de la généalogie des aventuriers de la conquête ou de ceux de la civilisation, gens grossiers, ignorants, ravageant au hasard, foulant aux pieds institutions, religions, sciences indigènes, dérobant et jetant au creuset les preuves de l'esprit industrieux de plusieurs générations ; puis, disparaissant, enlevés par une mort obscure ou rentrant dans leurs foyers sans avoir rien fondé, laissant avec dédain quelques gouttes de leur sang dans les veines des nouveau-nés ? Il y a là peut-être des éléments dramatiques à recueillir, mais l'histoire ne peut sur ces données établir aucun système philosophique.

C'est sur le sol même qu'il faut étudier l'homme nouveau qu'il a formé, chercher l'histoire des alian-

ces, des premiers établissements stables ; l'influence du climat, du milieu, de l'entourage sur le développement d'une civilisation indépendante, sans se préoccuper des hasards qui ont poussé les colons sur cette terre.

L'histoire de chaque nation qui se constitue ainsi par un travail particulier offre un réel intérêt. A ce point de vue, sans rechercher au delà des limites de l'histoire quelle est l'origine des peuples du continent américain avant la conquête, il n'est pas inutile de résumer ce que les recherches de la science moderne ont révélé sur la vie, la civilisation des peuples qui ont mêlé leur sang à celui des Européens pour former les races actuelles. Il y a là, croyons-nous, un des éléments les plus importants de l'histoire des origines des sociétés sud-américaines.



I

LES TRADITIONS PERDUES, LES ERREURS DES CHRONIQUEURS DE LA
CONQUÊTE.

Si c'est un problème difficile à résoudre que celui de l'apparition de l'homme sur le continent américain, il n'est pas moins malaisé de déterminer quels étaient, lors de l'arrivée des Européens, l'état de civilisation et même le nombre et la parenté de tous les peuples que les conquérants rencontrèrent sur le continent. Cette obscurité tient à plusieurs causes, qui toutes ont contribué à la destruction des documents que les premiers explorateurs eurent à leur disposition, sans savoir les apprécier ni les respecter. Des chefs d'expédition, comme Pizarre, ne savaient pas lire ; que pouvaient être les soldats qui les accompagnaient ? Les moines eux-mêmes, qui dans les expéditions représentaient sinon la science, du moins l'étude, n'avaient d'autre souci que de détruire pour remplacer, d'autre pensée que de substituer leurs images à celles des dieux dont ils rencontraient le culte anciennement vénéré. Tout contribuait à supprimer la trace d'une civilisation destinée à un développement plus complet.

Il en résulte qu'au delà des trois siècles qui ont pré-

cédé le nôtre, commence pour le continent américain la période préhistorique ; au delà de ce laps de temps si court, la tradition ne nous a rien transmis de précis. Les monuments qui seuls s'élèvent encore à Cuzco, au lac de Titicaca ou au Mexique ne font que surexciter notre désir de connaître des peuples disparus, qui semblent n'avoir laissé ces preuves majestueuses de leur grandeur que pour faire rougir de leur impuissance les générations futures. Les menus objets, ces compagnons de la vie des peuples, ont disparu, eux aussi : la valeur du métal dont ils étaient généralement composés, loin de les protéger contre la destruction, a hâté leur disparition ; les images, les dessins, les formes de la vie matérielle ; ont été détruits, et avec eux l'espoir de reconstituer le tableau d'une civilisation presque contemporaine de la nôtre et qui nous échappe, faute d'être traduite à notre esprit par les signes de l'écriture.

Il semblerait cependant qu'une fois établis sur ce continent, vivant de la vie des peuples qui l'habitaient antérieurement, contractant des unions avec les tribus sociables, les Européens eussent dû les interroger, s'attacher à découvrir quelque chose de leur histoire, au delà des premiers jours de la conquête. Loin de là ; le mépris du conquérant pour les vaincus était tel, que, même à la fin du dix-huitième siècle, un des écrivains espagnols les plus consciencieux, Felix de Azará, n'hésitait pas à déclarer qu'il est douteux que l'on puisse classer l'Indien parmi les hommes, lui qui

cependant passa vingt années au milieu des tribus civilisées du Paraguay, et qui reconnaissait que, si barbare qu'il soit, si incomplet que soit son langage et si bornée que soit son industrie, réduite aux exigences de la vie la plus simple, l'Indien est le sujet d'études le plus intéressant de l'Amérique ! Cette opinion, ainsi émise par un homme placé en dehors de tout préjugé religieux ou de tout compromis de secte, peut laisser entrevoir ce qu'avait dû être le respect des moines du seizième siècle pour la civilisation qu'ils rencontrèrent, et les hypothèses qu'ils devaient se permettre au sujet des traditions trouvées chez des peuples qui, loin du foyer de Rome, ne pouvaient être que des malheureux abandonnés du ciel, jetés évidemment sur ce continent pour y expier quelque méfait.

Les historiens religieux n'avaient au reste d'autre pensée que de renouer le fil de la tradition biblique dans ce monde nouveau, qui frappait les explorateurs par la grandeur des sites, la nouveauté de la flore et de la faune, mais qui avait pourtant avec l'ancien monde assez d'analogies pour que la première pensée fût de rattacher la vie de l'un à celle de l'autre. Faire rentrer cette création inconnue dans les termes des Écritures n'était pas chose facile : les enfants de Japhet avaient-ils traversé l'île de Platon, l'Atlantide, pour peupler ces territoires sans avoir à tenter un long voyage par mer, ou n'étaient-ce pas simplement les anges qui, après avoir pris soin des animaux dans l'arche, ce qui est notoire, avaient présidé à leur ré-

partition dans les diverses parties du globe? Cette dernière opinion était celle de Torquemada, et elle en vaut bien une autre.

On eût pu s'en tenir à cette explication très-satisfaisante; mais, à cette époque de foi ardente et d'inquisition sévère, on voulut aussi démontrer que le Nouveau Testament avait été prêché sur ce continent; de là la légende de l'homme blanc et barbu que l'on exploita, et dans lequel il fut orthodoxe de reconnaître saint Thomas! Comment en douter? Ne trouvait-on pas au Mexique, comme symbole du culte, la croix? Il est vrai qu'on la trouvait aussi en Égypte et en Syrie dans la plus haute antiquité, mais il était permis de l'ignorer; chez les Aztèques existait même une cérémonie où l'eau et le sel jouaient chrétiennement leur rôle et qui se rapprochait beaucoup du baptême; on trouvait aussi la communion, ou du moins l'usage du pain, du vin et de l'eau consacrés, mais on oubliait que ce rite avait existé chez les Grecs et les Égyptiens, et que la purification par l'eau appartient à un grand nombre de peuples. On n'hésita donc pas à déclarer que le christianisme avait été prêché dans les Indes occidentales, et que, si ces peuples en avaient oublié la tradition, c'était par un châtement de Dieu, ce qui amenait naturellement à déclarer que la conquête et la destruction des tribus était une œuvre pie, une manifestation éclatante de la bonté divine, qui consentait enfin à tirer de l'obscurité ces peuples suffisamment châtiés.

L'histoire et la chronique s'égarèrent pendant plus de deux siècles au milieu de ces théories romanesques : moines et laïques, envoyés pour recueillir des renseignements sur les besoins des Indiens et étudier les lois qui conviennent à ces colonies, écrivent des volumes sur ce sujet. Le plus étrange de ces chroniqueurs est sans contredit Montesinos, dont les *Mémoires historiques* obtiennent auprès de quelques savants une considération peu explicable. Il passa de longues années à parcourir le Pérou, plus d'un siècle après la conquête, et fut un des premiers à mettre en relief l'histoire très-ancienne de cette partie de l'Amérique. « Considérant, dit-il, les choses du Pérou, après avoir pris l'avis des plus vieux Indiens et des personnes compétentes dans la géographie des provinces et la connaissance des langues, aussi bien que des écrits les plus accrédités, que j'ai étudiés avec le plus grand soin ; parlant avec la modestie dont je ne saurais me départir en présence d'un sujet que la sainte Écriture ne nous a pas révélé, et qui jusqu'à notre siècle est resté inconnu, je dis que le Pérou et le reste de l'Amérique a été peuplé par Ophir, petit-fils de Noé, et ses descendants, qui, en considération du nom de leur père, lui donnèrent son nom *Ophir*, dont on a fait par corruption *Phirú*, *Pirú*. » Voilà une question tranchée, et, après avoir énuméré pendant dix pages les auteurs qui ont imaginé et adopté cette théorie, Montesinos, sur cette donnée heureuse, reconstruit toute l'histoire sainte. Ayant retrouvé le pays

d'Ophir, il y fait arriver les flottes de David et de Salomon, retrouve les parents de ces grands rois, rétablit les généalogies, construit des villes sœurs de celles de l'Orient, et n'interrompt son récit merveilleux de temps à autre que pour ne pas laisser impunie l'ignorance de ceux qui ont écrit avant lui sans penser comme lui. Il arrive ainsi, triomphant de toutes les objections qu'il soulève lui-même, à retrouver en Amérique sinon la pomme d'Adam, du moins l'arbre qui la produisit, le paradis terrestre tout entier, le lieu même où Adam commit son péché de gourmandise, le fruit qu'il mangea, dont il ne nous donne pas le nom, mais qu'il cueille sur un arbre assez semblable au palmier, que les naturels appellent *musa* ou *musé*; n'est-il pas de toute évidence que *musa* signifie science, et que cet arbre est l'arbre de la science?

Ces naïvetés enfantines, qui remplissent les chroniques du temps de la conquête, ne sauraient égarer la science contemporaine. Il n'en est pas de même des ouvrages si nombreux des jésuites, qui furent, parmi les colonisateurs, les plus soigneux et les plus lettrés, en même temps que les plus ardents. Leurs missions s'étendirent sur des tribus innombrables et sur un territoire considérable. Ils seraient parvenus même à dominer tout le continent sud-américain depuis l'isthme de Darien jusqu'aux territoires stériles du Sud, et à confisquer à leur profit toute cette civilisation embryonnaire, si l'Espagne, dont l'attention fut appelée sur l'importance de leurs possessions par

la carte qu'ils en publièrent imprudemment en 1748, ne se fût préoccupée de cet envahissement, et n'eût dès lors résolu leur expulsion, qui devint un fait en 1766. Il est difficile, là où les jésuites ont établi leur domination passagère et leurs systèmes, de retrouver le véritable caractère historique des peuples indigènes ; les mœurs primitives ont disparu, le langage même a été modifié et a dû se plier, comme les individus, aux règles de l'ordre. La tendance de celui-ci étant l'absorption, non-seulement il se préoccupa peu de respecter les traditions locales, mais encore il étendit une couche de vernis monochrome sur tous les peuples sujets des missions, jusqu'à leur faire oublier leurs mœurs originales, décolorant leur langage imagé, substituant une phraséologie nouvelle et des cantiques chrétiens aux chants et aux légendes locales, faisant disparaître jusqu'à la trace des idées religieuses qu'il trouva dans le pays, enlevant ainsi toute possibilité de contrôle.

Il est donc bien difficile aujourd'hui, par les récits du temps de la conquête, de se rendre un compte exact du caractère des hommes et du génie des peuples qui vivaient alors sur le continent sud-américain. Il faut, pour trouver quelques peintures fidèles, recourir à de plus naïfs conteurs, que leur ignorance peut du moins mettre à l'abri du soupçon. Ce que Bernal Diaz del Castillo, simple compagnon de Cortez, fit avec de longs détails pour le Mexique, un soldat allemand le fit laconiquement, sans commentaires, pour une

grande partie de l'Amérique du Sud : Ulrich Schmidel, compagnon de Mendoza, passa vingt années à explorer tout le bassin de la Plata et du Paraná avant que les populations eussent eu un long contact avec les Européens, avant même que ceux-ci eussent exploré tous ces pays que Schmidel fut un des premiers à visiter : les événements auxquels il prit part, la simplicité naïve avec laquelle il les rapporte, nous fournissent un élément précieux d'étude et de comparaison.

Quelques autres écrivains font exception à la masse des chroniqueurs des Indes par leur justice envers les vaincus et la passion avec laquelle ils étudient les mœurs indigènes. Les plus utiles à consulter et les moins connus sont Las Casas, évêque de Chiapa en 1520, et Sahagun, moine franciscain ; ils vivaient tous deux à la même époque, en contact permanent avec les indigènes, et relevaient avec sollicitude tous les faits et arguments utiles à la défense des vaincus, qu'ils s'étaient donné pour mission d'arracher aux cruels traitements qu'ils enduraient¹. Une autre source de documents à épuiser réside dans les livres

¹ Leurs manuscrits étaient trop pleins de vérités inconnues de leur temps, et furent condamnés tous deux aux ténèbres ; peu s'en est fallu même qu'ils ne fussent complètement perdus. Celui de Sahagun fut par hasard retrouvé par le savant collectionneur américain Muñoz et publié en 1829 à Mexico, pendant qu'un autre collectionneur, lord Kingsborough, en faisait une édition en Europe en 1830. Le manuscrit de Las Casas, *Historia de las Indias*, n'avait jamais été publié, et pour la première fois une édition, dont trois volumes ont déjà paru, est en cours de publication à Madrid.

publiés par les indigènes qui avaient vécu de la vie des tribus et s'étaient alliés aux conquérants, comme Garcilaso de la Vega, né à Cuzco en 1540 d'un père espagnol et d'une mère indienne, nièce de Huayna Capac et petite-fille de l'Inca Tupac Yupanqui. Ce descendant des rois du Pérou quitta sa terre natale à vingt ans, n'écrivit pas sur les lieux mêmes et ne commença ses *Commentarios reales* que vieux et après un long séjour en Espagne ; mais sa connaissance de la langue quichua, des usages et même des *quipus*, — combinaison de nœuds et de couleurs, qui, s'ils eussent été conservés, auraient pu nous livrer l'histoire entière du royaume des Incas, — donne à son récit un caractère spécial. Le chroniqueur mexicain qui peut lui être comparé est Ixtlixochitl, descendant lui-même des souverains aztèques, parlant la langue tezcucane et ayant vécu avec des Espagnols au temps de la conquête.

En somme, en fouillant tous les documents que nous ont laissés les écrivains religieux et les chroniqueurs de la conquête, les jésuites ou les indigènes, nous trouvons partout sur les mœurs des Indiens des récits contradictoires où le dédain domine, et en général ce parti pris d'appeler barbarie une civilisation simplement différente de celle que les Espagnols pouvaient introduire, à cette époque trop rapprochée du moyen âge pour avoir connu une civilisation perfectionnée. Ce n'est que dans les œuvres modernes qu'apparaîtra un commencement de lumière sur les

peuples dont le sang, mêlé à celui des Européens, a fourni le principal élément à la constitution des sociétés actuelles.

Avec les naturalistes de l'époque contemporaine, les ténèbres qui enveloppent ces problèmes sont en partie dissipées; leurs études approfondies, leurs observations minutieuses et leurs classifications raisonnées ont servi de base aux travaux plus modernes des ethnographes et des philologues. Felix de Azará, envoyé en mission par le gouvernement espagnol pour le représenter dans la détermination des limites des possessions portugaises au Paraguay, séjourna dans ces pays de 1783 à 1801, fut le premier à étudier la géographie et la nature sud-américaines, en même temps que le génie des habitants; malheureusement son ouvrage descriptif de l'Amérique du Sud, rempli d'observations consciencieuses, bien que publié en partie en 1809 en français, resta oublié jusqu'en 1833, et ne fut connu à cette époque que par une édition due à Rivadavia, alors en exil; Azará perdait ainsi l'honneur d'être le premier à révéler les secrets de la nature américaine, décrite déjà par la plume merveilleuse de Humboldt, en même temps qu'analysée dans les ouvrages de Darwin et surtout dans ceux de d'Orbigny.

II

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES RACES.

Ni Humboldt ni d'Orbigny n'accordent leur attention aux origines obscures des peuples américains. Tous deux sont d'accord sur ce point, que, si la variété du sol et du climat peut exercer sur l'homme une influence profonde, on peut à première vue, en examinant le continent sud-américain, déclarer, qu'eût-il été peuplé à l'origine par une seule tribu, les membres qui composaient ce groupe primitif ont dû se modifier à l'infini, après s'être séparés en plusieurs branches et s'être répandus dans des régions si différentes les unes des autres. Dans cette partie du monde, en effet, qui s'étend depuis la zone torride jusqu'aux glaces éternelles du cap Horn, le sol est aussi varié dans ses formes et son aspect que le climat dans ses effets. A l'occident, une vaste chaîne de montagnes s'élève à des hauteurs inconnues en Europe et suit les rives de l'Océan, couverte de glaces perpétuelles à son extrémité sud : stérile, sèche, brûlante sur les pentes abruptes de son versant ouest, elle est ornée d'une végétation active sur son versant est. Entre cette chaîne de montagnes et celle de la côte du Brésil,

s'étend une plaine de plus de quarante mille lieues carrées, variée elle-même à l'infini ; là tout est immense : immenses les plaines nues, immenses les forêts, immenses les cours d'eau. Au nord du 32° degré, des forêts épaisses couvrent le sol ; au centre, la pampa et la forêt semblent quelque temps se disputer le terrain : ici le bois domine, là il diminue et ne se manifeste bientôt plus que par des buissons épineux et quelques arbustes dégénérés ; puis la forêt reparaît dans toute sa splendeur, favorisée dans son développement par quelque rivière, jusqu'à ce qu'enfin la pampa se découvre, infinie, sans limites et sans accident.

Les nations qui se partageaient ce territoire si varié étaient innombrables, et l'on a cru reconnaître jusqu'à huit cents idiomes dans cette partie du monde ; mais toutes se rattachaient plus ou moins à quatre grands rameaux : les peuples qui habitaient les vallées des Andes à l'ouest de la Cordillère, soumis à l'autorité des Incas et connus sous le nom de Quichuas ; — la race guaranie, qui occupait les rives fertiles des grands fleuves et une grande partie du Brésil actuel ; — les Araucans, habitant dans la partie sud des Andes les forêts de l'Arauco, assombries par les cyprès, les thuyas, les pins et les araucarias ; — enfin tous les peuples, chasseurs ou pêcheurs, qui, sous le nom de Patagons, Fuégiens, Pampéens, occupaient ou parcouraient, sans se fixer dans un lieu déterminé, la partie la moins fertile, la moins hospitalière du continent.

Ranger tous ces peuples sous la dénomination générale de barbares serait méconnaître les caractères particuliers de chacun d'eux et la valeur individuelle de chaque nation. L'ignorance seule des premiers explorateurs pouvait porter ce jugement injuste et irréfléchi. En réalité, le seul caractère commun qu'il y eût entre tous les peuples de ces régions, et cela paraîtra étrange, était l'extrême douceur de mœurs et le caractère serviable et hospitalier. Il suffit de lire sans parti pris les chroniques véridiques pour se convaincre de l'exactitude de cette observation.

L'habitant même le moins civilisé offre partout à l'Espagnol sa maison, ses biens, ses filles, les aliments dont il dispose, et ce n'est qu'après l'avoir vu violer cette hospitalité, qu'il le combat en ennemi, avec la cruauté et la perfidie qu'il a apprises de l'Européen. Rebuté par les mauvais traitements dont il est victime, révolté contre l'esclavage où on le réduit, il ne songe même pas d'abord à la résistance armée, et ne pense qu'à fuir, à se cacher dans les bois et dans les montagnes. Cette fuite, considérée comme une rébellion, est châtiée de la façon la plus rude ; si le malheureux, poursuivi, repris, se défend, le prétexte est trouvé pour punir sa sauvagerie. Las Casas n'est pas le seul à dénoncer les crimes sans motifs et sans mesure des conquérants ; laissons les exemples que cite ce témoin trop humain pour son temps, et prenons l'aveu public d'un des complices mêmes des crimes de la conquête.

En 1589, un officier de sa Majesté très-catholique Philippe II adresse à ce monarque son testament, où, pour le repos de son âme et la décharge de sa conscience, il révèle tout le mal que l'Espagnol a fait à l'Indien. « Nous avons, dit-il, fait descendre par la force des seigneurs d'un haut rang à celui d'esclaves ; je me frappe la poitrine et j'avoue la part que j'ai eue dans ces fautes commises. Nous avons avili par nos mauvais exemples des êtres d'une grande sagesse, hommes et femmes, incapables de commettre un délit ni un excès ; quand ils virent que parmi nous il y avait des voleurs et des hommes qui mettaient à mal leurs femmes et leurs filles, ils nous tinrent en grand mépris et notre mauvais exemple a produit un si triste résultat sur ces naturels, que cette ignorance du mal s'est chez eux convertie en oubli du bien. Il faut un remède à cette situation et c'est à Sa Majesté de l'appliquer. »

Il est utile de rappeler combien peu de résistance rencontrèrent les conquérants, aussi bien chez les peuples les mieux organisés pour une guerre raisonnée que chez ceux que la vie nomade avait façonnés à la lutte à main armée. Les Quichuas et les Guaranis étaient, il est vrai, préparés à la servitude par leur caractère et leurs mœurs politiques, mais on ne saurait en dire autant des peuples des régions arides de la plaine, et cependant là aussi l'Espagnol a trouvé les mêmes habitudes hospitalières, la même douceur de mœurs, pour le moins étrange, dans un milieu aussi désolé.

En effet, parmi les différentes régions du continent sud-américain, la contrée qui se prêtait le moins à la civilisation'était le bassin des affluents de l'estuaire de la Plata. La pampa n'adoucit pas les mœurs : elle est sans abri, sans végétation, sans eau douce ; la nature n'y parle pas à l'esprit, elle s'y présente hostile, sans forêts majestueuses, sans productions, sans autre chose que la tristesse d'une plaine sans horizon : l'homme libre y souffre toutes les oppressions de la captivité. Un vent toujours froid dessèche et durcit l'épiderme, assombrit, attriste, arrête la parole sur les lèvres et donne l'habitude du silence ; dans les temps secs, la poussière noire est assez dense et le vent qui la soulève assez continu pour que le ciel soit voilé et l'habitant plus isolé encore. Comment songer ici à se faire des lois ? comment penser à une vie stable ? où prendre même les éléments d'un bien-être quelconque ? Là, la sauvagerie, la vie nomade est si bien une exigence du milieu, que l'habitant moderne de la pampa, quelque améliorée qu'elle soit par la culture, fait un chemin plus rapide vers une barbarie relative que l'Indien n'en fait vers la civilisation.

C'est cependant dans ce milieu, sur la rive de la Plata, que les Espagnols sont accueillis en 1585, lors du premier débarquement de Mendoza, par des Indiens que l'histoire traite durement aujourd'hui, mais dont les mœurs et le caractère nous sont présentés sous un jour plus vrai par ce compagnon de Mendoza que nous citons tout à l'heure. D'après lui,

les Querandies reçurent amicalement les Espagnols et leur fournirent, sur leur demande, les vivres fort rares et peu choisis dont ils pouvaient disposer dans un pays où la terre ne produisait rien, où l'habitant était réduit à se nourrir du fade poisson des rivières ou de la chair crue de quelques bêtes fauves, souvent même, manquant d'eau, à sucer la racine du char-don ou à boire le sang des animaux tués à la chasse. Dans un lieu aussi désolé, il n'était pas facile de se procurer en abondance les aliments que pouvait exiger une armée de 2,000 hommes, habitués à un luxe plus grand et fatigués par les privations d'une longue traversée; cependant les Querandies les contentèrent pendant quatorze jours, mais alors les vivres manquèrent à l'heure dite, et cela suffit pour que les Espagnols, abusant d'un armement bien supérieur à celui de leurs pourvoyeurs, devenus leurs ennemis, détruisissent leur campement.

Schmidel était du combat; il fut terrible, et grande fut la valeur de ce soldat allemand, si l'on en croit les longs récits qu'il en fait, renonçant pour un instant à son laconisme ordinaire: 1,000 Querandies furent tués, mais aussi le frère du chef de l'expédition, Diego de Mendoza. De ce jour, la violence seule régna de part et d'autre, et même les actes de cruauté, que n'avait pas empêchés la soumission des Quichuas et des Guaranis, vinrent punir la résistance armée des peuples rudes, mais hospitaliers, de la plaine.

Reconnaissons, en passant, qu'il serait injuste de faire remonter jusqu'au gouvernement et jusqu'aux législateurs espagnols la responsabilité des cruautés des chefs d'expéditions. Les rois d'Espagne semblent au contraire s'être souvent préoccupés du sort des habitants de ce Nouveau-Monde devenus leurs sujets ; il suffira de rappeler que la mort d'Atahualpa fit condamner Fernand Pizarre à vingt ans de prison, et celle de Tupac-Amaru, exécuté sur la place de Cuzco en 1579 par ordre de Francisco Toledo, valut à celui-ci une disgrâce qui le frappa tellement, qu'il mourut de honte et de douleur au sortir de l'audience où il fut expulsé de la présence du roi. En dehors de ces sévérités exceptionnelles qui frappaient des cruautés commises sur des personnes royales, des enquêtes, malheureusement sans résultat et des lois protectrices toujours inexécutées étaient souvent décrétées en faveur des Indiens. Las Casas nous révèle aujourd'hui que l'institution la plus funeste à ceux-ci, celle des *repartimientos* ou distributions de familles entre les conquérants, eut son origine dans une ordonnance de la reine Isabelle la Catholique, du 20 décembre 1503, rendue dans une tout autre intention.

L'usage s'était en effet introduit vers l'époque de la découverte de répartir, entre tous les membres de l'expédition, les Indiens existants dans les environs du lieu où l'on s'établissait ; aucune loi ne permettait ces procédés, et l'on ne pouvait en solliciter aucune qui régularisât cet état de choses sans dissimuler une

partie de la vérité. Un gouverneur de Cuba, le major Alcántara, fut celui qui obtint de la reine cette loi de 1503, rendue en réalité pour habituer les Indiens à la fréquentation des chrétiens, au travail en commun, à la culture des plantes européennes et enfin à la pratique de la religion catholique, et ordonnant que chaque Espagnol se chargeât de la direction d'un certain nombre de familles et les fit travailler de temps à autre, mais sous la condition de leur payer leur journée. Tel est le sens étroit de l'ordonnance, suffisamment expliqué par l'exposé des motifs qui la précède. C'est elle cependant qui servit de prétexte à tous les gouverneurs et chefs d'expéditions pour se distribuer entre eux les Indiens, les employer pour leur compte aux travaux les plus rudes, les emmener à de grandes distances, séparant les individus unis par les liens du sang ou du mariage, les traitant, en un mot, comme on fit plus tard les nègres de la Guinée, sans se préoccuper en rien de leur inculquer aucun des préceptes de la foi catholique. Ces gens étaient du reste de mauvais apôtres, peu propres à faire chérir une religion de douceur qu'ils ne prêchaient pas d'exemple, et qui pour les Indiens semblait autoriser tous les crimes dont ils étaient victimes.

C'est cette même loi qui, détournée de son vrai sens, entrava le progrès de la colonie en amenant une diminution rapide de la population ; en son nom, on séparait les maris de leurs femmes, on écrasait celles-ci des travaux les plus rudes, et on leur laissait

rarement la possibilité de se visiter entre eux ; il arrivait le plus souvent que le mari mourait aux mines, et la femme, épuisée par les travaux de la terre, mettait au monde des enfants mort-nés ou débiles. Las Casas affirme que sept mille enfants d'Indiens moururent en trois mois à Cuba à l'époque où lui-même y résidait. Si les malheureux essayaient d'échapper par la fuite à ces cruels traitements, les châtimens les plus horribles étaient imaginés pour les terrifier. Le même évêque cite des faits de la dernière barbarie qui se sont commis à peu près sous ses yeux : un chef de corps entre autres, pour punir une évasion de ce genre, fit attacher treize Indiens par le cou aux branches d'un arbre, et quand tous ces malheureux furent enlevés de terre, les soldats les frappèrent de leurs sabres et de leurs lances pour essayer la force de leurs bras et le fil de leurs épées, par manière de distraction.

Ces races dociles méritaient mieux, et de plus tous ces massacres étaient inutiles et manquèrent le but. Les Espagnols n'ont pu parvenir à exterminer la race indienne ni même à l'empêcher de partager leurs droits, double résultat que les Américains des États-Unis ont atteint avec une merveilleuse facilité, les repoussant des territoires qu'ils occupaient, avec toute l'apparence de la légalité, détruisant les hommes sans cesser de respecter en apparence toutes les lois de l'humanité. Les Espagnols, eux, pillent le Nouveau-Monde, sans discernement et sans pitié, mais ils ne peuvent

tout détruire ; le reste des populations indiennes échappées aux massacres finit par se mêler aux vainqueurs ; ceux-ci contractent avec eux des alliances, ils adoptent réciproquement leurs usages, et ainsi se forment depuis trois siècles les races néo-américaines que l'émigration moderne européenne viendra modifier sans lui faire perdre son caractère originel.

Il semble que cette vérité ait fait son chemin, et que l'on ait reconnu enfin, dans la littérature néo-américaine, qu'en raison des alliances contractées, qui font des races actuelles la continuation des races antérieures à la conquête, cette étude présente un intérêt national. Disons cependant qu'il n'appartient pas aux écrivains indigènes d'avoir les premiers inauguré cette étude et qu'ils ont seulement suivi le chemin tracé par les savants explorateurs étrangers que nous avons nommés.

A l'époque où Cuvier publie son *Règne animal*, en 1829, les peuples américains sont trop peu connus pour qu'il se croie autorisé à les faire entrer dans une de ses trois grandes races. Alexandre de Humboldt, dans les ouvrages qu'il avait publiés alors, les avait envisagés sous un point de vue philosophique ; ce fut d'Orbigny qui le premier tenta une description scientifique de toutes les tribus de l'Amérique du Sud, avec lesquelles il alla vivre dans une longue intimité ; nous pouvons résumer ici en quelques lignes les principes que posèrent ces deux illustres savants.

Sur le sol varié à l'infini dont nous avons esquissé les grands aspects, on peut établir quatre grandes divisions : les peuples des Andes sous la domination des Incas, les Guaranis, les Araucans et le groupe des peuples nomades des pampas; mais le nombre des tribus énumérées par les chroniqueurs et les voyageurs est illimité. On donnait, au temps de la conquête, même à des tribus vivant dans le même district sous des caciques différents, le nom de *nation*; ce classement se fondait seulement sur les différences de langage que l'on croyait reconnaître entre les tribus. Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer comme nations des tribus dont les origines sont, il est vrai, fort obscures, mais qui du moins se rapprochaient les unes des autres par des analogies de mœurs, de vie et de physionomie que leur imposaient les phases diverses d'une existence identique dans les mêmes régions, et qui avaient, suivant toute probabilité, appartenu à une époque donnée à la même souche.

Il s'était opéré, sans aucun doute, sur un continent très-vaste et à peine peuplé, un travail de fractionnement à l'infini, semblable à celui qui, sous nos yeux, se réalise chaque jour, même dans notre société compacte. Après deux ou trois générations, les divers descendants d'un auteur commun s'éloignent les uns des autres, le souvenir des liens qui ont uni les membres d'une même famille disparaît; il se crée ainsi des groupes nouveaux sous des noms différents, quelquefois sous le même nom modifié, si un rameau s'est

détaché et a changé de milieu, passant du nord au sud, où des noms identiques se transforment par l'accent d'abord, et peu à peu par la traduction. Un fait semblable s'est produit au milieu des vastes territoires indivis du continent sud-américain ; des familles devenaient tribus, ou même se constituaient en nations si un intérêt commun l'exigeait, puis des rameaux se détachaient de ces nations en voie de formation, et redevenaient tribus emportant le noyau d'une nation nouvelle. Sans l'intervention des Espagnols, cette œuvre de cohésion se fût continuée, achevée, complétée. Les conquérants n'ont fait que détourner à leur profit les forces employées à ce travail ; des débris de nations dissoutes se sont formés les divers groupes politiques actuels qui tendent à se constituer en nations nouvelles aussi différentes les unes des autres qu'elles le sont des Indiens et des Espagnols.

Rechercher les similitudes d'origine dans le chaos des nombreuses nations citées par les premiers chroniqueurs serait impossible, autant qu'il est difficile, si l'on s'en tient à leurs renseignements, d'établir même la parenté qui pourrait exister entre les unes et les autres. Les sources d'erreur sont nombreuses. La première résidait dans la différence de prononciation, si grande entre les peuples d'Amérique et les Espagnols, qu'il devait arriver que le même nom, prononcé devant plusieurs personnes, était écrit ou traduit par chacune d'elles différemment ; ces noms,

transmis à des copistes ignorants, étaient encore modifiés par ceux-ci, et à la fin complètement défigurés.

Il n'est pas hors de propos de remarquer que les Espagnols ont une prédisposition particulière à altérer les noms, en supprimant de leur orthographe toutes les voyelles ou consonnes que la prononciation ne souligne pas ; c'est ainsi qu'ils procèdent encore quand ils introduisent dans leur langue des mots étrangers : les mots, par exemple, qu'ils empruntent à notre langue sont par eux dénaturés jusqu'à être méconnaissables pour nous-mêmes. Ainsi, ils écrivent *mondiù*, *edecan*, *oboe*, pour *mon Dieu*, *aide-de-camp*, *haut-bois* ! Un travail semblable s'opérant sur les noms des tribus suffirait à rendre impossible un classement. Une autre cause d'erreur provenait de l'ignorance où l'on était de l'origine du nom de la tribu ou de la nation, qui souvent était celui du cacique, d'autres fois lui venait de l'aspect d'un lieu voisin ; le changement du cacique, le déplacement de la tribu, étaient des raisons suffisantes pour que le nom modifié devint méconnaissable, ou même que la tribu le quittât pour en prendre un autre, comme on fait d'un sobriquet.

D'Orbigny, portant la lumière dans ce chaos, a réduit à trente-neuf nations différentes et groupé en trois races toutes les tribus éparses depuis l'équateur jusqu'au cap Horn, fondant son classement sur la philologie.

Les Guaranis, partagés en tribus nombreuses, occupaient toute la partie est du continent, depuis le 32° degré sud jusqu'aux Antilles, où ils jetèrent un rameau, les Caraïbes, dont le vrai nom était Callinagos, complètement détruits par les Espagnols; les Guaranis enclavèrent un grand nombre de nations qui adoptaient leur langue.

Sur la chaîne des Andes, la monarchie des Incas tenait assujettis tous les peuples montagnards, depuis Quito jusqu'au royaume de Chili, où était établi un rameau important de la race Andine, les Araucans.

Entre ces deux nations, au sein des plaines, voyageaient les Patagons, les Pampas, les Charruas, les Querandies, les Quilmes, les Mocobies, et au nord les Moxos et les Chiquitos, peuples d'une civilisation moins avancée et d'un caractère plus indomptable, qui, faute de se laisser facilement absorber, semblent être condamnés à une destruction complète.

Comme transition entre ces peuples des plaines et ceux des montagnes, sur le versant oriental des Andes, vivaient de petites nations sans affinité directe avec les précédentes, chacune dans son ravin, enveloppée et séparée des autres par des forêts impénétrables.

Tous ces peuples étaient, à l'époque de la conquête, plus ou moins civilisés, suivant que le sol où ils étaient établis était plus ou moins favorisé de la nature. Les mœurs douces des Quichuas étaient dues, en même

temps qu'à la douceur de la température et à la fertilité de la région qu'ils habitaient, à la présence d'animaux faciles à domestiquer, tels que le lama, le guanaco et l'alpaca, dont ils ont naturellement utilisé la chair et la laine, ce qui leur a donné l'habitude du bien-être ; pasteurs, ils ont d'autant plus facilement passé à la vie agricole, que leur sol produisait naturellement le maïs et la pomme de terre. L'amour des travaux de la paix leur fit déposer le soin de leur défense dans les mains d'un chef absolu, et les conduisit à soutenir des armées permanentes. La paix dont ils jouissaient à l'ombre de ces institutions leur inspirait le goût des chants, de la poésie, de l'art sous toutes les formes, pendant que la soumission que rencontrait sans résistance le monarque absolu lui permettait d'entreprendre de grands travaux d'architecture, des routes, des ponts suspendus faits de lianes tressées. Ce peuple perdit ainsi l'habitude de la guerre, et jusqu'au souci de la défense du sol de la patrie ; il arriva à n'avoir plus qu'une tête et à résumer sa volonté dans celle de l'Inca. Atahualpa prisonnier, la nation était vaincue ; c'est à peine si les compagnons de Pizarre eurent à réprimer quelques insurrections partielles.

Les Guaranis durent leur développement à la configuration de leur pays : la vue des fleuves immenses sur le bord desquels ils étaient établis, suffit à leur inspirer le goût des voyages et des migrations ; remontant et descendant le Paraguay et le Paraná, passant

d'une contrée à l'autre, ils étendirent leur domination sur de grands territoires ; la fertilité du sol les rendit, dans beaucoup d'endroits, agriculteurs, ils émigraient pour vivre plus facilement ; c'était une expansion de la population plutôt qu'une conquête.

Il n'en était pas de même des peuples chasseurs ou pêcheurs du sud ; ceux-là avaient à s'étendre toujours pour subvenir à leurs besoins ; aussi se rencontraient-ils fréquemment avec d'autres peuplades, et vivaient de cette manière dans un état de guerre à peu près permanent.

La conquête n'a que peu modifié les mœurs de tous ces peuples et leur caractère. Écrasé par les nouveaux habitants, l'Indien a été replongé dans la barbarie d'où il sortait au temps de l'arrivée des Européens plutôt qu'élevé à la civilisation ; il lui a fallu renoncer à ses croyances, à ses traditions, auxquelles, resté sans direction, il a substitué des superstitions le plus souvent grossières, pendant que le colon, de son côté, forcé de se plier à des nécessités de milieu, modelant son genre de vie sur celui des races préexistantes, perdait plus ou moins vite, selon les conditions du lieu de son établissement, ses habitudes européennes.

Il serait injuste de déclarer que cet abâtardissement a été l'état ancien des nations soumises ; la défaite, la servitude, le régime des réductions et des missions l'ont créé. Bien que les Mexicains et les Quichuas

soient les seuls peut-être dont on parviendra à fixer le caractère historique sur des données à peu près complètes et qui aient appelé jusqu'ici presque exclusivement l'attention des savants, il n'en faut pas moins reconnaître que les Guaranis, dont la puissance s'étendait plus que celle des Quichuas ; les Araucans, qui, jusqu'à ce jour, ont su conserver leur autonomie ; les peuples mêmes des pampas, surtout les Pehuenches, qui ne sont ni vaincus, ni près de l'être, possèdent une mythologie, une poésie, des drames, des rites religieux, qui, pour être peu connus, n'en sont pas moins intéressants. Sans donc rechercher l'unité d'origine ou la similitude du développement de chacun de ces peuples, il est utile de recueillir, au milieu des observations que les chroniqueurs ou les hommes de science nous ont rapportées, les manifestations diverses de l'intelligence humaine chez des races que leur manière de vivre, le sol, le climat, la latitude, et en général toutes les circonstances locales ont influencées différemment.

III

LES LANGUES ET LES MŒURS DES ARAUCANS, DES GUARANIS,
DES PATAGONS.

L'hypothèse la plus vraisemblable est que le hasard a jeté sur le continent américain à diverses époques, du côté de l'océan Pacifique, des barques d'Asiatiques, comme dans tous les temps les courants marins ont conduit en Islande et même jusqu'à la rive irlandaise, et une fois jusqu'à la côte de Bretagne, sous Louis XII, des barques d'Esquimaux. Le hasard n'a peut-être pu conduire des barques jusque vers les régions tempérées, la distance, à la hauteur du 45° parallèle, étant trop grande entre les deux continents asiatique et américain, et il faut supposer que le débarquement se sera toujours opéré entre les 55° et 65° parallèles, — c'est l'hypothèse admise par Humboldt, — et que la population descendit du nord au sud, cherchant une nature moins indomptable. Des arrivages successifs eurent lieu sur des points différents à des époques différentes ; des fractionnements s'opérèrent dans les divers groupes ; il est donc inutile d'assigner à toutes ces familles une origine identique, aussi bien qu'il serait impossible d'admettre

l'immobilité du langage, de la religion, des mœurs à travers les âges.

Cependant cette observation a été généralement faite qu'il existe dans toutes les langues d'Amérique des analogies frappantes de structure grammaticale, non-seulement dans les langues perfectionnées comme celles de l'inca, de l'aymarà, le guarani, le mexicain et le cora, mais aussi dans les langues les plus grossières. Toutes ont un mécanisme analogue et se composent de particules agrégées plus ou moins complexes, que l'euphonie a dénaturées. Ce mécanisme se rencontre presque partout, et presque partout merveilleusement calculé pour rendre toutes les combinaisons possibles; mais presque toutes, dans ce jeu des substantifs avec les verbes, les pronoms, les adjectifs, suppriment ou ajoutent des lettres, et usent de l'élision d'une façon si large, qu'une seule lettre arrive à représenter un mot entier. Ce degré de parenté fixé, il est permis d'en tirer cette déduction qu'à une époque quelconque ces langues étaient plus semblables qu'à l'époque même de la conquête; néanmoins il n'est guère possible de dire qu'entre les quatre grands rameaux de la famille sud-américaine il y eut une entière analogie et des rapports étroits de parenté.

Les Guaranis, les Araucans, les Pehuenches ont seuls été avec les Quichuas l'objet d'études approfondies.

Quelle est celle des nations dont parlait déjà Moir-

taigne ? Il s'était attaché un matelot revenu d'Amérique, trouvé dans une de ses flâneries sur le quai des Bacalans. Ce matelot ignorant avait passé dix ans au Brésil à une époque nécessairement très-rapprochée de la découverte et lui rapportait ses récits qu'il tient pour véridiques, à cause même de la simplicité naïve du conteur, « car les fines gens regardent plus curieusement les choses, mais ils les glosent. » Pas si simple cependant ne devait être ce conteur, si c'est bien lui qui a fourni à Montaigne les échantillons curieux de l'éloquence et de la poésie des prétendus sauvages d'Amérique. Montaigne cite entre autres un discours d'un prisonnier condamné à être mangé par ses vainqueurs ; ce n'est pas un des morceaux les moins curieux que nous possédions de cette littérature, qui, suivant toute vraisemblance, doit appartenir à une tribu caraïbe : « Qu'ils viennent hardiment trestouts, et s'assemblent pour dîner de luy, car ils mangeront quant et quant leurs pères et leurs ayeulx qui ont servi d'aliment et de nourriture à son corps : ces muscles, dit-il, cette chair et ces veines, ce sont les vostres, pauvres fols que vous estes ; vous ne recognoissez pas que la substance des membres de vos ancêtres s'y tient encores ; savourez-les bien, vous y trouverez le goust de vostre propre chair. » Invention qui ne sent aucunement la barbarie, dit Montaigne ; aussi n'hésite-t-il pas à déclarer ailleurs que « cette découverte d'un païs infiny semble estre de considération ».

Cet exemple de poésie éloquente, appartenant à une

race anthropophage, peut laisser supposer que l'on trouvera ailleurs, dans des nations plus civilisées, les traces d'une poésie presque parfaite. Les Caraïbes du reste, auxquels il semble que l'on puisse attribuer ce passage et beaucoup d'autres cités par Montaigne, sont indiqués par lui comme un peuple plus civilisé que ne le ferait supposer cette habitude de cannibalisme. Son attention appelée sur ce sujet, il le retourne à la lumière de son esprit fin, nous révélant bientôt que le cannibalisme n'est pas un signe de sauvagerie absolue : « Ils rôtiennent leur ennemi prisonnier et en mangent en commun, et envoient des loppins à ceux de leurs amis qui sont absents. Ce n'est pas, comme on pense, pour s'en nourrir, ainsi que faisaient anciennement les Scythes, c'est pour représenter une extrême vengeance. » Il conte, à l'appui de cette assertion, que, ces sauvages ayant appris que les Portugais usaient d'un genre de mort plus cruel vis-à-vis de leurs adversaires, qui était de les enterrer jusqu'à la ceinture et de les percer de coups innombrables pour les pendre après et laisser leur corps à dévorer aux bêtes féroces, ils commencèrent alors à quitter leur manière de se venger pour prendre celle-ci.

Montaigne écrit tout cela vers le milieu du seizième siècle ; un siècle après, en 1665, le dictionnaire caraïbe-français publié par le révérend père Breton, missionnaire de la Guadeloupe, découvrait la poésie de ce peuple, le plus calomnié de l'Amérique, que

d'Orbigny a reconnu être une branche de la famille guaranie.

Cette dernière race, sans dénoter dans son organisation sociale une civilisation aussi avancée que celle des Quichuas, surpassait tous les autres peuples par la richesse et la beauté de sa langue, sa poésie et son éloquence ; cependant il n'existe pas de travail spécial sur cette matière. L'œuvre la plus considérable qui s'y rapporte est le *Trésor*, vocabulaire-grammaire guarani du père Antonio Ruiz, dont une seule édition existait depuis 1640, naturellement fort rare, et que l'on réimprime en ce moment à Leipzig. Ce fut dans le dessein d'étendre leur domination que les jésuites étudièrent si minutieusement cette langue, parlée à l'époque de la conquête par quatre cents tribus qui occupaient tout le territoire actuel du Paraguay, du Brésil, le nord de la République Argentine, une partie de celle de l'Uruguay et les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes, qui composent aujourd'hui la mésopotamie argentine. Cette langue était parlée dans une telle étendue de territoire, qu'elle fut désignée sous le nom de « générale ». Les jésuites confectionnèrent plusieurs grammaires qui permirent de pénétrer dans le secret d'une langue qui s'écrit à peine et ne sert plus aujourd'hui qu'à l'échange d'idées de gens peu civilisés, travail compliqué exigeant une longue patience et consistant à deviner une grammaire dont personne n'avait la clé, à rendre les sons intraduisibles et inusités chez les Européens, en même temps

que les images et les onomatopées fréquentes d'une langue se prêtant avec une merveilleuse facilité, comme en général toutes celles d'Amérique, à la composition des mots pour rendre une image complète par l'accumulation des radicaux.

L'indolence, la douceur de caractère, la docilité étaient, à l'époque de la découverte, comme elles le sont encore aujourd'hui, des signes distinctifs de la race guaranie; tout autre était l'Araucan, habitant des forêts sombres et des plaines inter-andines. Race robuste, opiniâtre, brave et indomptable, celle-ci a réfléchi dans sa langue son propre caractère; aussi est-elle sévère dans sa forme, rude, laconique et sonore, tout en étant harmonieuse, riche en adjectifs, en interjections et en modulations du verbe. D'une construction consistante, elle a pu résister aux modifications qui atteignent forcément les langues que l'écriture n'a pas fixées: elle était parlée sur le revers occidental du Chili, entre l'océan Pacifique, les Andes et le désert d'Atacama, du 24° au 45° degré de latitude. La domination des Incas elle-même, dont le premier soin était d'imposer la langue quichua aux vaincus, bien qu'elle ait existé au seizième siècle sous l'Inca Yupanqui, n'a pas laissé de traces dans la langue araucane. Les quelques mots quichuas que l'on y rencontre aujourd'hui y ont été introduits depuis la conquête par les missionnaires, obligés de recourir à toutes les langues du continent pour désigner des objets et des usages nouveaux pour eux. On a essayé vai-

nement d'établir une grammaire araucane sur le type des grammaires européennes ; cette langue, essentiellement primitive, est construite d'après des lois qui lui sont spéciales.

Ce qui frappe d'abord dans la langue araucane, c'est l'excellence de la structure grammaticale, un laconisme sévère, l'abondance des interjections, la richesse des flexions du verbe, le grand nombre des adjectifs primitifs et dérivés, une sonorité et une harmonie remarquables. D'Orbigny nous a révélé un à un tous les traits du génie du peuple qui la parle, et après lui un savant littérateur argentin, qui a fait un long séjour au Chili, M. Juan Maria Gutierrez, nous a détaillé tous les caractères originaux de leur poésie et de leur langue. Cette famille humaine, que les Espagnols rencontrèrent au milieu des montagnes et des forêts de l'Arauco, avait approprié son langage à la beauté sauvage et rude de la nature physique au milieu de laquelle elle vivait. Ce langage est si parfait, comparativement à la culture générale du peuple auquel il servait, que certains historiens ont émis l'opinion que c'était là un legs d'un peuple plus avancé en civilisation ; mais il est peu probable qu'une langue qui se parle du 24° au 45° degré, c'est-à-dire dans tout le territoire compris entre la mer, la Cordillère et le désert d'Atacama et qui semble ne s'être arrêtée dans son développement que devant ces obstacles insurmontables, ait été une langue en décadence : il est plus croyable qu'elle était en voie de formation. L'unifor-

mité même de cet idiome sur un territoire aussi vaste prouve que c'était une langue originaire, formée et développée pour ainsi dire sous l'action de la nature entière et d'une construction assez résistante pour subsister sans être fixée par l'écriture. Une remarque qui a été faite sur la langue araucane et qui a son importance, est qu'elle diffère des autres langues américaines formées par agglutination : la formation des mots semble due plutôt à l'impression spontanée que peut causer la vue des choses.

Les missionnaires ont publié quelques dictionnaires de la langue araucane parmi lesquels le dernier et le plus complet est celui du père Febres, imprimé à Lima en 1765 ; mais, dominés par l'idée de transformer le génie du peuple au milieu duquel ils avaient pénétré, ils ne se firent pas faute d'introduire dans la langue une métaphysique et une phraséologie nouvelles, aussi étrangères au génie de la langue qu'au caractère du peuple. Ainsi les Araucans n'avaient pas de religion, le mot ciel n'avait pas d'équivalent dans leur langage, leurs idées s'arrêtaient aux nuages, où ils logeaient leurs héros morts ; ils ne connaissaient d'autre divinité qu'un esprit qu'ils nommaient Pillan, mauvais génie, auteur de tous les événements malheureux, disposant du tonnerre, des volcans, et présidant aux tremblements de terre. Les missionnaires firent de ce mauvais génie le dieu des enfers, baptisant du nom tout trouvé Pillan le Satan de l'Écriture, tentateur de la femme, ce qui, sans donner aux indi-

gènes une idée exacte du démon chrétien, les confirmait dans leurs superstitions.

Les Araucans se distinguent surtout par le don de bien dire et le culte de l'éloquence. La conversation est toujours maintenue entre eux sur un ton élevé se rapprochant du discours plus que du langage familier, et ne traite que de sujets graves. L'urbanité exigeait qu'à la fin de chaque période ou à chaque pause d'un interlocuteur, l'autre répétait ses derniers mots, et, avant de prendre lui-même la parole, tendit la main comme pour demander la permission de répondre : ainsi s'écoulaient de longues heures ; les femmes pendant ce temps passaient des vases remplis de liqueurs fermentées, de maïs ou de rafraichissements nécessaires aux causeurs. Ces stimulants devaient contribuer à donner à la conversation un tour vif ; mais il ne semble pas que l'on sortît jamais des limites d'une émotion tout amicale et convenable, pour tomber dans cet abus des spiritueux que les Européens ont intentionnellement inculqué aux tribus de la pampa. Si le public était nombreux, l'orateur mettait en jeu les expressions élevées et élégantes du style le plus châtié. Dans tous les chroniqueurs on trouve la trace de l'impression que firent sur eux les réunions où, dans de longs discours, on traitait de la paix et de la guerre ; ces usages parlementaires devaient surprendre des Européens, peu habitués alors à discuter dans des assemblées les questions d'un intérêt national. Olivarez, dans son *His-*

toire militaire, civile et sacrée du Chili, dit qu'il semblait que leurs discours fussent accompagnés du tonnerre, et que leurs gestes étaient des bourrasques violentes. Le père Molina, dans son *Histoire civile*, remarque que le style de leurs discours était au suprême degré allégorique et chargé de figures ; ils donnent, dit-il, aux harangues parlementaires un noni spécial et les appellent *coyaptucan* ; ils respectent les lois de la rhétorique classique, divisant leurs discours en deux ou trois parties qu'ils nomment *thor*, et annoncent dès l'exorde qu'ils vont diviser en deux ou trois points ce qu'ils ont à dire ; ils parlent beaucoup par paraboles ou apologues, recourent à la prosopopée, aux hypothèses, aux réticences, à l'ironie.

Les écrivains plus à même d'apprécier les beautés du langage et tous ceux qui participèrent aux événements furent frappés de l'effet produit sur les tribus dans tous les grands événements par les discours des orateurs indigènes. Les traces vivantes de cette éloquence lettrée au milieu d'une sauvagerie apparente se trouvent non-seulement dans Ercilla, le poète épique de l'Araucana, mais encore dans les historiens.

Parmi ceux qu'il a été donné aux Espagnols de connaître, et dont l'éloquence leur coûta de rudes défaites et même la mort de Valdivia, arrivée le 27 décembre 1553, il faut citer le jeune Laútaró, dont on a reproduit entre autres le discours qui précéda et amena cette catastrophe. Mariano de Lovera parle en-

core d'un chef du nom de Machimalongo, qui réunissait toutes les qualités de l'orateur, belle prestance, visage agréable et avenant, jusqu'à paraître aimable aux Espagnols eux-mêmes ; il réunissait à une action et à une diction parfaites la science du discours, puissant, ironique, railleur, entraînant. L'historien en cite quelques échantillons, et entre autres l'allocution qu'il prononça dans un des moments les plus critiques de la défense de sa patrie, alors que les Araucans avaient entrepris le siège de la ville fondée par les Espagnols sur les bords du Mapocho. La défense et l'attaque étaient également acharnées : les femmes même défendaient la place. Inès Juarez, ex-concubine de Valdivia, avait de ses mains coupé les têtes de sept caciques prisonniers, et les avait jetées en guise de projectiles aux assaillants : le résultat était incertain ; Machimalongo releva l'esprit de ses compagnons d'armes par un discours resté célèbre, que l'historien espagnol rappelle, mais qui nous paraît apocryphe et refait après coup par l'historien lui-même, afin de donner un corps aux récits qu'on lui faisait de l'éloquence de ce sauvage.

Les Araucans n'étaient pas parmi les Indiens les seuls qui fussent passionnés pour l'art de bien dire. Luis de La Cruz a, dans son voyage, fait la même observation sur les Pehuenches, autre peuple établi sur le revers oriental des Andes, à la limite du pays araucan, du côté de la plaine pampéenne, et qui au-

jourd'hui encore a conservé les qualités remarquables que ce voyageur avait alors observées.

Les Yuracarès, peuple de l'Amérique centrale, surpassaient encore leurs congénères; ils cultivaient aussi l'éloquence et la poésie, et leur mythologie était des plus intéressantes : il est vrai qu'ils avaient sous les yeux un pays magnifique et naturellement fertile. Ils étaient aussi parvenus à un degré assez avancé dans l'industrie, fabriquaient des tissus de l'écorce des arbres, et les ornaient de dessins qu'ils imprimaient au moyen de planches de bois dur sur lesquelles ils les avaient sculptés.

Par contre, on chercherait vainement un langage élevé et une énergie semblable chez les Guaranis; cependant leur poésie et leur mythologie présentent aussi bien des détails fort curieux. Malheureusement toutes ces manifestations originales du génie de ce peuple ont été noyées dans l'absorption des jésuites; rares sont les écrivains qui se sont jusqu'ici appliqués à rechercher ces curiosités. Au milieu de l'écrasement dont a été victime le groupe principal des Guaranis sous les tyrans modernes du Paraguay, qui ont continué et exagéré le système des jésuites, et de la dispersion qui a été le sort commun à toutes ces tribus au milieu des forêts du Brésil, les derniers restes de la littérature guaranie ont disparu, et cette langue, qui a conservé toute sa beauté, fait contraste avec l'annihilation où est plongé le peuple qui la parle encore.

IV

LES QUICHUAS : L'AVENIR DES DIVERSES RACES.

La race sud-américaine sur laquelle on a le plus écrit est la race andine du Pérou ; il est naturel que sa civilisation avancée, et la facilité avec laquelle elle se livrait à l'observateur, aient attiré l'attention des archéologues. Cependant, malgré la connaissance complète que l'on a de cette nation, un point jusqu'ici est resté obscur : c'est le nom qu'on doit lui donner. Le mot *péruvien* ne date que de la conquête ; tout le monde sait que le nom de *Pérou* fut donné au pays par les premiers conquérants, du nom d'une petite rivière ainsi désignée par les naturels aux Espagnols, qui crurent que c'était le nom de toute la contrée. On ne saurait non plus donner à ce peuple le nom de *Quichua*, qui est celui de la langue que l'on parlait dans cette région, et qui avait été imposée par la famille des Incas, détachée de la tribu des Aymaras et venue à cette époque fort reculée des bords du lac de Titicaca. Il nous semble que le seul nom que l'on puisse leur appliquer est celui d'*Antis*, employé dans des poésies du temps de la conquête et dans les chants de guerre des peuples voisins, qui :

désignaient sous le nom d'Antis les peuples qui habitaient les Andes. Cette question n'a pas été vidée. Tous les auteurs qui ont consacré des œuvres importantes à l'histoire des Antis ont adopté le nom de *Quichua*. Parmi les œuvres les plus modernes et celles qui dénotent une étude plus approfondie du sujet, il faut citer le livre remarquable de M. Vicente Lopez, recteur de l'Université de Buenos-Ayres, sur les *Races aryennes du Pérou*.

M. Lopez veut rattacher les indigènes du Pérou à la race aryenne : c'est là une opinion qui peut être contestée, mais elle est pour l'auteur une occasion d'approfondir la vie entière du peuple dont il s'occupe, et en même temps que sa langue, sa religion, sa fable, ses monuments, son industrie, les détails de sa vie privée et de son mobilier. Ce livre ne manqua pas de railleurs et d'incrédules parmi les savants auxquels l'auteur crut devoir le communiquer avant de le publier ; c'était une entreprise hardie que de rectifier le langage actuel, nécessairement vicié, d'éliminer les incorrections introduites depuis la conquête par le mélange des peuples qui parlent encore le quichua avec ceux qui parlent espagnol, et, dans ce langage reconstitué, de rechercher les racines primitives. Ajoutons à cela que le monde savant manifestait un profond mépris pour ces langues qu'il considérait comme le fruit d'un sol vierge, sans lien aucun avec les langues parfaites de l'antiquité, et les tenait en un mot pour des dialectes de peuples no-

mades. Cette qualification est inapplicable à une nation de vingt millions d'individus parlant la même langue et parvenue à un degré de développement historique, littéraire et politique qui ne permettait pas de la confondre avec les peuples des plaines, condamnés à la vie errante par les exigences du milieu où ils étaient établis. Aussi, pour les bases de la discussion, M. Lopez recherche les preuves de sa démonstration non pas seulement dans la comparaison des radicaux, mais encore dans les rites religieux, dans les sciences astronomiques, philosophiques et mécaniques, en un mot dans toutes les manifestations d'une civilisation avancée, qu'il rattache par des liens nombreux à la civilisation asiatique.

Si la thèse de M. Lopez ne s'appuyait que sur la philologie seule, il faut bien avouer qu'elle serait trop facile à réfuter ; l'auteur lui-même semble avoir par instants des doutes, et après avoir relevé entre le sanscrit et le quichua un nombre considérable de rapprochements et tout aussi important de différences, il fait entrer dans l'esprit du lecteur l'incertitude qui est dans le sien, en écrivant une phrase qui renverse tout ce qu'il a démontré : « La dissemblance entre les deux langues, dit-il, n'est pas moins frappante que leur identité ! » Certes le problème de l'origine du peuple du Pérou reste entier après comme avant la publication de ce livre ; mais, chemin faisant, bien des points ont été éclaircis, et l'on ne saurait dire aujourd'hui que la langue quichua, dont M. Lopez a

analysé les formes grammaticales, la perfection et l'ordonnance de la phrase, les conjugaisons et les déclinaisons parfaites, soit un dialecte grossier et informe, sans avenir et sans passé, se modifiant au gré du caprice individuel. Peut-on soutenir en effet que l'empire des Incas, où l'on rencontrait à tous les degrés de l'administration et de la société tous les signes d'une civilisation avancée, armées permanentes, religion élevée, morale établie, industrie florissante, des forges, des fonderies, des métiers à tisser, des mines en exploitation, des ponts de lianes franchissant de grands fleuves, des routes plus hardies, meilleures et mieux entretenues que toutes celles entreprises depuis par les Européens, les arts, les sciences mathématiques et astronomiques en grand honneur, l'histoire enseignée et écrite dans les *quipus*, enfin une poésie et un art dramatique largement développés, dont les échantillons, tels que le drame de Ollantay, sont parvenus jusqu'à nous, n'eût à son service qu'une langue informe et sans fixité? Ce qui paraît indiscutable dans la théorie de M. Lopez, c'est que la langue quichua est une langue ancienne, à la hauteur de la civilisation du peuple qui la parlait : il est possible même que cette langue se soit détachée de la langue mère à l'époque où elle ne se servait pas encore d'un système accompli de flexions et cherchait sa forme définitive ; ce qui permet à M. Lopez d'expliquer comment cette langue qu'il dit aryenne est aussi agglutinante : antithèse

apparente, anomalie qu'il explique par ce fait que les langues d'Amérique, confinées pendant des siècles dans un isolement complet, n'ont pas participé aux développements successifs qui ont transformé le sanscrit et les langues qui en dérivent. La langue quichua se serait donc développée lentement et différemment, mais il n'en serait pas de même de la civilisation individuelle du peuple de cette région, qui, malgré son isolement, avait accompli tous les progrès qui se sont révélés au conquérant.

Tel était le peuple qui tenait le premier rang parmi les nations de l'Amérique du Sud lors de la découverte, et qui aurait pu les absorber et généraliser sa civilisation sans l'arrivée des Européens. Quelques nations étaient peut-être plus avancées en civilisation, mais beaucoup moins puissantes, comme les Yuracarès et les Aymaras, ancêtres des Incas; d'autres, au centre d'une région inhospitalière, depuis le 34° degré jusqu'au cap Horn, au milieu de la rudesse de leurs mœurs, laissaient entrevoir un développement intellectuel se manifestant par des productions poétiques, par un certain goût pour les plaisirs de l'esprit, plutôt que pour un bien-être matériel que la nature de leur pays leur refusait absolument. Parmi ces peuples, nous avons cité les Araucans, les Pehuenches, les Patagons et avec eux beaucoup de tribus, même de la pampa.

A côté de ces peuples et tribus qui se dénonçaient par les côtés variés de leur intelligence native déve-

loppée dans l'isolement, d'autres existaient, qui ont disparu laissant un nom, comme les Caraïbes, les Charruas, les Querandies, et avec eux beaucoup de tribus irréconciliables de la pampa, détruites sans avoir été absorbées. La nation dont la destruction est la plus moderne est celle des Charruas. Leur résistance est restée célèbre; ce furent eux qui tuèrent Solis et ses compagnons, les premiers explorateurs de la Plata en 1515. Azará écrivait en 1800 : « Peut-être les Charruas ont-ils coûté plus de sang à l'Espagnol que les nombreuses armées de l'Inca et de Montezuma, et cependant leur nombre ne s'élève pas au chiffre insignifiant de quatre cents; on a essayé contre eux, toujours en vain, de petites et de grandes expéditions; sobres, agiles et forts, plus grands en moyenne que les Européens, tous coulés dans le même moule, au visage énergique et bronzé, encadré de cheveux longs et touffus, ils avaient l'œil perçant, l'ouïe extraordinairement fine, les dents blanches, la main et le pied petits. » C'est là tout ce que nous savons de ce peuple; tous sont morts, jusqu'au dernier, sans avoir livré le secret de leur vie, de leur âme ou de leur langage. Ils furent définitivement vaincus en 1831; quelques-uns, emmenés prisonniers à Montevideo, y furent vendus et livrés à Paris à un entrepreneur de cirque forain : le dernier a fini cette triste captivité funambulesque dans un hôpital de Paris.

Ce peuple du moins expiait ainsi une longue résistance armée qui avait commencé par un crime et duré

trois siècles ; mais, si les Espagnols châtiaient si rudement la résistance, il ne faut pas croire qu'ils payaient aussi de retour l'excellent accueil que leur firent les races plus civilisées. Nous chercherions en vain, en effet, les avantages que la conquête de l'Amérique peut avoir apportés à la race indienne. Il est inutile de demander aux Quichuas ce qu'ils peuvent avoir gagné à être, sans avoir combattu, vaincus, dispersés, massacrés, employés aux travaux les plus rudes des mines, réduits en esclavage et vendus sur les marchés comme esclaves malgré les ordonnances royales. Les Guaranis, de leur côté, si doux, si humbles, se prêtant à tous les caprices de l'Européen, lui fournissant des vivres, des maisons, le bien-être d'un pays riche en productions naturelles, lui donnant leurs filles, ont trouvé au Brésil l'esclavage à l'égal du nègre, et au Paraguay une servitude différente dans la forme, identique dans les résultats, dissimulée sous le nom de *réductions*, et enfin l'abâtardissement sous la main sévère et le régime militaire des jésuites, jusqu'au jour où leurs voisins actuels se sont alliés pour punir tant de soumission d'une extermination presque complète.

Quant aux peuples qui habitaient les pampas, la Patagonie et les vallées andines du sud, ceux-là sont proscrits et destinés au sort des Charruas et des Caraïbes. Jusqu'au dernier disparaîtront les membres des races pampas, araucanes et patagones qui luttent encore aujourd'hui ; bien peu s'uniront et mêleront

leur sang au sang si composite de la race néo-américaine. La guerre est engagée de chaque côté depuis plus d'un siècle avec une cruauté que n'ont ni exercée ni éprouvée les premiers conquérants ; il est difficile de décider si elle a été dès le début celle de la civilisation contre la barbarie ; il n'y avait alors, ni d'un côté ni de l'autre, ni civilisation absolue ni barbarie absolue.

Si l'on se reporte aux premiers jours de la découverte, c'est en conquérants et non en explorateurs que se posent les Espagnols, c'est encore le drapeau de la conquête qu'arborent les Américains, sans avoir, plus que leurs prédécesseurs, fait aucune tentative civilisatrice. Là où les Indiens se sont livrés, on a pris ce qu'ils offraient et enlevé ce qu'ils réservaient, on a disposé de tout et de leur vie même, imposé avec la religion nouvelle l'abjuration sous peine de mort : la grande figure d'Atahualpa, mourant pour n'avoir pas voulu abjurer, se lève pour en témoigner. Sur les rives de la Plata, ces peuples rudes, qui n'ont ni religion, ni poésie, ni agriculture, ni troupeaux, ni abri, ni bien-être d'aucune sorte, ont un culte cependant, celui de l'hospitalité ; ils le prouvent à leur hôte inconnu, partagent avec lui leurs biens, si minces et si peu enviables, et ne trouvent en lui qu'un ennemi armé, fermé, résolu à la destruction, pillant et sacquant son malheureux campement au premier prétexte. En trois siècles, quel changement est intervenu, quel progrès s'est réalisé ?

L'histoire des invasions, si elle avait été faite, dirait de quel côté était au début la barbarie. Aujourd'hui quelques tribus à peine peuvent invoquer pour défendre leur sol le droit des premiers habitants, mais toutes peuvent combattre au nom des principes de l'humanité violés. Si nous fermons les mémoires officiels, nous trouvons les pièces de ce procès dans la chronique locale, dans les liasses et les archives, si peu soignées jusqu'ici, si difficiles à consulter, des différents *cabildos* de toutes les villes de l'Amérique espagnole. Nous avons sous les yeux l'acte de fondation de la ville de Buenos-Ayres par Juan de Garay, daté du 28 mars 1582, contenant le détail de la distribution des Indiens qui fut faite entre les fondateurs. Le terrain que l'on occupait alors était fort limité, et cependant cette distribution comprend soixante-six caciques avec leurs tribus, appartenant à vingt-trois nations, pour prendre le terme employé dans ce document ; le nombre des individus de chaque tribu n'est pas indiqué, mais il devait être considérable. Néanmoins les résultats de cet esclavage furent tels et la destruction des Indiens si rapide, qu'en 1611, au même lieu, la population européenne n'étant que de quatre-vingts familles et de deux cent quarante individus, sans agriculture ni industrie, les Indiens n'étaient déjà plus assez nombreux pour les servir, et les colons demandaient au roi l'autorisation d'introduire des nègres de Guinée pour suppléer les Indiens disparus.

Un grand nombre de tribus restèrent insoumises : elles s'éloignèrent dans la pampa ; d'autres se formèrent des débris des tribus vaincues qui échappaient par la fuite à l'écrasement ; quelques-unes peu à peu sollicitèrent des traités pour profiter, au prix d'une demi-servitude, de l'amélioration de bien-être matériel introduite par les Européens. Les invasions furent longtemps inconnues ; aucun des deux partis n'avait intérêt à entreprendre une guerre. Le nombre des troupeaux répandus dans la campagne était tel, et leur exploitation était si négligée, que les Indiens pampas purent puiser dans cette mine féconde sans avoir à s'avancer dans le pays peuplé et sans que personne songeât à leur contester le droit de le faire. A l'ombre de cette tolérance, ils avaient créé un commerce considérable avec les tribus indiennes du Chili, qui, elles, trafiquaient de ce butin avec les Européens établis sur la côte du Pacifique. Cette jouissance paisible et ce commerce rapidement développé avaient créé des besoins ; d'un autre côté, la destruction des troupeaux fut si rapide dans les pampas pendant tout le dix-huitième siècle, que peu à peu les Indiens eurent chaque jour plus de difficulté à se procurer les animaux nécessaires à leur consommation et à leur commerce. Ce fut cette seule raison qui motiva des incursions dans le pays peuplé et amena des conflits. Les Espagnols les imputèrent à tort à la complicité des tribus soumises et procédèrent à un massacre général de ces tribus que vint venger la première grande invasion armée de

1748. Jamais, sans cette volonté arrêtée d'épouvanter les envahisseurs par un grand exemple de cruauté, qui a toujours été le système employé par les Espagnols, les invasions n'eussent pris le caractère odieux qu'elles ont gardé depuis. Les Espagnols avaient appris aux Indiens l'enlèvement des femmes et des enfants, que ceux-ci, dès le jour où la guerre fut résolue, mirent en pratique et continuent encore avec la même cruauté. L'invasion de 1748 fut suivie d'un nouveau massacre que raconte l'historien national du Rio de la Plata, le dean Funès, dans tous ses détails ; les tribus amies de Mayulpilqui et Taluhet et celle de Cabliau furent égorgées jusqu'au dernier homme. Cette boucherie amena des invasions continues, qui se sont continuées jusqu'à ce jour malgré les fortifications élevées contre elles, les compagnies de Blandengues formées en 1765 pour défendre la frontière, l'offensive prise par les chefs les plus redoutés des Indiens depuis 1810, tels que Rauch, Rondeau et Rosas, qui changent le système de guerre et envahissent à leur tour le territoire indien. Il est difficile d'entrevoir d'autre fin à cette longue guerre que l'extermination définitive, jusqu'ici partiellement exécutée. Cette grande injustice aura son excuse dans la longue résistance de ces peuples, mais la sauvagerie des tribus pampas n'est pas pour cela prouvée : on ne saurait conclure des faits de guerre commis par un peuple luttant contre l'extermination, à une barbarie antérieure à cet état de

guerre; si l'on soumettait les peuples les plus civilisés à la même épreuve au milieu de phases identiques, on trouverait partout un état semblable produisant des résultats pareils.

Mais, si la guerre justifie dans une certaine mesure l'antipathie des deux races dans les pays où elle se perpétue, il serait difficile d'expliquer la généralisation de ce sentiment, aujourd'hui que la race néo-américaine en voie de formation, malgré l'introduction lente et continue du sang européen, contient comme bases fixes à peu près en égale proportion l'élément indien et l'élément espagnol. On comprendrait donc que les antipathies s'effaçassent, étant prouvé surtout qu'aucune raison d'infériorité ne justifie le mépris où les Européens tiennent encore les races indiennes. Ce qui est plus logique et qui mérite d'être noté, c'est que les écrivains américains se préoccupent enfin de rendre justice à ceux qui pour les premiers colons étaient des vaincus, et pour les Hispano-Américains actuels sont des ancêtres au même titre que les Espagnols. Si en effet le sang européen domine dans les villes du littoral, il n'en est pas de même dans celles de l'intérieur, et l'on peut même dire que c'est la différence du sang indien qui constitue les caractères distinctifs des groupes sud-américains. Tocqueville, avec raison, indique en passant ce caractère spécifique des races sud-américaines, en opposition en cela avec celles du nord, où l'alliance avec l'Indien ne s'est pas faite. Dans le sud, partout

le mélange des vainqueurs avec les vaincus s'est opéré. Il y a du sang araucan dans les veines du peuple chilien, du quichua dans le sang péruvien, de l'indien pampéen dans l'argentin. Au Chili et dans les États de la Plata, le sang indien ne domine pas, mais il domine au Pérou, au Paraguay et dans tous les États du centre, où les races primitives ont subi à peine quelques modifications en raison de leur situation géographique ou de leur sociabilité, qui les prédisposait à contracter des alliances avec les conquérants. Partout où ce rapprochement s'est opéré, il n'y a pas de famille qui ne soit quelque peu apparentée à la race indigène. L'influence des milieux s'est en outre fait sentir dans le même sens après comme avant la découverte ; les exigences du climat ont, malgré l'introduction d'éléments nouveaux de civilisation et de nouveaux instruments de travail, dirigé la formation des nouveaux groupes, sans que l'on puisse dire que l'Espagnol ait profondément modifié les races, qu'il a transformées seulement au point de vue politique et religieux.

Le hasard a du reste contribué pour sa large part à la conservation du génie individuel de chaque race et à la persistance des usages de chacune d'elles au lieu même où elles étaient anciennement établies, en distribuant les différentes familles des conquérants dans le milieu social qui convenait à chacune d'elles. Il est étrange en effet de voir, après la conquête, chaque pays se peupler de familles étrangères facile-

ment assimilables, et prédisposées par le hasard à continuer les coutumes préexistantes.

Le Pérou, siège de la monarchie quelque peu orientale et théocratique des Incas, devient, après la conquête, le siège de la vice-royauté espagnole, qui continue les traditions de l'ancienne royauté indienne, s'inspire des mêmes idées théocratiques et installe à Lima le tribunal de l'inquisition.

Au Chili, au dix-septième siècle, sous le règne de Philippe V, commence l'immigration basque ; de ce jour date le progrès de cette colonie : cette race énergique et fine prospère rapidement dans la patrie de cette autre race tout aussi noble des Araucans ; le rapprochement est rapide, grâce à leurs affinités de caractère, et le peuple chilien se forme ainsi.

Au Paraguay, où l'esprit de soumission est endémique, viennent s'établir les jésuites, moins attirés, comme on pourrait le croire, par le génie de la race, qu'ils n'ont pu encore étudier, que par la grande expansion de la langue, qui leur fournit un instrument de conquête le jour où ils se la sont appropriée.

Enfin, pour que chaque contrée soit colonisée par la classe d'hommes qui lui convient et qui se rapproche le plus de la racine indigène, quels sont les colons qui accompagnent Garay pour venir fonder Buenos-Ayres ? Leurs noms ne nous apprendraient rien, mais le prospectus de l'expédition, publié en Espagne par Garay, est plein de révélations. Ce chef

d'expédition, autorisé et résolu à fonder une ville au lieu même où en 1535 Mendoza avait débarqué et avait vu mourir de faim et de misère plus de mille de ses compagnons, offre comme prime aux aventuriers qu'il cherche à recruter, non pas l'exploitation facile et lucrative de mines d'or comme au Pérou, mais la chasse et la prise des animaux abandonnés dans la pampa, et qui, depuis le départ de la première expédition, se sont assez multipliés pour qu'un créancier de l'État ait offert au gouverneur de l'Assomption d'accepter en paiement de trente mille douros qu'on lui doit le droit de prise des chevaux sauvages. On comprend aisément à quelle classe devaient appartenir ceux qui se laissaient embaucher pour une telle aventure. De ces immigrants alliés aux indigènes devait sortir ce type nouveau, le Gaucho, être composite, ayant emprunté aux Indiens leurs armes, le lasso et les bolas, à l'Espagnol le cheval ; sans être pasteur, vivant de la chasse des troupeaux, bronzé, assombri par l'intempérie, il s'est imprégné de la poésie triste et monotone de la pampa ; forcé qu'il est de boire l'eau saumâtre des lagunes, il a perdu le goût des boissons douces et pris celui des breuvages alcooliques. On ne saurait nier que ce type nouveau continue la race indienne trouvée au même lieu au seizième siècle, beaucoup plus qu'il ne continue la race européenne. Ainsi se forme un type sur la limite des estancias et de la pampa stérile, qui, à chaque génération, accuse davantage dans ses traits l'influence du

milieu barbare où il s'est développé; quelques-uns de ces hommes restent confinés dans la barbarie, beaucoup tendent à en sortir, s'élèvent même par l'armée, par l'administration, par une suite de chances heureuses qui leur donnent une fortune et leur ouvrent les portes de la société des villes; là ils créent une famille, et ainsi s'opère encore aujourd'hui l'introduction continue du sang indien dans les veines de ce peuple en formation, dans le pays même où il semble que la fusion doive rencontrer le plus d'obstacles.

Analyser le génie des races indiennes de l'Amérique du Sud, étudier leurs aptitudes, leurs langues, leur industrie, les manifestations variées de leur civilisation, c'est donc bien réunir les éléments de l'histoire des origines des sociétés sud-américaines. Il semble aujourd'hui que les écrivains indigènes s'occupent de rassembler les documents épars de cette histoire qui reste à faire, dont l'intérêt se révèle davantage à mesure que les races indiennes sont mieux connues et que nous nous éloignons du système de destruction professé par les conquérants.

CHAPITRE III

L'INDUSTRIE PASTORALE DANS LES PAMPAS.

On s' imagine généralement que les pampas sont de vastes déserts verdoyants où la nature a prodigué des pâturages de toute sorte, les peuplant de ruminants et de chevaux qui vivent encore aujourd'hui à l'état sauvage, et qu'elles fournissent sans frais ni travail de nombreux produits à l'industrie humaine. Ces idées erronées, trop répandues, seraient une source de déceptions pour celui qui, sur la foi de pareilles assertions, songerait à tenter l'élevage dans la pampa. L'animal sauvage, cheval, bête à cornes ou bête à laine, n'existe pas et n'a jamais existé dans l'Amérique du Sud ; toutes les races que l'on y trouve aujourd'hui y ont été importées par les Espagnols à l'époque de la conquête de ces pays, et, si elles se sont développées et multipliées dans des proportions considérables, ce n'est ni sans travail ni sans longs efforts. Il a fallu

non-seulement à l'origine les acclimater et les entourer de plus de soins qu'on ne l'eût fait en Europe, mais encore, pour ainsi dire, dompter la pampa ; l'animal lui-même a dû faire sortir du sol, en le labourant de son pied, les riches graminées, alors inconnues, dont il tire aujourd'hui sa nourriture.

Le travail de la transformation du sol et de ses produits a été aussi lent et aussi coûteux qu'il est productif, et des générations entières d'animaux ont été sacrifiées pour préparer à leurs successeurs la vie paisible dont ils jouissent depuis dans ces régions. Ce travail est d'autant plus facile à étudier qu'après trois siècles il est loin d'être terminé, et qu'il reste encore à conquérir de la même manière dix-huit mille lieues carrées de pampas dans la seule province de Buenos-Ayres.

Raconter cette lente conquête, faire connaître les soins que demandent les animaux élevés dans cet état de demi-liberté, aussi bien que les richesses qu'ils procurent à l'éleveur et comment elles se produisent, voilà ce que nous nous proposons ici.

I. — L'ÉLEVAGE.

I

LA PAMPA, SES MŒURS ET SES HABITANTS.

Celui qui a traversé les mers et contemplé l'horizon de l'Océan calme a vu la pampa. Immense, sans limites, sans variété, à peine accidentée de quelques plis de terrain plus étendus que profonds, semblables à la longue vague de l'Atlantique, elle apparaît partout comme un désert de verdure ; même dans les endroits très-peuplés d'animaux, les troupeaux les plus nombreux se voient à peine, ne réalisant en rien l'idée du nombre infini que les statistiques ont laissée dans l'esprit du voyageur. Si vous sortez de Buenos-Ayres, vous la trouvez à la porte, et vous la retrouverez encore toujours semblable à elle-même à cinq cents lieues de là, sans arbres, sans fleuves, sans montagnes, presque sans villages. Elle n'a d'autre limite au sud que le détroit de Magellan, et à l'ouest la Cordillère ; mais la civilisation n'atteint pas là ; à cent vingt lieues au sud, à quatre-vingts à l'ouest, la pampa est le domaine de l'Indien, luttant sauvagement contre le colon pour lui dérober les trésors de son industrie et de

son travail civilisateur, en même temps que pour défendre contre lui son désert inutile, sans produits et sans abri.

Ce désert fertile, dont nous avons décrit plus haut les aspects généraux et étudié la formation¹, produit exclusivement à l'état sauvage une herbe haute et dure appelée *paja brava* ou *pampa*, qui lui donne son nom. Semblable à un buisson d'ajoncs, cette plante, le *Gyncrium argenteum* des naturalistes, est très-connue en Europe depuis qu'elle s'y est généralisée comme ornement des jardins, et l'on comprendra aisément que les animaux la foulent du pied avec colère, refusent de s'en nourrir, et, faute d'autre pâture, dépérissent et meurent le plus souvent. Aussi une longue patience a-t-elle été nécessaire aux premiers qui ont importé des chevaux et des bêtes à cornes sur ce continent pour parvenir à sauver les premiers venus ; après le débarquement, il fallut recourir pendant longtemps encore aux fourrages apportés d'Europe avant de pouvoir prendre définitivement possession de ces terrains, qui dissimulaient une stérilité ruineuse sous les apparences d'une fertilité sans exemple. Les agronomes et les naturalistes sont d'accord pour déclarer que les graines fourragères qui devaient remplacer rapidement les rudes graminées indigènes furent apportées dans ces chargements de fourrages destinés aux animaux venus avec les colons.

¹ Voir chapitre I^{er}.

Avec l'occupation, il s'est peu à peu formé plusieurs zones dans la pampa ; cette transformation s'est opérée et s'opère encore imperceptiblement chaque année par le séjour des troupeaux. Aux portes de Buenos-Ayres, le terrain s'est le plus anciennement amélioré, et sans parler des quelques hectares consacrés aux cultures horticoles, aux céréales et à la luzerne, les terrains vierges de travail humain ne sont plus déshonorés par les graminées pernicieuses du temps de la découverte.

La campagne, après avoir subi le feu, première culture ici comme dans les forêts vierges, a été peu à peu envahie par le chardon¹ ; ce destructeur ardent des ajoncs nuisibles croît en abondance et protège, par sa taille élevée, ses racines vivaces, et même par les facultés d'épuisement qu'il possède, le trèfle, dont l'apparition est le signe définitif de la conquête du sol, et qui atteint la hauteur de deux ou trois pieds au printemps des années pluvieuses.

Les bêtes à cornes, les chevaux et les bêtes à laine paissent en liberté, enfouis dans ces pâturages et amassent de la graisse pour les jours prompts à venir des chaleurs de l'été : alors les pâturages, séchant

¹ La pampa possède un chardon indigène, qui atteint une hauteur de 6 à 8 pieds, couvre des étendues considérables, et se récolte pour être employé comme combustible. Les champs qui en sont couverts sont impénétrables dès le printemps, défendus qu'ils sont par les pointes aiguës de cette plante, et pendant l'été il est impossible de se diriger au milieu des touffes jetées au hasard, et qui cachent l'horizon au cavalier perdu dans cette forêt étrange.

plus vite encore qu'ils n'ont verdi, laissent paraître la terre noire et poudreuse sur laquelle les animaux ne feront plus voler sous le souffle de leurs narines qu'une poussière âcre et empoisonnée. L'automne ramène quelquefois une végétation luxuriante ; les pluies fécondes de cette époque préparent pour les troupeaux les provisions d'hiver ; si elles manquent avant les gelées d'avril et de mai et les froids souvent rigoureux de juin et de juillet, c'est la mort pour le petit bétail ou l'émigration forcée pour le grand, de toute manière la ruine pour l'éleveur, — ruine passagère cependant, que le temps et la patience répareront vite.

La patience ! c'est là ce qui constitue le fond du caractère pampasien ; c'est une vertu que l'habitant de la pampa acquiert forcément et dont il fait un vice en la laissant dégénérer en indifférence et en paresse incurables, mal général qui atteint ici toutes les races, quelque diverses qu'elles soient dans leurs origines.

L'Indien a été jusqu'à la conquête et depuis une antiquité fort reculée le seul maître de ce territoire ; il était oisif, presque nu, marchant à pied, chose à peine croyable pour les colons actuels, dont pas un ne consentirait à faire un kilomètre sans son cheval. Les tribus des Andes seules employaient à leurs transports et à leur nourriture le guanaco et le lama, mais les Indiens du littoral n'avaient pas cette ressource, et l'on s'explique difficilement comment ils pouvaient vivre, se vêtir, se déplacer, dépourvus qu'ils étaient

de tout auxiliaire, sur un terrain déboisé et sous un assez rude climat. En dehors du poisson, très-abondant dans tous les cours d'eau, ils en étaient réduits à la chair des animaux immondes qui peuplaient ces déserts, le tatou, l'iguane, le renard, la biscache, quelques reptiles et quelques oiseaux, sans aucun fruit ni aucune production végétale ; malgré ces éléments alimentaires très-insuffisants, il ne paraît pas qu'aucune de ces tribus ait jamais connu l'anthropophagie.

L'Espagnol étonna ces peuplades par l'usage qu'il faisait du cheval ; la vue de ce superbe auxiliaire de l'homme ne contribua pas peu à leur faire comprendre que la pampa appartenait aux dompteurs de ces animaux, et, quand après des luttes sanglantes elles se retirèrent devant lui, ce fut avec la pensée de lui enlever cet allié ; de nos jours encore rien n'est changé à cet état de guerre, et le vol des chevaux est généralement la raison déterminante des invasions d'Indiens. Quelle que fût la haine de ces premiers habitants contre les envahisseurs, quelques-uns se mêlèrent à eux dès le début ; les points d'analogie n'étaient pas rares entre ces deux races réunies par le hasard : les Maures avaient laissé dans le sang espagnol les traces profondes de leur longue domination encore si récente dans la Péninsule, et ces héritiers européens d'une race africano-asiatique avaient dans leur allure, leur maintien, leurs usages, des points nombreux de ressemblance avec les habitants de la pampa ; ils ne

firent que retourner à leurs origines en s'alliant avec les vaincus.

Ces unions reproduisirent un type nouveau, le *Gaúcho*.

Né dans la pampa et formé par elle, spécial à ce pays, le *Gaúcho* constitue une race à part dans l'ensemble de celles qui peuplent ces solitudes. Généralement d'une taille élevée, le visage osseux et carré, bruni par l'air vif, les cheveux noirs et durs comme ceux de l'Indien, il est par excellence le centaure moderne : honteux de lui si par hasard il traverse à pied les rues d'une ville, il est élégant, digne d'attention quand il manie le cheval. Il a de l'Espagnol la fierté de l'allure et la vanité, mais aussi la sobriété incroyable que le Maure a léguée à ses descendants ; il abuse de l'eau et vit de viande sans pain : non qu'il le méprise, mais par horreur du travail. Gagner sa vie, son pain quotidien, lui semble des mots vides de sens ; par contre, le jeu est pour lui une passion assez folle pour qu'il joue jusqu'à son cheval et s'expose à aller à pied, dernière des humiliations ! Le jeu le fait vivre, et son troupeau, s'il est assez fortuné pour en avoir un, fait vivre le jeu. Cependant il y a des travaux qu'il aime : ceux qui se font à cheval le passionnent, les grandes courses, les *rodeos*¹, tous ceux où le *lasso* joue le rôle principal et aussi la besogne du *saladero*,

¹ On comprend dans l'expression intraduisible de *rodeos* tous les travaux de la campagne qui se font à cheval et ont trait aux soins des troupeaux.

où, le couteau à la main, les pieds dans le sang, il tue, écorche, taille la viande, y trouvant une jouissance plutôt qu'un labeur. Là il gagne facilement en quelques heures un salaire élevé qui le ferait riche, s'il savait économiser; mais il est à peine payé, que son cheval le conduit de lui-même à la *pulperia*. C'est elle qui remplace pour lui le clocher, le club, l'intérieur, qu'il ne connaît pas.

Au milieu de la campagne, près d'une habitation, s'élève une chaumière, ni plus simple, ni plus luxueuse que toute autre dans la pampa, un *rancho* comme tous les autres, couvert de chaume, aux murs d'*adobe* (brique crue), mais généralement de roseaux recouverts d'un crépissage de boue et de bouse de vache; il y pleut à peu près comme au dehors, le soleil n'y pénètre jamais, un air chaud et humide en est l'atmosphère permanente, le sol est de terre battue; c'est la *pulperia*. Devant la porte, un rang de piquets de bois dur, le *palenque*, où les chevaux des clients sont réunis; le nouvel arrivé met pied à terre et laisse là son compagnon recevoir, sellé et bridé pendant des heures et même des journées, le soleil ou la pluie, pendant que lui va, selon son expression naïve, « satisfaire ses vices » dans la *pulperia*.

La porte est ouverte, ou du moins le vestibule sans porte est naturellement ouvert à tout venant; toutefois, au dedans, une grille forte et sévère protège le marchand et sa marchandise contre les convoitises des clients plus avides que fortunés. Une grande politesse

règne dans ce réduit et fait contraste avec cette grille insolente : c'est un échange continu de galanteries, que la langue espagnole fournit du reste en abondance au Gaücho à jeun ; mais la raison est bientôt partie. Ce sont alors des paris étranges : on propose de jouer la consommation au premier sang, on sort, on tire le couteau et on se livre à un combat généralement moins homérique que ridicule.

Cependant les jeux n'ont pas toujours cette sauvagerie. Les courses de chevaux y tiennent le premier rang ; presque chaque jour ce sont des défis, à la suite desquels on se lance droit devant soi jusqu'à disparaître à travers la plaine unie ; la course est courte, rapide et souvent reprise : c'est un passe-temps pour les oisifs, une occasion de paris ruineux et la préparation nécessaire aux grandes réunions, dont le pittoresque est sans égal. Près d'un village, on choisit une avenue large et unie qui se perd au milieu des prairies. Les hommes sont vêtus avec élégance, mélange de vêtements européens et d'accessoires indigènes ; ils ont pris leur cheval préféré et l'ont couvert d'ornements d'argent, étriers, mors, avec les brides en cuir de jeune poulain finement tressé et garni de montures également en argent, et la selle si compliquée, composée des tissus de fil et des cuirs les plus fins. Leur costume est le *poncho* de laine de guanaque, aux tons jaunes harmonieusement fondus, le large pantalon blanc brodé descendant à mi-jambes, de grandes bottes fines ornées d'éperons à roulettes,

le chapeau de feutre mou, garni d'un foulard pon-
ceau en soie de Chine.

Les femmes, à cheval aussi, n'ont, quant à elles, rien de remarquable dans leur costume, tout à fait européen, mais toutes sont habiles écuyères et se tiennent avec élégance. Les types sont des plus variés : les blanches, étrangères ou nées dans le pays, n'ont pas rang à part et s'y mêlent à la mulâtresse, à la *china*, à la *parda*, la couleur plus ou moins brune de la peau n'ayant ici aucune importance sociale ; les *pardas* même, filles au teint cuivré, aux traits fins, métisses d'indien et de mulâtresse, sont ordinairement bien supérieures en beauté aux Européennes ou à la généralité des descendantes pures des Européens. Ce n'est guère qu'à Buenos-Ayres que l'on trouve de beaux types créoles : l'air de la pampa détruit vite la finesse de la peau ; seules les *pardas*, dont les traits réguliers et le teint naturellement cuivré ne s'altèrent pas, conservent sur leur visage les preuves de leur jeunesse là où les blanches perdent au même âge toute trace de beauté.

Les femmes ne paraissent à ces réunions que lorsqu'elles se tiennent au village ; elles ne vont pas à la *pulperia*, et généralement restent à la maison, mais ne filent pas la laine, ayant aussi peu que les hommes le goût du travail ; faire bouillir de l'eau et sucer dans un tube de métal une infusion de thé du Paraguay, appelé *mate*, du nom du récipient où il se prépare, est leur seule occupation.

Le succès du *pulperò* est fait, on peut le dire, de la tristesse de l'habitation. Plantée seule au milieu de la plaine, comme une sorte de tente-abri provisoire, sans culture, sans arbres, sans rien qui dénote la présence d'un homme industriel, elle est un lieu de tristesse par excellence : le délabrement qu'elle présente, la misère qu'elle exhale, l'oisiveté qui la fait plus vide encore, éloignent l'habitant ; négligeant même l'heure des repas et de la sieste, il s'enfuit au galop de son cheval et va chercher à deux ou trois lieues la *pulperia*. La famille surveillera le troupeau, mais ne fera rien pour améliorer cet intérieur.

Le Gaucho a femme et enfants ; rarement il a un état civil, rarement il est marié, faute de villages, de moyens de transport, surtout par indifférence. S'il songeait du reste à remplir les formalités religieuses, qui sont ici les seules légales, le vent de la pampa aurait si vite détruit la feuille volante où il eût été inscrit, qu'il en chercherait vainement la trace quelques années après. Le gouvernement ne fait rien pour améliorer cette situation ; quant au Gaucho, s'il est indifférent à des formalités qu'il comprend à peine, il respecte du moins les liens qu'il s'est créés et élève ses enfants, comme il a été élevé lui-même, jusqu'à ce qu'ils puissent aller seuls à cheval. A trois ou quatre ans, ils savent se tenir en selle et essayer un galop sur un cheval bridé d'une simple corde passée dans la bouche ; à six ans, ils gardent les moutons, et ne craignent pas à dix ou douze de monter les

chevaux les plus difficiles. Ils puisent dans cette éducation l'habitude de ne rien faire de leurs bras, et reculeront toujours devant tout travail qui ne puisse se faire à cheval; appliquant leur esprit inventif à substituer ce complaisant auxiliaire à eux-mêmes dans tous les efforts que les circonstances leur imposeront, sans autre instrument qu'un lasso attaché à une sangle fortement serrée autour du ventre du cheval, ils pourront exécuter tous les travaux de force.

En dehors de ces anciens habitants d'un caractère peu envahissant, la pampa est peuplée d'étrangers venus de tous les points du globe et conquérant chaque jour tous les avantages que le Gaucho délaisse, le repoussant lui-même, comme fit autrefois l'Espagnol de l'Indien, le reléguant aux extrêmes limites de la partie peuplée, sur la lisière de la civilisation, au seuil tous les jours reculé de la barbarie. Cet envahissement date à peine de quelques années; l'immigration, aujourd'hui si protégée, était en effet prohibée par les lois espagnoles. Avant la proclamation de l'indépendance en 1810, il fallait, pour pouvoir résider dans la vice-royauté, solliciter préalablement l'autorisation royale, et, pour y exercer le commerce, justifier d'une résidence de vingt ans en Espagne ou en Amérique, y avoir pendant dix ans possédé des biens immeubles d'une valeur d'au moins 4000 ducats ou avoir épousé une *hija del pais*¹. Le nouveau régime, loin d'amener

¹ Textuellement : fille du pays, indigène.

une transformation dans un sens libéral de cette législation étrange, fut au contraire l'occasion d'une recrudescence de prohibitions dirigées contre les Espagnols européens, mais qui atteignaient de fait tous les étrangers ; c'est ainsi qu'en 1817 on leur interdisait le mariage avec les filles nées dans le pays, et en 1819 les charges de tuteur, curateur ou exécuteur testamentaire, imposant en outre leurs successions d'un droit de 50 pour 100. Ces lois prouvent assez sur quels principes économiques et politiques se fondait le nouvel état de choses, républicain de nom, mais de fait tyrannique et prohibitif à l'excès. Ce ne fut qu'en 1821 qu'une première loi ouvrit au gouvernement un crédit destiné à favoriser la venue de familles laborieuses pour augmenter la population de la province, mais sans lever cependant ces prohibitions, que l'Angleterre combattit la première en 1825 avec un succès presque complet, consigné dans le traité qui porte la date du 2 février de cette année¹.

Cette législation rétrograde et l'état politique du pays suffirent à éloigner les étrangers ; aussi, malgré l'abrogation déjà ancienne de ces lois d'un autre âge, étaient-ils fort rares jusqu'en 1852. Ceux qui débarquaient à Buenos-Ayres y restaient et ne se risquaient

¹ Il ne reste plus rien aujourd'hui de ces lois oubliées ; les étrangers jouissent des mêmes droits civils que les nationaux, ils peuvent exercer librement toutes les professions, peuvent posséder, vendre et tester sans restriction aucune ; mais ils ne sont admis à aucune fonction publique en dehors des fonctions municipales.

pas à tenter la colonisation dans la campagne, domaine exclusif alors du Gaucho. Jusqu'en 1862, l'envahissement a été lent, mais il s'est étendu rapidement depuis cette époque, qui marque la fin des révolutions permanentes de Buenos-Ayres. Alors en effet commença l'établissement de chemins de fer dans toutes les directions, et les capitaux sortirent avec eux de la ville, si bien qu'aujourd'hui dans la limite des frontières il n'est pas de point où l'étranger ne domine¹. Les premiers venus et les plus nombreux au début furent les Basques français et espagnols, travailleurs opiniâtres, qui prospèrent et s'enrichissent vite; mais depuis dix ans, de tous les points de la France, même du centre de la Bretagne, de la Savoie, de la Lombardie, de Naples, de la Suisse, de l'Irlande, arrivent de nombreux colons à la Plata. Ces races trouvent toutes à s'employer différemment, suivant leurs aptitudes, mais toutes avec profit : beaucoup se livrent aux travaux industriels et se groupent dans des villages où ils conservent leur patois, leur langue, leurs habitudes de vie; beaucoup aussi, ne s'effrayant pas de l'industrie en pleine campagne, se consacrent résolument à la vie pastorale : ce sont presque exclusivement les Basques et les Irlandais. Parmi les autres peuples, le

¹ Une statistique, récemment publiée à Montevideo, démontre que la terre dans cette république est possédée pour les deux tiers par des étrangers de toute nationalité, pour un tiers seulement par les nationaux. Un recensement semblable donnerait dans la province de Buenos-Ayres des résultats similaires.

petit nombre qui émigre à la campagne ne rêve pas encore d'y posséder, n'accepte ses travaux que comme un pis-aller fort triste, et recule devant la solitude et le silence de la grande plaine, la fuyant à la première occasion.

Tous ces nouveaux venus prennent vite les habitudes de leurs prédécesseurs, se contentant d'opposer à la finesse rusée du Gaucho l'âpreté au gain et l'économie de l'Européen. Les railleries dont on l'accable au début font vite de cet étranger un cavalier aussi intrépide que tout autre ; de plus, il sait mieux que le Gaucho soigner son cheval et en tire un meilleur profit sans en abuser autant ; si même il est agriculteur ou s'il joint seulement pour ses besoins une petite culture à son habitation, il apprend vite à employer le cheval à labourer, à semer, à conduire la faucheuse, à ramasser le blé, à le battre et à le rentrer sans, pour ainsi dire, mettre pied à terre.

Le cheval est donc, à proprement parler, le vrai conquérant et le maître de la pampa ; sans lui, il n'y a ni industrie pastorale, ni séjour même possible dans ces plaines sans fin. Il est juste que nous lui donnions le premier rang dans l'étude des animaux qui peuplent ces déserts.

II

LE CHEVAL.

Ce roi de la pampa, seul de tous les animaux domestiques, fit partie des premières expéditions à la Plata. N'ayant d'autre but en remontant le Paraná que de chercher par terre une route plus courte que celle du cap Horn pour arriver au Pérou, les Espagnols songeaient simplement à l'employer dans cette exploration. Les déceptions ne devaient pas leur manquer, jusqu'au jour où, définitivement échoués sur ces rivages, ils pensèrent à utiliser les ressources qu'ils y rencontraient. C'est alors qu'ils eurent l'idée de tenter l'élevage et de faire revivre sur le nouveau continent cette industrie des peuples primitifs. D'Espagne partirent diverses expéditions spéciales¹; les rois distribuèrent des concessions, nommèrent des chefs de commanderie avec obligation d'importer des quantités déterminées d'animaux reproducteurs.

¹ La première, dirigée par Mendoza en 1535, composée de trois mill hommes, échoua complètement au lieu où est aujourd'hui Buenos-Ayres; cette ville fut réellement fondée par Juan de Garay, le 28 mar 1582. On songea alors à utiliser les chevaux abandonnés par les compagnons de Mendoza depuis près d'un demi-siècle.

Lorsque commença ce mouvement, le cheval avait pris pied dans le pays depuis un demi-siècle, il pouvait déjà aider l'homme dans l'acclimatation pénible des races européennes ; son utilité, d'avance démontrée, lui assurait une place considérable dans les préoccupations de tous les chefs d'expéditions. Les troupes de chevaux libres disséminés dans la pampa, fils de ceux qui, amenés par les premiers explorateurs, avaient été abandonnés dans les départs précipités, prouvaient aussi combien l'acclimatation en serait facile. Leur multiplication avait été si rapide, qu'il y eut bientôt plus de chevaux que ne pouvaient en employer les rares habitants de la pampa. Aujourd'hui encore, après trois siècles écoulés depuis la conquête, avec un accroissement de population considérable, malgré les guerres presque continuelles qui font ici une consommation incroyable de chevaux, comme celle du Paraguay, où il en a péri plus de quatre cent mille, malgré les abatages annuels de ces animaux que l'on immole autant pour se débarrasser du trop-plein que pour utiliser leur graisse et leur peau, le cheval, à peine surveillé, élevé en liberté ou plutôt abandonné à lui-même, suffirait aux besoins d'une population dix fois plus considérable, en abusât-elle, comme elle l'a toujours fait pour tous les usages.

La race introduite par les Espagnols est la race andalouse. Ce cheval petit, aux jambes fines, au cou court, assez semblable au cheval arabe, ne s'est pas perfectionné dans la pampa ; sa nouvelle existence ne

lui a donné ni fait perdre aucune qualité, et n'a fait que modifier ses habitudes. La nourriture de rencontre, les intempéries, les vents que rien n'arrête, ni arbres, ni montagnes, qui soufflent toujours avec violence, du cap Horn en hiver, de l'équateur en été, enfin la vie pénible qui lui est faite, ont par la sélection naturelle constitué une race rude, nerveuse, résistante; on voit de ces chevaux faire sans peine des courses de vingt, trente et même quarante lieues dans une journée, et si le soir, après cette longue étape, on arrive dans une région désolée par un fléau quelconque, où la sécheresse et la sauterelle ont tout détruit, ne laissant sur le sol qu'une poussière-noire, ils passent la nuit sans prendre absolument aucune nourriture, pour repartir le lendemain et faire un trajet semblable.

Ces expéditions sont fréquentes, et cette disette n'est pas rare, grâce à l'imprévoyance systématique des habitants, dont aucun n'a pour son cheval cette sollicitude méticuleuse, ni cette affection légendaire que nous prêtons volontiers aux cavaliers de tous les temps et de tous les pays. Le cheval, au retour d'un de ces longs voyages aussi bien que d'une promenade, est dessellé et lâché en liberté; on le laisse seul chercher sa nourriture, se désaltérer, s'il trouve de l'eau, et quelquefois il lui faut faire une lieue ou deux pour en rencontrer. Le cavalier qui l'a surmené ne prendra pas soin, ni personne pour lui, de lui donner l'eau dont il a besoin, et que généralement un puits

fournit à l'habitation ; comptant sur lui seul, l'animal rejoint la troupe avec laquelle il pâture toujours aux mêmes heures, aux mêmes endroits.

Chaque habitant et chaque serviteur de l'*estancia* doit avoir huit ou dix chevaux personnels pour le service journalier. Chacun en conserve toujours au moins un attaché au *palenque*, sellé et bridé. Chaque matin, on réunit dans une enceinte formée de pieux de bois dur, serrés les uns contre les autres et fortement réunis par des liens solides, les différentes troupes de chevaux, parmi lesquelles on choisit les bêtes nécessaires au service de la journée ; ceux-là sont attachés au poteau, et, qu'ils restent inutiles ou qu'ils soient employés à un travail quelconque, ils passeront la journée entière sans prendre aucune nourriture et sans pouvoir faire d'autres mouvements que ceux que permet leur licol attaché fort court.

Les troupes de chevaux domptés sont toutes composées de chevaux hongres ; ces cavaliers intrépides n'en emploient pas d'autres, et jamais on n'a vu ni sellé ni attelé un cheval entier pas plus qu'une jument ; c'est là un signe du caractère des habitants, plus fanfarons qu'audacieux, s'étant fait une réputation de cavaliers incomparables et ne se risquant à monter que des chevaux déjà diminués avant d'être domptés.

Les juments sont toutes sans exception réservées à la reproduction. Elles vivent dans une liberté absolue par troupes de dix à vingt appelées *manadas*, diri-

gées par un étalon ; les chevaux dressés forment des *manadas* spéciales confiées à une jument *madrina* (marraine), portant au cou une clochette. On peut juger par ces détails du cas qu'il faut faire des récits fantaisistes inventés sur les troupes de chevaux sauvages qui couvrent ces plaines ; cet état de liberté n'est rien autre qu'une domesticité réglementée suivant les nécessités du pays¹.

Lorsque l'on part en voyage, on forme une *tropilla* de chevaux de relais pris dans une ou plusieurs *manadas* ; la jument, clochette au cou et suivie de son poulain, est nécessairement de la partie ; c'est elle qui dirige la troupe. Ces voyages sont pittoresques et fort rapides. La *tropilla*, fouaillée en avant, prend un trot accéléré, les chevaux montés tendent à la rejoindre et ne perdent pas le galop ; de deux heures en deux heures, on prend des chevaux frais et l'on repart. Les voyages en voiture se font de même. En ce cas, la *tropilla* est nécessairement beaucoup plus nombreuse ; il n'était pas rare de voir encore, il y a trois ou quatre ans, une voiture en route accompagnée de trente ou quarante chevaux de relais. La création de nombreuses diligences a fait perdre peu à peu cette habitude coûteuse de voyager ; l'*estanciero* prend prosaïquement le chemin de fer ou la dili-

¹ Les troupes de chevaux sauvages égarées dans la pampa déserte étaient encore assez nombreuses au siècle dernier ; mais depuis le commencement du siècle actuel elles ont complètement disparu.

gence. Celle-ci a des relais fixes et trouve à heure dite, dans un lieu déterminé, les chevaux dont elle a besoin, fournis sur le parcours par les propriétaires ; c'est une subvention que l'on accorde volontiers pour obtenir l'avantage d'un relais chez soi.

Les juments donnent assez régulièrement deux poulains tous les trois ans ; les plus vieilles sont choisies chaque année à l'automne et envoyées au *saladero* pour y être abattues ; l'huile, la peau, les os, les sabots, sont matière à exportation. Le crin se recueille à part au printemps ; les juments, prises au lasso dans le *corral*, sont jetées par terre, dépouillées de leur queue et de leur crinière, et, relâchées dans ce piteux état, vont rejoindre la *manada*. La crinière des chevaux est coupée de même, mais la queue est respectée ; cependant, en temps de révolution, des propriétaires prudents les privent, eux aussi, de cet ornement, évitant ainsi le vol ou la réquisition, ces deux fléaux de l'éleveur de chevaux ; il n'y a pas en effet une recrue qui consentit à monter un cheval ainsi ridiculisé.

Les jeunes poulains, après avoir subi à l'âge d'un ou deux ans l'opération de la marque et de la castration, sont vers trois ans remis au dompteur. Celui-ci est toujours un vrai pampasien ; né et élevé dans la pampa, il ne connaît la ville que de nom et ne met pied à terre que pour s'accroupir ou se coucher, jamais pour marcher ; il n'a d'autre bien que son cheval, d'autre lit que sa selle, dont les pièces nombreuses

se divisent et forment un lit très-confortable ; il est le plus souvent nomade, et va d'*estancia* en *estancia* exercer sa profession ; partout entouré de considération, il est fier de son mérite.

Le cheval destiné à être dompté subit, avant de lui être remis, un travail préparatoire : pris en plaine avec les *bolas*¹ ou le *lasso*, il est ainsi entraîné jusqu'au *palenque*, où il reste tout le jour attaché et les pieds entravés ; il est lâché de nuit et ramené le lendemain ; quelques jours de ce régime cruel adoucissent un peu son caractère et l'habituent à la présence de l'homme à pied. C'est en effet un des étonnements de tous les animaux de la pampa que l'apparition de l'homme à pied, et même assez fréquemment les animaux qui fuient devant l'homme à cheval entourent l'homme à pied et l'attaquent jusqu'à mettre sa vie en péril, si la présence d'esprit l'abandonne. L'animal, ainsi un peu calmé, est pris avec deux lasso, l'un jeté au cou et l'autre aux pieds de derrière ; fortement attaché, culbuté et maintenu par plusieurs hommes, il est sanglé, sellé et muselé par le dompteur au moyen d'une corde qui lui serre les narines et passe dans la bouche. Tout ce travail est fait avec une brutalité excessive ; c'est avec des coups violents que l'homme

¹ Les *bolas* sont un engin composé de trois lanières de cuir en forme de T, chacune terminée par une boule de fer ou de pierre ; la plus petite se prend dans la main ; on imprime alors aux deux autres un mouvement de rotation précipité, et le tout jeté sur l'objet à atteindre vient l'embrasser avec une violence irrésistible.

cherche à faire passer dans l'esprit de l'animal la terreur qui semble remplir le sien. Quand il est moins furieux et déjà terrifié, le dompteur le monte, et, le serrant dans ses jarrets puissants, où une longue habitude a concentré toute la vigueur dont il est capable, il lui prouve sa supériorité par des coups redoublés. Le lasso qui retient les pieds de derrière est alors lâché et un premier galop essayé, course furibonde d'où cheval et cavalier reviennent épuisés au milieu des *vivats*. Il reste alors au dompteur à entreprendre quelque longue course de dix ou quinze lieues pour pouvoir livrer au propriétaire un cheval dompté et recevoir sa prime. Ce traitement a pour résultat de rendre tous ces chevaux fort doux, mais presque tous très-difficiles au montoir ; ils se souviennent toujours de leurs premières relations avec l'homme ; une fois montés, ils sont généralement dociles, ignorent le trot, et ne connaissent guère que cette allure commode et monotone vulgairement appelée *traquenard*, allure générale à tous les chevaux de la pampa, et qui explique la facilité avec laquelle un Européen, même fraîchement débarqué, arrive à faire sans fatigue vingt ou trente lieues par jour.

Il y a dans toutes les *estancias* plus de chevaux domptés qu'il n'est nécessaire, les débouchés sont insuffisants, et la pensée se présente naturellement d'utiliser au bénéfice de l'Europe cet excédant sans profit pour le pays. La chose est non-seulement à tenter, mais elle est relativement facile ; ni les capitaux, ni les

moyens de transport, ni la matière transportable, ne pourront faire défaut. Le cheval en liberté coûte peu à nourrir, il s'accommode de tous les traitements ; à peine souffre-t-il des plus grandes sécheresses ; il subsiste et prospère sans soins aucuns. Vienne un débouché, et il est à présumer que l'élevage du cheval fera en peu d'années des progrès considérables ; même chose s'est produite en d'autres temps pour le mouton. Le prix d'une troupe de juments pour l'élevage, étalon compris, est de quatorze à vingt francs par tête ; le prix d'un cheval sellé et dompté s'élève dans la campagne jusqu'à soixante francs. Le prix moyen dans la ville a beaucoup augmenté : il est déjà de cent cinquante à deux cents francs ; les chevaux de carrosse valent jusqu'à quatre cents francs, ainsi que ceux de *tramways*, dont la consommation est considérable. Voilà les conditions que rencontrerait l'acheteur en vue d'exportation ; on peut dire qu'en payant sur le marché producteur cent cinquante francs en moyenne par cheval prêt à embarquer, on pourrait trouver des chevaux choisis, dressés et de robes assez élégantes.

Deux obstacles sérieux se présenteront : l'insuffisance de la taille et les marques à feu dont tous les chevaux sont déshonorés. En effet, la propriété des animaux ne s'affirme dans la pampa que par l'application d'une marque à feu ; le poulain reçoit à un an sur la cuisse la marque de son propriétaire, qui en cas de vente l'applique de nouveau en même temps

que l'acheteur la sienne ; l'animal n'a donc changé de propriétaire qu'une fois, et il a déjà été marqué trois fois au fer rouge. Ces hiéroglyphes, qui s'entremêlent sur la cuisse gauche de tous les animaux, n'ont rien de gracieux et ôteront en Europe beaucoup de leur valeur aux chevaux importés. Il faudrait, pour éviter cet inconvénient, que les propriétaires renonçassent à cet usage, ce qu'ils ne pourront faire que lorsque leurs terres seront assez fermées pour être infranchissables pour les animaux retenus dans ces enceintes. Ces temps sont loin, c'est là une dépense inabordable, et les fermetures de fil de fer raidi et soutenu par des pieux, en usage jusqu'ici, n'ont été qu'un obstacle illusoire à la fuite des animaux et particulièrement des chevaux.

Le second inconvénient sera, jusqu'à de nouveaux perfectionnements, l'aspect et la taille des chevaux. Il faut bien le dire, l'œil habitué aux races européennes ne rencontre guère dans celles-ci que des laideurs de détail dont l'ensemble est rarement supportable. Le cou est court et fort, la tête petite, l'arrière-main sans vigueur et sans élan ; de plus la taille, et c'est là une question majeure, est en moyenne au-dessous de celle adoptée par la remonte de la cavalerie, et ce défaut est malheureusement plus prononcé encore chez les juments, presque toutes fort petites ; sans cela, il serait toujours préférable d'exporter des pouliches de trois ans, dont le prix est minime, parce qu'elles sont complètement dédaignées.

Aucun de ces défauts n'est irréparable. Déjà de ri-

ches propriétaires se sont occupés de la question pratiquement. Les Anglais ont importé des étalons et créé des types métis qui brillent aux courses de Buenos-Ayres, d'autres ont importé des étalons de France et d'Allemagne et obtenu des chevaux de carrosse de belle apparence ; faute de demandes pour d'autres espèces, les éleveurs ont tous porté leur attention de ce côté, et le luxe des voitures a jusqu'ici largement récompensé ces tentatives. Que la demande se présente pour les chevaux de selle d'une certaine taille, et l'on verra bientôt les efforts intelligemment conduits la satisfaire et trouver dans la plus-value le remboursement de frais considérables de première installation et d'importation d'étalons et de juments. Les moyens de transport ne manqueront pas aux innovateurs ; il arrive chaque mois à Buenos-Ayres vingt ou vingt-cinq *steamers* d'outre-mer, dont quelques-uns, très-spacieux, sont spécialement aménagés pour le transport d'un grand nombre d'émigrants ; au retour, les vastes entrepôts réservés pour cet objet étant vides, rien n'est plus facile que d'y pratiquer les divisions nécessaires et de tenter l'expérience. On l'a tentée déjà en 1874, et l'expédition, ayant donné d'assez bons résultats à Marseille, eût été certainement renouvelée sur une grande échelle, si la guerre civile n'eût éclaté à Buenos-Ayres¹. Or le premier effet des guerres dans ce

¹ De nouveaux envois ont été faits, mais les chevaux sont généralement trop petits et sont, paraît-il, insuffisamment domptés, ce qui les rend impropres au service de l'armée.

pays est l'enlèvement des chevaux : ils sont considérés comme marchandise de guerre, à ce point que les propriétaires n'ont sur eux qu'un simple droit d'usufruitiers que la guerre suspend. Elle suspend naturellement aussi l'exportation des animaux sur pied et la retarde pour longtemps par la consommation excessive dont elle est l'occasion. Heureusement cette dernière insurrection a été courte, et la question se pose aujourd'hui d'une manière sérieuse ; elle doit intéresser vivement l'Europe, et sera pour la République Argentine l'aurore d'une nouvelle prospérité, en faisant une industrie productive de l'élève, jusqu'ici délaissée, du plus intéressant auxiliaire de l'homme.

III

LES BÊTES A CORNES

Ce fut en 1553, cinquante ans après les premières descentes des Espagnols sur les rives de la Plata, que deux Portugais dont l'histoire a conservé les noms, les frères Goës, amenèrent de Sainte-Catherine sur la côte du Brésil, par la route de terre jusqu'à l'Assomption du Paraguay, huit vaches et un taureau, souche de tout le bétail qui couvre aujourd'hui les plaines platiennes. L'homme qui avait soigné ces animaux pendant ce voyage, qui dura plus de six mois, fut récompensé par le don d'une vache.

Le sol se prêtait si merveilleusement à la multiplication de ces animaux, que leur nombre dépassa bien vite celui de la population, et qu'un siècle après on aurait eu plusieurs troupeaux pour le prix de la vache de Goës, dont le prix élevé était devenu et est resté proverbial. La race n'a pas subi de variations. Depuis quelques années seulement, de riches propriétaires ont importé d'Angleterre des taureaux de Durham, et ont créé une race métisse fort belle qui fournit d'excellentes litières. Ce n'est qu'aux environs de

Buenos-Ayres que ces vaches sont soignées et utilement exploitées ; la production du lait, fort lucrative là comme dans le voisinage de toutes les grandes villes et principale préoccupation de l'éleveur européen, n'est nullement recherchée par l'éleveur ou *estanciero* de la pampa. C'est à peine si, dans une *estancia* riche de plusieurs milliers de vaches, on en trouverait une ou deux habituées à donner du lait et en donnant pour les besoins de l'habitation ; quant au beurre, l'usage et la fabrication s'en répandent lentement, et sur la petite quantité que consomment les Européens une partie est importée du Havre et de Cherbourg ; l'*estanciero* fait peu ou point de cuisine, et n'emploie ni beurre, ni graisse : il se contente d'un rôti copieux sans aucun assaisonnement. Le but de l'éleveur est donc de produire non pas du lait, mais bien du cuir, de la graisse et de la viande, qui, salée et séchée au soleil dans les *saladeros*, est expédiée au Brésil et à La Havane, où elle fait la nourriture exclusive des nègres.

L'élevage des bêtes à cornes dans l'industrie pastorale constitue la grande culture. L'*estancia* ou terre consacrée à l'élevage est en ce cas d'une grande étendue : elle ne saurait être de moins d'une lieue carrée dans les meilleurs terrains et de deux ou trois lieues dans les terrains neufs ou médiocres. L'animal en effet a besoin d'espace ; respectant peu les limites du cadastre et même les clôtures, il violerait trop fréquemment la propriété d'autrui, si le terrain était restreint : les

plus grands soins et une garde continue n'empêcheraient pas ces incursions. Le terrain étant vaste au contraire et suffisant pour nourrir les animaux qui le couvrent, rien n'est plus facile que d'habituer le troupeau à n'en pas sortir, à ne pas se mêler aux troupeaux voisins, à venir aux mêmes heures du jour se réunir tout entier, se reposer et, pour ainsi dire, se faire reconnaître au même endroit. Faire bonne garde, toujours surveiller son troupeau, le réunir chaque jour, connaître tous ses animaux, fussent-ils des milliers, tels sont les travaux productifs de l'*estanciero*, se résumant tous dans le mot *rodeo*. Ce travail, qui se fait, bien entendu, à cheval et emploie un nombre d'hommes proportionné à l'étendue de l'*estancia*, consiste à faire plusieurs fois par jour le tour du troupeau.

Dans les *estancias* de grande étendue, et il en existe de quinze à vingt lieues carrées, les animaux sont divisés par groupes de deux mille ou trois mille, habitués à se réunir et à paître dans des endroits différents, n'ayant de commun que la marque, que tous portent semblable. Il faut compter par lieue, dans les meilleurs terrains, un maximum de trois mille têtes, qui produisent chaque année une augmentation de sept cents à huit cents animaux, permettant au propriétaire de vendre autant de vaches grasses et de bœufs de trois à quatre ans à raison d'un prix qui varie de cinquante à quatre-vingts francs par tête. On peut sur cette base calculer l'énorme revenu que produit un établissement de ce genre ; nous ne croyons pas, — et

nous avons pour nous la longue expérience de ceux qui dans le pays ont consacré leur existence à cette industrie, — qu'il y en ait d'aussi sûre en même temps qu'aussi lucrative ; mais il faut pour l'entreprendre pouvoir disposer dès le début d'un capital assez considérable.

L'*estanciero* éleveur de bêtes à cornes est ordinairement un descendant d'Espagnols établis dans le pays depuis plusieurs générations, ayant entrepris cet élevage à une époque où il n'en existait pas d'autre et où le mouton n'avait pas encore conquis droit de cité. Généralement riche, il habite presque toujours la ville et ne s'occupe que superficiellement de l'administration de sa terre, laissant ce soin à ses intendants, majordomes et sous-majordomes ; le produit est si abondant et si sûr qu'il ne fait pas seulement la fortune rapide de ceux-ci, mais qu'il laisse encore des rentes au propriétaire. Nous pouvons donner, pour établir sur des chiffres l'importance de cette industrie, le compte d'administration de quatre années de deux *estancias* situées dans des parages différents. La première, de pâturages tendres et depuis longtemps peuplée, a donné les résultats suivants :

Années.	Têtes de bétail.	Morts.	Proportion.	Naissances.	Proportion.
1871	18,645	204	1 1/2 p. 100	5,220	28 p. 100
1872	19,321	136	1 p. 100	5,796	30 p. 100
1873	19,750	1,580	8 p. 100	2,568	13 p. 100
1874	18,290	639	3 1/2 p. 100	4,023	22 p. 100

soit un revenu moyen de 20 pour 100 par le seul fait

du croît en déduisant 3 pour 100 de morts ; mais il faut remarquer que de l'animal mort on retire le cuir, soit les deux tiers de la valeur qu'il avait vivant, que l'année 1873 a été une année désastreuse comme on en compte à peine une sur vingt, que la perte a été considérable, et le croît presque nul. A ces valeurs il faut ajouter la plus-value de la vente des animaux gras : on voit, par exemple, qu'en 1871 les naissances ont été dans cet établissement de 5000 net, et les ventes de 4300 ; or les animaux pris au hasard, petits et grands, valent environ 30 francs, mais les animaux gras en valent au moins 50 ou 60. Nous trouvons donc comme résultat total pendant ces quatre années : 15 000 animaux vendus au prix minimum de 50 francs, — soit 750 000 ; 2500 cuirs à 20 francs, 50 000, — formant un revenu total de 800 000 francs sans avoir diminué le capital primitif et ayant supporté une très-mauvaise année et une médiocre ; le capital engagé était, terrain compris, de 800 000 francs environ, en adoptant même comme base les prix d'aujourd'hui. On trouve donc comme résultat d'une mauvaise période le capital remboursé en quatre années ou un revenu annuel de 25 pour 100, risques, pertes et frais déduits ; ces derniers sont presque insignifiants et ne s'élèvent pas à 1 pour 100.

Nous avons fait le même calcul pour la même période sur une *estancia* située dans les régions de pâturages durs ; en voici le résultat :

Années.	Têtes de bétail.	Morts.	Proportion.	Naissances.	Proportion.
1871	28,360	214	3/4 p. 100	5,997	20 p. 100
1872	31,256	312	1 p. 100	6,251	20 p. 100
1873	31,150	8,722	28 p. 100	1,869	6 p. 100
1874	21,432	875	4 p. 100	3,000	14 p. 100

La terre, dans ces régions, a une valeur beaucoup moindre, mais les résultats sont aussi beaucoup moins certains. Si nous ne trouvons qu'une augmentation moyenne de 15 pour 100 contre une perte moyenne de 8 pour 100, n'oublions pas que dans ces parages l'année 1873 a été si terrible qu'elle ne peut servir de base ni entrer dans une moyenne. Après quelques années d'établissement dans les pâturages durs, les pertes sont peu sensibles, mais l'engraissement est toujours moins rapide, les naissances moins nombreuses et par conséquent l'élevage moins productif; cependant on peut compter encore en moyenne sur une rente de 20 pour 100 du capital engagé, moyenne qui va en s'élevant tous les jours, et qui vient au bout de quelques années, par l'amélioration rapide du pâturage, à s'équilibrer avec le produit considérable des terrains mieux situés. Une entreprise de ce genre donne une tranquillité du lendemain qui suffit à expliquer l'indifférence de l'*estanciero*. Il est vrai de dire que les vieilles familles, qui ont acquis ces propriétés pour fort peu de chose il y a de longues années, et les ont peuplées d'animaux dans un temps où les bêtes à cornes valaient de cinq à dix francs, n'ont pas encore ouvert les yeux sur la valeur du capital ainsi

représenté, et le prix toujours croissant des animaux permet à leur indifférence d'augmenter en même temps que leurs revenus.

Cette insouciance et l'absence du propriétaire se révèlent dans l'aspect même de l'habitation. Il ne faut chercher ici rien qui ressemble au château d'un riche propriétaire du centre de la France, ni même à la ferme confortable d'un petit éleveur normand. Un toit de chaume soutenu par quatre murs de boue, une porte basse et pas de fenêtre, un puits sans margelle, un pieu pour y attacher le cheval, c'est là en général toute l'habitation où végète une famille dans les privations et l'oisiveté : la sobriété poussée à ce point n'est plus une vertu, c'est un vice antisocial.

Heureusement quelques propriétaires riches semblent vouloir secouer cette torpeur par des exemples utiles et montrer à leurs voisins les avantages de ce bien-être que l'homme a créé partout où il s'est établi. On peut déjà citer les établissements assez nombreux où l'on a élevé des maisons luxueuses, créé des jardins, même de la grande culture, et enfermé tout cela au milieu de futaies d'eucalyptus, de saules, de peupliers et de pêchers. Dans une propriété princière de quatre lieues carrées d'étendue, située à vingt-cinq kilomètres de Buenos-Ayres, il existe une forêt de trente à quarante mille eucalyptus ; un parc de cinq cents hectares a été créé, embelli de toutes les essences d'arbres, de fermes-modèles et de tous les enchan-

tements de nos grands châteaux français. Malheureusement il n'est pas permis à tout le monde de prendre ainsi la nature corps à corps, de créer des forêts là où elle n'a pas mis un arbre, où règnent les vents les plus variables, où la sécheresse de l'été amène toute sorte d'insectes destructeurs, où les gelées d'hiver ne respectent rien, où les révolutions détruisent en un jour le travail de plusieurs années : il faut pour cela des capitaux considérables, un caractère résistant et opiniâtre ; mais, pour se créer un peu de bien-être, il suffirait de ne pas attendre tout du ciel seul et d'occuper à un travail quelconque les longs loisirs de la vie pastorale.

Le chef de l'exploitation, en l'absence du propriétaire, est un majordome ; il vit à peu près à la manière de tous les hommes employés au travail de l'établissement, dont le système d'alimentation serait à peine supportable pour un Européen : il se compose uniquement d'une infusion d'un thé spécial connu sous le nom de *yerba* du Paraguay, qui s'aspire par un tube de métal plongé dans une petite courge sauvage servant de récipient et appelée *mate*. Prendre le *mate* constitue le fond de la vie du Gaucho et en général de toute personne résidant à la campagne ; il remplace le thé du Russe, le café de l'Arabe. Souvent les hommes employés dans l'*estancia* passent tout le jour sans prendre autre chose que cet aliment débilitant ; le soir seulement, au coucher du soleil, on fait le rôti à la mode nationale, et l'on destine à cet usage

une ou deux vaches par jour suivant les besoins de l'*estancia*.

La viande en est distribuée avec libéralité ; le cuir étendu sur le sol, étiré par des chevilles enfoncées en terre, est ainsi desséché, la graisse est recueillie dans des vessies ; ces produits sont vendus en leur temps ; les os seront employés à faire le feu de la cuisine, et le surplus inutilisé blanchit au soleil jusqu'à ce qu'il trouve un emploi ou un acquéreur. Les têtes, dépouillées des cornes, servent de siège ; dans les *ranchos* où l'on a quelque prétention au confortable, l'os frontal est garni d'une peau de mouton et devient ainsi un siège un peu moins rébarbatif. Ce meuble lui-même n'est pas d'une nécessité absolue : l'usage est non pas de s'asseoir, mais bien de s'accroupir sur les jarrets, position des plus fatigantes pour qui n'a pas hérité de ses aïeux une aptitude spéciale. C'est ainsi accroupis qu'hommes et femmes se réunissent autour du feu, fait au milieu de la chambre, qu'il remplit d'une fumée âcre ; peut-être se reposent-ils ; en tout cas, ils évitent la fumée, tout à fait insupportable. Si l'on vous invite à entrer, ce que la politesse vous oblige d'accepter, ayez soin de faire comme eux, autrement vous devrez sortir vite en vous frottant les yeux et criant grâce, ce qui vous fera mal juger et passer pour un homme aussi peu habitué aux élégances de la vie qu'aux usages du monde.

Avant le lever du soleil, les hommes sont debout et se préparent au travail. Le premier soin, après avoir

sucé quatre ou cinq *mates*, est de prendre au lasso dans l'enceinte, où un homme les a amenés dès l'aube, les chevaux nécessaires au travail de la journée, et pendant ce temps le soleil se lève, les troupeaux se rendent à leurs pâturages, si le temps le permet; si au contraire il pleut, si la rosée ou la gelée est trop forte, le troupeau doit rester au *rodeo*, c'est-à-dire sur la hauteur, où l'on a l'habitude de le réunir et où il a passé la nuit; on l'y gardera en galopant autour de lui jusqu'à ce que, le soleil ayant dissipé la rosée ou la gelée, il puisse aller pâturer sans avoir à craindre la météorisation. Ces précautions se prennent à l'automne et au printemps; une fois l'heure venue où il peut paître sans danger, hommes et chevaux lui laissent le champ libre. Ces mille ou deux mille animaux se lèvent alors, s'étirent, se forment par groupes et se rendent lentement à leurs pâturages; ils s'en vont au loin, mais la plaine est si unie qu'ainsi même ils demeurent sous l'œil du maître, et, par un effet d'optique étrange, ils semblent grandir à mesure qu'il s'éloignent, se découpant en silhouettes gigantesques sur l'horizon. La pampa, comme le désert, a ses mirages trompeurs: c'est ainsi que parfois au loin une misérable chaumière entourée de quelques acacias rabougris et de terrains secs et nus vous semble une île verdoyante plantée d'arbres, avec des lacs sans fin; il y a des journées où de tous les côtés vous apercevez des paysages enchanteurs là où l'herbe elle-même ne pousse quelque-

fois qu'à regret et où règnent la misère et la dévastation.

Tous les jours ne sont pas aussi calmes, il y a même des journées d'un travail tellement rude et spécial que l'Européen le mieux disposé ne saurait l'aborder : le Gaucho par contre l'accomplit gaiement sous un soleil tropical, à cheval, au milieu d'une poussière *sui generis*, sans se donner de repos pendant des heures et sans prendre même de nourriture avant la tombée de la nuit. Ces travaux sont ceux auxquels donne lieu l'opération de la marque et de la castration.

La marque des animaux est un vieil usage de la pampa qui durera encore des siècles. Les propriétés n'étant pas fermées, et, faute de bois ou de fer, ne pouvant l'être qu'à très-grands frais, les animaux sont abandonnés à eux-mêmes et ne peuvent être matériellement surveillés dans leurs excursions quotidiennes, à plus forte raison lorsqu'une sécheresse prolongée ou une tempête les éloigne pour plusieurs jours et quelquefois plusieurs mois de l'*estancia*. Il est de toute nécessité que dans ces voyages lointains chaque animal porte avec lui son état civil et la preuve de son origine ; l'usage s'est donc établi d'appliquer à tous une marque à feu sur la cuisse ou sur l'épaule. Chaque *estanciero* a la sienne, propriété exclusive, inviolable comme toute autre ; le nombre en est si grand qu'il a fallu inventer les contorsions de lignes les plus bizarres pour arriver à n'en pas avoir deux semblables. La formalité d'inscription à la police étant rem-

plie, l'*estanciero* peut reprendre partout où il les rencontre, non-seulement les animaux sur pied, mais même les cuirs en poils sur les marchés; les peines les plus sévères frappent ceux qui s'emparent d'un animal marqué ou colportent, sans laisser-passer du juge de paix, des cuirs dont la propriété ne leur a pas été régulièrement transmise. Il n'existe pas d'autre moyen de sauvegarder les droits de chacun; on a vu en effet, dans des années de grande sécheresse, jusqu'à deux millions de bêtes à cornes réunies dans des plaines de quarante ou cinquante lieues que le fléau n'avait pas atteintes; sans la marque, ces mélanges seraient inextricables, et, malgré l'habitude de ces animaux de retourner là où ils ont été élevés, beaucoup seraient perdus pour leurs propriétaires. Ces raisons ont sauvé cet usage, condamné depuis longtemps, car cette brûlure perd la robe des chevaux en les rendant fort laids, troue les cuirs, qui deviennent impropres à beaucoup d'usages, ne disparaissant ni à la tannerie, ni même sous le vernis; de plus le travail de la marque est pour l'éleveur un des labeurs les plus rudes.

Au jour désigné, on se réunit entre voisins; les troupeaux de chacun ont été visités, et les animaux égarés repris par les propriétaires respectifs, de telle façon que les veaux qui n'ont porté jusque-là qu'un signe à l'oreille soient bien authentiquement du troupeau que l'on va marquer. Le travail se fait le plus souvent en liberté; les animaux sont groupés et entourés d'un cercle d'hommes à cheval armés de

lassos. Dès le matin, on tue une jument, et on allume un grand feu d'os, les fers y rougissent et sont ensuite trempés dans la graisse huileuse de la jument tuée. Le jeune taureau désigné est poursuivi par le Gaucho à cheval, le lasso tourbillonne et vient s'abattre autour de son cou. Le cheval d'un mouvement souple et vigoureux se raidit des quatre pieds, assujettissant ainsi le lasso sans le rompre; le taureau, les quatre pattes liées, est aussitôt jeté à terre, maintenu sur le flanc et marqué au fer rouge au milieu des vivats. Cette lutte et ce travail durent à peine un instant. On enduit alors la blessure de graisse, et l'animal est lâché; si le temps est pur et sec, l'air de la pampa cicatrisera cette plaie en quelques jours, et l'on choisit si bien son moment que très-peu de bêtes souffrent ou meurent de cette blessure. La journée se passe ainsi, et un animal est à peine pris que le lasso est déjà envoyé de nouveau avec une telle habileté qu'il est rare que le coup ne porte pas et que l'animal se dérobe.

La marque n'est pas permise en tout temps; dans les époques de sécheresse par exemple, comme il est habituel que les animaux quittent leurs *querencias*¹ pour aller chercher l'eau et la nourriture qui leur manquent, la marque est interdite: il serait alors trop facile aux propriétaires favorisés d'un cours d'eau de s'approprier tous les animaux égarés; aussi l'opé-

¹ Pâturages préférés, de *querer*, aimer.

ration a-t-elle lieu presque partout à la même époque, au printemps, alors que les campagnes sont verdoyantes et tous les animaux réunis dans leurs pâturages respectifs, avant que les fortes chaleurs d'été ne la rendent dangereuse en amenant la gangrène sur la blessure profonde que fait nécessairement le fer rouge.

Au commencement de l'été, quand les premières chaleurs ont mûri les fourrages et leur ont donné les qualités nutritives exigées pour un engraissement complet, on s'occupe de réunir les troupes qui seront envoyées aux *saladeros*, sans préjudice de celles que l'on destine toute l'année aux marchés de la ville de Buenos-Ayres. Pour l'abatage, on choisit les bœufs de trois à quatre ans. La conduite de troupes de quatre à cinq cents animaux pendant de longues journées de voyage est un travail difficile qui demande beaucoup d'habileté : il faut tout le jour les diriger, les pousser lentement en leur permettant de pâturer le long du chemin et les empêchant de se dérober ; la nuit, il faut les réunir, les surveiller, les protéger contre la panique qui souvent les prend et produit alors une mêlée générale où un grand nombre sont exposés à périr. Les troupes, à leur arrivée au *saladero*, sont enfermées dans un *corral*, où presque immédiatement commence l'abatage. Les animaux tués sont débités et toutes les parties expédiées, la viande séchée pour le Brésil et La Havane, le cuir salé et le suif pour Anvers, Liverpool et le Havre, les os pour l'Angleterre

ainsi que les cornes et les sabots; le sang lui-même est aujourd'hui réduit en poudre et exporté comme guano. De tous ces produits, l'industrie locale n'en conserve aucun : il est plus économique de recevoir la bougie d'Anvers, les cuirs préparés de Millau, la viande fumée de Hambourg, que de s'appliquer à travailler tous ces produits pour la consommation; grâce à l'étrange système économique des douanes du pays, l'objet manufacturé en Europe, quel qu'il soit, fait toujours une concurrence victorieuse au produit nécessairement inférieur de l'industrie locale.

La richesse produite par la pampa est aujourd'hui colossale, mais l'avenir surtout en est illimité; bien que chaque jour, par suite de la division des terres et de l'invasion de l'étranger, l'élève du gros bétail doive se retirer devant celle du mouton et devant la culture, cette industrie ne saurait de longtemps être atteinte ni diminuer d'importance. En effet, le terrain occupé jusqu'à ce jour ne représente pas la dixième partie de celui à conquérir sur l'Indien et sur le désert; ce travail de conquête se fera peu à peu, et l'on peut entrevoir que la pampa de l'Amérique du Sud pourvoira tous les marchés du monde le jour où la science aura trouvé la solution de la question du transport de la viande abattue. En attendant, le commerce, qui cherche aussi bien que la science des champs nouveaux pour son activité, a tenté déjà des exportations d'animaux sur pied et en approvisionne

quotidiennement la ville de Rio-Janeiro, située à six cents lieues de Buenos-Ayres.

Aujourd'hui le nombre des bêtes à cornes s'élève à environ 30 millions ; mais, le jour où tous les terrains inoccupés seront peuplés de la même manière, ce nombre peut atteindre 250 millions, que la République Argentine nourrirait aisément dans les cent trente-six mille lieues carrées de plaine qu'elle contient. Les débouchés ont le temps de se former avant que ce peuplement s'opère ; en attendant qu'ils soient ouverts, l'habitant de l'Amérique du Sud se livre à une véritable orgie de gaspillage de viande. La ville de Buenos-Ayres, qui compte moins de deux cent cinquante mille habitants, consomme par jour huit cents bêtes à cornes et cinq mille moutons ; bien que ces animaux soient beaucoup plus petits que ceux tués dans les abattoirs des villes d'Europe, cela fait plus de deux livres de viande par jour et par habitant. Le prix de la viande autorise du reste ce gaspillage ; quoiqu'il ait subi une hausse depuis la grande sécheresse de 1874, il ne dépasse pas 3 ou 4 francs pour la viande de mouton, et pour celle de bœuf 3 ou 6 francs les vingt-cinq livres. Le transport et le débit en ville donnent seuls le prix à cette denrée ; dans la campagne, la viande n'a aucune valeur, et l'on ne prise que le cuir et la graisse. Il ne faudrait pas croire que cette abondance fasse le bonheur de l'Européen ; le Français surtout n'y trouve aucun avantage et ne pense qu'à se plaindre du prix du pain, qui dépasse

50 centimes la livre en temps normal : aussi s'empresse-t-il d'en produire comme agriculteur, meunier ou boulanger, pour avoir le droit d'en manger à sa faim, se rappelant toujours

Quels bons croûtons de pain coupait la ménagère !

IV

LE MOUTON. — LE COLON EUROPÉEN DANS LE DÉSERT.

L'élevage du mouton représente dans les plaines de l'Amérique du Sud la petite culture, et, bien entendu, ici comme partout où la terre est libre et accessible à tous, elle tend à devenir la plus importante, si déjà elle n'occupe le premier rang : elle n'appartient pas, à proprement parler, à la pampa, n'est possible que dans les terrains depuis longtemps peuplés de bêtes à cornes, et constitue l'arrière-garde de la colonisation; elle est spéciale à l'étranger. Le premier, il y a vingt ans à peine, il s'est consacré à cet élevage, et lui a donné la place et l'importance qu'il mérite. Avant 1850, le mouton, dont l'introduction à la Plata remontait cependant à trois siècles, n'avait littéralement aucune valeur vénale; l'élevage de cet animal, si utile à l'homme et pour qui la domesticité semble être l'état de nature, était si complètement dédaigné, qu'il vivait sans aucun soin, presque à l'état sauvage, traqué comme un fauve; sa laine n'était pas même recueillie, sa chair n'apparaissait jamais sur le marché de Buenos-Ayres ni sur la table de l'habitant; on le tuait pour employer le cadavre desséché au chauffage

des fours à briques. Des Français pour la première fois en 1852 eurent l'idée d'acheter et d'exporter pour les manufactures du midi de la France les laines de la Plata, alors tout à fait inférieures. Ils les payèrent pendant longtemps un prix dérisoire ainsi que les peaux ; ces prix, dont on se souvient encore, étaient de 60 centimes à 1 franc les 25 livres de laine. Les peaux avec laine se payaient le même prix la douzaine ; aujourd'hui la laine vaut de 15 à 23 francs l'*arrobe* de 25 livres, et les peaux de mouton s'achètent jusqu'à 80 francs la douzaine ; l'exploitation des laines et des peaux atteint de deux cent cinquante mille à trois cent mille balles par an, du poids de mille livres chacune.

En vingt-cinq ans, armé de patience et aidé de peu de capitaux, l'étranger a conquis presque seul ces résultats sans parvenir à convaincre la majorité des indigènes, qui gardent leurs préférences exclusives pour l'élève des bêtes à cornes, et même leur ancienne répulsion pour la viande de mouton. A l'époque dont nous parlons, l'extrême dédain avec lequel on traitait le mouton avait amené une dégénérescence complète dans l'espèce et produit une race à part, dont quelques échantillons subsistent encore dans les provinces où cet élevage est le plus négligé. Cette race créole portait une laine longue, forte, entremêlée, en apparence feutrée, assez semblable à la bourre faite de la crinière des bêtes à cornes. Presque tous ces individus dégénérés ont disparu et fait place aux espèces d'im-

portation européenne, Rambouillet, Saxons, Negretti, Lincoln, amenés à grands frais, élevés avec les plus grands soins et croisés avec les restes des anciens troupeaux ; mais il a fallu de longues années pour amener une transformation complète dans la nature de la laine. Pendant ce temps, quelques manufacturiers d'Europe avaient créé une fabrication spéciale pour employer la laine créole, si bien qu'aujourd'hui, où elle disparaît, elle reste nécessaire et se trouve quelquefois demandée sur les marchés de Buenos-Ayres à des prix que n'atteint pas la laine des troupeaux raffinés.

Les étrangers qui au début pouvaient se consacrer à cet élevage s'établissaient discrètement sur des terrains dédaignés des propriétaires ou appartenant à l'Etat, et avec quelques moutons créaient en peu d'années les éléments d'une fortune au milieu des dédains des riches *estancieros*. Que faut-il en effet pour entreprendre cet élevage ? Peu d'argent pour le commencer et peu de travail pour le mener à bien ; un enfant de huit ans suffit à garder un troupeau de deux mille têtes et à lui donner toute l'année, sauf au moment de la tonte, les soins qu'il réclame ; à plus forte raison suffit-il à soigner les quatre ou cinq cents brebis du début prêtées ou achetées à crédit, permettant ainsi à la famille de se livrer à tout autre genre de travail, jusqu'au jour où elle pourra vivre dans une oisiveté productive en s'occupant du troupeau ainsi augmenté.

Les Irlandais sont parmi les immigrants ceux qui se sont livrés avec le plus de profit à cette sorte d'élevage. Hommes rudes, habitués aux privations, débarquant sans ressources, ils forment dans la province de Buenos-Ayres une grande famille de 35,000 individus environ, s'aident les uns les autres, tendent la main aux nouveaux venus, et acquièrent un premier capital qui s'augmente rapidement ; tous à leur arrivée se consacrent exclusivement à l'élevage du mouton, et l'on peut en citer dont les fortunes colossales se sont faites là, et qui possèdent jusqu'à 250 000 moutons.

Le terrain propre à cet élevage doit être choisi dans les parties les plus anciennement peuplées, où les graminées dures et hautes ont disparu sous le pied colonisateur des vaches et des chevaux, et ont été remplacées par des plantes courtes, touffues et tendres à la dent. Les meilleurs sont naturellement ceux couverts de trèfle, mais ce ne sont pas les seuls bons ; le trèfle a même un inconvénient grave qui a empêché longtemps la laine de la Plata d'atteindre son prix sur les marchés européens : c'est le grand nombre de ses graines, sorte de petites rondelles garnies de poils durs, dont la toison se couvre avant que la tonte puisse être terminée, et qui s'attache à la laine de façon à en rendre le peignage à la machine fort difficile ; les immenses plaines du sud de la province de Buenos-Ayres, où le trèfle est rare, sont peuplées d'innombrables troupeaux de brebis dont la laine est

plus recherchée que celle de l'ouest et du nord, où il couvre toute la plaine. Le sud cependant a toujours été dédaigné par les premiers *estancieros*, ce qui a permis aux étrangers de s'y établir en grand nombre, d'y acquérir à bas prix de vastes terrains fertiles, et d'y commencer avec peu de débours l'élevage en petit, aujourd'hui si productif.

L'*estancia* consacrée à l'élevage du mouton est généralement composée de terrains restreints; cependant il y a de riches propriétaires qui occupent 5, 6 et même 10 lieues. Pour un troupeau de 2,000 têtes, 200 hectares, 250 au maximum, suffisent; la terre se divise en conséquence, et, sur 1 lieue de pâturages passables, on peut placer de 10 à 12 troupeaux de cette importance. On trouve facilement des terrains à louer, bien qu'ils soient chaque jour plus recherchés.

Le système pratiqué est celui de l'association : le propriétaire ou locataire du terrain fournit un *ranch*, 1000 brebis, 200 hectares à un métayer qui, fournissant également 1000 brebis et entrant pour moitié dans les frais d'installation, aura la garde du troupeau. Tous les produits se diviseront par moitié; le métayer cependant a le droit de nourrir sa famille en tuant les animaux nécessaires à sa consommation; il doit compte, bien entendu, de chaque peau provenant de ces abatages quotidiens. D'octobre à décembre a lieu la tonte; en mai, avant la mise bas d'automne, qui commence à cette époque et qui est

la plus productive, on peut vendre les animaux gras ou vieux et faire place ainsi aux agneaux.

Le produit de ce genre d'industrie est vraiment prodigieux. Nous avons pris au hasard le compte de rendement d'un troupeau de 2040 moutons élevés par un métayer soigneux associé par moitié. Il fut payé en avril 1874 cinq francs par tête, soit 10 200 fr. ; en décembre, le produit net en laine fut de 2200 fr. ; les peaux provenant de la consommation du métayer et de quelques animaux morts donnèrent 420 francs ; en avril 1875, on put extraire du troupeau 800 animaux choisis que l'on vendit 9 francs pièce, soit 7200 francs, et le troupeau, augmenté déjà des mises bas d'avril, resta encore de 1900 têtes à la veille de la mise bas d'automne, qui devait donner au moins 500 agneaux, soit un revenu de près de 100 pour 100 en une seule année pour un troupeau très-ordinaire. Certes il y a des métayers peu soigneux et des propriétaires négligents qui détruisent ou laissent perdre leur troupeau peu à peu, et au bout de quelques années sont plus pauvres qu'au début ; mais l'homme travailleur et sobre ne trouvera nulle part un emploi plus avantageux d'un petit capital. Ce premier capital, l'immigrant qui fera preuve de qualités sérieuses ne manquera pas de propriétaires qui le lui prêtent, trop heureux de s'attacher un homme capable de faire prospérer leurs intérêts en même temps que les siens propres ; mais il ne faut pas croire que cette vie soit des plus douces ; le seul charme pour celui

qui aime le *far niente* le plus invariable, c'est l'oisiveté absolue.

Est-ce un travail en effet que d'ouvrir à l'aube en été, à dix heures en hiver, la porte du parc ? Le troupeau de lui-même va pâturer où bon lui semble, et le soir un enfant à cheval suffit à le rassembler et à le ramener bêlant. Les quelques soins à lui donner consistent pendant le jour à faire un tour ou deux à cheval pour empêcher qu'il ne se mêle avec le troupeau du voisin ; quelquefois, mais rarement, dans les nuits d'orage, une surveillance est nécessaire ; on ne peut en effet le faire rentrer au parc, où il s'enfoncerait dans la boue au grand péril du profit de l'année. Quel autre charme que le travail offrirait cependant cette existence peu riante ? Le cadre en est triste, la monotonie en est lugubre. L'éleveur de moutons étranger ou indigène a pour toute habitation un *ranch*o fait de paille recouverte de boue délayée, protégé d'un toit de chaume ; d'une toile tendue ou d'une cloison légère, de boue aussi, on fait deux pièces. L'une est la cuisine, la salle de réunion et le dortoir des hommes ; le feu y est allumé tout le jour au milieu de la pièce ; le combustible, qui n'est autre que la fiente de mouton recueillie dans le *corral* et séchée au soleil, laisse échapper une fumée âcre qui a peine à sortir par les interstices du chaume. L'autre pièce est la chambre des femmes ; il est surprenant de voir la quantité d'êtres humains qui vivent là pêle-mêle, se multipliant dans l'insouciance, sans la moindre di-

gnité humaine. Toute l'habitation représente une dépense d'installation de 400 à 500 francs, car il faut songer que les quelques bois qui servent d'armature aux autres éléments très-dissolubles sont apportés de fort loin, et que les transports sont très-coûteux. L'indigène n'est gourmand que de citrouilles et de pastèques, et ces végétaux rampants ont seuls l'honneur d'une apparence de culture ; l'étranger embellit quelquefois de quelques arbres ce triste séjour.

A l'exception des Irlandais, celui qui se décide à se consacrer à l'élevage du mouton n'est généralement pas nouvellement débarqué : il est venu d'Europe sur la foi des contes bleus des agents d'émigration ramasser des onces d'or sur les quais de Buenos-Ayres ; il y a trouvé une population remuante, très-occupée de ses intérêts, ardente au gain et moins disposée à se serrer pour faire place au nouveau venu qu'à rire de son air vainqueur et de conquérant du Nouveau-Monde.

Il a cherché alors à se faire une place, essayant de tout, entreprenant les métiers qui lui étaient les plus étrangers, réussissant peu et finalement partant pour la campagne y refaire sa vie ; il devient alors, s'il est doué d'une nature résistante, un vrai berger, et, s'il est persévérant, réussit à vivre et à se constituer un capital sûr. Parmi les immigrants de race latine, fort peu jusqu'ici se sont décidés à courir cette aventure, méprisant les exemples qu'ils ont sous les yeux.

Les écueils sont rares : à de longs intervalles appa-

raît une épizootie qui frappe la race ovine ; en ce cas même, tout n'est pas perdu, les peaux peuvent être sauvées, beaucoup d'animaux préservés : c'est un retard et non une ruine pour l'éleveur. Si la guerre civile ou une invasion d'Indiens survient, l'éleveur de moutons est beaucoup moins atteint que tout autre : c'est à peine si on lui mange quelques animaux en lui laissant les peaux. Les maladies, sauf la gale qui diminue le rendement de la laine, sont rares chez ces animaux élevés à l'air libre ; on peut compter sur un produit à peu près sûr et entreprendre cette industrie avec un petit capital et un grand fonds de courage et de patience, certain de recueillir au bout de quelques années le résultat de ce travail obscur.

Celui qui peu à peu, à force de temps, est parvenu à augmenter son troupeau, louant chaque jour une nouvelle étendue de terrain, aspire, bien entendu, à obtenir la propriété du sol sur lequel il a constitué sa nouvelle aisance. Cette acquisition est permise et possible à tous, bien que dans ces dernières années une spéculation mal raisonnée ait porté le prix des terrains hors des limites de leur valeur intrinsèque. Nous ne parlerons pas de ceux rapprochés de Buenos-Ayres dans un rayon de 8 à 10 lieues : le prix en varie de 4000 francs à 200 francs l'hectare, suivant la situation : ce ne sont déjà plus des terrains propres à l'élevage, ils sont consacrés à l'agriculture. Le vrai rayon de l'industrie pastorale commence à 10 lieues et s'étend jusqu'à 60 et 70 lieues de Buenos-Ayres ;

dans cette région, les terrains valent de 50 000 à 150 000 francs la lieue carrée de 2700 hectares, soit de 18 à 60 francs l'hectare ; c'est un prix qui permet d'essayer l'élevage du mouton en réservant à chaque troupeau une étendue assez vaste. En s'éloignant encore de Buenos-Ayres, dans des régions de pâturages déjà assez tendres, le gouvernement concède à des conditions fort avantageuses des terrains au prix de 30 000 et même de 14 000 francs la lieue carrée, payables en trois ans ou six ans ; mais ces concessions n'ont pas été jusqu'ici une faveur offerte à l'immigrant, elles se font à quelques intrigants, amis du pouvoir, qui ne les revendent qu'à gros profits : aussi est-il plus sage, pour celui qui veut acquérir, de choisir des terrains déjà peuplés depuis longtemps et mieux préparés pour un élevage sûr et sans risques. C'est en effet souvent une source de déceptions incalculables pour les nouveaux habitants que des essais de colonisation de terrains vierges ; il est arrivé que, trompés par des apparences brillantes, des étrangers ont sollicité des concessions, risqué de gros capitaux sur des terrains neufs pour n'y recueillir que la ruine. Cela est vrai surtout pour les terrains boisés, abondants sur les rivages du Haut-Paraná et du Paraguay. Des compagnies ont obtenu ou racheté des concessions de centaines de lieues couvertes de bois, ont engagé dans ces opérations des sommes importantes qui s'y sont englouties sans laisser de traces ; les bois seuls, disait-on, devaient payer tous les frais de

la colonisation, mais devant le premier arbre on a vu combien les outils et les hommes étaient insuffisants, que le sol n'avait pas d'assises, et qu'au milieu de marais que l'on ne soupçonnait pas le transport d'un arbre jusqu'à la rivière, située à 100. mètres, était un problème insoluble. Ce qui s'est produit pour les terrains boisés est fréquent aussi dans la pampa : le terrain vierge dévore le troupeau et ruine le colon ; il faut être riche pour acheter les terrains à bas prix.

L'introduction récente de l'élevage du mouton dans la pampa enlève nécessairement à ce genre d'industrie toute espèce d'originalité : il n'a pas le pittoresque des travaux de l'élevage des bêtes à cornes. La vie de l'éleveur est vide, celle du troupeau est sans incidents, elle se passe en plein air ; le *corral* où on le rentre le soir est en tout semblable aux parcs à brebis connus en France, avec cette différence qu'étant à poste fixe, le sol s'en élève avec rapidité jusqu'à former un monticule de résidus riches en azote et en ammoniacque ; c'est là une richesse encore négligée faute de moyens de transport à bas prix, et qui un jour pourra fournir à l'Europe des chargements aussi nombreux que ceux que l'on a extraits des îles Chinchas ; pour le moment, dans ce pays où l'engrais est inutile, l'habitant n'en utilise qu'une faible partie comme combustible. Le matin, ce *corral* où les brebis ont passé chaudement la nuit sur un sol brûlant est ouvert, et le troupeau sort, se dirigeant de lui-même sur le point où il doit pâturer ; on le surveille

à peine, assez cependant pour l'empêcher de se mêler aux troupeaux qui existent dans le voisinage. Si un groupe s'égare, ce qui est fréquent, et se mêle à un troupeau étranger, le propriétaire a le droit d'en exiger l'examen : on fait alors rentrer les animaux dans le *corral* et l'on vérifie les oreilles des 2000 ou 3000 brebis qui s'y trouvent renfermées ; c'est en effet à l'oreille que l'agneau a reçu la marque de propriété ; les animaux étrangers sont pris par le pied et mis à part.

Au printemps, d'octobre à décembre, a lieu l'important travail de la tonte ; les bras manquent généralement, le pays étant peu peuplé ; hommes et femmes sont à l'œuvre. Les moutons réunis dans une enceinte auprès du hangar, s'il en existe, un homme les prend un à un, et, après avoir lié le patient, le jette aux tondeurs ; ceux-ci, armés de forts ciseaux à ressort automoteur, pointus et d'un pied de long, au tranchant affilé, en moins de cinq minutes ont tourné, retourné l'animal et l'ont lâché dépouillé de sa toison, le plus souvent les chairs mises à vif par la pointe des ciseaux ; la toison, repliée en boule sur elle-même, montrant extérieurement la racine blanche des poils, est liée avec une ficelle et remise par le tondeur contre un jeton de 10 ou 20 centimes suivant le prix du jour ; les meilleurs tondeurs, généralement indigènes, se font 20 et 25 francs par jour.

Comme chez nous la moisson et la vendange, la tonte est l'occasion de fêtes de tout genre, de bals avec

guitares et chants ; s'il pleut ou que le temps fraîchisse, la tonte est nécessairement arrêtée, et les fêtes redoublent. A l'automne commencent les grands abatages de moutons dans les fonderies de suif. En 1869, ils s'élevèrent jusqu'à 10 millions de têtes, à la suite d'une baisse subite du prix de la laine sur les marchés d'Europe ; depuis il y a eu un très-grand ralentissement dans ces travaux : le haut prix de la laine a élevé le prix de la brebis, la consommation toujours croissante de la ville de Buenos-Ayres et l'exportation des animaux sur pied pour le Brésil ont imprimé un tel mouvement de hausse des prix, que la fabrication du suif a été fortement atteinte. Ce débouché restera toujours ouvert pour le trop-plein des troupeaux, mais il était peu avantageux pour l'éleveur de n'en pas avoir d'autres. Dans cette année 1869, le prix du mouton, qui dix ans auparavant était de 8 à 10 francs, était tombé à 3 et 4 francs ; aujourd'hui, même après la tonte, les moutons gras ne valent pas moins de 9 à 12 francs : c'est une augmentation de valeur d'au moins 500 millions de francs pour l'ensemble des troupeaux de la République, que l'on peut estimer à 70 millions de têtes.

Après ces détails donnés sur cette modeste et riche industrie, on comprendra facilement que les mines et les aventures du mineur soient délaissées dans un pays où sans travail, presque sans premier capital, mais avec la résolution de supporter une vie oisive et rude, un homme a devant lui un horizon certain de

bien-être et de fortune. On a vu quelques déclassés venir chercher dans cette existence la satisfaction de leurs désirs ambitieux et y réussir, mais en réalité ils sont rares. Le succès sur la terre d'Amérique appartient à ceux qui consentent à refaire leur personnalité, en constituant des débris de l'Européen un homme nouveau, à *s'américaniser*, mot nécessaire pour exprimer cette transformation curieuse que subit celui qui a passé l'Océan. A vivre au milieu de cette société en formation, l'Européen, oubliant le vieux monde, ses traditions, sa routine, retrempé dans un individualisme absorbant, acquiert une énergie spéciale, dominé qu'il est par la doctrine de l'intérêt personnel, loi générale à laquelle il essaierait vainement de se soustraire. Si l'on veut s'expliquer la raison de cette transformation, on la trouvera dans l'esprit de retour, mobile que ne connaît pas l'homme sédentaire, dont la vie plus ou moins heureuse est fixée là où il est né et qui peut accepter la médiocrité, qui, pour l'immigrant, contient une menace d'exil perpétuel.

Le sol d'Amérique influe différemment sur les différentes catégories d'immigrants : inutile de dire que les dix années de collège, bagage du bachelier, lui seront d'un mince profit, que l'étranger lettré, à quelque degré qu'il le soit, n'a de rang à prendre dans la société américaine qu'à la condition de s'y refaire une éducation spéciale, toute différente de la première. Par contre, une place considérable appartient à l'homme qui débarque avec deux bras

prêts à tout, qui n'a pas même essayé un apprentissage, ou du moins qui, s'il a un métier, le connaît superficiellement ; tout travail lui est bon, les salaires élevés et la vie matérielle facile lui assurent un avenir prospère. Il semble créé pour lui, ce pays où le superflu est hors de prix, mais où le nécessaire est pour rien ; peu lui importent ces joies de l'esprit et des yeux, ce luxe des sociétés européennes, qui distribuent gratuitement tout un monde de jouissances, où la nature elle-même a prodigué des satisfactions de tout genre. Ici, rien de semblable ; dans les villes, tous les luxes hors de portée, rien de gratuit pour les yeux ni l'esprit, la nature elle-même sans pittoresque et sans beauté, mais le nécessaire en abondance à la portée de tous.

Entre ces deux classes d'individus, il y en a une, intermédiaire, qui trouverait la satisfaction de tous les désirs qu'elle ne saurait réaliser en Europe ; nous voulons parler du petit fermier et du petit propriétaire français, vivant péniblement sur une terre morcelée à l'excès, sans profit possible, sans pouvoir même développer sa famille sous peine de ne pouvoir l'alimenter. Celui-là, armé déjà d'un capital, quelque minime qu'il soit, accompagné d'une famille connaissant les travaux des champs, trouverait dans les pampas de Buenos-Ayres un climat des plus salubres, de vastes plaines fertiles, des terrains à acheter à des prix relativement bas ; il tâtonnera peut-être un peu au début, mais, bien dirigé, il prospérera vite une

fois enraciné, s'assurant à lui-même et préparant aux siens une aisance qu'il eût vainement rêvée en Europe. Quelques-uns échoueront, d'autres se lasseront; là comme partout les revers vous attendent, là comme partout il y a de bons et de mauvais jours; mais là plus que partout le travail est facile et rémunérateur.

Il faut vraiment que l'ignorance des résultats économiques de l'émigration soit bien profonde pour qu'elle rencontre en France, en Allemagne et en Italie l'opposition gouvernementale dont elle est l'objet. Est-ce donc une vérité si méconnue, qu'émigration c'est production? L'émigrant, à quelque catégorie qu'il appartienne, n'emporte-t-il donc pas avec lui ses usages et ses mœurs? Entrant dans la vie américaine, plus large, et d'où est bannie la mesquinerie des pays trop peuplés, il développe ses besoins, mais dans le sens de ses habitudes premières, les fait connaître et les impose même aux différents peuples au milieu desquels il vit; tout son travail retourne ainsi au centuple à la mère-patrie et vient augmenter chez elle la production, l'exportation et partant la richesse. On pourrait citer à l'appui mille exemples: c'est ainsi qu'en Italie le mot inconnu d'exportation est devenu une réalité et une source de prospérité depuis que les Lombards et les Napolitains s'expatrient par milliers pour revenir sans exception jouir chez eux du bien être acquis ailleurs. Prenons en France un exemple facile à contrôler.

De 1852 à 1860, à peine y avait-il quelques Fran-

çais à Buenos-Ayres ; l'exportation des vins de Bordeaux pour tout le bassin de la Plata n'atteignait pas en 1855 cinq cents barriques par an ; on ne consommait alors que les gros vins de Barcelone, que les Espagnols y avaient dès longtemps fait connaître. Vers 1860, la création d'une ligne de vapeurs de Bordeaux à Buenos-Ayres fut le signal d'un commencement d'émigration vers la Plata, qui s'accrut sérieusement vers 1866. En 1872, la colonie française de la province de Buenos-Ayres ne dépassait pas cinquante mille individus : l'exportation des vins de Bordeaux pour la Plata atteignit jusqu'à vingt huit mille barriques dans un mois et ne descendit dans aucun au-dessous de quinze mille ou dix-huit mille. Nierait-on que ces quelques milliers de Français aient plus fait pour développer notre richesse nationale en la faisant connaître que cinq cent mille pris au hasard qui sont restés chez eux ? N'ont-ils pas, dans une mesure considérable, développé en France la production en répandant au dehors l'exemple de leurs habitudes ? Ce qui est si sensible dans le monde matériel ne l'est pas moins dans l'ordre moral et intellectuel : nos livres, nos journaux, notre littérature sont surtout répandus au dehors par ceux qui émigrent et inspirent à tous les étrangers le désir de connaître un pays où tout se sait et s'enseigne ; c'est ce qui amène chez nous avec les nombreux étrangers un élément nouveau de richesse.

Il est certain qu'un temps viendra où les gouver-

nements des pays neufs n'auront plus à répandre des primes et à entretenir des agents, et verront l'émigration aussi protégée par les gouvernements européens qu'elle est aujourd'hui entravée ; un temps où cette erreur économique ira rejoindra le vieux système espagnol, jaloux, prohibitif à l'excès et en même temps ruineux, qui, en fermant l'accès des colonies aux peuples étrangers, en ajournait le développement sans profit pour personne. L'Angleterre a depuis longtemps adopté le système contraire, et en a prouvé pratiquement la valeur par le profit qu'en ont tiré ses banques et son industrie. Peu à peu tous les gouvernements suivront cet exemple ; alors peut-être aurons-nous rendu un service en faisant connaître une des industries où l'activité humaine peut trouver le plus utilement son emploi.

§ . II — L'ABATAGE DANS LES SALADEROS

I

LES LOIS COLONIALES ET LES ABATAGES AU SIÈCLE DERNIER.

Nous avons essayé jusqu'ici d'étudier sous ses divers aspects le caractère de l'habitant des pampas et de retracer cette vie oisive, indifférente à tout bien-être, de l'indigène au milieu de ses troupeaux, et du colon, qui s'endort, lui aussi, dans l'inaction à l'ombre d'une prospérité précaire.

Il est permis de chercher l'explication de l'état actuel du vaste territoire des pampas dans cette étrange législation espagnole qui défendait aux colonies le travail et la production, en leur imposant la consommation exclusive des produits de la métropole : là est la vraie cause de l'état d'infériorité relative dans lequel, au milieu d'immenses richesses spontanées, a végété un pays plus anciennement colonisé que les États du nord. Perdu au milieu du désert, abandonné par la mère-patrie, le colon, quel qu'il fût, criminel expulsé, émigrant laborieux ou pionnier avide de dé-

couvertes, n'était plus considéré comme Espagnol du jour où il touchait le sol de l'Amérique et s'y établissait ; il devenait un instrument de fortune pour les chefs des compagnies autorisées à exploiter le pays, un vassal taillable et corvéable à merci. Il est surprenant qu'un pareil sort ait tenté quelques coureurs d'aventures et que les chefs d'expédition aient pu enrôler des volontaires ; il fallait vraiment que l'Espagne de Philippe II et de ses successeurs fût un triste séjour pour que les États de la Plata, où n'existait pas l'attrait des mines d'or, aient pu se peupler en deux siècles de cinquante-six mille Espagnols. Le système général appliqué à toutes les colonies était la défense absolue d'exporter autre chose que de l'or. Le revenu des mines était divisé par tiers entre le roi d'Espagne, ses représentants dans le pays et le colon ; le tiers abandonné à celui-ci ne pouvait être employé par lui à autre chose qu'à payer les objets qu'il tirait de la métropole pour sa consommation. Créer une industrie quelconque dans la colonie lui était défendu, améliorer son sort lui était impossible ; l'agriculture elle-même lui était interdite par des règlements rigoureux.

Il semblerait que les provinces de la Plata eussent dû être exemptées de l'application de lois qui n'étaient pas faites pour elles ; Buenos-Ayres était en effet à mille lieues des mines de Potosi, qui produisirent quatre milliards de francs en cinquante ans, et ce terrain d'alluvions ne dénonçait l'existence d'aucune mine

d'or ou d'argent : la surface seule promettait au travail humain des richesses capables de faire une concurrence victorieuse aux mines les plus riches. Les rois d'Espagne n'en accumulèrent pas moins les prohibitions, essayant d'arrêter l'élan irrésistible de la production de la pampa ; mais ils pouvaient plus facilement condamner l'homme à l'oisiveté que la nature à l'inaction, et les colons voyaient leurs richesses se développer malgré la loi et pour ainsi dire malgré eux, sans emploi ni profit, ne leur apportant que le dégoût du travail. Comme si ces lois eussent été insuffisantes, l'Espagne alla jusqu'à créer une fiction géographique qui doublait la distance réelle entre les provinces de la Plata et la métropole. Placées en effet sur un grand fleuve, clé d'autres voies navigables qui descendaient des pays les plus riches de ce continent, situées sur l'Atlantique, presque en face de l'Espagne, les provinces de la Plata furent soumises dès l'origine à l'autorité administrative de la vice-royauté du Pérou, dont le siège était sur le Pacifique, et toute communication directe avec la métropole leur fut interdite ; privées du droit d'exporter, elles ne pouvaient rien recevoir que par cette voie détournée, ce qui imposait aux objets de consommation les frais d'un voyage de mille lieues par terre, et des droits de 50 pour 100 au profit du roi et du vice-roi. L'estuaire de la Plata se trouvait, par le fait de cette législation illogique, être une sorte de porte fausse condamnée, semblable à celles que les architectes simulent sur

les édifices pour la symétrie, mais qui ne servent à rien.

Cette législation, à peine améliorée de temps à autre, dura de 1580 à 1810 ; elle était aggravée par l'existence de monopoles de tout genre. Une sorte de ferme du commerce existait en effet à Séville sous le nom de *Casa de contratacion*, réunissant entre ses mains la consommation et la production des pays d'outre-mer ; quelques maisons opulentes, sous la surveillance des douanes de l'État, qui régissaient l'embarquement et le débarquement des cargaisons, formaient en Espagne, aussi bien qu'en Amérique, une aristocratie commerciale où les nobles entraient sans déroger. Toutes les lois étaient faites en faveur de ces monopoliseurs, sans aucun souci de l'intérêt privé du colon ni de l'intérêt public des colonies.

En quelques mots, nous en ferons connaître l'esprit. Une ordonnance de 1602, qui fut considérée comme un progrès sur les précédentes, permit pour la première fois l'exportation par la voie de la Plata de deux mille *fanegas*¹ de blé, de mille quintaux de graisse et de viande sèche pour la côte de Guinée pour y être échangés contre des nègres. On se demande à quoi pouvait servir l'importation des nègres, sinon à augmenter le nombre des consommateurs dans un pays où, la production étant prohibée, tout travail était superflu, et où, en permettant l'entrée de nègres,

¹ Une *fanega* équivalait presque exactement à un hectolitre.

on défendait en même temps l'exportation de tout ce qu'ils pourraient produire. En 1718, le roi accorda enfin à un Espagnol le droit d'expédier directement deux petits navires par an de la Péninsule pour la Plata, avec autorisation de rapporter en retour les produits de cette contrée. Ce mince progrès disparut lui-même dix ans plus tard devant les réclamations des monopoliseurs, et les exportations de la Plata durent reprendre la voie du Pacifique.

Une pareille législation équivalait à une prohibition absolue d'exportation, étant donnée la nature des produits de la pampa, alors exclusivement composés de cuirs de bœufs, marchandise lourde et encombrante. Une seule voie de salut restait ouverte au colon : c'était la contrebande. Elle prit un développement considérable dans les ports voisins occupés par les Portugais, et sauva les provinces espagnoles d'une ruine complète en procurant à la production spontanée du pays les moyens de se répandre au dehors. Le champ à exploiter était tellement vaste, que les contrebandiers pouvaient former des compagnies puissantes, disposaient d'une véritable flotte, de ports de ravitaillement, et avaient à leurs ordres des armées de travailleurs entretenus par eux, faisant pour leur compte l'exploitation des animaux inutiles à leurs propriétaires. En raison du développement excessif et sans profit des troupeaux, les *hacendados* d'alors les avaient laissés vivre à l'abandon, se contentant d'en tirer leur nourriture quotidienne et

renonçant à marquer les nouveaux nés ; il était rare même qu'ils s'occupassent d'abattre une quantité quelconque d'animaux pour en vendre le cuir, alors de peu de valeur et d'un placement difficile.

L'exploitation de la pampa au dix-huitième siècle était donc, à proprement parler, abandonnée à deux ou trois mille brigands, *gauchos malos*, que les contrebandiers entretenaient sur les limites du territoire des *estancias*, sur l'une et l'autre rive de la Plata, et auxquels ils faisaient appel lorsqu'ils avaient amené les navires destinés à la contrebande. On organisait alors une sorte de battue générale du bétail. On réunissait une troupe de ces cavaliers intrépides, qui se jetaient dans la pampa, là où les animaux étaient les plus nombreux, sans se préoccuper des propriétaires. Lorsqu'on rencontrait un troupeau, on formait le cercle, ceux des côtés rassemblaient le bétail, et ceux du centre, armés d'une longue perche de bambou terminée par une demi-lune de fer tranchant, coupaient le jarret des animaux affolés, sans s'arrêter dans leur course tant qu'il en restait debout, laissant le sol jonché de ces malheureuses bêtes bondissant sur place au milieu de beuglements et d'efforts impuissants. Quand le massacre était fini, les mêmes individus mettaient pied à terre, enfonçaient leur long couteau dans le cœur de la bête abattue, d'autres les suivaient, arrachaient le cuir et l'emportaient. Les entrepreneurs de ces abatages payaient un *real*¹ à

¹ Le *real* argent valait 55 centimes de notre monnaie.

ceux qui coupaient le jarret, et un *real* à ceux qui écorchaient ; la viande était abandonnée aux chiens sauvages et aux oiseaux de proie.

Les lois avaient créé cette industrie au grand détriment de la moralité et de la richesse du pays. Les propriétaires se voyaient, eux aussi, obligés d'employer le même système, qui, en se généralisant, conduisait à une destruction rapide du bétail. En effet, malgré les ordonnances qui défendaient d'abattre les mères et les génisses, on choisissait de préférence pour ces battues le printemps, époque de la mise bas ; les vaches pleines étaient les plus recherchées en raison de la valeur du veau mort-né, dont le cuir se vendait fort cher en Espagne, et dont la chair était un régal pour le Gaucho. C'était ruiner doublement le troupeau en détruisant les reproductrices et en égarant les veaux déjà nés, qui erraient à l'abandon et mouraient en grand nombre. En dehors même des contrebandiers, les Indiens du Chili et des provinces des Andes, les habitants de Montevideo, les Brésiliens, tous, chrétiens et autres, venaient s'approvisionner dans cette mine inépuisable, sans autre but que de se fournir de cuirs et de graisse pour leur consommation.

Les *hacendados*, cependant, ne renonçant pas à retirer un jour quelques revenus de leurs troupeaux, ne cessaient de lutter contre les erreurs économiques de la métropole ; pendant tout le dix-huitième siècle, ils adressèrent directement au roi d'Espagne des mé-

moires aussi curieux par l'élévation des idées et des doctrines que par le contraste avec la folie de ceux qui faisaient les lois. Ces mémoires constituent de vrais cahiers coloniaux, rédigés par des hommes nés cependant loin du centre de la civilisation, tenus volontairement dans l'ignorance, et qui, guidés seulement par l'intérêt privé, donnaient à l'Espagne des leçons d'administration aussi opportunes qu'inutiles. Tel était l'aveuglement de ceux qui avaient dans leurs mains la conduite des colonies, que le roi répondait aux réclamations des colons par les instructions suivantes, qu'il transmettait au vice-roi de la Plata vers la fin du dix-huitième siècle. « A tous les vice-rois, écrivait-il, nous avons toujours recommandé de prendre le plus grand soin d'empêcher que dans les provinces on ne travaille les draps, on ne plante la vigne ou l'olivier, pour beaucoup de raisons de haute considération qui nous y forcent, et dont la première est de ne pas diminuer le commerce de notre royaume avec ces pays ; nous avons su que, malgré notre défense, on avait lâché la main, et que les vignes, par exemple, s'étaient développées ; nous défendons formellement que dorénavant il en soit planté aucune, que celles qui existent soient soignées ou replantées, si elles disparaissent, qu'il soit fait aucune plantation d'olivier ni travail de laine. »

En 1790 sont envoyées les premières suppliques ; vingt ans suffiront pour amener les esprits à la pensée d'une guerre ouverte, et pendant ce temps l'Espagne

ne fera du reste aucune concession qui ne lui soit arrachée de vive force ; la seule qu'elle ait octroyée est la cédula du 4 mars 1795, qui pour la première fois autorise la vice-royauté de la Plata à faire directement le commerce avec la métropole et les autres colonies espagnoles, droit qu'elle ne concède qu'empêchée qu'elle est de surveiller ces transactions par suite de la guerre avec l'Angleterre. Pour la première fois, une apparence de commerce régulier remplaça la contrebande, et profita aux *hacendados*, au lieu de faire exclusivement la fortune des pillards. En 1796, le commerce de la Plata se faisait déjà par quatre-vingt-dix-sept navires, et l'on exportait dans cette seule année huit cent soixante-quinze mille cuirs de bœufs, quarante-quatre mille de chevaux, et deux cent cinquante mille kilos de suif.

Cette demi-liberté était due aux circonstances, mais était loin de constituer la liberté du commerce, et si les commissaires royaux ne pouvaient plus dire aux colons ce qu'ils leur disaient un siècle auparavant, « vous n'avez d'autre privilège que de ne pas être vendus comme esclaves ! » les colonies étaient en somme maintenues dans un état de dépendance assez complet pour n'avoir d'autre sentiment que la haine contre leurs compatriotes d'Espagne, devenus leurs maîtres. C'est là qu'il faut chercher le vrai sens de la révolution de 1810, qui n'avait, au début, rien de politique, et n'avait d'autre mobile que l'intérêt commercial. L'Espagne le comprit vite, et aux premières nou-

velles du soulèvement tenta de l'arrêter par une ordonnance qui, datée du 17 mai 1810, six jours avant la proclamation de l'indépendance, concédait la liberté commerciale sans restrictions. Il était trop tard : moins d'une semaine après, le vice-roi était en fuite.

Chaque peuple, du reste, suivant son éducation et ses besoins, ne se choisit-il pas une idée favorite qui devient, pour lui, par excellence l'idéal du bonheur ? C'est ainsi que le citoyen anglais a combattu de tout temps pour le droit d'accorder son argent et de voter l'impôt. Les colonies anglo-américaines ont reçu avec le sang ces idées et ces principes ; leur amour de la liberté s'est attaché à ce point spécial de l'impôt : suivant l'expression de Burke, c'était là qu'était pour elles le poulx de la liberté. Cet attachement au vote et à la discussion de l'impôt les amena à réclamer des institutions libres semblables à celles de l'Angleterre, représentation nationale, établissement du jury, qui restreignaient le pouvoir de l'administration ; il en résulta qu'en 1776 la révolution éclata le jour où l'Angleterre prétendit fixer elle-même l'impôt à lever dans les colonies, et par une conséquence naturelle la liberté politique s'y installa presque sans lutte sur un terrain préparé à l'ombre des formes protectrices de la liberté.

On chercherait vainement rien de semblable dans les colonies espagnoles. Venus, sans avoir puisé dans

la mère-patrie l'amour de la liberté, ni la notion d'un gouvernement libre, les colons ne songeaient ni à en réclamer la fondation, ni à prétendre à des institutions dont ils ignoraient la valeur et le mode de fonctionnement. Exploités et dirigés pendant deux siècles par l'autorité royale, ils devaient se soulever exclusivement contre l'état d'infériorité et de dépendance ruineuse où la loi les mettait vis-à-vis de la métropole. Certes, ils eussent accepté la liberté comme en Espagne, faute d'avoir puisé d'autres aspirations politiques dans leur éducation ; mais, frappés dans leurs intérêts matériels par des restrictions de toute nature et s'armant pour réclamer et fonder l'indépendance commerciale, ils atteignirent indirectement et sans la viser la liberté politique, que pas un Espagnol ne connaissait alors même de nom.

Le mouvement s'affirme vers le milieu du dix-huitième siècle, alors que la production presque spontanée a produit une richesse que la métropole ne veut ni recevoir, ni laisser utiliser ; les résolutions se fortifient devant la résistance de l'Espagne et les palliatifs insuffisants qu'elle offre. Que la liberté se soit fondée à la longue au milieu de luttes sanglantes, cela n'est pas douteux, mais que la liberté politique fût l'objectif des premiers révolutionnaires de 1810, cela est beaucoup moins certain, et l'on commettrait une erreur en voulant juger par l'esprit de l'Amérique libre actuelle des idées de l'Amérique coloniale espagnole, où la religion avait toujours condamné au bûcher

les adeptes des principes qui étaient la loi fondamentale des États saxons du Nord.

Mais ces trois siècles que l'on venait de traverser ne pouvaient, par le fait d'une révolution, s'effacer de l'histoire ; le mal était profond, tout était à créer. Il fallait changer la tradition, réagir contre cette indolence que les créoles avaient puisée dans les loisirs de la vie pastorale. La destruction des troupeaux avait été si rapide que l'on était passé en quelques années de l'extrême abondance à la crainte de voir disparaître le dernier troupeau. Si nous en croyons les chiffres rapportés par Félix de Azará dans un mémoire écrit en 1751 et imprimé à Madrid en 1847, il faudrait estimer à quarante-huit millions le nombre des bêtes à cornes qui peuplaient la pampa du Rio-Negro de Patagonie au Rio-Tebicuary du Paraguay. Ces chiffres sont peut-être erronés malgré l'exactitude ordinaire des observations de cet écrivain méticuleux ; mais, quel qu'eût été le nombre du bétail à cette époque, il était assez réduit pour qu'on estimât à peine à six millions les animaux qui avaient survécu aux battues.

Aucun motif du reste n'engageait les habitants à être ménagers de leurs richesses. Au milieu des prohibitions de la loi espagnole, les créoles n'avaient jamais appliqué leur esprit à la recherche des procédés propres à utiliser les produits de leurs troupeaux. Quand était venue en 1795 la première autorisation d'exporter, les moyens manquaient pour en profiter ;

les cuirs étaient le seul produit transportable à Buenos-Ayres pour y être embarqué, et encore un bon tiers pourrissait sur place faute de préservatif contre les insectes. Comme ils valaient de douze à vingt réaux, soit de sept à onze francs la pièce livrés à Buenos-Ayres, ce qui, transport déduit, donnait à peine cinq réaux au propriétaire, celui-ci se souciait peu de chercher les moyens de préserver de la corruption une marchandise aussi peu estimée. Ce fut seulement en 1816 que pour la première fois on eut l'idée de plonger dans un bain saturé d'arsenic les cuirs séchés au soleil pour les protéger des mites, et aujourd'hui encore l'on ne procède pas autrement. Quant à la chair des animaux, elle était absolument sans emploi en dehors de la consommation journalière de la population très-restreinte ; on allait jusqu'à tuer un bœuf pour en avoir la langue ou tout autre morceau désiré, le reste était abandonné. Une petite quantité de viande était séchée au soleil et expédiée en fût dans de la graisse : c'était le *cecino*, produit d'une fabrication coûteuse, d'une conservation difficile, auquel on a depuis un siècle tout à fait renoncé. L'esprit d'invention et l'activité industrielle des habitants, qui au nombre de cent mille végétaient sur cette terre, n'avaient aucune raison de se développer, et, faute d'un progrès quelconque, la ruine était imminente. Heureusement la révolution, en proclamant l'indépendance commerciale, éveilla l'esprit d'initiative, ouvrit le pays à l'activité étrangère, y révéla les inventions de l'industrie

moderne, et, quoique dans une mesure encore restreinte, inaugura l'ère de l'exploitation lucrative et raisonnée de la pampa.

II

LES SALADEROS.

Les seuls établissements qui aient servi à développer la production du bétail sont les *saladeros*. Le nom est fort ancien et se rencontre dès le début du dernier siècle dans les documents publics ; il n'existait cependant alors rien qui eût quelque analogie avec ce que l'on voit aujourd'hui. La fondation de ces usines, qui ont conservé dans leur aspect et leur mode de fabrication un cachet tout à fait primitif, a constitué vers le commencement de ce siècle un progrès considérable et ouvert aux *estancieros* le premier débouché important pour leurs troupeaux. L'origine en est fort obscure ; voici la tradition qui a cours à ce sujet.

En 1794, cinq matelots irlandais venus sur la côte de Patagonie pour la pêche de la baleine, se trouvant échoués et recueillis à Buenos-Ayres, eurent l'idée d'appliquer à la conservation de la viande les procédés de salaison et de séchage employés à celle du poisson ; c'était fort simple, mais l'ignorance des colons était telle, ils avaient eu jusque-là si peu d'intérêt à s'occuper de ces questions, que la révélation de ces cinq matelots fut accueillie comme une découverte des

plus merveilleuses. On fit des essais qui réussirent parfaitement : des échantillons expédiés par des navires en partance firent le tour du monde sans s'altérer; en un mot, le résultat fut du premier coup si satisfaisant, qu'après quatre-vingts ans aucune modification n'y a été apportée, et le problème de la conservation de la viande, dans ce siècle de la chimie, n'a pas fait un pas.

De ce jour, l'industrie si importante des *saladeros* était créée. Cependant il ne fallait pas songer à fabriquer du jour au lendemain des quantités considérables de viande salée. Ce qui faisait défaut, c'étaient non-seulement les hommes entendus et pratiques dans ce travail nouveau, mais encore le sel, les tonneaux, et, ce qui était plus grave, les capitaux. Il fallut, comme toujours, que les *hacendados* s'adressassent au roi, lui demandant de favoriser la création de cette industrie, d'autoriser la venue de cent ouvriers irlandais catholiques qui pussent enseigner aux nègres ce travail nouveau; on demandait aussi la fondation d'une compagnie qui pût acheter et centraliser à Buenos-Ayres tous les produits que l'on préparerait dans les *estancias* et les exporter pour les autres colonies et le continent européen.

Ces pétitions restèrent sans réponse, et les colons durent se contenter d'employer le nouveau système de salaison, chacun séparément suivant le nombre de ses troupeaux et des esclaves dont il disposait, mais sans que l'on pût songer à établir des *saladeros*.

Ce ne fut que de longues années après que quelques-uns furent créés à Buenos-Ayres, assez peu importants du reste au début pour qu'ils n'aient pas laissé trace dans les documents publics.

En 1822 seulement l'existence en est constatée par un règlement qui les atteint. Ils s'étaient groupés autour de Buenos-Ayres et devenaient assez gênants pour la ville, qui s'agrandissait et les englobait, pour qu'une ordonnance leur enjoignît de s'éloigner à une demi-lieue au moins du palais municipal, le Cabildo. Enfin le traité de 1825 avec l'Angleterre, en autorisant celle-ci à faire le commerce, leur donna une impulsion rapide, décida par cela même la fortune des *hacendados*, quintupla la valeur des troupeaux et contribua à la création d'une aristocratie de propriétaires qui vint prendre la place des riches négociants espagnols expulsés en 1810. A la même époque, un *estanciero* platéen, voyageant en Europe, envoyait à Buenos-Ayres pour y perfectionner la fusion des graisses un chimiste français, M. Antoine Cambacérès, neveu du prince de l'empire, qui devait consacrer sa vie au progrès de cette industrie, et qui créa au bout de quelques années de séjour un établissement modèle, aujourd'hui encore exploité par son fils.

Il serait inutile d'exposer avec minutie les débuts de cette industrie, désormais immuable, qui, faute de progresser, finira par s'éteindre dans un temps que l'on peut déjà déterminer, et qui en limitera l'existence à un siècle de durée. Nous pouvons dire

que nous étudions ici une industrie qui s'en va, mais qui néanmoins représente encore le seul débouché ouvert aux produits de la pampa, d'un commerce de 250 millions de francs pour les États de la Plata et la province brésilienne de Rio-Grande.

On appelle *saladeros* des usines où l'on tue les bêtes à cornes pour en saler le cuir et la viande. Le capital employé et mis en mouvement dans les *saladeros* est considérable, mais l'apparence extérieure des bâtiments n'en donne aucune idée ; ici, comme dans les *estancias*, on pousse trop loin la simplicité, et, si le grand propriétaire se contente pour sa demeure d'un *rancho* de boue et de paille, le propriétaire du *saladero* se contente plus facilement encore de hangars de bois de l'allure la plus primitive, délabrés, incommodés, plantés généralement au hasard, sans plan préconçu, sans que l'on ait même songé à se préoccuper de l'économie de la fabrication.

Le chef de l'usine, le *saladériste*, dirige ses affaires de loin, paraît rarement au *saladero* et quitte peu Buenos-Ayres ou Montevideo, les deux seuls marchés des cuirs verts et de la viande salée. C'est là qu'il vend ses produits, acte *préalable* de la fabrication. — Par un bouleversement des lois industrielles, le *saladériste* en effet vend sa marchandise, non-seulement avant de l'avoir fabriquée, mais avant d'avoir songé à acheter la matière première, et, qui plus est, il en touche le prix en signant les contrats à livrer avec les maisons d'exportation. Si l'on calcule que

chaque chargement de 10,000 cuirs vaut de 300,000 à 400,000 francs, on s'expliquera l'importance de ces découverts, faits sans autre garantie qu'un simple reçu et une promesse de livrer une marchandise dont le vendeur ne dispose pas ; ajoutons que, sauf les événements imprévus du commerce, ces contrats sont toujours exécutés à la lettre, et que, pour n'être garantis que par la bonne foi, les avances faites ne sont en rien aventurées.

Le saladériste a du reste vite employé ces capitaux ; aussitôt les contrats signés, il remet les espèces nécessaires à des agents spéciaux, appelés *capataces*, qu'il envoie dans la campagne faire les achats, former les troupes et amener les animaux au saladero pour l'abatage, après les avoir payés, suivant l'usage, à la sortie même de l'*estancia*. Le *capataz* est la cheville ouvrière de cette industrie, et le triple rôle qui lui est confié, acheter, choisir et payer, dit assez quelles qualités exceptionnelles on exige de lui ; de son intelligence dans le choix des animaux, qui est l'acte le plus important de la fabrication, dépend la fortune du saladériste. Ces agents sont toujours des pampasiens indigènes, connaissant par le menu la valeur des animaux de chaque propriété et sachant dire, à la seule inspection d'une troupe de mille animaux sur pied, ce qu'elle rendra en moyenne en poids de cuir, de graisse ou de viande. Les achats se font d'octobre à mars, dès la fin du printemps jusqu'à la fin de l'été. Le *capataz* enrôle les hommes

qui doivent l'aider dans la formation et la conduite de la troupe; douze ou quinze hommes sont nécessaires par mille animaux; chaque homme mène avec lui six ou huit chevaux de rechange.

Les animaux de l'*estancia* réunis à la demande du *capataz*, le choix est fait par lui personnellement, et les bêtes choisies sont enfermées à part dans un *corral*, ou, s'il n'en existe pas, dans un cercle d'hommes à cheval, et mises à sa disposition; elles ne sont point contre-marquées, étant destinées à être abattues immédiatement; le changement de propriétaire est constaté par un bulletin avec désignation détaillée des marques, visé par le juge de paix du district. Le *capataz* peut dès lors songer à se mettre en route.

Le départ est l'opération la plus difficile, surtout si l'*estancia* est située aux confins de la pampa, où les animaux sont d'une sauvagerie indomptable. Il est d'usage que l'*estanciero* prête tous les hommes dont il dispose pour accompagner la troupe jusqu'à deux ou trois lieues des pâturages où elle a été élevée. Le départ se fait invariablement une heure avant le lever du soleil, afin d'arriver avant la nuit le plus loin possible de la *querencia* et éviter la fuite de la troupe, invinciblement attirée par ses habitudes. Deux hommes prennent la tête et servent de guides, poussant en même temps devant eux les chevaux de relais de tous les autres hommes, qui, eux, se distribuent sur les flancs de la troupe et galopent comme feraient des chiens de berger: le *capataz* ferme la marche, marche

pénible, bruyante, pleine d'incidents, de fatigues de tout genre, de course après les fuyards, qui font pointe de tous côtés, et souvent s'échappent par petites bandes fort difficiles à réunir et à ramener sans que pendant ce temps d'autres les imitent. Après quatre ou cinq heures de ce voyage laborieux, qui n'a mené la troupe qu'à trois ou quatre lieues du point de départ, on fait halte pour laisser reposer et manger hommes et bêtes pendant une heure ; l'on repart ensuite et l'on continue à avancer lentement jusqu'à ce que, deux ou trois heures avant le coucher du soleil, on rencontre un bon pâturage et de l'eau. C'est là que l'on campera pour passer la nuit sous la garde de deux ou trois hommes à cheval. On fait, aussitôt arrivé, les préparatifs de la nuit et du souper général. Pour cela, on tue un des bœufs du troupeau, bien entendu le plus gras et le meilleur, et l'on prépare un immense rôti que l'on mangera sans pain ni sel.

L'habitant de la pampa est rompu dès longtemps à ce genre de vie : depuis le matin de cette rude journée passée à cheval au soleil d'été, au milieu d'une poussière noire, il n'a pris autre chose que de fréquentes gorgées de *gin* ou de *caña* du Brésil, et sucé quelques *mates* : cet abus d'alcool le maintient dans un état nerveux, nécessaire pour résister à tant de fatigues. La journée n'est pas finie ; après le souper, chacun arrange sa *tropilla* de chevaux et prend un cheval frais qui lui servira quand viendra son tour de veille ; si la *tropilla* est bien habituée à suivre la ju-

ment, *madrina*, on entrave simplement les pieds de devant de celle-ci au moyen d'une lanière de cuir en forme de huit, et qui prend les deux jambes au-dessus du sabot ; les chevaux restent à paître autour d'elle et ne s'éloignent pas du bruit de la clochette qu'elle porte au cou ; si les chevaux sont peu habitués à la *madrina*, on les entrave tous de la même manière. Le troupeau pendant ce temps a pâturé, la nuit est venue ; on le ramasse alors, et des hommes de garde à tour de rôle galopent autour sans discontinuer. La première nuit est forcément très-inquiète : hommes et chevaux sont trop disposés à dormir, les bœufs au contraire ne pensent qu'à se lever, à mugir ou à s'échapper, et le *capataz*, sur qui pèse la responsabilité, n'a pas le droit de se reposer un seul instant.

Comment dépeindre les nuits d'orage où le vent souffle soulevant un épais nuage de poussière suivi bientôt des éclairs, de ce tonnerre sans fin de la pampa et d'une pluie torrentielle ? Le troupeau fuit alors sous le vent, comme un navire qui lâche ses voiles et se laisse porter hors de sa route, mais loin du danger ; il faut le suivre alors jusqu'à ce que, s'arrêtant de lui-même et groupé en masse compacte, le dos au vent, il prenne le parti d'essuyer la bourrasque, immobile et la tête baissée.

Au matin, on reprend la marche, qui se continuera ainsi pendant plusieurs jours à raison de six ou huit lieues par jour. Quelquefois le *saladero* est éloigné de quatre-vingts ou cent lieues du point de départ. Avant

d'arriver au but du voyage, il faut passer à la *tablada*, sorte de bureau d'octroi spécial où les animaux destinés à l'abatage doivent être revisés par l'autorité.

Ces *tabladas* sont les vrais postes de défense de la propriété pastorale. Ceux qui gouvernent sont tous plus ou moins intéressés à la protéger ; il en résulte une minutie et une rigueur peu communes dans l'application des règlements ; mais il faut bien dire que la loi, malgré ses sévérités, a difficilement raison des mille ennemis de la propriété rurale.

Le vol des animaux sur pied et des cuirs est favorisé par l'étendue des juridictions de campagne, par la complaisance des autorités subalternes et surtout par les émigrations d'animaux qui, chassés par la sécheresse ou des ouragans, s'éloignent à vingt ou trente lieues de leurs pâturages, et restent trois ou quatre mois sans y revenir : l'habitude de puiser dans le bien du voisin est si enracinée, que les meilleures lois et la vigilance la plus active, deux choses bien inconnues des créoles, seront malgré tout insuffisantes, et le réseau des *tabladas* laisse inévitablement passer au travers de ses mailles très-lâches des troupeaux entiers d'animaux sur pied et des chargements de cuirs secs.

Une histoire restée célèbre donnera une idée des mœurs de la campagne sur ce point. Dans un petit village de la frontière, un paysan se trouvait un jour chez un commerçant considéré du district. Tout en causant, celui-ci lui demanda ce qu'il gagnait ; c'était

fort peu de chose. « Si tu es homme à travailler, lui dit-il, je vais faire ta fortune. Combien peux-tu écorcher de bœufs et m'apporter de cuirs chaque nuit ? — Dix ou quinze, répondit le paysan. — Très-bien, je te les paie vingt piastres papier¹ chacun ; tu peux en gagner deux cents toutes les nuits. Va, travaille, et en peu de temps tu seras riche, je te paierai au comptant ; mais aie bien soin de venir seulement après minuit. Tu jetteras les cuirs par-dessus le mur dans ma cour, tu frapperas doucement à la porte, tu entreras, nous compterons, tu recevras ton argent, et de même chaque nuit. » Le paysan, bien instruit, promit ses cuirs pour le soir même. La nuit venue, il apporta vingt cuirs, de même pendant deux semaines sans y manquer ; il touchait sa paie et revenait la nuit suivante.

Comme cela se passait au milieu de l'hiver, les cuirs séchaient lentement, notre commerçant en comptait plus de 300 réunis, payés à vingt piastres ; il savourait d'avance la double perspective d'un bénéfice considérable et de la gloire qui en rejaillirait sur son intelligence commerciale. D'autres aussi faisaient ce commerce, mais personne n'avait découvert un homme aussi travailleur, aussi constant et aussi discret. Un matin cependant, le contre-maitre chargé de faire sécher les cuirs vint aviser le négociant qu'il s'en

¹ Il s'agit ici de la piastre de la province de Buenos-Ayres, qui vaut 22 centimes.

trouvait un de la marque de son *estancia* ; il n'y fit pas attention, supposant que c'était le cuir d'un bœuf égaré. Le jour suivant vint à souffler un vent sec du sud, et les cuirs séchèrent rapidement. Le contre-maitre découvrit alors qu'il y en avait plusieurs ; il en avertit le négociant. Celui-ci effrayé vint lui-même faire une inspection minutieuse, qui se termina par des imprécations : tous les cuirs sans exception étaient de sa marque. Fou de colère, il attend de pied ferme la venue nocturne du Gaucho trop travailleur, décidé à lui faire un mauvais parti.

La nuit arrive, et avec elle le Gaucho indolent, demi-couché sur son cheval plus chargé que jamais de cuirs frais sanguinolents, pendants jusqu'à terre de chaque côté de la monture. Le commerçant lui laisse déposer son fardeau, et, contenant mal sa fureur :

« Qu'est-ce que je t'ai proposé l'autre jour, canaille ? dit-il ; de m'apporter des cuirs, et que je te les paierais vingt piastres au comptant ?

— Eh ! ne sont-ce pas des cuirs que je vous ai apportés ?

— Si, brigand, mais ils sont de ma marque.

— Eh alors ! *patroncito*, dans quel troupeau devais-je prendre ?

— Oui, va, fais la bête !

— Ma foi, *patroncito*, j'y suis maintenant, mais j'étais loin de penser que vous m'envoyiez tuer les bœufs d'autrui. Comme je n'ai jamais volé personne, je n'y ai pas vu malice ; j'ai supposé que vous me fai-

siez travailler de nuit pour ne pas déranger tout le troupeau ; du reste je n'ai rien à voir dans tout cela, payez-moi mon travail, car il n'est pas juste que je perde ma peine, pas plus que ceux qui m'ont aidé. »

Il n'eut pas à menacer longtemps, le négociant paya ; le lendemain le fait était public, et l'on en faisait des gorges chaudes, sans qualifier le négociant autrement que de maladroit, et le Gaucho de malin.

Il faut ajouter cependant que les commerçants qui commanditent ce genre de rapine sont de petits négociants des frontières, n'ayant rien de commun avec les saladéristes. Ceux-ci ne cherchent pas à éviter l'examen des *tabladas* ; le *capataz* y conduit donc le troupeau, et, muni d'un bon à tuer en due forme, fait reprendre la marche vers le saladero, où déjà les dispositions sont prises pour recevoir cet arrivage. A un ou deux kilomètres de l'établissement, on rencontre un groupe de quelques hommes envoyés à cheval au-devant de la troupe pour présider à l'entrée au corral ; ils amènent avec eux deux bœufs qui prendront la tête du troupeau, et, dressés de longue main à ce triste rôle d'agents provocateurs, le conduiront jusqu'au dedans du corral.

Il serait impossible de rendre le mouvement, les cris, les beuglements de cet ouragan d'hommes, de chevaux, de bêtes à cornes, qui, tous invisibles au milieu d'une trombe de poussière noire, se précipi-

tent dans le corral. Les bœufs, aveuglés, souffrant de la faim, de la soif, de la longue fatigue de ce dernier voyage, se heurtent en masse à tous les pieux qui forment l'enceinte, se bousculent, se précipitent furieux, reculent effrayés, se foulent aux pieds les uns les autres, cherchent une issue de droite et de gauche, condamnés à attendre la mort jusqu'au lendemain, au milieu de ces souffrances, sans une goutte d'eau ni un brin d'herbe.

Les précautions sont prises pour que ces mouvements de houle n'aient pas de suite funeste. Afin que jamais un trop grand nombre d'animaux ne puisse à la fois faire force sur l'enceinte et ouvrir une brèche, le parc étroit où on les enferme se développe en détours tortueux, se repliant sur lui-même de telle façon que l'élan soit impossible, et que tous soient réduits à se débattre dans des efforts individuels sans pouvoir se grouper ni faire sur les parois une attaque d'ensemble. Néanmoins on ne s'explique pas le sang-froid des hommes entrés dans l'enceinte, et qui, au milieu de cette cohue, continuent paisiblement leur besogne, faisant sortir les deux bœufs qui ont servi d'appeau, et jetant le lasso pour prendre et enlever la génisse que l'usage leur concède, offerte par l'*estanciero* qui a vendu la troupe. Quelque épuisée de fatigue qu'elle puisse être, elle est trainée au bout du lasso par un cheval, arrachée du corral, et, les jarrets coupés, saignée d'un coup de couteau au cœur. Destinée à l'*asado con cuero* (rôti dans le cuir), vieil usage

de la pampa et seul régal du gaucho, la bête est dépecée toute palpitante, presque vivante, peut-être sensible ; chacun taille son morceau dans le cuir et la chair avec une dextérité et une insouciance rares, et le place ainsi sur une braise d'os rougis, où la viande cuira doucement en conservant tout son jus dans son enveloppe naturelle ; c'est là un mets justement apprécié, la partie de l'animal entre cuir et chair a surtout une saveur spéciale¹. L'usage en était autrefois très-répandu ; tout étranger qui se présentait dans une *estancia* y était fêté par un *asado con cuero*, on sacrifiait une génisse à son intention ; mais le prix élevé des cuirs fait perdre peu à peu cet usage coûteux, et le veau gras tend à devenir dans la pampa, comme partout ailleurs, une figure de rhétorique.

Le troupeau a passé la nuit dans le corral ; au point du jour, l'abatage doit commencer. On hisse au mât un drapeau qui indique au voisinage qu'il y a du travail. Le grand corral est mis en communication avec

¹ Macaulay raconte qu'en 1689, en Irlande, lors du soulèvement des paysans qui suivit la révolution, la campagne était pillée par des bandes armées d'insurgés catholiques qui détruisaient les troupeaux, comme on le fit au dix-huitième siècle dans la pampa. « Il n'était pas rare, dit-il, de voir des bandes affamées se jeter sur les troupeaux pour en dévorer, sans pain ni sel, la viande, que ces esclaves affranchis avaient toujours considérée comme la nourriture du riche. Souvent manquant de marmites, ils faisaient cuire le bœuf *dans sa propre peau*, découpant des *beefsteaks* sur l'animal encore en vie et suspendant la viande saignante sur des charbons. » Il est probable que la même cause a dans l'origine donné aux habitants de la pampa l'idée de ce mets spécial, et que cet usage, devenu depuis un luxe, n'était au début qu'un signe de sauvagerie.

une série d'autres plus petits où ne peuvent pénétrer que quelques animaux à la fois ; enfin une poterne à guillotine s'ouvre et donne passage à dix animaux seulement ; c'est l'antichambre de la mort.

Cette enceinte fort petite, fermée comme les parcs voisins de pieux de bois dur serrés les uns contre les autres, de forme ovale, s'appelle le *brette* ; la porte à guillotine y donne entrée, les animaux que l'on y pousse y trouvent un sol dallé, rendu glissant à dessein, et où à peine ils peuvent se tenir debout. A l'entour règne une sorte de plain-pied circulaire où, le lasso à la main, se tient un Gaucho généralement vêtu du costume traditionnel ; c'est le *desnucador*, dont le nom imagé indique la fonction. Il jette le lasso sur la victime choisie dans ce groupe affolé ; à peine est-elle prise, que le lasso, dont la courroie prolongée passe dans une poulie et vient aboutir à la selle d'un cheval ou à un joug de bœufs, se tend et amène pour ainsi dire mécaniquement le bœuf, la nuque tendue, sous une autre poterne. Le *desnucador* est venu pendant ce temps se placer au-dessus, et d'un seul de couteau frappé entre deux vertèbres, immobilise l'animal et le fait tomber lourdement sur un petit wagon ; la porte s'ouvre, le wagon glisse, et le lasso, dégagé, va enlever une autre victime, tout cela en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire : 1000 ou 2000 animaux en quelques heures, passeront de cette manière sous le couteau du *desnucador*, qui recevra pour son travail, où une adresse peu com-

mune est nécessaire, la haute paie de 10 fr. par 100 têtes.

Le bœuf étourdi, mais non pas mort, est porté par le wagon à quelques pas de là et jeté sur une esplanade dallée, abritée d'un toit que l'on nomme la *playa*. Cette esplanade, ou littéralement plage, est de tout le saladero l'endroit le plus caractéristique, où la curiosité vous attire, d'où l'horreur vous éloigne. C'est là que le boucher fait sa besogne. Les pieds et les bras dans le sang, le corps demi-nu, le couteau à la main, cinquante ou cent individus, suivant l'importance du travail du jour, tous en mouvement, absorbés par leur labeur, saignent, écorchent, dépècent chacun un bœuf en six minutes ; non sans inquiétude, on se demande, au milieu de tous ces longs couteaux, agités dans tous les sens, ce qu'un incident quelconque, une colère, un mot maladroit pourrait produire. Ce travail repoussant, ce sang chaud qui jaillit quelquefois au visage, et qui toujours inonde le corps, font de ces hommes une race à part : élevés dès l'enfance dans ce milieu, employés même dès l'âge de quatorze ans à cette besogne, ils s'habituent à frapper, à donner la mort, à sentir la chair palpiter et le sang couler sous leur couteau. Que ne doit-on pas craindre le jour où de pareils hommes deviennent un instrument de gouvernement dans la main d'un tyran ou d'un parti ? Rosas, il y a trente ans à peine, n'hésita pas à recourir à eux pour terroriser Buenos-Ayres, et recruta sa redoutable *mazhorca* parmi ces bouchers de sala-

deros et d'abattoirs. Les *mazhorqueros* ne frappaient qu'avec le couteau et à la gorge. Ils n'attaquaient que des adversaires isolés, et le faisaient seulement quand ils étaient en nombre suffisant pour ne pas craindre de représailles, — sans haine, sans passion politique, par ordre, semblant ne rechercher dans leurs crimes quotidiens que l'assouvissement d'un instinct de sauvagerie. Quelques fanatiques allaient bien jusqu'à manger, dit-on, du maïs frit dans la graisse de la victime ; mais c'étaient là des bravades isolées : la majorité se contentait de la joie de sentir une victime humaine palpiter sous le couteau. Les *mazhorqueros* ont disparu avec Rosas de la scène politique ; cependant la race n'en est pas éteinte, le danger est toujours présent, aucune raison ne s'oppose à ce qu'ils obéissent demain à un nouveau maître comme ils le faisaient avant 1852.

Aussitôt l'animal jeté sur la *playa*, où il tombe couché sur le côté gauche, il est saigné d'un coup de couteau, et avant que le sang ait fini de s'écouler, le fil du couteau a déjà commencé à pratiquer une ouverture dans toute la longueur du cou et du ventre pour détacher le cuir par en haut ; la chair s'agite encore que l'animal est ouvert, les intestins extraits et jetés, et le cadavre retourné sur le côté droit pour achever l'écorchement ; le boucher laisse le cuir étendu sur le sol, partage la viande par de grandes entailles régulières sans la détacher du squelette, puis il passe à un autre animal. Celui qu'il quitte est repris par les *cuar-*

teros, qui à coups de hache séparent les membres, et ensuite les enlèvent, pendant que les *manteros* relèvent la viande tailladée et la portent à une table où les *charqueadores* la découpent par longues tranches, de manière que chacune ait un pouce et demi d'épaisseur à l'état frais, qui se réduira à un pouce après dessiccation; les bas morceaux, les os inutilisés et les cuirs seront relevés pour être portés dans d'autres hangars, où ils seront élaborés.

Tous ces travaux se font au milieu d'une agitation indescriptible; ce n'est pas le bruit du travail plein de parole humaine dont parle le poète, c'est une autre rumeur, une agitation préoccupée et silencieuse, attentive à la besogne et aussi au danger que peut produire un moment d'oubli.

De temps à autre, en effet, des incidents souvent burlesques, quelquefois terribles, viennent interrompre l'horrible labeur de ces hommes. La porte du *brette* mal fermée peut laisser échapper quelque animal furieux, mal frappé, ayant assez de forces pour se dégager du lasso. Il se redresse alors sur le wagon où il aurait dû rester à jamais immobilisé; dans l'entrebâillement de la porte, il passe une corne, rejette l'obstacle de côté, d'autant plus facilement que ce premier geste de résolution a suffi pour décider la fuite de tous ceux qui pourraient lui opposer quelque résistance. Tous ces hommes terrifiés, le couteau à la main courent dans toutes les directions. Les uns glissent sur les caillots et culbutent, un autre tombe

dans le réservoir au sang ou dans la fosse à saumure, celui-ci s'étale tout rouge sur un monceau de viande molle, cet autre disparaît dans une montagne de sel ; l'épouvante est partout, et l'auteur de cette déroute en prend sa grosse part. L'effet de son premier bond est à peine produit que sa position devient des plus difficiles malgré la disparition de ses adversaires ; sur ces dalles fangeuses et glissantes, ce sont des faux pas et des chutes d'où il se relève plus épouventé ; il est rare qu'il lui reste assez de forces pour prendre du champ et se jeter dans la plaine. Le plus souvent il tombe frappé d'un coup de lance avant de pouvoir tenter ce suprême effort ; s'il trouve une issue, quelques hommes à cheval armés du lasso s'élancent à la poursuite du fugitif, et ne tardent pas à s'en emparer.

Le travail continue. Tout ce qui touche aux soins à donner à la viande est le plus pressé ; au milieu des chaleurs excessives de l'été, seule saison de ces travaux, quelques heures suffiraient pour perdre des milliers de quintaux de viande fraîche. Découpée par les *charqueadores*, elle est fichée à des crochets en plein air pour y refroidir ; cette préparation qui, demande une heure et demie, est indispensable, la viande palpitante serait rebelle au sel. Après le refroidissement, elle est visitée et portée dans un bassin de saumure où les saleurs l'agitent avec des gaffes, la pêchent et la déposent sur le sol, où elle s'égoutte et dégorge les impuretés que le sel lui fait rejeter ; de

là les morceaux sont portés dans le saloir qui fait suite.

Sur une couche de gros sel blanc, on étale une couche de viande, et l'on forme une pile de trois ou quatre mètres de côté; à chaque coin sont placés des hommes, la pelle à la main, qui avec une grande dextérité répandent sur chaque couche de viande une couche de sel blanc scintillant et granuleux. Cette pile s'élèvera à trois ou quatre mètres et contiendra deux mille quintaux de viande; vingt-quatre heures après, elle sera retournée et reformée à côté de façon que les couches du bas soient reportées en haut. Le lendemain, la viande est mise à l'air et ensuite reformée sur une couche de cornes de trente ou quarante centimètres de haut, afin qu'elle puisse finir de s'égoutter; chaque semaine elle est remuée, étendue sur des châssis et soumise à l'action de l'air et du soleil; cette opération se renouvelle six fois. Après ces travaux, qui ont duré environ quarante jours, la viande peut être livrée au commerce; elle ressemble assez par son aspect peu agréable à la morue sèche. Elle est alors expédiée en vrac par chargements entiers pour La Havane et le Brésil.

Quelque brutale que puisse paraître cette manipulation de la viande, elle constitue cependant la partie la plus soignée du travail du saladero. Les procédés ne se sont pas améliorés depuis bientôt un siècle que ce produit s'exporte. Les consommateurs du *tasajo* sont toujours les nègres esclaves; pas un homme libre

n'ayant encore accepté l'usage de cet aliment, on se demande ce qu'il en sera de cette industrie à l'époque prochaine de la suppression de l'esclavage.

Pendant que le travail de la viande s'est exécuté, le cuir a été enlevé et porté aussi dans un bassin de saumure, composé du trop-plein du bassin de la viande ; il est plongé et agité à plusieurs reprises et de là porté au saloir, où les cuirs, étendus par couches entremêlées de sel, noirci pour avoir déjà servi à saler la viande, dégorgeront leurs impuretés pendant six ou huit jours, après lesquels ils peuvent être livrés à l'exportation. A bord du navire, la pile sera refaite de la même manière et entretenue dans un état de demi-humidité jusqu'à l'arrivée dans le port de débarquement ; ces chargements se font par petits navires qui emportent de huit mille à dix mille cuirs sans autre cargaison.

Il reste à traiter tous les bas morceaux qui ne sont pas exportables et la graisse ; on les porte à la cuve où se fera l'élaboration du suif par l'ébullition. Cette cuve, généralement en bois, rarement en fer, est semblable comme aspect et grandeur à nos cuves à vin : une porte ouverte en bas sert à charger le fond ; un homme nu, placé à l'intérieur, reçoit les débris et les quartiers qu'on lui apporte de l'esplanade ; il les empile dans la cuve, et, lorsque le fond est fait, il ferme la bouche d'en bas et le chargement continue par le haut. La cuve pleine, on chauffe un générateur indépendant dont la vapeur pénètre par un tube en ser-

pentin dans la cuve au milieu des viandes amoncelées et met en ébullition l'eau qu'on y a versée; le bouillon devra durer quarante-huit heures, temps nécessaire pour séparer complètement la graisse des fibres musculaires. Il reste à faire écouler le suif bouillant et liquide par des conduits jusque dans des tonneaux où il refroidira en quelques jours : il sera ensuite livré à l'exportation. Les résidus sont retirés de la cuve, et, après avoir passé à la presse pour en extraire autant que possible tout le suif, ils sont encore employés comme combustible et servent à chauffer le générateur à vapeur.

Le travail est ainsi terminé, l'animal transformé dans toutes ses parties ; à son entrée il pesait environ deux cent vingt kilogrammes et coûtait au saladero en moyenne soixante-dix francs, achat et frais de voyage compris ; il produit cent soixante-seize kilogrammes de substances élaborées, soit cent quinze de viande, vingt-neuf de cuir, quatorze de graisse, dix-neuf d'os, sabots et cendres ; la viande, après avoir été séchée, perdra 50 pour 100 de son poids. On consomme annuellement pour le travail des salaisons dans la Plata un million d'hectolitres de sel, soit une valeur de cinq millions de francs sur le lieu de consommation, fournis presque exclusivement par Cadix ; c'est la seule matière première qui entre dans tout le travail du saladero ; il est inutile de dire que les côtes marines de la république, qui ont plus de cinq cents lieues d'étendue, pourraient le fournir en abondance,

et inutile d'ajouter qu'il se passera de longues années avant que l'on essaie de l'y aller chercher. Les ouvriers sont divisés par équipes spéciales à chaque travail, payés à tant par tête, et tous associés entre eux ; le prix de la main-d'œuvre pour tout le travail est de deux francs cinquante centimes par tête ; les bouchers sont généralement des indigènes, le reste des travaux est fait par des Basques français. L'animal produira à la vente quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-quinze francs qui se répartiront entre l'*estanciero*, l'ouvrier et le saladériste, ce dernier obtenant un bénéfice de dix ou quinze francs par tête, dont il lui faudra déduire le loyer du saladero et les risques de toute nature, qui sont à sa charge.

Les prix que nous donnons sont ceux des quatre dernières années ; mais il faut observer qu'il s'est opéré depuis 1870 une hausse considérable ; le prix des cuirs s'est élevé depuis la guerre de France de vingt-cinq à quarante francs les soixante livres, poids moyen des cuirs de Buenos-Ayres ; celui de la viande salée, sans que de nouveaux débouchés se soient ouverts, s'est élevé de quinze à vingt-cinq francs le quintal. Il faut attribuer cette plus-value des produits de la pampa à la diminution de la production, motivée en partie par l'épizootie de 1873, mais surtout par la décadence manifeste de cette ancienne industrie. L'élevage des bêtes à cornes tend à disparaître dans la Plata, et bien des raisons contribuent à ce résultat. La guerre civile dans l'Entre-Rios a depuis quatre ans

presque supprimé la production de cette province, la plus riche autrefois en bétail, et compromis l'avenir par la destruction des troupeaux ; la même chose peut se dire de la république de l'Uruguay, dont la campagne a été pillée tour à tour par chacun des partis qui divisent et ruinent ce malheureux pays. Dans la province de Buenos-Ayres, où la paix règne depuis quinze ans d'une manière presque continue, le mal n'est cependant pas moins profond ; l'abandon où les grands propriétaires laissent leurs *estancias*, confiées à des majordomes, commence à porter des fruits néfastes : pour profiter des hauts prix, ceux-ci ne se sont pas contentés de vendre les bœufs, ils ont sacrifié sans souci les vaches reproductrices, qui, naturellement plus saines, engraisseraient rapidement et se vendent avec facilité, pendant que le rebut du troupeau, composé de vaches maigres, ne trouve pas d'acheteur et occupe sans profit le terrain. Le majordome, intéressé à tirer de l'*estancia* des revenus abondants, sacrifie ainsi l'avenir au présent ; au bout de peu de temps, l'*estancia*, ruinée par ce procédé, ne produit plus rien, le troupeau disparaît, et l'*estanciero*, entraîné par l'exemple, remplace l'élève improductive de la bête à cornes par celle du mouton, qui lui donne des résultats immédiats, si bien que chaque jour l'exportation des cuirs et de la viande diminue, et que c'est à peine si cette année il a été exporté cinq cent mille cuirs de saladeros au lieu de deux millions, chiffre de 1869.

Il est très-important pour les États de la Plata de surveiller cette industrie, qui est, on peut le dire, spéciale au pays ; l'Australie et le Cap de Bonne-Espérance produisent autant de laine que les États de la Plata, mais ne sauraient rivaliser avec eux pour l'élevage des bêtes à cornes. On peut malheureusement prévoir aujourd'hui la ruine prochaine de l'industrie pastorale, qu'un seul événement pourra sauver, comme le fit il y a un siècle l'introduction du procédé de conservation des viandes par le sel ; cet événement, depuis longtemps attendu et préparé, sera la découverte d'un moyen pratique de conservation de la viande à l'état frais et de son exportation pour les pays plus habités et moins favorisés ; mais il faudrait pour un péril imminent un remède prompt, et il est triste de dire que les efforts tentés sont loin d'être concluants : un examen rapide en donnera une idée.

III

L'ÉLABORATION DES VIANDES.

Depuis 1794, époque où furent expédiés les quelques barils de viande séchée et salée par le procédé des pêcheurs de morue, la fabrication du *tasajo* n'a fait aucun progrès ; elle a été plus ou moins grande suivant l'état de tranquillité du pays, et les prix ont varié en conséquence, mais les consommateurs sont restés les mêmes, et le goût de cet aliment peu agréable ne s'est développé sur aucun marché nouveau. Le prix du *tasajo* a varié à Buenos-Ayres entre 1 et 7 piastres argent le quintal ; ce n'est que tout récemment que ce dernier prix a été atteint, et l'on ne saurait l'attribuer à de nouvelles demandes : la hausse résulte uniquement de la diminution de l'offre. Les *estancieros* platéens feraient fausse route, s'ils envisageaient cette plus-value de la viande salée comme une augmentation de richesse acquise ; elle n'est en réalité qu'un signe de décadence et l'avant-coureur d'une ruine prochaine, que seule pourrait éloigner la découverte d'un moyen pratique de conservation de la viande fraîche qui, en rendant la production lucrative, ramènerait les *estancieros* à l'élevage du gros bétail.

Ce problème a une importance universelle et intéresse au même degré l'Europe et le pays producteur : aussi des primes ont été simultanément offertes par la France, l'Angleterre et la République Argentine pour le meilleur procédé de conservation de la viande à l'état frais. Pour le moment, après des essais de toute nature, les plus habiles sont arrivés à poser le problème. Ceux qui se sont le plus approchés du succès ont présenté des viandes d'un aspect acceptable, mais d'une saveur répugnante.

Ce qui est démontré, c'est que l'air, la chaleur, l'humidité, sont les agents actifs de décomposition qu'il faut combattre, — que le froid au contraire est un agent de conservation que l'on peut utiliser : la question est d'éloigner ces ennemis ou d'employer cet auxiliaire, mais elle est plus vite posée que résolue. C'est qu'il y a encore d'autres éléments du problème dont il faut tenir compte, par exemple la condition de fabriquer par grandes quantités, de conserver à la viande son aspect naturel, de lui faire traverser les chaleurs des tropiques : toutes ces difficultés diverses arrêtent également les inventeurs.

L'agent le plus actif de la putréfaction étant l'air atmosphérique, tous les systèmes présentés jusqu'à ce jour tendent à en écarter l'action. On a essayé de toutes les substances, de l'huile comme les Romains, du miel comme les Scythes, de la graisse, du vinaigre, de l'alcool ; aucun de ces préservatifs ne saurait être employé autrement que par les ménagères pour les

besoins limités d'une famille, aucun ne suffit pour la conservation de millions de bœufs et la consommation des peuples. On a essayé aussi du système Appert, que tout le monde connaît, et qui consiste à soumettre les boîtes, avec la matière que l'on se propose de conserver, à l'action d'un bain-marie après une fermeture hermétique. Ce système, perfectionné en Écosse par Fastier, qui, lui, expulse l'air de la boîte par une petite ouverture en la soumettant à une haute pression, est encore le meilleur connu pour les conserves alimentaires, mais il ne saurait être appliqué à la conservation des viandes fraîches ; trop coûteux, il n'a même pas l'avantage de laisser à la viande son aspect naturel : elle sort de la boîte revêtue d'une couche grise peu engageante, et il faut lui restituer sa couleur naturelle avant de lui faire subir aucune préparation culinaire.

En 1868, un concours fut ouvert à Buenos-Ayres ; soixante-douze systèmes, dont vingt-sept avec échantillon, furent présentés ; pas un n'a obtenu ni mérité le prix, aucun ne donnait les moyens de préparer une quantité considérable de viande fraîche à bon marché ; nous croyons même qu'aucun échantillon n'arrivait à satisfaire l'œil, le goût et l'odorat tout ensemble. Depuis cette époque, le découragement paraît s'être emparé des chimistes, et ils ont à peu près renoncé à lutter contre l'inévitable décomposition des matières organiques.

Les seules tentatives qu'on poursuit aujourd'hui ont

pour objectif la conservation par le froid sans emploi direct d'aucun réactif : c'est donc une question intéressant non plus les chimistes, mais les constructeurs ; on essaie de disposer dans des navires *ad hoc* de grandes glacières dans lesquelles on transportera des bœufs entiers pour les livrer à la boucherie européenne tels qu'ils sortiraient le jour même de l'abattoir local. Des essais dans ce sens ont été faits tout récemment à Melbourne et à Paris, et l'on attend à Buenos-Ayres un chimiste français qui doit y appliquer ce système¹.

Pour ne parler que des résultats acquis et des modes de fabrication essayés jusqu'ici par l'industrie, nous devons dire que les viandes conservées, pour être peu répandues sur les marchés, n'y sont cependant pas inconnues ; de Melbourne et de Sydney, aussi bien que de Buenos-Ayres, des envois ont été faits sous différentes formes et peu à peu acceptés par la consommation. On cite entre autres les viandes Oliden, envoyées de la Plata, qui ont été cotées, il y a trois ou quatre ans déjà, à Londres et à Liverpool. Préparées en saumure, elles ont à peu près l'aspect du *wet beef* des Nord-Américains.

À la même époque apparurent les viandes Morgan, un peu oubliées aujourd'hui. Le système du docteur Mor-

¹ Tout le monde connaît la tentative faite en ce moment par M. Teller à bord du vapeur *le Frigorifique*, aménagé à cet effet. Il est aujourd'hui à peu près certain que le succès est acquis à cette entreprise, dont le premier voyage n'est pas encore terminé.

gan était, il faut le dire, plus original que pratique. Le bœuf, frappé à la nuque, comme dans tous les saladeros, est couché sur le dos ; on lui plonge le couteau dans le cœur et on laisse écouler le sang, que l'on remplace immédiatement par un courant de saumure insufflé violemment. La chair, ensuite dépecée, est saturée de sel extérieurement comme elle l'a été intérieurement. Comme produit, le docteur Morgan n'obtient ainsi par un long détour autre chose que le *tasajo*, sans lui donner aucune qualité qui le fasse rechercher par des consommateurs nouveaux. Je ne connais qu'une seule tentative industrielle faite dans la Plata pour la préparation de la viande fraîche. Une usine fut montée, il y a quelques années, pour appliquer un système inventé par un chimiste français, M. Gorges, qui prétendait exporter la viande à son état naturel, en vrac, sans emballage spécial, après l'avoir simplement trempée dans un antiseptique préparé secrètement ; mais la société formée a été dissoute avant que l'usine eût donné aucun résultat, et cette invention est restée ensevelie dans le silence.

En dehors de ces essais infructueux et de la vieille industrie du *tasajo*, deux procédés d'utilisation des viandes de la Plata ont été admis définitivement dans la consommation, qui y trouve des produits d'une fabrication aussi parfaite que possible, mais n'atteignant qu'incomplètement le but que l'on se propose : ce sont les conserves de viandes cuites et l'extrait de viande de Liebig.

Les viandes cuites, préparées en boîtes par le procédé Appert, ne sont pas spéciales à la Plata ; elles ne sont qu'un dérivé des conserves depuis longtemps usitées en France par la marine, ou une imitation de ce qui a été fait en Australie. On emploie pour cette fabrication des morceaux choisis ; après leur avoir fait subir une cuisson très-moderée, on les place dans des boîtes hermétiquement fermées, qui sont ainsi soumises à l'ébullition dans un bain-marie. On a remarqué que cette dernière opération faite à air comprimé n'est pas sans inconvénients et change la nature de la viande, car dans cette ébullition les jus de viande sont séparés violemment de la partie fibreuse et n'y rentrent plus. On fait donc entrer dans la consommation un produit présentable, mais en réalité peu profitable. Toutefois les efforts des chimistes seront ici plus facilement couronnés de succès : il ne s'agit que de perfectionner un produit déjà accepté.

Pour le moment, le consommateur européen en est réduit à ces préparations imparfaites et à l'extrait de viande inventé par Liebig, qui a indiqué le moyen de concentrer sous un petit volume les éléments solubles d'une grande quantité de viande, mais qui n'a point doté l'humanité d'un produit véritablement nutritif. Sans doute, à ne considérer que l'importance de la fabrication, l'*extractum carnis* de Liebig serait un produit de premier ordre ; mais la vogue qu'il a obtenue tient à diverses causes étrangères aux qualités intrinsèques qu'il peut posséder : ces causes sont le be-

soin d'un produit répondant plus ou moins bien à l'objet qu'il se propose et surtout l'importance des capitaux engagés dans l'entreprise, qui l'ont sauvée du sort commun à toutes les usines du même genre installées dans la Plata.

La société fondée en 1863 pour exploiter le procédé du baron Liebig s'est établie sur les bords du fleuve Uruguay, dans la république de ce nom, à Fray-Bentos, sur un terrain de neuf lieues carrées qu'elle acheta. Elle disposait d'un capital de 500 000 livres sterling fourni par des actionnaires anglais. Les gouvernements européens n'ont cessé de lui faire des demandes considérables, et son succès, complet dès le premier jour, ne s'est pas démenti. Aujourd'hui les états de la société accusent un bénéfice annuel de 150 000 livres sterling (3 750 000 francs).

L'établissement, usine ou saladero, car il tient des deux genres, — ne diffère pas sensiblement des saladeros que nous avons décrits, et se compose d'une suite de hangars sans style ni luxe. Les animaux abattus sont exclusivement des bœufs, et le système d'abattage est le même que celui qu'on emploie d'ordinaire dans les saladeros. Toutes les parties de l'animal, cuir, basses viandes, os et graisses, sont utilisées comme dans les saladeros; les parties choisies de la viande subissent seules une élaboration spéciale. Détachée de tous les os et de la graisse qu'elle contient, la chair est introduite dans une immense machine à hacher et réduite à l'état de chair à saucisse. Sous cette forme,

elle est placée dans des marmites dont les dimensions varient, et qui doivent avoir 1^m,10 de haut sur 1^m,30 de large et 1^m,50 de long pour 3000 livres de viande ; elles sont munies d'un double fond, séparé du premier par une chambre de cinquante centimètres de haut et destinée à recevoir la vapeur. On jette dans la marmite une quantité d'eau égale à trois ou quatre fois le poids de la viande ; on chauffe jusqu'à l'ébullition, mais on a soin de ne pas la laisser se produire. Lorsque la cuisson a ainsi duré deux heures et demie et que la viande commence à prendre un aspect blanchâtre, on ouvre une soupape carrée munie d'un filtre en toile métallique, destiné à arrêter les matières solides, en laissant écouler le liquide. Le bouillon traverse un tamis et passe dans un serpentin de distillateur pour aller s'écouler en deux ou trois heures dans une autre chaudière plus petite que la première, mais garnie comme elle d'un double fond ; là elle est encore soumise à une dernière cuisson de trois heures environ ; il reste à laisser congeler et mettre en pots.

La viande ainsi travaillée donne en extrait 2 1/2 pour 100 de son poids net sans os ; elle pourrait aisément en fournir 10 pour 100, s'il ne fallait éviter la dissolution de la gélatine contenue dans les tissus animaux, ce qui empêche d'épuiser la viande ; la présence de la gélatine en quantité notable dans l'extrait le ferait moisir et lui donnerait un goût désagréable, trente ou quarante kilogrammes de viande en produiront un d'extrait, ce qui veut bien dire que ce kilo-

gramme d'extrait contient les parties solubles de 40 kilogrammes de viande, mais non pas qu'on y retrouve les éléments nutritifs de cette quantité de matière. Il reste donc de grands progrès à faire, dont le moindre ne sera pas de fixer l'azote que contient la viande, en même temps que d'utiliser la gélatine et l'albumine, ce qui donnerait à l'extrait des qualités nutritives plus sérieuses, en même temps qu'un goût plus agréable. La chose est possible : un produit de ce genre a même été fabriqué, il y a quelques années, par un chimiste français, M. A. Biraben, qui dirigeait le saladero du célèbre baron brésilien Maua ; mais cet établissement, malgré la grande fortune de son propriétaire, a cessé il y a plusieurs années sa fabrication.

L'*extractum carnis*, tel que l'a formulé Liebig, reste donc seul dans le commerce avec toutes ses imperfections ; néanmoins l'usine créée pour l'exploitation du procédé, tout imparfait qu'il soit, est loin de pouvoir suffire aux demandes de l'Europe. Les abatages de ce saladero sont limités à mille têtes par jour ; encore n'est-ce pas un mince problème à résoudre dans ce pays, où les troupeaux semblent inépuisables, que d'arriver à abattre chaque jour de l'année dans un lieu déterminé cette quantité d'animaux. En effet, dans ces prairies naturelles, le bétail subit tous les contre-temps des saisons ; il est gras ou maigre suivant que le ciel en dispose : il faut donc prendre à l'avance des mesures pour obtenir dans les départements environnants des quantités suffisantes d'animaux sains

et emmagasiner cette matière première dans des prairies spéciales, où il faudra veiller à ce qu'ils ne perdent pas leur graisse ; les neuf lieues appartenant à la compagnie, enfermées dans une enceinte de fil de fer qui représente à elle seule une dépense de cinq cent mille francs, n'ont pas d'autre destination. L'usine Liebig diffère en cela des saladeros, qui ne peuvent travailler que trois ou quatre mois de l'année, à l'époque où les animaux sont gras, qui achètent et abattent immédiatement sans faire provision de bétail sur pied. Une autre éventualité menace la prospérité de l'usine Liebig : c'est l'épuisement des troupeaux dans le rayon exploitable, car depuis douze ans que l'usine existe, elle n'a cessé de puiser dans les troupeaux du voisinage et d'y choisir la fleur des animaux. Si l'on calcule que le rayon extrême où elle puisse s'approvisionner ne dépasse pas soixante ou quatre-vingts lieues au maximum, déjà exploitées par d'autres saladeros, et où il lui faut puiser quatre cent mille bêtes à cornes par an, on comprendra aisément qu'un jour doive arriver où l'usine chômera faute de matière première. Le rayon, en effet, ne saurait s'étendre, et l'on ne voit pas comment les moyens de transport pourraient être créés ; il n'y a pas de transport possible pour ces quantités et ces sortes d'animaux, et le voyage à pied est le seul praticable ; on peut donc prévoir que dans un avenir prochain l'établissement Liebig sera réduit à l'état nomade, obligé de se transporter ailleurs, en

attendant que le pays où il est se soit repeuplé. Quoi qu'il en soit, cette usine est la seule qui dénote dans ce vaste et riche pays un progrès réel sur la pratique d'un siècle entier d'immobilité et de routine qui épuisait les troupeaux sans les utiliser.

En somme, si nous considérons les richesses sans nombre, multipliables à l'infini, des pampas de l'Amérique du Sud, et l'emploi misérable qui en est fait, il faut convenir qu'il y a dans le système d'exploitation un vice profond, et que là plus qu'en aucun lieu du monde l'homme gaspille sans profit les trésors que la nature a mis à sa portée.

Est-ce seulement apathie, est-ce indifférence, impossibilité de produire ou manque de besoin ? C'est tout cela, et quelque chose de plus. Le vrai mal qui ronge le pays, c'est l'absence d'un système économique et financier adapté à sa situation. Depuis le jour où les créoles ont pris en 1810 l'administration de leurs affaires, ils ont, il faut bien le dire, fait le plus souvent de bien mauvaise politique et toujours de mauvaises finances. Ils ne se sont jamais préoccupés de la nécessité de développer l'industrie ni le travail sous aucune forme. Dominés par des nécessités d'argent toujours pressantes, cherchant non pas les charges les moins lourdes, mais les impôts faciles à lever, tous les gouvernements qui se sont succédé, obligés de recourir aux douanes, ont eu le tort de ne les considérer que comme une source de revenus pure et simple, au lieu d'y voir un élément protecteur du pro-

grès local. Un pareil système ne peut aboutir qu'à l'anéantissement de l'agriculture et de l'industrie, en même temps qu'au développement excessif du commerce étranger, qui est la pire forme du parasitisme, absorbant à son profit toutes les richesses du pays, éloignant le producteur indigène de son marché naturel, et endormant le peuple entier dans l'oisiveté et une abondance factice. Tels ont été l'aveuglement et l'ignorance qui ont présidé à la répartition des charges, qu'il semble que ce soit un parti pris de frapper au hasard tous les produits, sans autre règle que d'infliger des droits élevés aux objets qui sont d'un besoin plus absolu ou d'un emploi plus général. Les produits, quels qu'ils soient, sont frappés à l'entrée de 30 pour 100 de droits sans distinction, les matières premières à la sortie de 8 pour 100. Pour qui voit les choses de près, un semblable régime ne saurait aboutir qu'à l'épuisement et à la ruine du pays.

Comme nous l'avons exposé, l'industrie pastorale semble être parvenue à un état de prospérité inconnu jusqu'à ce jour ; depuis dix ans, par suite de l'augmentation en nombre et en valeur des troupeaux, la fortune générale de la province de Buenos-Ayres, qui est la seule importante de la République Argentine, s'est augmentée de plus de deux milliards de francs en capital mobilisé, sans parler de la plus-value des terres et des immeubles due à l'augmentation de la population. Il y a dix ans, le nombre des moutons était

de 30 millions de têtes valant 3 francs pièce; il est aujourd'hui de plus de 70 millions, valant en moyenne 8 francs, soit une valeur de 90 millions remplacée par une valeur de 560 millions; en ajoutant à ce chiffre la plus-value des bêtes à cornes, qui est aujourd'hui un fait acquis, et équivaut à près de 400 millions de francs, on atteint au chiffre de 950 millions, qu'il faut encore augmenter du produit annuel de ces troupeaux pendant ces dix années et de la valeur des récoltes agricoles, aujourd'hui suffisantes pour la consommation locale. Tout compte fait, on peut donc estimer à 2 milliards de francs le capital dont le pays a bénéficié. Si l'on songe que cette somme doit se répartir entre une population de 500 000 individus, on croirait qu'un pays qui a bénéficié d'un tel accroissement de richesse devrait être la terre promise de l'industrie. Il n'en est rien. Bien au contraire, cette augmentation de richesse est accompagnée d'une crise financière et commerciale telle, que le déficit du budget national atteint 25 pour 100, celui du budget provincial de Buenos-Ayres 20 pour 100 de leur chiffre de dépenses, que les fortunes privées sont toutes profondément atteintes, que le tiers des propriétaires peut être considéré comme ruiné, que la propriété immobilière est dépréciée et délaissée, qu'en un mot le pays semble n'avoir pris son élan que pour tomber plus lourdement dans un abîme. Rien de plus logique que ce résultat de mœurs économiques mauvaises; toute cette richesse acquise a été gaspillée, immobilisée,

mais surtout exportée : les dépenses de toute nature, publiques ou privées, ont augmenté; le travail et l'épargne ont continué à rester inconnus. Le commerce étranger, qui semblerait devoir profiter de tout ce gaspillage, en est arrivé à ne plus pouvoir vivre lui-même sur ce pays ruiné par l'inaction : il liquide dans des conditions désastreuses. Quelques chiffres suffiront à mettre en lumière cette situation.

La production de la République Argentine s'arrêtant où le travail de l'homme devient nécessaire, c'est-à-dire à la récolte de la matière première, il faut payer par une soulte tout le travail étranger que représente chaque objet manufacturé. Ainsi le cuir sort de la République à l'état brut, paye des droits de sortie, et représente environ une valeur de 35 francs par pièce de 40 liyres; de cuirs tannés ou travaillés, il n'en est pas question, et il faut recourir aux fabriques européennes pour fournir la consommation locale de cuirs, selles, chaussures, équipements militaires, etc. La différence est plus sensible encore sur la laine, qui est expédiée à l'état brut, non lavée, chargée de 70 à 72 pour 100 d'impuretés, et qui revient après avoir été filée, tissée, teinte, confectionnée, plus-value considérable que lui aura donnée le travail fait à l'étranger et que le pays consommateur devra payer. C'est à ces causes qu'il faut attribuer la stagnation des affaires que dénonce la statistique officielle. L'exportation annuelle de la République Argentine a été dans ces quatre dernières années de 41 millions de piastres fortes

en 1871, de 46 en 1872, de 45 en 1873, de 43 en 1874, soit une moyenne annuelle de 43 millions 1/2 de piastres ou 226 millions de francs. L'importation, par contre, a été de 47 millions en 1870, de 44 en 1871, de 59 en 1872, de 71 en 1873, de 49 en 1874, soit une moyenne de 54 millions de piastres ou 280 millions de francs : déficit total, 54 millions de francs chaque année. Ce déficit explique l'état de crise que traverse le pays aujourd'hui que, par suite de l'élan donné inconsidérément au crédit, l'État et les particuliers ont à payer en outre les intérêts des capitaux étrangers employés ou immobilisés dans les chemins de fer, les tramways, les travaux publics de toute nature, enfin les intérêts des emprunts, qui s'élèvent en capital à 354 millions de francs, et en intérêts à 28 millions.

Le mal serait moindre, si les emprunts, qui écrasent le contribuable, avaient du moins été employés à organiser l'outillage du pays ; c'est là malheureusement une préoccupation secondaire, dont on a eu moins de souci que de se procurer à prix élevé toutes les aises, tous les luxes, tout le superflu de la civilisation européenne. Pour faire face à ces dépenses, il a fallu élever l'impôt jusqu'aux dernières limites du possible, et il a atteint cette année deux cent six francs par habitant dans la province de Buenos-Ayres, y compris quatre-vingt-quinze francs environ de droits de douane, correspondant à deux cent trente et un francs de produits d'importation que consomme en moyenne chaque ha-

bitant. Ces charges considérables ne produisent ni grandeur extérieure, ni progrès intérieur, et se gaspillent en dépenses administratives en disproportion avec l'exiguïté de la population et des ressources. Les gros budgets attirent les nombreux fonctionnaires et perpétuent le mépris du travail productif. Ce mépris était poussé si loin dans les colonies, que non-seulement les métiers manuels, mais des professions d'un rang élevé, comme celle de médecin, étaient considérées comme serviles.

De pareilles idées sont l'âme du régime qui consiste à coloniser sans honorer le travail ou le favoriser, à laisser le commerce libre, mais l'industrie sans protection. Où est l'explication d'un tel état de choses ? Elle est certainement dans l'indifférence des créoles, décidés à ne vivre que de professions et de fonctions bien rétribuées et se souciant peu des bienfaits éloignés d'une industrie largement développée. Ce sont eux qui font les lois, et de ces lois sortent ces théories qui ne sont ni le libre échange comme en Europe, ni la protection raisonnée et implacable comme aux États-Unis, où cette doctrine, vigoureusement appliquée, a produit des maux passagers pour un profit durable.

Dans les États où les matières premières existent en abondance et se produisent sans travail, et qui veulent consommer des produits manufacturés comme dans les pays les plus civilisés et les plus industriels, une seule doctrine est admissible : c'est celle qui produira l'acclimatation du travail et de l'industrie, et le

moyen qu'il faudra employer, quoi qu'il en puisse coûter à ceux qui veulent se payer de mots, c'est la protection quand même poussée jusqu'à la prohibition, et non pas ce système bâtard qui frappe purement et simplement d'un droit de 30 pour 100 tous les objets de première nécessité, sans s'arrêter à considérer si les moins frappés sont ceux que l'industrie locale pourrait produire et les plus chargés ceux qui n'appartiennent pas à sa production. Ce système arrive uniquement à développer outre mesure le commerce et à supprimer le travail producteur, à détruire l'arbre à fruit pour nourrir le parasite. L'Amérique Espagnole n'a jamais procédé autrement ; il ne faut pas chercher ailleurs la raison de l'infériorité où elle vit en face de l'Amérique Saxonne, infériorité qui cessera le jour où les lois s'occuperont de corriger ce vice héréditaire, où l'on reconnaîtra que l'ère des peuples pasteurs et contemplatifs est passée, et que l'industrie pastorale, pratiquée à l'exclusion de toute autre, replongerait par l'oisiveté dans la barbarie cette société platonienne, qui se pique avec raison d'être la plus raffinée du continent américain.

CHAPITRE IV

LES MŒURS FINANCIÈRES COMMERCIALES DU RIO DE LA PLATA

C'est une loi de nature qui impose aux peuples comme aux individus des maladies de croissance, conséquence nécessaire de leur développement. Presque tous ceux d'Amérique ont tour à tour traversé des périodes de fièvre suivies de périodes de langueur, se dénonçant à l'attention de l'Europe par des manifestations identiques, des progrès inattendus, des erreurs économiques, des crises subites où s'engouffrent les capitaux engagés dans ces tourbillons.

Il nous semble que l'heure la plus propice pour étudier chacun de ces pays, en apparence si semblables, si différents en réalité, serait celle où ils traversent une crise qui met à nu les défauts de leurs institutions et de leur mécanisme économique. Choissant cette heure psychologique, nous résumerons ici l'histoire financière des États de la Plata durant ces

dernières années, pendant lesquelles la plus importante des Républiques de cette région, la République Argentine, n'a été pour un instant la favorite du marché de Londres que pour tomber plus lourdement dans un discrédit subit, dont elle commence à peine à se relever.

I

LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT. — LES USAGES ET LES LOIS DES
BANQUES D'ÉTAT.

Les deux rives de la Plata appartiennent, comme on le sait, à deux nations d'origine commune, mais différentes à bien des points de vue : Montevideo, la ville la plus rapprochée de l'embouchure, est, sur la gauche, la capitale d'un petit État, enveloppé par les provinces brésiliennes, l'Océan et l'estuaire de la Plata; cette République est à peine aussi vaste qu'une seule des quatorze provinces qui forment sur la rive droite la République Argentine. Montevideo n'a, par sa population, son commerce et ses finances, qu'une importance tout à fait secondaire dans l'Amérique du Sud; c'est la plus petite des Républiques : si elle a une autonomie constitutionnelle, du moins, n'a-t-elle pas d'individualité commerciale. Elle est un port de transit et reçoit du dehors des quantités considérables de marchandises qu'elle ne consomme pas, et que viennent acheter les négociants des provinces du sud du Brésil. Une longue tranquillité a depuis longtemps consolidé les fortunes dans ces dernières et permis d'établir les transactions sur des bases

sûres : c'est ce qui explique comment le commerce de Montevideo prospère malgré le triste état de ses finances publiques et les perturbations continuelles de sa politique. L'état de cette ville est tel depuis 1873, que les institutions financières ont été tour à tour modifiées au hasard des insurrections de la rue ou par le caprice d'un dictateur.

Tout autre est la situation de Buenos-Ayres et de la République Argentine. Là, quinze années de paix intérieure ont été employées à constituer le crédit de l'État et la fortune privée, et si deux années de crise ont déplacé les capitaux, imprimé une secousse grave aux intérêts engagés, il est aujourd'hui possible d'affirmer que cette période transitoire aura un lendemain prospère. Il y a fort peu d'années que l'on a songé dans la République Argentine à fonder des établissements de crédit, et l'on peut dire que ceux qui existent ne sont pas encore sortis de leur période de formation. Le temps, du reste, n'est pas fort éloigné où le commerce était réduit au simple troc de produits bruts du pays contre des marchandises manufacturées importées de l'extérieur ; les appoints se réglaient en poudre d'or ou en métal en barres : on ne connaissait ni la monnaie ni la banque.

Au commencement du siècle dernier, les familles avaient encore conservé le vieil usage colonial de garder dans un flacon de cristal posé sur un meuble apparent la poudre d'or nécessaire aux dépenses du ménage ; presque toute la fortune mobilière existait sous cette

forme et chacun pouvait juger d'un coup d'œil le crédit de la maison. Alors l'once d'or monnayée, le doublon, le maravédi ou le ducat étaient simplement des monnaies nominales ; ce ne fut que plus tard que parut le patacon ou piastre de la croix que les orfèvres découpaient grossièrement et frappaient de ce signe. En 1810, quand éclata la révolution et que fut proclamée l'indépendance, on ne sentait pas encore la nécessité de recourir au crédit. La ville, peuplée de vingt-cinq mille âmes, n'était pas un centre d'affaires très-actif : on y comptait cent trente-sept commerçants faisant quelque figure, autant de petits marchands de détail, et quatre cent cinquante débitants de boissons appelés *pulperos* disséminés dans la campagne ; les finances de l'État ne donnaient lieu à aucune opération de crédit, ni à aucun mouvement dans la colonie : elles s'étaient réglées à Lima jusqu'en 1776, et depuis cette époque à Madrid. Il n'y avait donc ni banque, ni agio, ni établissement financier d'aucune sorte ; quelques villes du centre et des confins de la République sont encore aujourd'hui la peinture fidèle de ce qu'était Buenos-Ayres à cette époque.

La déclaration d'indépendance amena une série de guerres contre l'Espagne et les Portugais, et de nombreux soulèvements à l'intérieur. Il fallut défendre Buenos-Ayres, entretenir des armées au loin, entre autres celles de San-Martin et de Belgrano au delà des Andes ; pour la première fois alors les gouvernants comprirent l'utilité d'un banquier qui pût four-

nir aux armées en campagne l'argent monnayé, les vêtements, les munitions, à qui l'on pût hypothéquer les revenus de l'État, négocier l'avenir du pays quand besoin serait, qui eût toujours ouverte une caisse où l'on pût puiser pour faire face aux engagements urgents. Ces nécessités vinrent se grouper autour d'un homme qui, seul, par son intelligence financière, ses ressources personnelles, et la confiance qu'avaient en lui tous les capitalistes du pays, pouvait créer et remplir cette fonction nécessaire. Don Ambrosio Lezica, descendant d'un des négociants espagnols les plus riches de la colonie, n'avait aucun goût pour la politique, à laquelle ses compatriotes consacraient alors comme aujourd'hui leur vie entière, mais, par contre, il était un homme d'affaires fort habile. Il ne disposait pas personnellement de capitaux considérables, mais en même temps qu'il était appelé à être le soutien des finances publiques, il était sollicité par des particuliers pour recevoir leurs capitaux et les administrer. Au point de rencontre de ces deux intérêts, il se trouvait bien réunir tous les caractères d'un banquier. Ces affaires se traitaient à la manière familière du pays, sur le pas de la porte, et l'on comprendra le peu d'importance qu'elles comportaient en examinant les statistiques des douanes d'alors, qui accusent une entrée de six cent mille francs par an. C'était autour de ce modeste trésor que pivotaient toutes les convoitises des capitalistes prêteurs, des gouvernants nécessaires, des employés attendant le paiement de leur mince salaire, enfin de

l'armée, qui, recevant rarement les ressources nécessaires, en était réduite à vivre sur le pays. L'État, toujours gêné, payait ordinairement 5 0/0 d'intérêt par mois sur les avances qui lui étaient faites, et abandonnait au prêteur la perception de l'impôt des douanes, et celle de toutes les contributions forcées qu'il fallait créer pour faire face à des nécessités chaque jour plus pressantes.

Bientôt, cependant, tous les efforts pour se procurer le numéraire nécessaire à l'entretien des troupes devinrent à peu près inutiles, la guerre ayant fait un drainage presque complet de l'or et de l'argent ; des Portugais s'étaient établis dans le pays dans le seul but de le ruiner en faisant l'exportation de la monnaie métallique. Le gouvernement offrit alors aux financiers, ses prêteurs, les privilèges les plus étendus pour les engager à créer une banque d'émission. Cette opération se réalisa en 1822, et cette banque fut constituée au capital de un million de piastres, somme considérable pour l'époque. La loi de sa fondation faisait de cet établissement un véritable fief de l'État, et rendait son existence tout à fait précaire. Malgré les résistances de ses actionnaires, sa réserve disparut vite, son papier se déprécia à peine émis, sans que l'État trouvât en elle un appui au gré de ses exigences. Après deux années de tiraillements, celui-ci décida que le droit d'émission, étant un attribut de la souveraineté, n'avait pu être légalement aliéné au profit de particuliers ; il racheta la banque d'escompte et la paya

en actions d'une nouvelle Banque nationale, au capital de cinq millions de piastres ; se substituant ainsi à ses banquiers, il tenta de se faire lui-même escompteur et fabricant de monnaie de papier.

Un événement récent favorisait la réalisation de ce nouveau plan financier. La jeune République Argentine venait de négocier à Londres, en 1824, un emprunt de un million de livres sterling destiné à la construction d'un port à Buenos-Ayres. Les Anglais avaient alors, de fait, le monopole du commerce de la Plata, et l'on comprend qu'ils aient consenti à un prêt de cette importance pour un objet qui les intéressait personnellement. Les fonds, une fois livrés à l'emprunteur, celui-ci imagina un sophisme pour démontrer que ce n'était pas détourner l'emprunt de sa destination que de l'employer à la fondation d'une banque d'État qui fournirait au commerce un point d'appui, aux affaires du pays un élément nouveau de prospérité, et rendrait sous une autre forme les capitaux nécessaires à la construction du port. La Banque nationale d'escompte et d'émission fut donc fondée par actions avec les fonds de l'emprunt. L'État devenait actionnaire principal et même en réalité seul actionnaire, en raison du peu d'empressement que manifestèrent les souscripteurs vainement appelés. Dès lors le crédit de la Banque et celui de l'État partagèrent les mêmes destinées, si bien que les erreurs de 1826 vinrent peser de tout leur poids sur la période actuelle. Au bout d'un an, le papier de la Banque

ne valait déjà plus que le tiers de sa valeur nominale ; l'émission devait s'élever peu à peu jusqu'à deux cent cinq millions de piastres, ayant une valeur écrite de un milliard de francs, et rester dans la circulation pour celle de vingt et un centimes chacune, ensemble quarante et un millions de francs.

D'autre part, le paiement de l'intérêt de l'emprunt confié à la Banque fut servi pendant un semestre et négligé pendant une période de vingt-sept ans et demi.

Ce fut en cet état que Rosas renversé légua à ses adversaires, en 1852, les finances publiques et le crédit de la Banque.

Une double préoccupation s'imposait alors aux hommes à qui vint échoir le pouvoir : relever le crédit à l'extérieur, et créer à l'intérieur des moyens d'action. La première partie du programme fut remplie par la mission heureusement accomplie d'un agent envoyé à Londres en 1854, M. Norberto de la Riestra. Il porta aux souscripteurs de l'emprunt de 1824, en souffrance depuis 1827, un engagement nouveau garanti par l'État de Buenos-Ayres, comportant le paiement intégral du capital et des intérêts arriérés de l'emprunt, consolidés en fonds publics de 6 pour 100 et 2 pour 100 d'amortissement annuel. En même temps, on s'occupait de reconstituer les finances à l'intérieur et de rendre la vitalité à la Banque. Les difficultés étaient nombreuses et les éléments faisaient absolument défaut. •

Depuis un demi-siècle, la fortune privée n'avait pu

se constituer dans un pays passant tour à tour de l'anarchie à la dictature ; les mœurs financières ou commerciales ne s'étaient pas modifiées, conservant le caractère spécial de laisser-aller que leur avaient imprimé les usages de l'ère coloniale ; la population avait à peine augmenté : les étrangers s'étaient plutôt éloignés depuis 1825, et quelques tentatives d'industrie locale et d'agriculture, faites sous l'impulsion de tarifs prohibitifs du temps de Rosas, avaient à peine laissé trace ; il n'y avait alors, comme toujours, d'autre source de richesse que l'industrie pastorale, moins prospère qu'à aucune autre époque : le nombre des bêtes à cornes avait considérablement diminué depuis un siècle, et l'élevage du mouton n'avait pas encore fait son apparition ; le commerce étranger était à peine exploité par quelques maisons anglaises et quelques Français isolés, parvenant difficilement à vivre sur un pays si pauvre. La monnaie en circulation était par contre trop abondante et sans emploi ; aucune banque n'existait pour la recevoir, l'or faisait presque absolument défaut ; quelques capitalistes escompteurs abusaient du manque absolu de marché financier pour imposer des taux usuraires ; il fallait à tout prix créer un intermédiaire qui concentrât les capitaux épars et rendit le papier-monnaie à la circulation en le recevant en dépôt, même sans lui fixer de valeur ; sinon, les deux cent dix millions de piastres qui représentaient encore, après les dépréciations successives, malgré le manque absolu de garantie, et par le fait

seul de la nécessité d'un signe de la valeur, quarante-deux millions de francs au change moyen des dernières années, eussent eu le même sort que les assignats en France et fussent devenus un chiffon de papier inutile dans la main des détenteurs.

Le crédit de la Banque était trop absolument détruit pour que l'on pût garder cette illusion qu'il suffirait d'appeler les déposants pour qu'ils accourussent lui confier leurs valeurs, qui, si dépréciées qu'elles fussent, n'en étaient pas moins considérées par les porteurs comme une espérance, comme un titre réel pouvant un jour ou l'autre retrouver son taux nominal et reconstituer une fortune. D'autre part, elle n'avait aucun capital qui pût lui servir de cautionnement et répondre de ses erreurs ou de ses revers ; on devait se méfier, en outre, de la direction future de cet établissement, que l'on jugeait par avance sur un passé peu fait pour inspirer confiance.

La Banque, en effet, n'avait pas perdu son caractère de Banque d'État, domaine de l'État, à son entière discrétion, administrée par des directeurs nommés par lui, et c'étaient là autant de raisons de discrédit. Les deux garanties qui font la sécurité des capitaux de l'épargne faisaient donc absolument défaut, et la situation n'avait pas de remède si l'on voulait s'en tenir dans la réorganisation de la nouvelle Banque aux règles prescrites par la doctrine et par les usages. Il fallait pour cette situation nouvelle imaginer un palliatif nouveau. C'est alors qu'un légiste proposa un

remède empirique dont le succès a été complet, et qui, bien qu'il soit la mise en œuvre d'une erreur économique pleine de dangers, n'en a pas moins produit des résultats excellents et n'eût laissé que de bons souvenirs s'il eût été supprimé aussitôt que la Banque eut prouvé, par une longue expérience, qu'elle pouvait subsister sans y recourir. L'auteur de la constitution nouvelle de la Banque la dota, pour la garantie de ses opérations purement mercantiles d'es-compte, du privilège dont jouit le fisc pour le recouvrement des impôts, privilège étrange qui mettait à la discrétion de la Banque tout l'actif de ses débiteurs, à l'exclusion de tout autre co-créancier jusqu'au paiement intégral de ses crédits. Pour défendre cette nouveauté exorbitante, on alléguait des raisons d'intérêt général : la Banque, disait-on, n'a pas d'actionnaires ; ce privilège ne profitera donc pas à un groupe d'individus ni à des intérêts particuliers, mais à l'État, qui, appuyé sur une Banque vigoureusement constituée, à l'abri de tout danger, pourra rétablir son crédit, imposer la confiance, faire face aux obligations jusque-là en souffrance, appuyer la circulation du papier existant sur un portefeuille inattaquable. On eût pu ajouter que la situation du pays était telle alors, qu'il n'était pas supposable qu'aucune banque songeât à y commencer ses opérations, et, du reste, toutes les opérations que l'on pouvait alléguer étaient alors inutiles ; le besoin d'un établissement de crédit offrant une sécurité apparente était tel, que personne ne son-

goait à attaquer la mesure nouvelle, et que ce privilège hétéroclite, auquel aucun pays n'avait encore songé, fut accepté comme la panacée pour tous les maux dont on souffrait.

Dès le premier jour, jusqu'au temps présent, la confiance ne fut jamais discutée à la Banque; les déposants se montrèrent en grand nombre, la circulation recommença, et avec la circulation la vie commerciale. Les petits capitaux produits par le travail et réunis par l'épargne consentirent à se grouper, et les dépôts atteignirent le chiffre de 63 millions de francs six ans après, en 1860; le nombre des déposants était de 15 000 en 1868 et de 18 000 en 1872, représentant 125 millions de francs; les opérations d'escompte augmentaient rapidement: elles étaient de 5 millions de francs en 1854, de 40 en 1860, de 140 en 1870, et de 225 en 1872; le capital de réserve croissait en proportion, de 880 000 francs en 1854, il s'élevait à 6 millions et demi en 1865, et à 50 millions en 1875.

Ces vingt années furent pour la Banque et pour le pays une période de prospérité et de progrès rapide, et l'on s'explique que, voyant le développement des affaires et des fortunes particulières, on se soit généralement figuré que l'organisation de la Banque était parfaite. Il a fallu qu'une crise financière causée par la Banque elle-même vint démontrer que les lois économiques sur lesquelles repose le jeu des établissements de crédit ne peuvent être violées sans danger,

et que, pour n'avoir pas voulu renoncer à des pratiques injustifiables, la prospérité que l'on a créée grâce à elles n'est que factice.

En peu de mots nous expliquerons ici les innovations imaginées par les fondateurs de la Banque, les principes faux qu'ils n'ont pas craint de pratiquer dès le début sans les corriger jamais. En dehors du privilège fiscal, les deux départements de la Banque, celui de l'escompte et celui de l'émission, subsistent au milieu de pratiques absolument vicieuses.

L'émission en circulation dans le pays en 1854 était de 205 millions, qui furent augmentés dans l'année de 35 millions, soit 240 millions de piastres nominales, inconvertibles, non garanties, papier monnaie n'ayant d'autre raison d'être accepté que le manque absolu de signe de la valeur; ce papier, émis par le gouvernement depuis trente ans, n'avait d'autre caractère que celui d'assignats. Une nouvelle émission provisoire de 160 millions fut lancée par l'État de Buenos-Ayres de 1859 à 1861, pour faire face aux besoins de la guerre civile; cette dernière émission devait être remboursée par un décime de guerre ajouté aux droits de douane : elle ne le fut qu'en partie.

En 1865, le chiffre de la monnaie de papier de l'ancien type inconvertible resta fixé à 298 millions et n'a pas varié depuis. Une loi de 1867, rendue pour empêcher l'agio sur cette monnaie, en fixa la valeur en relation avec la piastre argent, et en détermina le

taux à 25 pour une. La Banque par cette loi était autorisée à faire circuler son encaisse métallique par l'émission de notes le représentant, et constituait un bureau de change, dont les opérations se réduisaient à former contre 25 piastres papier un billet d'une piastre argent, convertible à vue contre espèces. Ce papier ne perdait pas pour cela son caractère de monnaie de cours forcé; la loi ne faisait qu'établir une sorte de conversion provisoire, basée sur cette opinion fondée en fait que le commerce, à cette époque, n'avait besoin que d'une petite quantité d'or pour ses transactions et d'une masse considérable de papier pour les échanges journaliers. On supprima donc l'agio sans supprimer le cours forcé; mais on ne tarda pas à profiter de cette facilité nouvelle pour remplacer l'instabilité dont on sortait par un danger beaucoup plus sérieux.

Les notes métalliques du bureau de change étant acceptées avec faveur dans le public par cette raison qu'elles représentaient une réalité en or, la Banque se laissa aller, de 1868 à 1871, à aider le gouvernement national, engagé dans la guerre du Paraguay, par des émissions successives qui s'élevèrent à 12 millions de piastres fortes et qui existent encore aujourd'hui dans la circulation sans être représentées par un encaisse métallique équivalent, et sont seulement garanties par le capital acquis et le portefeuille de la Banque. Nous examinerons ce que valent l'un et l'autre.

Le capital de la Banque est formé de ses bénéfices

accumulés. Il s'élève environ à 50 millions de francs employés en fonds publics, et immobilisés pour 12 millions dans la construction d'un chemin de fer, propriété de l'État provincial. Les escomptes s'élevant à 250 millions annuels, ce capital peut être mis facilement en péril, et n'est pas instantanément réalisable. Le portefeuille a une valeur beaucoup moindre encore et diffère absolument dans sa composition de celui de toute autre banque. Un principe, en effet, dont on ne saurait se départir, tellement élémentaire qu'il peut sembler puéril de le rappeler, c'est le remboursement obligatoire, à son échéance fixe, de toute traite escomptée. Une banque ne peut en principe admettre le renouvellement de ses valeurs de portefeuille ; mais un établissement qui doit moins que tout autre admettre des attermoiements, c'est une banque d'émission, pour laquelle il ne saurait y avoir de sécurité si elle ne peut compter sur la réalisation à heure fixe de son portefeuille.

L'organisation et les usages de la Banque la privent de la possibilité de cette réalisation, et son papier se trouve ainsi privé encore de la garantie de soutien que devrait lui fournir, à défaut d'encaisse, le portefeuille : aucune des lettres de change souscrites par les particuliers, escomptées par elle et qui constituent son portefeuille, n'est payable à son échéance, et l'usage ne leur impose qu'un amortissement trimestriel de 5 ou de 10 pour 100 du capital nominal. Vingt ans d'une pratique constante de ce système,

appuyée par une loi, ont supprimé des mœurs financières et commerciales le respect des échéances, qui passe ailleurs, à fort juste titre, pour la seule garantie des transactions, et enlevé à la Banque son caractère d'escompteur pour lui donner celui de commanditaire de toutes les entreprises. De là, en temps de crise, des difficultés inextricables. Il résulte en effet de ce caractère des opérations de la Banque qu'elle est obligée de surveiller son encaisse sans pouvoir compter sur son portefeuille; qu'au lieu de suivre le système employé avec succès dans les circonstances difficiles par les banques d'Angleterre et de France de continuer et même d'augmenter les escomptes, il lui faut serrer brusquement l'écrasement de l'escompte, aggravant ainsi la crise sans avoir à sa disposition aucun moyen de l'atténuer, ni de faciliter la liquidation des affaires entreprises.

La Banque, dont le rôle serait d'escompter sur la garantie de valeurs produites et non de valeurs à produire, sortant de la voie qui lui est indiquée par la logique des principes, immobilise dans des constructions rurales ou urbaines, et dans des entreprises à résultat éloigné et incertain les capitaux fournis par ses dépôts à courte échéance, souvent même à vue. Ceux-ci naturellement diminuent en temps de crise, faisant naître l'obligation de veiller à leur remboursement en même temps qu'à celui des billets, avec un encaisse sans proportion avec l'émission et un portefeuille d'effets non exigibles à échéance fixe ou

des valeurs de garantie que l'état de crise même empêche de réaliser sur un marché aussi limité que celui de Buenos-Ayres, la Banque est alors réduite à n'écouter aucune demande, à se renfermer dans un égoïsme ruineux pour la communauté.

Qu'en résulte-t-il pour elle-même et pour le commerce? Elle est garantie par son privilège fiscal, et un fait sans précédent peut se produire d'une banque disposant d'un capital de 50 millions et ayant en portefeuille 30 millions d'effets protestés, comme cela se produit au moment où nous écrivons, sans que cette situation entraîne sa liquidation. Il peut être utile de rappeler qu'en 1848 toutes les banques départementales de France réunies, disposant d'un capital total de 24 millions de francs, avaient en portefeuille moins de 8 millions d'effets protestés et étaient considérées comme ruinées; elles ne purent être sauvées que grâce au secours que leur porta la Banque de France en les absorbant. Ici il n'en est pas de même, et la Banque peut attendre le paiement à peu près certain de la presque totalité de ses effets protestés, grâce au privilège d'ordre dont elle jouit; mais en même temps qu'il la sauve d'une ruine certaine, l'exercice de ce privilège écrase le commerce et produit les résultats les plus fâcheux.

La Banque, cela est démontré dès lors par l'expérience, pouvait se jeter dans toutes les opérations les moins prudentes, opérations de prêt ou d'escompte dissimulant une commandite bâtarde au profit d'in-

dividus sans responsabilité, opérations d'autant plus nombreuses que la camaraderie est l'âme des affaires de ce pays, et que l'impersonnalité de la Banque, en même temps que l'irresponsabilité individuelle de son directoire, les rendent plus faciles. L'emprunteur ainsi investi d'un crédit factice peut se permettre des opérations au-dessus de ses forces et exposer le commerce tout entier à des surprises funestes, le jour où, la spéculation tournant mal, par malheur ou par légèreté, tout ce château de cartes s'écroule devant ses créanciers réunis pour se voir primés par un établissement financier auteur impuni de leur désastre. Ces faits se sont produits journellement depuis 1873 : les conséquences en sont multiples.

Le premier effet et le plus nuisible est de faire redouter au créancier plus encore la faillite que l'insolvabilité de son débiteur. Il n'est personne qui ose se résoudre à réclamer une liquidation qui ne se fera qu'au profit d'une banque privilégiée ; de là l'existence d'une quantité innombrable de maisons notoirement insolubles qui se perpétuent sous l'œil indifférent de créanciers renonçant à discuter un actif sur lequel ils ne pourront mettre la main ; c'est là une des raisons qui ont le plus contribué à faire à la ville de Buenos-Ayres, aux affaires de cette République, une bonne part de leur réputation d'insécurité. En outre, l'existence du privilège fiscal au profit de la Banque a créé au bénéfice de celle-ci un monopole de fait, et arrêté le développement d'autres établissements

de crédit sur lesquels le commerce eût pu s'appuyer, aussi bien que l'essor de capitaux qui, loin d'être protégés de la même manière, sont mis en péril par cette protection. Il n'est pas, en effet, d'actionnaires qui puissent consentir à risquer leurs capitaux sur une place ainsi machinée ; on ne peut admettre qu'il y ait beaucoup de directeurs de banque doués d'une perspicacité suffisante pour éviter un danger aussi occulte que l'est une conséquence d'opérations nécessairement secrètes, d'autant que la jurisprudence, allant au delà de la loi elle-même, a décidé à diverses reprises que même une hypothèque dûment enregistrée est primée par le privilège dont jouit la Banque pour la sûreté de ses opérations mercantiles. Tel est le péril que l'accroissement progressif des opérations de la Banque a chaque jour augmenté, et qui, aujourd'hui que cet établissement a compris la nécessité de soutenir son encaisse au moyen d'opérations de change sur l'Europe, intéresse à un haut degré les maisons européennes, qui, en cas de malheur et de retour de traites remises par la Banque, viendraient se heurter à cette exception difficile à comprendre au premier abord.

Ce privilège est donc condamné par l'expérience ; si en effet, à l'origine, il était défendable alors que le pays n'offrait aucune sécurité aux capitaux et la Banque aucune garantie aux déposants ; si l'on peut alléguer que, dans ces circonstances, le privilège qui lui fut concédé n'était ni plus ni moins étrange que

celui concédé par d'autres lois à la femme mariée pour sûreté de ses reprises, ou que la *restitutio in integrum* au profit du mineur, ou même que le privilège du propriétaire sur les objets garnissant les lieux loués, pour sûreté du loyer, il faut admettre qu'en matière de lois d'exception, l'emploi et l'application doivent en être limités aux temps et aux circonstances pour lesquels elles sont faites, et le souvenir même en être supprimé le jour où, ces circonstances s'étant modifiées, la nécessité en a disparu. Or, la Banque ayant constitué depuis longtemps, par l'accumulation de ses bénéfices, un capital de réserve considérable, offre par son ancienneté, ses capitaux et la manière dont elle a toujours été administrée, des garanties indiscutables aux déposants ; par le maintien de son privilège, elle expose gratuitement le pays aux périls que nous avons énumérés.

Ils ne sont pas les seuls. Son exemple, en effet, a été pernicieux : le privilège est entré par cette porte dans les mœurs financières du pays et en a supprimé la régularité. Chaque province, jalouse de la prospérité de Buenos-Ayres et l'attribuant au privilège spécial qui avait permis aux directeurs de la Banque des générosités et des imprudences sans danger, voulut avoir sa banque constituée sur le même modèle, et, sans se préoccuper de la différence des temps et des circonstances, tenta d'attirer les capitaux étrangers par l'appât de cette prime ; enfin, en 1872, le gouvernement national généralisa ce principe délétère en

concédant à un groupe d'actionnaires la création d'une banque nationale d'émission avec privilège fiscal, créant du même coup les deux conflits les plus funestes, conflit d'émission, conflit de privilège.

Si, à cette époque, la banque de la province eût renoncé à ses prérogatives, et elle le pouvait, peut-être par ce seul fait eût-elle sauvé le pays de la crise financière dont il a souffert depuis cette époque, et qui est due à ces créations inopportunes, à ces erreurs dont l'application s'est multipliée à l'heure où elles offraient le plus de dangers. Pour ne l'avoir pas fait, elle a autorisé l'accumulation de banques à privilèges, qui, en lutte continuelle, ont entravé le développement des affaires du pays, après avoir contribué à le jeter dans des spéculations à long terme, d'une réalisation difficile, en ouvrant aux moins solvables des crédits sans danger pour elles.

Il était supposable qu'un système financier édifié sur des erreurs aussi fondamentales verrait un jour nécessairement s'écrouler et entraîner avec lui toute la prospérité factice qu'avait créée la mise en pratique de ces erreurs : monnaie de papier non garantie, greffée sur un papier-monnaie inconvertible; escompte d'effets non exigibles à leur échéance, émis non pour cause de commerce, mais pour cause de spéculation; — privilège d'ordre au profit d'une banque, la dispensant de toute prudence, empêchant les liquidations, éloignant les capitaux.

C'est l'exposé de cette seconde phase de l'histoire

de la Banque qu'il nous reste à faire ; elle commence avec la fondation simultanée d'une banque hypothécaire, créée par elle-même, et d'une banque nationale créée parallèlement à elle par un gouvernement parallèle, avec privilège d'ordre, et privilège d'émission en compétition avec ceux dont elle jouissait.

La création de la banque nationale ne répondait, il faut l'avouer, à aucun besoin financier ; elle fut imaginée par un groupe d'actionnaires voulant exploiter à la fois un antagonisme politique et l'esprit de spéculation développé outre mesure depuis 1871, au milieu de circonstances exceptionnelles dont nous ferons brièvement l'historique. Deux faits simultanés, avaient contribué à produire dans le pays une activité d'affaires jusque-là inconnue : l'augmentation de valeur des produits de l'industrie pastorale qui suivit en Europe la guerre franco-allemande, et la réalisation des emprunts faits à Londres par la province en 1868 et par la nation en 1871 : de ce chef, les dépôts des deux gouvernements réunis à la Banque s'étaient élevés à soixante-quinze millions de francs ; celle-ci, obligée d'en servir l'intérêt, devait nécessairement augmenter le chiffre de ses escomptes. Dans tout autre pays, cette opération n'aurait pas offert de grands dangers ; il est de principe, en effet, que les dépôts faits dans les banques d'État par les gouvernements sont ceux qui exigent, pour y faire face, les réserves les moins élevées : on sait quels besoins aura le déposant et à quelle époque ; dans l'espèce, la banque

de la province devait même supposer que les travaux publics auxquels ces capitaux étaient destinés n'exigeraient que des débours échelonnés à longue échéance. Sur la foi de ce raisonnement, elle avait admis à l'escompte, fidèle à son dangereux système, des valeurs à longue échéance aussi, renouvelables sous simple condition d'amortissement trimestriel de 5 p. 100. L'abondance de ces escomptes, le bas prix qu'elle fixa à l'intérêt, qu'elle abaissa jusqu'à 5 p. 100, engagèrent non-seulement les propriétaires à emprunter pour construire et pour développer leurs établissements agricoles, mais contribuèrent à illusionner les esprits les plus sages sur les ressources réelles du pays, en même temps qu'ils entraînaient les esprits ardents dans des spéculations irréfléchies.

Les affaires, sous cette impulsion, avaient augmenté si rapidement, que la création de nouveaux établissements de crédit semblait à tous indispensable ; rien ne parut plus facile que de réunir les capitaux surabondants pour constituer une banque au capital de cent millions de francs divisés en vingt mille actions. L'élan des souscripteurs sembla démontrer, vers le début, que l'idée était mûre et cette fondation opportune. Le capital fut souscrit dix fois pendant les quelques jours consacrés à la souscription. L'illusion ne fut cependant que de courte durée, et l'on dut très-vite reconnaître que des capitaux fictifs dus à l'emprunt avaient été apportés à la souscription par la spéculation et non par l'épargne. En effet, la hausse

des actions au lendemain de la souscription ne dépassa pas 5 pour 100 et fut aussitôt arrêtée par les reventes précipitées ; la baisse, au contraire, imprimée par l'appel des versements successifs, atteignit 55 pour 100. Non-seulement les capitaux n'existaient pas dans le pays pour une création de cette importance, mais encore l'ouverture de cette Banque nationale allait être l'occasion déterminante d'une crise sans précédents.

L'imprévoyance des prétendus financiers et des législateurs avait décrété ce cataclysme : avant même que ne fût né le conflit de l'émission, ou celui du privilège fiscal, un autre était créé par la loi elle-même. Un article de la loi de création imposait, en effet, au gouvernement national, actionnaire de la nouvelle banque, l'obligation de déposer dans les caisses de celle-ci tous les fonds appartenant au trésor public et que jusque-là il avait confiés à la banque de la province de Buenos-Ayres ; et comme entrée de jeu, celle-ci avait à restituer incontinent soixante millions de francs dont elle était dépositaire et qu'elle avait employés comme nous l'avons vu : ceux donc qui avaient augmenté leurs spéculations et leurs engagements en vue de l'activité qu'allait donner au marché financier l'ouverture d'une banque au capital de cent millions, virent rapidement leurs espérances détruites ; la banque de la province, forcée d'arrêter brusquement ses escomptes et de redemander à ses emprunteurs le maximum des amortissements, exigea le paiement des billets à ordre, qui eux sont exigibles à l'échéance,

sans faire au commerce aucun prêt. Un bouleversement sans précédents fut ainsi produit; le taux de l'argent s'éleva en quelques mois de 5 pour 100 l'an à 2 et 3 pour 100 par mois; c'était la ruine de toutes les entreprises et de toutes les spéculations, et même des affaires les plus modestes et des fortunes, qui, pour être bien assises, n'en dépendent pas moins de l'état général des affaires publiques et privées. La crise était créée par l'arrêt brusque d'une circulation développée en quelques mois au delà des besoins réels du pays, et par la suppression inopinée du crédit, dont tout le monde avait abusé.

Ce fut au milieu de cette situation étrangement métamorphosée que la Banque nationale ouvrit ses portes. Banque d'émission rivale de celle de la province : opérant légalement sur le même terrain, autorisée à émettre trois fois son encaisse métallique, elle tenait celle-ci en échec en menaçant sa réserve; banque munie d'un privilège d'ordre pour sûreté de ses créances, elle augmentait l'insécurité du marché, et mettait en péril les banques particulières d'escompte et de dépôts; elle commença ses opérations suivant les traditions de sa rivale en prêtant les yeux fermés, et aboutit au bout d'un an à déclarer que son portefeuille contenait pour un tiers des effets protestés; ajoutant pour la consolation des actionnaires que ces effets devaient être considérés comme bons pour 5 millions, et comme douteux pour 1 million de francs seulement.

Les deux banques privilégiées avaient donc, à la même heure, à réclamer devant les tribunaux le paiement de 40 millions de francs d'effets protestés ; la situation était encore aggravée par une nouvelle création de la même époque, aussi mal raisonnée et équilibrée que les précédentes :

Le même mouvement de spéculation et d'activité qui avait donné naissance à la Banque nationale poussa le gouvernement de Buenos-Ayres à greffer sur sa banque provinciale une banque de prêt hypothécaire, dans le but louable de fomentér les entreprises agricoles, d'augmenter en la mobilisant la valeur de la propriété, qui avait toujours été une valeur morte et jamais une ressource dans les mains des détenteurs. Elle était, quant à son objet, calquée sur les établissements de crédit foncier créés en Europe depuis vingt ans ; mais elle était constituée suivant le système allemand, c'est-à-dire que l'emprunteur devait recevoir, au lieu d'espèces, des bons hypothécaires portant intérêt : elle fut de plus constituée avec les caractères d'une banque d'État et sans capital aucun ; et comme il fallait bien la doter de quelque privilège, que le privilège d'ordre était déjà aliéné, et que celui afférent à l'hypothèque découlait de la nature même de ses opérations, on se contenta de lui concéder le monopole des opérations de prêt avec émission de bons, et de supprimer à son profit toutes les formes de la procédure qui pouvaient être le dernier rempart de l'emprunteur, et jusqu'à l'interven-

tion du juge dans la vente des propriétés de ses débiteurs en retard, qu'elle seule ordonnait et réalisait.

On supposait qu'ainsi protégé, même sans capital de formation, cet établissement était fortement établi; qu'il pourrait, comme la banque de la province, arriver à former très-vite un capital par l'accumulation de ses bénéfices; mais personne n'avait songé à la situation qui allait être faite à l'emprunteur, qui, forcé de vendre à tout prix sur un marché très-limité des bons qu'il recevait pour espèces, discréditerait la banque en discréditant ses titres. Il est, en effet, nécessaire de préparer le sol aux institutions que l'on veut essayer d'y implanter; et s'il est un fait qui doit précéder la mobilisation de la propriété, c'est l'accumulation des capitaux de l'épargne. Une banque, comme le Crédit foncier de France, pour citer l'exemple d'un établissement sagement équilibré, ne développe ses opérations de prêt que selon qu'elle a pu réunir les capitaux épars de l'épargne, au moyen de la vente de bons qui offrent au prêteur la garantie personnelle du capital de fondation, et la garantie réelle des immeubles grevés. Une pareille concentration de capitaux n'est possible que dans un pays où la terre est classée, et où la petite épargne largement développée se voit réduite à chercher ailleurs un placement qu'elle ne peut faire directement en terre, ce qui est le summum de ses desiderata. Les faits étaient loin de se présenter à Buenos-Ayres sous ce jour favorable, en fait, la terre disponible y est abondante, très-of-

fert et à bon marché ; son bas prix y est motivé par les difficultés de la production, le prix élevé des outils, de la main-d'œuvre et des transports : l'épargne disponible a donc facilement son emploi ; dans les villes d'Amérique, l'ouvrier jouissant d'un salaire élevé amasse vite un pécule, mais dans le but de l'employer lui-même dans une entreprise personnelle ; et s'il a en vue un placement foncier, il veut avant tout être propriétaire, apportant avec son argent l'élément le plus cher, la main-d'œuvre, qu'il ne demandera qu'à lui-même ; mais l'épargne prête pour l'hypothèque n'existe pas, et les longues formalités d'une procédure inextricable en ont dès longtemps éloigné les capitalistes. Les fondateurs de la Banque ne se sont pas pénétrés de ces vérités, ni des exemples que leur fournissaient les banques hypothécaires fondées sur les mêmes principes erronés sur la côte du Pacifique ou aux États-Unis : une courte expérience leur a fait toucher du doigt leurs erreurs et démontré que l'épargne n'existait pas pour absorber les titres créés, en même temps qu'elle prouvait à l'emprunteur, s'engageant à payer par an 11 pour 100 d'intérêt et d'amortissement, qu'il signait en réalité le contrat de sa ruine. Il s'en est suivi une dépréciation rapide de la propriété et des bons hypothécaires ; en 1872, année de la fondation, les prêts s'élèvent à 25 millions de francs, et le prix des cédulas hypothécaires se maintient à 96 pour 100 ; en 1873, la banque de la province a réduit dans une large proportion ses es-

comptes, les prêts hypothécaires s'élèvent à 70 millions de francs, et les bons descendent à 85 pour 100 : ils sont à 79 pour 100 en 1878 et à 72 pour 100 en 1875, pour tomber enfin à 60 pour 100 au milieu de 1876 ; l'émission s'élève alors à 100 millions de francs, et le nombre des propriétés vendues faute de paiement d'intérêts dépasse les deux tiers de celles hypothéquées. La spéculation seule s'est emparée de cette valeur devenue une carte à jouer, et en a éloigné le rentier.

Si donc nous essayons de résumer les théories mises en pratique par les légistes et les économistes indigènes, nous assistons au spectacle d'un pays ayant à sa disposition tous les éléments de prospérité facile que la nature a mis à la disposition de l'homme, et ruiné par les établissements de crédit, qui devraient augmenter et généraliser cette prospérité : des banques constituées en état de minorité, et dotées de plus de privilèges que des incapables ou des interdits ; l'ordre public confondu avec l'intérêt privé ; les privilèges enfantant les privilèges, arrêtant l'essor des affaires et forçant les capitaux à fuir un pays couvert d'une hypothèque générale et occulte ; le prêt hypothécaire fait sans argent par une banque sans capital ; la terre devenant un instrument de spéculation et restant improductive ; une banque nationale formée par des actionnaires insolubles, soumise, en paiement de ses avantages, à un actionnaire-chef, l'État, qui, lui aussi, emploie dans cette fondation des

capitaux provisoirement entre ses mains et empruntés pour un autre objet ; toutes les anomalies découlant de la loi ; la politique locale faussant les rouages financiers. Le public, au milieu de ces ténèbres, fait remonter jusqu'au gouvernement la cause de ses souffrances : ce n'est que justice ; puisque ce gouvernement est en même temps le législateur, le commanditaire, l'actionnaire, le propriétaire, le gérant de tous les établissements de crédit, il ne sera pas hors de propos d'étudier l'état de ses finances, qui, plus qu'ailleurs, influencent à un haut degré les affaires privées.

II

LES FINANCES PUBLIQUES

Une des étrangetés qui étonneront le plus celui qui tentera d'analyser les institutions de la République Argentine et la vie publique à Buenos-Ayres, c'est la dualité politique et administrative qui complique sans nécessité l'existence de ce pays.

La République Argentine est, on le sait, divisée en quatorze provinces ayant chacune sa vie politique propre, gouverneurs, ministres, chambres législatives; à côté, et non au-dessus de ces pouvoirs locaux, existe un gouvernement national sans autorité à l'intérieur, et n'ayant légalement d'autre objet que de régler les relations et les affaires avec l'extérieur et des provinces entre elles : il se compose, lui aussi, d'un président, d'un vice-président et de deux assemblées législatives. Voilà donc un pays contenant une population égale à celle de la ville de Paris, inférieure en nombre à celle de la seule ville de New-York, disséminée sur un territoire de deux cent soixante-cinq mille lieues carrées, qui doit fournir des hommes pour trente assemblées législatives, des ministres

pour quinze cabinets, et dont les modestes ressources sont divisées en quinze budgets, administrés par quinze ministres des finances. Il n'y a pas à redouter que l'occasion vienne à manquer pour la mise en lumière des moindres capacités : il est plutôt à craindre que les sujets manquent pour tant de théâtres.

Cette organisation trop compliquée a pour base le système fédéral, qui n'est ici qu'un plagiat inopportun d'institutions utiles aux États-Unis. Il suffit de se rappeler les événements qui présidèrent à la colonisation de ce grand territoire du Nord par des sectes et même des peuples différents, pour comprendre que là le système fédéral était pour longtemps le seul applicable ; il établissait des liens fraternels entre des colons d'origine, d'idées et de chartes différentes, qui avaient besoin de s'appuyer les uns sur les autres pour se défendre et constituer leur autonomie, mais n'avaient aucune raison de se sacrifier mutuellement des principes qui leur étaient propres. C'était là une institution nécessaire ; sans elle, l'annexion à une République saxonne des pays français de la Louisiane, ou espagnols du Texas et de la Californie, n'eût pas été possible ; les Hollandais de New-York se seraient, eux aussi, tenus à l'écart ; c'est grâce à elle que le nombre des États confédérés s'est élevé de treize à trente-cinq en un siècle. Mais quelles raisons peuvent invoquer les fédéraux de la République Argentine, qui a renoncé depuis vingt ans à son titre de confédéra-

tion, ne rappelant pour elle que la guerre civile ? Que signifie aujourd'hui cette superfétation de gouvernements locaux, sans liens entre eux et sans intérêts distincts ?

D'origine et d'éducation communes, ayant toujours été soumises depuis trois siècles aux mêmes autorités judiciaires, administratives et politiques, ayant partagé les mêmes destinées, les quatorze provinces n'obtiennent, par cette division, d'autre résultat que de surcharger, dans des proportions difficiles à soutenir, leurs budgets locaux. A Buenos-Ayres, des complications spéciales font surtout ressortir les périls de cette organisation. Faute d'une ville que l'on pût neutraliser pour y installer un gouvernement national, celui-ci a dû s'établir côte à côte avec le gouvernement provincial, ce qui, dans la même ville, crée une multiplicité d'administrations que l'on chercherait vainement ailleurs. Il y a là deux justices parallèles, ayant chacune leur procédure, leurs usages, leurs magistrats sortis d'écoles différentes ; deux autorités légales, deux forces publiques, une dualité parfaite dans toutes les branches de l'administration, deux palais de gouvernement, deux pouvoirs exécutifs, deux trésoreries, les ministères en double, l'instruction publique elle-même dédoublée. Pour coordonner tous ces éléments, éviter des conflits journaliers, il a fallu imaginer des fictions, faire du gouvernement national un gouvernement purement fictif, n'ayant en réalité d'autorité directe ni sur un

habitant, ni sur un pouce du territoire ; si une province se soulève et met la communauté en péril, il ne manque pas de légistes pour lui contester le droit d'intervention ; ses revenus sont perçus sur le mouvement extérieur des affaires, et seulement sur les entrées et sorties des douanes. Aucune raison ne s'opposerait à ce que ce gouvernement, qui est le lien idéal entre tous les autres, absorbât tous les gouvernements provinciaux ; cette transformation passerait inaperçue à l'étranger, où le nom seul de Buenos-Ayres jouit de quelque crédit, où la prospérité de cette ville, habitée, possédée par des étrangers, inspire seule confiance.

Au point de vue financier, le gouvernement national, de création récente puisqu'il date seulement de 1862, a profité en réalité du bon renom de l'ex-État de Buenos-Ayres, sur lequel il s'est pour ainsi dire greffé. C'est dans la capitale de cet État qu'il s'est établi, et cette province contribue pour 80 pour 100 aux charges de son budget. Elle contient, en effet, plus du quart de la population totale de la République ; c'est là que s'arrêtent la plupart des immigrants étrangers, que se concentrent toutes les affaires de la République, que se sont fondées les premières banques indigènes et étrangères ; c'est aussi la seule qui ne recoure pas à l'aide du gouvernement national pour la création de ses voies de communication ; tous ses chemins de fer sont prospères et donnent 10 et 12 pour 100, un d'entre eux même 18 pour 100 du

capital engagé ; les compagnies y ont d'elles-mêmes renoncé à la garantie d'intérêt qui leur avait été concédée au début ; les tramways, les usines à gaz, les moulins montés par actions y donnent aux capitaux des revenus élevés.

Tout différent est l'état des autres provinces ; non-seulement les entreprises de cette nature y sont peu prospères, mais encore doivent-elles recourir à la garantie du gouvernement national, diminuant ainsi leurs charges aux dépens de la communauté, c'est-à-dire en réalité de la province de Buenos-Ayres. Il faut donc que celle-ci jouisse d'une prospérité peu commune pour arriver à supporter les charges que lui impose en plus des siennes propres une pareille constitution financière, et suffire à trois budgets, national, provincial et municipal : peut-être est-ce cette multiplicité de charges qui donne aux habitants de cette province cette fièvre des entreprises, cette activité qui fait et défait rapidement les fortunes, qui leur inculque l'habitude des dépenses personnelles exagérées, et, en fin de compte, fait que la sécurité du lendemain y est plus qu'ailleurs inconnue ?

Le système fédéral est donc condamné financièrement, et la raison économique vient peser aujourd'hui de tout son poids dans la balance, et créer une raison d'État nouvelle qui entraînera par économie la simplification administrative, politique et financière, si l'on ne préfère voir succomber ces divers États sous le poids des charges intérieures qui se sont

accrues, dans ces dernières années, de celui des obligations contractées à l'extérieur.

Il y a huit ans, le gouvernement Argentin était à peine connu sur les marchés européens ; depuis 1824 il n'avait tenté aucun emprunt, et avait toujours paré aux difficultés intérieures de son budget par des émissions de papier-monnaie. Ce fut en 1868 qu'il changea de système et inaugura celui des emprunts intérieurs et extérieurs ; le premier qu'il réalisa à cette époque n'était que la consolidation à Londres d'un emprunt intérieur de six millions de piastres destiné à couvrir les dépenses de la guerre du Paraguay. L'État de Buenos-Ayres avait sauvé son crédit personnel, et par contre celui du gouvernement national, par l'opération de 1854 et la reconnaissance d'un emprunt jusqu'alors négligé. Cette province, de son côté, put réaliser en 1869, à 86 pour 100 et 6 pour 100 d'intérêt, un emprunt destiné à la construction des ponts et chemins, en même temps qu'elle aidait de son crédit à l'intérieur le gouvernement par l'émission de douze millions de piastres faite par sa banque. Cette émission avait pris sa place dans la circulation sans nuire au crédit de la banque ni à celui de la province, mais elle constituait une dette intérieure à la charge du gouvernement national, que celui-ci ne pouvait couvrir que par la réalisation d'un emprunt ; ce fut alors que l'on imagina de faire à Londres une grande opération financière et de demander six millions de livres sterling pour la construction d'un port à Buenos-

Ayres et de différentes lignes de chemins de fer dans les provinces. Les financiers sud-américains n'ignorent pas qu'il est de bonne politique de ne se présenter sur le marché de Londres pour émettre un emprunt que si l'on peut faire entrevoir au prêteur anglais des dépenses d'avenir productives, des fournitures de fer, d'acier et de charbon. Aussi le succès fut-il aussi complet cette fois qu'en 1824 ; il est même probable qu'avant que le siècle s'achève, on se souviendra encore qu'il y a un port à construire à Buenos-Ayres, et que l'on attirera une troisième fois les capitaux anglais dans cette entreprise imaginaire.

L'emprunt se négociait en 1871, à l'heure même où Paris était aux mains de la Commune. On se souvient qu'à cette époque la guerre du continent avait produit ce résultat financier de concentrer à Londres des dépôts considérables de métallique, appartenant à des particuliers et au gouvernement allemand : cette concentration faisait de Londres, en même temps qu'un marché abondamment pourvu de numéraire, le seul marché où fût possible une négociation de cette nature. En raison de ces circonstances autant que du bon crédit de la République Argentine, l'emprunt se réalisa facilement à 88 1/2 et 6 pour 100 d'intérêt, 2 pour 100 d'amortissement annuel ; on eût pu même à cette époque opérer sur des chiffres plus considérables avec le même succès ; il n'en serait plus de même aujourd'hui.

Depuis cinq ans cependant les intérêts de ces em-

prunts, ceux de la dette intérieure aussi bien que ceux de l'extérieur, ont été religieusement payés; l'emprunteur de 1871 a même laissé entre les mains de son banquier à Londres 1 668 000 livres sterling en titres, réserve destinée aux travaux non entrepris, et cependant, dès le mois de septembre 1875, le ministre des finances de la nation n'hésitait pas à déclarer en séance du Congrès que le crédit de l'État était absolument épuisé; qu'il serait impossible de trouver qui lui prêtât une piastre; que les bons du trésor parfaitement garantis et les titres de la douane, revêtus de deux signatures de négociants et endossés par le trésor, ne trouvaient escompteur qu'à 3 pour 100 par mois; que les fonds argentins étaient descendus à la bourse de Londres de 92 pour 100 à 72. Cependant, ajoutait-il, nous n'avons d'autre moyen de couvrir les déficits accumulés du budget que l'emprunt. Cette situation difficile tient à plusieurs causes. Le marché de Londres n'est plus en 1876 ce qu'il était en 1871 : des difficultés y ont été créées par la confiance même que tous les États européens ont mise en lui; c'est un fait connu que la Banque de Londres ne pouvant plus compter sur l'appui de celle de France, où les opérations sont enrayées par le cours forcé, est obligée de veiller d'autant plus à sa réserve métallique qu'elle est la plus exposée, étant la seule en Europe qui puisse être attaquée; il en résulte sur tout le marché financier moins d'élasticité, moins de désir de prêter aux États américains de fortes

sommes qui seraient en grande partie demandées en or; il y a deux ans même, l'escompte fut élevé à Londres par suite d'une seule extraction d'or faite par le Pérou et la République Argentine.

Une autre cause, étrangère aussi à la situation intérieure de cette République, est le discrédit jeté sur les Républiques hispano-américaines par les événements financiers du Pérou, du Honduras, du Venezuela, de la République de Montevideo et de celle du Paraguay; ces désastres récents éloignent les souscripteurs qui établissent une solidarité entre ces États très-différents. Si à ces circonstances l'on ajoute les craintes qu'inspire forcément la situation d'un État où le budget est assez mal équilibré pour que les dépenses votées dépassent d'un tiers les ressources supputées et de 56 pour 100 les ressources réelles, qui ne peut trouver un appui dans la prospérité des particuliers, mise en question par le brusque arrêt de la circulation, on aura saisi les motifs de cette gêne momentanée qui dénonce le débiteur à la suspicion du prêteur, et le prive du crédit qui pourrait le sauver, jusqu'à ce qu'il ait prouvé qu'il peut sortir sans aide de la passe difficile où il est engagé.

La République Argentine a du reste, par une administration vicieuse de ses finances, prêté le flanc aux critiques; elle a eu le tort de ne pas tenir compte dans la progression de ses dépenses, de la progression beaucoup plus lente de ses revenus, et le poids du budget de l'année écoulée pèse sur l'année en cours

à tel point, que l'arriéré de l'année précédente absorbe dès le début de l'exercice plus de la moitié des ressources probables. En 1868 le budget de la République s'élevait à la somme minime de quarante millions de francs, sur lequel le service de la dette intérieure absorbait douze millions; en 1872 les dépenses s'élevaient à soixante-onze millions, en 1875 à cent sept millions de dépenses ordinaires et quarante-cinq millions de dépenses extraordinaires; le service de la dette intérieure et extérieure absorbe seul trente millions. Les recettes sont loin de s'être accrues dans la même proportion. La douane, en effet, est restée la seule source de revenus importante du gouvernement national et les recettes de ce département sont soumises à des lois rigoureuses; ni la production, ni la consommation, qui sont les seules sources de ces revenus, ne peuvent être augmentées brusquement. La production, c'est un fait acquis, n'a cessé d'augmenter, mais elle ne peut être frappée que de droits modérés, sous peine de voir cet accroissement s'arrêter. Quant à la consommation, l'augmentation de population et de richesse peut seule l'activer; mais ici la richesse, ou du moins l'augmentation momentanée de revenus par la hausse des prix, ne constitue qu'une richesse éphémère, en raison du manque d'industrie, en raison surtout des habitudes du consommateur, qui puise à l'étranger tous les objets de consommation et par conséquent exporte la richesse produite avant qu'elle ait pris racine dans le pays.

En 1871, sans que la production ait augmenté en quantité sur les années précédentes, elle a doublé de valeur par suite de la hausse des laines et des cuirs sur les marchés d'Europe ; le particulier en a bénéficié et a immédiatement augmenté sa consommation en raison de l'accroissement de ses revenus. La situation de l'État percepteur des douanes était donc la suivante : le chiffre des droits de sortie n'augmentait pas, étant réglé sur une valeur fixe que l'on ne pourrait élever, mais les droits d'entrée augmentèrent dans une proportion considérable ; les premiers produisaient douze à treize millions de francs, sans variation de 1864 à 1875 ; le produit des entrées a été tout différent et s'élève de vingt et un millions de francs en 1864, à quarante-huit en 1869, à cinquante et un en 1871, à soixante-dix-sept en 1872, à quatre-vingt-neuf en 1873, augmentation anormale inquiétante, ruineuse et, par conséquent, éphémère, comme le prouvent les chiffres déjà plus modestes de 1874 et 1875, et ceux tout à fait bas de 1876, où le produit est à peine de trente millions.

C'est cependant sur cette anomalie qui n'annonçait autre chose que la crise que le pays traverse aujourd'hui, qui devait faire prévoir une diminution rapide, que des financiers ont établi des espérances d'augmentation de revenus et calculé le chiffre des dépenses ; alors que la seule aiguille qui devrait indiquer la marche à suivre était celle de la production, on a négligé ses indications, et c'est ainsi que l'on a

fait fausse route. L'équilibre des finances a été rompu ; l'État s'est trouvé dans la même situation que les particuliers, obligé de renoncer brusquement à un luxe intempestif, et de revenir à la médiocrité des anciens jours, sans même avoir la possibilité de payer ses dettes criardes. Malgré les leçons de 1874 où les revenus diminuant laissent un déficit de trente millions, le budget des dépenses est augmenté en 1875 et se solde en déficit de trente-cinq millions de francs, c'est-à-dire 35 pour 100 du chiffre total, et cependant le budget de 1876 est voté avec une augmentation de dix millions et porté à cent sept millions. Où trouver des ressources pour faire face à cette dette flottante de cent vingt-cinq millions de francs provenant des déficits accumulés des exercices précédents, s'il est vrai, comme le déclarait l'ex-ministre des finances, que le gouvernement ait perdu tout crédit à l'étranger ? Il ne reste que le chemin étroit, et pénible à remonter, de l'économie domestique, la plus sage économie, non-seulement par suppression de quelques emplois, mais par suppression de gouvernements coûteux, si l'on ne veut voir une population très-limitée renoncer à supporter le poids d'impôts en disproportion avec ses ressources.

Bien autre a été la marche des États-Unis de l'Amérique du Nord, que les États du Sud pourraient en cela aussi imiter avec profit. Le budget s'y est élevé insensiblement jusqu'à la guerre de Sécession, qui seule a pu en troubler passagèrement l'équilibre ; il

était en 1776 de deux millions de dollars avec une population de trois millions d'habitants, c'est-à-dire déjà supérieure à la population actuelle de la République Argentine; il est en 1798 de quatre millions; en 1808 de six; en 1820 de treize; en 1841 de vingt-quatre; en 1851 de trente-trois; en 1861 de cinquante-sept; c'est en 1838 que le chiffre du budget des États-Unis atteint celui de 21 millions de dollars, niveau du budget de 1876 de la République Argentine, mais avec une population de vingt millions d'habitants, c'est-à-dire dix fois la population actuelle de celle-ci. Qui sait si un poids égal d'impôts, frappant la République des États-Unis dans sa période de développement, n'eût pas suffi pour enrayer l'immigration, principal agent de son progrès ?

Les administrateurs Argentins doivent craindre déjà d'avoir à expérimenter cette conséquence d'un budget voté au mépris de toutes les lois de l'économie politique ; ils pourraient cependant trouver dans leur histoire la plus récente des précédents à imiter : en effet, sous l'administration antérieure, alors que le président actuel de la République Argentine, M. Avelaneda, était chargé du ministère des finances par intérim, il fit rendre un décret le 21 avril 1871, qui remédiait à des maux semblables par une mesure énergique, réduisant de plus de deux millions de piastres un budget qui n'était alors que de sept millions, par une simple suppression de frais d'administration exagérés et inutiles. Quoi qu'il en puisse coûter à l'ex-

ministre des finances aujourd'hui président, quelque résistance qu'il rencontre dans son cabinet, il lui faudra renoncer aux promesses fallacieuses du passé pour ne voir que les déceptions du temps présent, être le Sully de son propre gouvernement, économiser sur tout s'il veut rasseoir le crédit de la République sur des bases solides.

Il nous reste à considérer si cette situation fort difficile est de nature à inspirer à l'étranger des craintes sérieuses sur le paiement des intérêts de la dette. Nous sommes convaincu pour notre part que ce désastre n'est pas à redouter, et le tableau suivant, qui donne la synthèse de la dette existante et des intérêts à servir suffira à le démontrer.

DETTE EXTÉRIEURE

Emprunt de 1824.	Solde.	P. F. ¹	8,110,000	Intérêts.	605,000
—	1868.	—	10,000,000	—	1,000,000
—	1870.	—	27,000,000	—	1,540,000
Totaux.			45,110,000	—	3,145,000

DETTE INTÉRIEURE

Indemnités aux étrangers.	P. F.	905,000	Intérêts.	•
6 0/0. 2 1/2 0/0 amortis.	—	1,515,000	—	83,000
6 0/0. 1 0/0 —	—	17,300,000	—	1,752,820
8 0/0. 3 0/0 —	—	1,230,000	—	135,000
5 0/0. 2 0/0 —	—	500,000	}	304,000
Virement en faveur du gouvernement de Buenos-Ayres.	—	1,130,000		
Totaux.			22,580,000	— 2,274,820

¹ Ces chiffres sont en piastres fortes (P. F.) d'une valeur moyenne de 5 francs 20 centimes.

La dette totale du gouvernement de la nation se chiffre donc par soixante-huit millions de piastres ou trois cent cinquante-trois millions de francs; vingt-sept millions de francs annuels suffisent pour faire face au service de l'intérêt et de l'amortissement. Quelles que soient les circonstances que l'avenir réserve à ce pays, il est difficile de supposer que les recettes de la douane puissent descendre au-dessous de douze millions de piastres, chiffre de l'année la moins favorisée des dix dernières, et en acceptant même cette hypothèse défavorable, il faut admettre qu'un pays qui a toujours eu le respect de ses engagements; qui, après vingt-sept ans de crise, est allé spontanément offrir à ses créanciers le paiement du capital et des intérêts de sa dette sans solliciter aucune réduction, ni invoquer aucune prescription, sera toujours dominé par la pensée de remplir les engagements plus récents, et de conserver intact un crédit dont il a tant besoin. Les trente millions de francs nécessaires au service de la dette seront toujours facilement réunis en or; il suffira d'une réforme politique et d'un peu de modération dans les dépenses pour empêcher les déficits de s'accumuler de nouveau et attendre que le pays arrive, en se peuplant et en se consacrant à l'industrie, à se remettre de la maladie de croissance dont il souffre aujourd'hui.

Tout ce que nous avons dit du budget des finances de la nation s'applique à la province de Buenos-Ayres, mais avec une différence : cette province, si elle n'avait

d'autres charges que les siennes propres et ne s'était pas, en consentant à l'unification de la République, dépouillé de la plus grande partie de ses revenus au profit des treize autres provinces, serait dans une situation des plus prospères, que suffiraient à lui assurer, en même temps que le produit des impôts de la contribution directe, des patentes, du timbre et des saladeros, les revenus de son domaine, composé d'une banque dont les bénéfices s'élèvent annuellement à six millions de francs, d'un chemin de fer productif, et de dix mille lieues carrées de terres publiques qui lui fourniront par le produit de la vente et celui de la contribution un accroissement important de recettes. Cependant, malgré ces avantages brillants, le budget de la province n'échappe pas au déficit ; pour faire face à un budget de trente-cinq millions de francs, elle n'a pu mettre en ligne en 1875 que vingt-cinq millions, et il lui faut aujourd'hui chercher aussi dans l'économie les ressources qu'elle ne peut demander à l'impôt : l'élasticité de la matière imposable est, en effet, limitée par la tension que lui impriment déjà l'impôt national, l'impôt provincial et l'impôt municipal. Ces trois impôts s'élèvent, en prenant pour base ce qu'ils ont produit en 1874 : l'impôt national à quatre-vingt-deux millions de francs dont soixante-sept pèsent sur la province de Buenos-Ayres, l'impôt provincial à vingt-cinq millions, l'impôt municipal à six millions, soit quatre-vingt-seize millions à répartir entre une population de cinq cent mille ha-

bitants, ce qui vient surcharger l'habitant de cette province dans une proportion inconnue ailleurs ; la capitation de l'impôt y atteint cent quatre-vingt-dix francs par individu pour 1874 : elle n'est en France que de cent francs depuis la guerre franco-allemande et aux États-Unis de soixante-dix francs depuis celle de sécession. De ces charges excessives, autant que de l'irrégularité de l'administration, de la mauvaise législation des banques et de la complication des rouages politiques, provient l'état de gêne qui, en écrasant les particuliers, met en péril les revenus de l'État ; c'est cette situation critique des affaires privées qu'il nous reste à étudier.

III

LES AFFAIRES PRIVÉES

Le commerce de la Plata subsiste dans un état de si absolue dépendance vis-à-vis de l'Europe, et particulièrement de la France et de l'Angleterre, qu'il n'est pas douteux que Bordeaux et Marseille par exemple, pour ne citer que les places les plus étroitement liées d'affaires avec ces pays, ne ressentent vivement le contre-coup des affaires de Buenos-Ayres. L'importance de ces relations se chiffre de la manière suivante : en 1825, la République Argentine recevait d'Angleterre 20 millions de francs de marchandises, et de France 2 millions ; en 1850, elle reçoit de la première 22 millions, et de la seconde 13 millions ; en 1860, l'importation anglaise est restée stationnaire, celle de la France s'élève à 19 millions ; enfin elle est pour cette dernière, de 65 millions en 1870, de 71 millions en 1872, et de 92 millions en 1873 ; elle dépasse alors celle de l'Angleterre, et cette supériorité se continue en 1874, où la France importe 61 millions contre l'Angleterre 51 millions. Le commerce de la France a donc profité toujours de l'accrois-

sement de prospérité de la République Argentine, et a moins souffert que l'Angleterre de la diminution des affaires. Ce n'est pas que le négociant français ait plus de témérité que le négociant anglais, mais cela provient de ce que les produits français consommés à la Plata sont devenus d'absolue nécessité, se composant pour les deux tiers d'articles d'alimentation adoptés par la plus grande partie de la population ; le vin et les eaux-de-vie importés rentrent dans ces chiffres pour 35 millions, et le sucre de provenance française pour 10 millions : c'est donc autant l'agriculture que le commerce français qui sont intéressés dans la prospérité de la République Argentine. A ce point de vue, il ne sera pas sans intérêt de rappeler les chiffres suivants, qui sont ceux de la production de cette République. En 1845, elle exporte exclusivement des cuirs ; elle commence à cette époque à exporter des laines, et à son exportation de 100 à 150 millions de francs, produite exclusivement par les bêtes à cornes, elle ajoute, en 1852, 20 000 balles de laine de mille livres chacune ; en 1862, 88 000 balles ; en 1867, 178 000, et 285 000 en 1872 ; 1398 balles de peaux de moutons en 1852, 85 000 en 1872, sans que l'on puisse prédire pour l'avenir autre chose qu'une progression encore plus rapide, et une amélioration certaine dans la qualité de la laine. On peut calculer aujourd'hui à 750 francs la valeur moyenne d'une balle de laine mise à bord en rade de Buenos-Ayres ; la valeur exportée s'élève donc, en 5 ans, de

133 à 213 millions de francs pour un seul article; il est facile, sur cette donnée, de prévoir un accroissement nouveau, sans limites calculables, des relations commerciales entre la France et la République Argentine.

Quant aux effets de cet accroissement de prospérité, ils sont pour le moment au rebours des prévisions, et ce qui eût dû enrichir tout le monde, a ruiné tous ceux qui étaient en relations d'affaires avec ce pays. Cet événement a besoin d'être expliqué; c'est l'histoire d'une crise financière sans précédents que nous avons à faire.

Disons tout de suite que si l'augmentation de production fût venue seule, elle n'eût pas produit les effets funestes que nous aurons à relever; mais la guerre franco-allemande avait imprimé au milieu de 1871 une hausse de 80 pour 100 aux produits de l'industrie pastorale, et cette hausse, en raison de circonstances locales, profita tout entière à l'estanciero, détenteur à cette époque de la tonte de 1870, à la veille de celle de 1871; un tel accroissement de revenus venant subitement grossir les budgets des propriétaires, produisit une activité inusitée dans les affaires commerciales, à l'époque où les deux emprunts contractés à Londres par les gouvernements faisaient affluer l'or. Nous avons vu que cette abondance de numéraire, permettant à la Banque de fortes émissions, engendra un développement excessif du crédit, ce qui greffa une prospérité factice sur celle réellement produite par

les bénéfices acquis. Dans tout autre pays, un tel concours de circonstances eût engendré un grand développement de la production qui eût simplement abouti, le jour où la consommation se fût ralentie, à une pléthore de produits qu'il eût fallu exporter en subissant une perte; à Buenos-Ayres la production industrielle étant inconnue, cette activité et ce crédit facile ne pouvaient amener qu'une consommation excessive d'objets manufacturés à l'étranger et la spéculation sous toutes les formes, c'est-à-dire aboutir aux deux plus dangereuses applications du crédit. Tout contribuait à la fois à développer l'esprit d'entreprise : la terre seule et les troupeaux ayant donné cette richesse subite, on supputait ce qu'allait donner la propriété rurale, hier sans valeur, et l'éternelle fable du Pot au lait faisait sauter de joie tout un peuple de gens d'affaires; le troupeau donnait tant, la terre valait tant; le crédit étant facile, les acheteurs se présentaient en foule, les vendeurs faisaient des coquetteries; les spéculateurs à imagination vive, voyant déjà leurs rêves réalisés, calculaient que la terre serait insuffisante pour le flot d'émigrants qui fuyaient l'Europe, ruinés par la guerre, compromis par la Commune, ou effrayés des lois de recrutement en France et en Allemagne. On se préoccupait déjà du prix de la terre dans les pays très-peuplés d'Europe, et l'on allait jusqu'à se régler sur ces prix pour spéculer, faisant même entrer en ligne de compte la plus grande valeur d'une terre vierge, qui peut donner

dix récoltes pour une. La terre donc, que jusque-là personne n'avait trouvé à vendre ni à hypothéquer, n'étant pas frappée de droit de transmission, devenait une marchandise courante ; des propriétés qui depuis un siècle n'avaient pas changé de main, se vendaient trois et quatre fois dans un mois, à des prix toujours plus élevés, les détenteurs momentanés étaient assaillis d'offres.

Dans un rayon de dix à quinze lieues, les grandes propriétés étaient accaparées par des spéculateurs, qui achetaient des surfaces de plusieurs lieues carrées pour les diviser et vendre à de naïfs acheteurs des villes et des villages futurs taillés sur le modèle de New-York et de Chicago, sans se préoccuper de la nécessité sociale de ces créations. Au milieu, on plantait une église, dont les clochetons muets dominaient la plaine, grands corps sans âme, chaire préparée pour le néophyte tenté de prêcher dans le désert ! Toutes les invraisemblances qu'imagine Dickens dans son roman de *Martin Chuzzlewit*, autour de son héros devenu citoyen d'un de ces villages de spéculateurs tracés au milieu des marais ou du désert, semblaient avoir été prises pour idéal. Mais ici Martin Chuzzlewit n'eût même pas trouvé un compagnon de colonisation : il n'eût rencontré qu'un arpenteur consciencieux, plantant des piquets au coin de chaque rue future, des rues baptisées de tous les grands noms, et le vent de la pampa chargé de donner la vie à cette solitude. Aujourd'hui, le vent a renversé les piquets, le trèfle

et le chardon ont reconquis leur domaine, l'arpenteur n'a pas été payé, les quelques lots vendus sont restés sans possesseurs, le village est tombé en faillite et son nom dans l'oubli, le spéculateur ruiné assiste à la vente par autorité de justice de son église inutile ; la solitude est plus complète que jamais, et comme si le coin de la pampa où ces folies se sont accomplies était maudit, le pasteur lui-même, chassé par l'arpenteur, n'y a pas ramené son troupeau.

Cependant, au milieu de cette activité d'affaires de pure spéculation que l'on eut tort de prendre pour une prospérité définitive et bien assise, il y avait de l'argent et du crédit pour toutes les entreprises et toutes les dépenses de luxe ; les palais se multipliaient, les théâtres se construisaient pour une population dix fois plus considérable, l'importation prenait des proportions inconnues : celle des voitures de luxe, des meubles, des bijoux, triplait en une année ; dépenses exagérées, consommations démesurées, spéculation à long terme alimentée par des capitaux empruntés, tout contribuait à rendre la débâcle plus certaine et plus terrible quand son heure aurait sonné.

Nous avons expliqué le phénomène que produisit la loi de fondation de la Banque nationale : le virement à date fixe des dépôts appartenant à l'État ; un temps d'arrêt dans la circulation, au milieu de l'élan que les excès de crédit avaient imprimé à toutes les affaires, occasionnant un refoulement général ; la

gène de quelques-uns, inspirant dès le début des inquiétudes sur tous ; la confiance excessive transformée en méfiance générale ; les remboursements exigés à courte échéance ; nulle part une réserve pour y faire face ; tout le monde comprenant que chacun avait plus d'engagements qu'il n'en pouvait porter, et l'année 1873, commencée en pleine prospérité, se fermant au son de ce glas funèbre. La liquidation ne pouvait être évitée : la ruine de l'un entraîna celle de l'autre ; les fortunes les plus sérieuses furent atteintes ; les banques privilégiées elles-mêmes ne trouvèrent pas où exercer leurs privilèges au milieu de ce néant ; le commerce européen essuya des pertes sérieuses, que l'on estime à 25 millions de francs pour la seule ville de Bordeaux, et l'on s'explique les craintes qu'a pu inspirer l'avenir d'un pays aussi profondément atteint. Il nous reste à démêler ce qu'il y a d'exagéré dans les attaques dont il a été l'objet, et à indiquer ce que sera le lendemain de cette liquidation.

On a vu au cours de cette étude que bien des usages locaux contribuent à rendre les affaires dangereuses à la Plata ; leur résultat dépend de beaucoup de circonstances que les plus habiles ne sauraient prévoir. Ce n'est pas la politique, contre la coutume des Républiques hispano-américaines, qui a contribué à l'instabilité des affaires : l'économie vicieuse des lois financières est la cause unique de tous les désastres. Il faut bien confesser que les prétendus économistes que leur fortune personnelle ou l'intrigue ont mis à la tête des affaires

du pays ignorent jusqu'aux principes les plus élémentaires de la finance, de la banque et de la pondération du crédit. Dans les assemblées législatives, si une question de quelque gravité se soulève, on s'étonne de voir la pauvreté de l'érudition d'apparat de ceux qui la discutent : les écrivains français de second ordre qui en font les frais seraient bien surpris d'être si souvent cités en même temps que leurs maîtres si ignorés ; les événements prennent tout le monde de surprise ; jamais les faits précurseurs n'ont été l'objet de l'attention de ceux qu'ils devraient préoccuper ; les questions n'ont pas été étudiées à l'avance, et l'on s'en rapporte aux inspirations de l'heure du danger. Dans les banques, l'imprévoyance est un péché véniel, étant admis que le privilège d'ordre dispense de la prudence la plus vulgaire.

L'heure est venue cependant où les lois d'exception, les mœurs patriarcales, la camaraderie créole doivent disparaître des relations commerciales, qui sont plus que jamais entourées de périls. Il ne s'agit plus aujourd'hui seulement du règlement d'affaires intérieures entre voisins d'une même ville, mais de règlements quotidiens avec l'Europe. Il y a peu d'années, en effet, en 1869 même, si le pays consommait généralement plus qu'il ne produisait, si la balance du commerce était contre lui, du moins la différence était faible : quelques mois d'une année prospère suffisaient à couvrir l'arriéré de plusieurs années. Cela se produisit en 1871, mais l'époque d'activité et de

prospérité factice que le pays a traversée depuis, a suffi pour l'entraîner dans des dépenses et des engagements qui pèsent actuellement sur lui et ajoutent aux charges annuelles de la consommation du pays, qui seules apparaissent dans les états de la balance du commerce, des intérêts et des amortissements de capitaux à payer pour une somme considérable. Il ne s'agit plus seulement de solder en or l'appoint de la consommation, plus élevée que la production : il faut faire face à ces obligations fixes qui constituent une dépense forcée. La liste en est longue et le chiffre élevé : les chemins de fer y figurent pour six millions deux cent mille livres sterling ; les banques étrangères, pour un million cinq cent mille livres ; les tramways, pour neuf cent mille livres ; les usines à gaz nouvelles, pour trois cent mille ; les télégraphes, pour deux cent cinquante mille, et diverses compagnies particulières pour un million ; à quoi il faut ajouter le total des emprunts du gouvernement national, soit dix millions de livres, ceux du gouvernement provincial de Buenos-Ayres, soit quatre millions sept cent cinquante mille, et ceux des provinces d'Entre-Rios et de Santa-Fé, soit cinq cent quinze mille livres. Ces emprunts et ces commandites constituent un total de plus de vingt-cinq millions de livres sterling, ou six cent trente millions de francs, empruntés ou employés dans une période de six années, et qui exigent aujourd'hui plus de cinquante millions de francs d'intérêts annuels, et vingt millions d'amortissement que le pays

doit couvrir avec la production. Il est donc de toute nécessité d'augmenter cette production par le travail, en même temps que l'on diminuera la consommation des objets d'importation étrangère par le développement de l'industrie locale : sinon il faudra payer en or la différence ; le paiement d'un semestre suffira pour épuiser le stock métallique et pour déprécier tout le papier en circulation ; les opérations de change les mieux combinées seront insuffisantes pour empêcher l'exportation et fomenter l'importation de l'or, si elles ne s'appuient sur une progression constante de la production. Cette progression est-elle possible, et peut-on supposer qu'elle sera rapide ?

La richesse se compose d'éléments divers dont la République Argentine possède quelques-uns, et dont beaucoup lui manquent, qu'elle ne pourra acquérir qu'avec le temps. Ainsi, elle a en abondance des terres fertiles et facilement exploitables ; mais il lui manque les éléments nécessaires pour mettre en œuvre cette richesse latente, les capitaux, la population, les magasins pour conserver les produits jusqu'au jour de leur emploi. L'industrie pastorale y a seule une grande importance, et produit beaucoup plus que ne l'exige la consommation : ce qui maintient ses produits à bas prix et forcerait le colon à l'abandonner, si elle exigeait quelque travail ou un terrain à prix élevé ; l'agriculture est délaissée faute de bras, par suite du haut prix des transports, de l'éloignement des grands centres de consommation, et il n'est pas rare de voir,

dans certains districts, l'agriculteur renoncer à recueillir le blé sur pied ou vendre son maïs comme combustible aux fours à brique ou aux boulangers, pendant qu'au loin la disette est complète ; de plus, les greniers n'existent pas : le blé se bat en plein champ ; aussitôt coupée, la botte d'épis est placée sur une peau sèche de cheval, traînée par un cheval monté, déversée sur une aire improvisée, et est piétinée par les juments jusqu'à l'extraction du grain : on estime à vingt-cinq pour cent de la récolte la quantité utilisée ; vienne une tempête au milieu de ce travail, et tout est perdu. La récolte faite est transportée sur un marché éloigné et vendue à bas prix, par la seule raison que tous les arrivages sont simultanés, et qu'il faut que le produit s'écoule en peu de temps, faute de capitaux empruntables pour l'agriculteur ou de grenier de réserve ; aussi voit-on périodiquement au mois de décembre, époque de la récolte, le blé valoir vingt francs l'hectolitre et le maïs huit francs, et s'élever l'un à soixante-dix, l'autre à quarante à la fin de la saison. Ce sont là des anomalies, des défauts d'équilibre qui profitent à quelques capitalistes, mais qui arrêtent le développement de la richesse en éloignant le travailleur d'un labeur incertain, et, en fin de compte, peu rémunérateur.

Telle est donc, pour nous résumer, l'organisation financière et économique du pays : une industrie pastorale produisant à peu de frais des animaux d'une valeur vénale relativement insignifiante, mais cependant enrichissant le pasteur et le propriétaire sans tra-

vail et sans capitaux, seule source des revenus et de l'exportation ; l'agriculture, ayant devant elle un champ des plus vastes, mais réduite à peu près au néant, faute d'appui, faute d'écoulement et de circulation de capitaux ; un commerce étranger et des dettes extérieures qui absorbent le plus clair des ressources du pays et des particuliers. Si à cela l'on ajoute le peu de goût de l'habitant pour la constitution de l'épargne, qui le pousse à gaspiller dans les années de prospérité son revenu doublé et à se conformer sans souci aux années de disette, on aura l'explication des causes qui ont empêché la formation d'un capital de réserve suffisant pour faire face à une crise financière comme celle que le pays traverse depuis trois ans après deux années de réelle prospérité. Le pays se trouve, en réalité, dans la situation d'un agriculteur qui, après avoir consommé ou vendu toute sa récolte pour en gaspiller le produit, penserait acheter à crédit les semences nécessaires à l'année suivante : il est alors à la merci du moindre incident politique ou financier ; si le crédit est supprimé, si la circulation se ralentit, il est condamné à une inaction ruineuse ; son activité et ses forces deviennent inutiles ; il ne produit pas, et le bien-être général en est diminué.

Telle est la situation que la prudence des établissements de crédit succédant à un relâchement absolu de la discipline financière a enfantée ; non-seulement le commerce et la spéculation ont été contraints, faute de crédit et de circulation, à une liquidation ruineuse,

mais encore la production a été enrayée ; il n'y a pas, en effet, d'industrie qui ait plus besoin d'avances que l'agriculture ; il n'en est pas qui exige plus d'argent comptant que l'industrie pastorale ; le pasteur ne livre son troupeau que contre espèces, et jamais contre des promesses de payer ; l'argent s'étant retiré de la circulation, le crédit étant refusé même à l'acheteur des troupeaux, ceux-ci ont été mal exploités depuis deux ans, et le pasteur a été privé d'une grande partie de ses revenus, aussi bien que l'agriculture de la possibilité de produire.

L'inquiétude qu'une pareille perturbation inspire à tous a détruit jusqu'à l'espoir d'une amélioration, et le placement des capitaux est devenu aussi difficile que l'emprunt : faute de circulation, la consommation s'est alors arrêtée autant que la production, et le commerce étranger, pivot des transactions, profondément atteint, songe à se retirer d'un pays qu'il considère à tort comme épuisé. C'est là une résolution irréfléchie : il n'est pas de pays où le commerce étranger trouvera mieux et plus longtemps à vivre que dans la République Argentine. Certaines contrées d'Amérique peuvent être exposées à une ruine complète : par exemple, le Pérou, le jour où les îles Chinchas et les salines d'Atacama s'épuiseraient, ne pourrait plus alimenter le commerce étranger, tout le monde vivant depuis des siècles des libéralités du budget, dans cet ancien siège de la vice-royauté ; un pareil fait s'est produit en Bolivie, où, les mines d'or et d'argent abandonnées, le

pays, habitué qu'il était à vivre sans travail et sans industrie, s'est trouvé assez épuisé pour que le commerce étranger ait renoncé à l'exploiter. Telle n'est pas et ne sera pas la situation de la République Argentine, où l'industrie pastorale, même sans travail, donne d'elle-même des produits abondants d'une haute valeur et d'une vente sûre.

Les erreurs économiques ont seules éloigné les capitaux dont le pays a besoin pour développer son industrie, exploiter les terres propres à l'agriculture, et profiter ainsi des voies ferrées créées en grand nombre, et qui ne traversent encore que des déserts habitables et exploitables. L'État n'a pas su employer les capitaux des emprunts à peupler le pays et à attacher au sol des producteurs : il n'a su qu'augmenter les dépenses, en même temps que les intérêts à payer diminuaient ses revenus, opérant en cela comme les particuliers. Les uns et les autres ont trop compté sur les troupeaux pour combler les déficits, sans songer que, pour ne vivre que de son troupeau et ignorer le travail, le pasteur a pour première obligation de borner ses désirs à son humble condition et de mettre en pratique l'économie domestique la plus rigoureuse.

CHAPITRE V

LES RELATIONS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE AVEC SES VOISINS LE BRÉSIL, LE PARAGUAY, LE CHILI ET LA BOLIVIE ¹

S'il est une contrée où une guerre motivée par des questions de limites paraisse invraisemblable, c'est, à proprement parler, le continent sud-américain. Ce territoire, trente-cinq fois grand comme la France, deux fois grand comme l'Europe, à peine peuplé de trente millions d'habitants, serait suffisant pour une population vingt fois plus considérable. Il est divisé en sept États, séparés les uns des autres par des chaînes de montagnes inabordables ou des déserts inexplorés, desservis par des cours d'eau d'une étendue à peine calculable, échelonnés sur plus de vingt mille kilomètres de côtes marines, et qui tous, formés des mêmes

¹ I. *Memorias de relaciones exteriores de 1865 á 1875*, Buenos-Ayres. — II. De Angelis, *Documentos relativos á la historia del Rio de la Plata*, 1857. — III. G. Thompson, *The War in Paraguay*, 1869.

éléments indigènes, créole et européen, devraient vivre d'une vie commune et jouir d'une paix éternelle, préoccupés seulement de la lutte contre une nature exubérante et de la conquête des richesses qu'elle dérobe aux efforts de l'homme. Ces peuples cependant, à peine sortis des guerres civiles où leur enfance s'est formée, semblent vouloir dépenser leur activité remuante dans des guerres internationales qui, soulevées à propos de querelles que la majorité même des hommes politiques connaît mal, produisent plus encore que les guerres civiles des maux sans compensation : elles ne sauraient en effet aboutir à autre chose qu'à la destruction des capitaux difficilement acclimatés, et dont la perte n'est point rachetée par l'acquisition de territoires déserts et inexploitable. Aussi pourrait-on de prime abord poser en principe que toute question de limites sur ce continent appartient de droit à l'arbitrage des nations désintéressées.

L'Angleterre, la France et l'Italie, en autorisant tous les États sud-américains à entretenir sur leurs territoires des agents d'émigration sans contrôle, en n'entravant en rien l'émission sur leurs marchés financiers d'emprunts qui sont la ressource ordinaire de ces gouvernements, sont par le fait parties contractantes d'une convention tacite qui engage ces États transocéaniques à répondre de la sécurité des individus qu'ils ont à leur profit séparés de la mère-patrie, et à ne pas compromettre dans de folles entreprises des capitaux empruntés pour des œuvres de progrès. Ce contrat, le jour où

il cesse d'être fidèlement exécuté, impose aux vieux États qui ont enfanté ces jeunes Républiques le devoir d'intervenir et d'empêcher de néfastes conflits par leur influence morale et l'autorité que leur confère leur grandeur matérielle.

Depuis la guerre de Sécession, aucune question ne s'est montrée sur le continent américain aussi menaçante et aussi complexe dans ses causes que celle soulevée à la fois par le Brésil et le Chili contre la République Argentine. Nous nous proposons d'élucider ici l'origine et le développement de ces conflits, de signaler les dangers qu'ils créent et d'indiquer les solutions nécessaires.

I

LA GUERRE DU PARAGUAY ET LES INCIDENTS DIPLOMATIQUES QUI LA
SUIVIRENT.

Deux guerres dans ces dix dernières années ont attiré sur le continent sud-américain l'attention de l'Europe. En 1864, celle que sous de futiles prétextes l'Espagne avait déclarée au Pérou, et à laquelle, par suite d'un traité d'alliance improvisé, prirent part le Chili, la Bolivie et la République de l'Équateur, s'était terminée par la retraite de l'Espagne. Quatre Républiques s'étaient seules levées contre l'agresseur ; celles de la côte atlantique et l'Empire du Brésil avaient refusé toute participation, se renfermant dans une neutralité absolue. Ce refus était motivé par la gravité de la situation que leur créait alors cette autre guerre où le despote paraguayen, don Francisco Solano López, avait attiré le Brésil et les Républiques Argentine et de l'Uruguay. Blessés néanmoins, les États du Pacifique, quand ils furent délivrés de la présence des canonnières espagnoles, n'eurent pas la sagesse de rester neutres, et bien au contraire favorisèrent par tous les moyens la longue résistance du Paraguay.

Cet antécédent était de mauvais augure pour les

relations postérieures des Républiques du Rio de la Plata avec celles du Pacifique, et de nature à compliquer encore les difficultés qui devaient inévitablement surgir quand, la guerre du Paraguay terminée, il s'agirait de régler la liquidation de l'alliance entre les États hétérogènes qui l'avaient signée. C'est en effet ce qui s'est produit : aussitôt que le Brésil prenait une attitude menaçante vis-à-vis de la République Argentine, le Chili profitait de l'embarras de celle-ci pour mettre en avant une réclamation inopportune de limites. C'est à cette situation spéciale que la question chilienne emprunte quelque gravité ; sans cela, elle n'eût pu occuper que des légistes dans des conférences toutes pacifiques. Le pivot de la politique continentale de l'Amérique du Sud est en effet dans les difficultés qui ont surgi entre l'empire du Brésil et les Républiques de la Plata, difficultés sans cesse envenimées par les différences d'origine, de constitution et de langue, et par le souvenir de rivalités séculaires.

On sait quels événements avaient donné naissance à la guerre du Paraguay et au traité de la triple alliance conclu à Buenos-Ayres le 1^{er} mai 1865 entre le Brésil, la République Argentine et la République de l'Uruguay. La folie du dernier dictateur paraguayen forçait le Brésil par une agression violente en pleine paix à envoyer sur le Rio-Paraná une flotte et une armée.

A peu près isolé par deux fleuves de premier ordre qui l'enveloppent à l'ouest, au sud et à l'est, le Rio-Paraná et le Rio-Paraguay, borné au nord par des dé-

serts et les marais du Rio-Apa, qui le séparent des provinces brésiliennes, le Paraguay ne pouvait songer sérieusement à retirer quelque avantage territorial d'une guerre avec son voisin : une politique sage eût dû au contraire prendre à cœur de le renfermer dans des limites naturelles lui permettant de disposer de grands fleuves, si utiles au développement de son commerce, et éloignant de lui tout péril d'absorption. De cette politique dépendaient au surplus l'équilibre sud-américain et la sûreté de tous les États dont le Paraguay occupe le centre ; aussi la République Argentine ne pouvait-elle voir sans appréhension commencer sur les fleuves tributaires du Rio de la Plata une guerre dont le résultat, quel que fût le vainqueur, ne pouvait que lui créer des embarras également sérieux.

Prendre parti pour Lopez eût été détourner la lutte de son théâtre naturel pour l'amener à Buenos-Ayres : la République Argentine était donc dès l'abord condamnée à une neutralité sans profit, mais non sans danger. Cette neutralité, qui valait pour lui une alliance, le dictateur paraguayen ne sut pas la respecter : il fit passer son armée sur le territoire argentin de la province de Corrientes pour envahir plus rapidement celle de Rio-Grande, demandant bien à Buenos-Ayres le droit de passage, mais sans attendre la réponse et faisant ensuite de la réponse négative un *casus belli*. Ce premier acte de violence, l'occupation de la ville même de Corrientes sans déclaration de guerre, une razzia de deux cent mille

bêtes à cornes dans cette province, forcèrent la République Argentine d'accepter l'alliance déjà proposée par le Brésil.

Tels furent les antécédents du traité du 1^{er} mai 1865, qui, rapprochant les Républiques de la Plata de l'Empire du Brésil, rompait la tradition historique du continent sud-américain, unissait pour la première fois dans un intérêt commun les Portugais et les Espagnols, toujours en guerre depuis 1701 jusqu'en 1828, et restés depuis dans un état d'hostilité sourde.

L'agression de Lopez suffit néanmoins à excuser la République Argentine d'avoir signé ce traité, qui installait le Brésil armé au centre des fleuves qu'il n'a cessé de convoiter. C'est à tort aussi qu'on a accusé les Républiques de la Plata de s'être alliées à un Empire pour écraser une autre République ; la vérité est que le système républicain n'a jamais existé au Paraguay que de nom : il n'y avait là ni citoyens, ni constitution, ni institutions républicaines, ni lois votées et respectées ; toutes ces garanties des peuples libres étaient remplacées par la volonté capricieuse et déréglée d'un homme exerçant une puissance invraisemblable sur un peuple préparé de longue main pour cet abaissement politique et moral. De son côté, le Brésil, pour être un Empire, n'est pas le domaine du despotisme et de la tyrannie ; bien au contraire, depuis un demi-siècle que la monarchie constitutionnelle est établie au Brésil, cet empire a été à l'abri de ces débauches de dic-

tature qu'a subies à son heure chacune des trois républiques de la Plata ; il est juste aussi de rappeler que les seules fois que les armées de dom Pedro II aient eu à combattre côte à côte avec les milices républicaines, c'était en 1852 pour les aider à renverser Oribe à Montevideo et son allié Rosas à Buenos-Ayres, et en 1865 dans la guerre contre le dictateur Solano Lopez.

Nécessité ou faute politique, le mal était fait, et au milieu des sacrifices de tout genre que lui imposait une guerre qui allait lui coûter cent cinquante mille hommes et un milliard, le Brésil pouvait peut-être entrevoir la réalisation lointaine du rêve d'agrandissement qui a toujours préoccupé ses gouvernants. Envelopper dans l'enceinte immense de l'Amazone, du Paraná, du Paraguay et de la Plata un empire aussi riche par le nombre que par la variété de ses productions, qui comprennent toutes les matières premières et tous les métaux nécessaires à l'industrie humaine, un empire disposant, pour transporter ces produits au dehors, de fleuves immenses et de six mille cinq cents kilomètres de côtes marines, c'est là le rêve de grandeur qui préoccupait Jean VI, dépossédé par Napoléon I^{er} de sa couronne de Portugal, et réfugié dans cette colonie incomparablement plus grande, plus prospère que la métropole ; c'est là le rêve qui faisait dire à dom Pedro I^{er} qu'il perdrait sa couronne plutôt que d'abandonner la rive orientale de la Plata, fanfaronnade qui lui coûta cette possession en 1828 et sa

couronne en 1831 ; c'est là le rêve ambitieux, poursuivi par les Brésiliens jusqu'à ce jour, qui perpétue les menaces de guerre et met en péril le commerce et l'avenir de ces pays.

On sait que la guerre du Paraguay devait aboutir à l'entrée des alliés à l'Assomption après quatre ans de sièges meurtriers ; l'ennemi disparu de cette capitale, il était loisible aux alliés d'établir un gouvernement provisoire formé de quelques exilés paraguayens restés étrangers à la guerre. Ce gouvernement, constitué le 15 août 1869 par l'ennemi, acceptait d'avance les stipulations du traité de la triple alliance, et devenait définitif le 1^{er} mai 1870, après la mort de Lopez. Jamais peut-être gouvernement n'avait été établi au milieu d'un néant plus absolu. L'Assomption n'était plus qu'une caserne brésilienne ; les habitants de cette ville, derniers survivants des combats meurtriers de quatre années de guerre, avaient été ramassés par Lopez, armés de force, chassés devant son armée, troupeau où se mêlaient hommes, femmes et enfants, pour mourir de morts aussi variées que terribles dans cette longue fuite de trois cents lieues à travers le désert ; l'armée brésilienne, restée seule des trois armées alliées pour cette triste tâche, avait achevé les débris de ce peuple que les maladies et la faim épargnaient. A peine quelques femmes égarées, quelques hommes sans liens entre eux, des enfants ignorant jusqu'à leur nom, avaient-ils été recueillis dans ces plaines.

A la suite d'une destruction aussi complète d'un passé de trois siècles, au milieu d'un pays d'où tout élément de production avait disparu, que pouvait valoir un gouvernement constitué uniquement par les vainqueurs? Que pouvait valoir un traité signé par un tel gouvernement? Les alliés n'avaient pas prévu le cas; l'imagination n'avait pu concevoir à l'origine de cette guerre, ni une telle résistance, ni un tel écrasement, et par suite les divers articles du traité du 1^{er} mai 1865 allaient créer des complications sans nombre. Ce qu'avaient produit les faits était ce que l'on aurait voulu à tout prix éviter à Buenos-Ayres, le Paraguay supprimé politiquement et n'ayant plus qu'une existence purement géographique, le Brésil présent à l'Assomption avec une armée et une escadre dépositaires de la seule force publique qui subsistât, des soldats étrangers, des esclaves armés substitués à un peuple anéanti, la question paraguayenne changeant de face et devenant pour les Républiques du Rio de la Plata une question brésilienne, préparée par elles-mêmes contre leur propre sécurité.

Quels avantages compensaient pour la République Argentine ces quatre années de guerre et cette situation dangereuse? Dès le début, elle avait occupé sans contestation de la part de son allié l'ancien territoire des Missions, situé au nord-est de la province de Corrientes entre le Paraná et l'Uruguay jusqu'au Rio-Yguazu; plus tard elle avait pris possession de Villa-Occidental, située en face de l'Assomption sur la rive

droite du Paraguay au nord du Rio-Pilcomayo, mettant ainsi la main sur l'immense territoire du Grand-Chaco, et se plaçant de façon à s'assurer à jamais la navigation des fleuves Bermejo et Pilcomayo, grands affluents du Paraguay qui descendent parallèlement des montagnes de la Bolivie. Le Brésil n'avait pas protesté contre ces prises de possession, ni invoqué l'article du traité de la triple alliance par lequel les alliés s'étaient interdit toute idée de conquête ; il semblait même tacitement reconnaître que la République Argentine avait agi en vertu d'un droit réel en rentrant en possession de territoires qu'elle avait toujours réclamés du Paraguay depuis 1844. Le Brésil d'ailleurs occupait, lui aussi, l'île d'Atajo ou de Cerrito, située au confluent du Paraguay et du Haut-Paraná.

Cette île, d'une importance stratégique considérable, domine entièrement le cours des deux fleuves, et n'est séparée de la rive argentine que par un bras aujourd'hui presque à sec ; elle a sur le Paraguay une façade de neuf lieues, dont un seul point est habitable, — le Cerrito, petit promontoire qui s'avance sur le chenal navigable du Paraguay. C'est là que, dès le début de la guerre, les Brésiliens établirent leur dépôt de matériel, de troupes, d'armes de guerre, c'est là qu'après la guerre ils l'emmagasinerent, et, tout en créant dans cette île la succursale de leur arsenal de Matto-Grosso, ils s'assuraient la domination absolue de tout le cours supérieur des affluents de la Plata, se

constituant par la force les arbitres et les juges de toutes les questions à résoudre.

Telle était la situation lorsque, le 1^{er} mars 1870, Lopez mourut de la main d'un maraudeur égaré au Cerro-Corro. On s'occupa immédiatement de signer avec le Paraguay les préliminaires de paix qui aboutirent aux protocoles du 20 juin 1870. L'alliance subsistait entière ; toute idée de conquête ayant été préalablement exclue, les questions de limites et d'indemnités devaient être jugées sur pièces et sur titres.

Tout alla bien jusqu'en mai 1871 : le gouvernement républicain s'était définitivement constitué au Paraguay, le président constitutionnel, M. Rivarola, avait été régulièrement installé, le congrès élu, une constitution votée. Les alliés, pendant ces opérations, s'étaient réunis à Buenos-Ayres, et leurs ministres respectifs avaient consigné leurs accords dans huit protocoles qui contenaient en substance les différents articles du traité de paix qu'on allait proposer au Paraguay. Toutes les questions y étaient résolues, sauf celle de la fixation des limites, réservée pour être réglée dans des traités annexes qui devaient être signés avec intervention de la Bolivie. On pouvait croire qu'il ne restait plus à vider entre les alliés aucune question de fond, lorsqu'un changement de personnes dans la représentation brésilienne fit subitement prendre aux négociations un tour peu amical.

Le baron de Cotegipe, dont le nom a pris une signi-

fication caractéristique dans tous ces événements, fut envoyé par le gouvernement brésilien pour conclure avec le Paraguay le traité définitif de paix que le docteur Quintana allait conjointement négocier pour la République Argentine. Des agitations intérieures qui substituaient M. Jovellanos à M. Rivarola comme président après une dissolution violente du congrès paraguayen retardèrent les négociations, et ce ne fut qu'à la fin de 1871 que les ministres venus pour traiter se trouvèrent réunis pour cet objet.

Leur conduite était toute tracée par les protocoles de Buenos-Ayres, qui fixaient le point de départ et le point d'arrivée des négociations projetées ; cependant le ministre brésilien, par une exigence inattendue, en demanda la révision. Il prétendait rompre la solidarité de l'alliance en réclamant pour chacun des alliés le droit de faire des arrangements séparés avec le vaincu, et insistait pour faire accepter en principe l'occupation militaire des territoires de ce dernier. Le ministre argentin, ayant refusé de traiter sur ces bases, se retira à Buenos-Ayres. Ce ne fut donc pas sans un profond étonnement que l'on apprit, le 1^{er} février 1872, que le baron de Cotegipe avait, aussitôt après le départ de M. Quintana, traité séparément avec le Paraguay. Les articles bientôt connus de ce traité dépassaient encore ce que l'on pouvait craindre à Buenos-Ayres ; il réservait en effet au Brésil le droit de conserver pour un temps indéfini les forces qu'il estimerait nécessaires à l'accomplissement de ses

arrangements, et garantissait pour cinq ans l'intégrité du territoire paraguayen.

Non-seulement ces deux conditions mettaient les destinées du Paraguay dans la main du Brésil, sous prétexte de le protéger contre un voisin, mais encore ce protectorat comportait l'intention de se faire juge des griefs que les voisins pouvaient avoir contre le Paraguay, ou de protéger le gouvernement établi à l'époque du traité, et alors cette prétention ne signifiait autre chose que l'introduction dans le pays d'une force étrangère à la volonté du peuple, pour donner une existence efficace à ce gouvernement ; dans l'un et l'autre cas, le Paraguay était placé dans la dépendance du Brésil et ne pouvait figurer comme nation indépendante.

Le Brésil seul pouvait introduire une semblable anomalie, de nature à scandaliser le sentiment républicain des pays du continent américain, où la souveraineté est absolument inhérente au peuple, où les gouvernants n'exercent d'autres pouvoirs que ceux très-limités que le vrai souverain, le peuple, leur a délégués.

Le Brésil semblait ignorer que le droit public doit se fonder sur la nature et le caractère des institutions politiques établies dans le pays qui l'accepte. Les principes de protectorat imposés sans consulter la volonté du peuple sont inconnus dans le droit public américain, et rangés parmi les institutions exotiques qui appartiennent à la vieille Europe ; transportés

sur ce sol, ils aboutissent au drame de Queretaro. Le droit public américain, si fermement défendu par Monroë après Washington, Adams, Jefferson et Madison, n'a eu un moment de défaillance qu'alors que le parti du Sud esclavagiste eut amené au pouvoir des hommes peu fidèles aux principes républicains, et plus disposés à régler leurs actes sur les principes oligarchiques, comme Jackson, Wamburen, Polk, Tyler, Phillimore, Pierce, Buchanan. Depuis la chute de ce parti, sont devenus impossibles des faits tels que l'annexion du Texas, la guerre du Mexique et tant d'autres violences appuyées sur les principes du droit public européen. Le Brésil seul semble être resté fidèle aux principes abrogés sur ce continent, et c'est en s'appuyant sur ce passé qu'il a autorisé et confirmé les traités Cotegipe, violation manifeste de l'autonomie du peuple paraguayen et par conséquent du traité de la triple alliance.

Les explications données par lui, loin d'atténuer la portée de cet acte, ne faisaient que l'aggraver ; le protectorat improvisé qu'il s'attribuait sur le Paraguay était considéré à bon droit, à Buenos-Ayres, comme une offense et comme une provocation. La surexcitation qu'avait produite la communication des traités dans le public, dans la presse et dans les chambres était telle, que le ministre des relations étrangères, M. Carlos Tejedor, se laissa entraîner à écrire une note dont la violence semblait fermer la porte à la conciliation. Cette note, du 27 avril 1872,

qui a marqué dans le débat, demande l'annulation pure et simple des traités Cote-gipe, qu'elle considère comme équivalant à la rupture de l'alliance.

Les déclarations qu'elle contenait et le style violent dans lequel elles étaient conçues produisirent à Rio l'effet attendu; l'impression fut tout aussi vive à Buenos-Ayres lorsque cette dépêche fut connue du congrès, et l'opinion publique, qui avait poussé à ces violences, fut la première à les blâmer : le Brésil par ses actes, la République Argentine par ses paroles, semblaient tous deux trop démontrer leur désir de liquider par la guerre le traité d'alliance, pour que les intérêts privés, profondément menacés, n'en vinssent pas à exercer une pression énergique sur les représentants de la nation, à exiger du ministre un correctif immédiat. La nécessité s'en imposait; c'est ce qui détermina l'envoi du général Mitre à Rio-Janeiro, en mission extraordinaire, le 4 juin 1872.

L'homme qui avait fait l'alliance de 1865, qui avait signé le traité et commandé les armées alliées pendant la période la plus longue et la plus ardue de la guerre, était l'envoyé choisi pour ramener le gouvernement brésilien aux pensées de paix contenues dans la lettre du traité de 1865 et des protocoles de 1870 et de 1871. Il y avait quatre ans que le général Mitre était descendu du fauteuil présidentiel; rentré dans la vie privée, il était resté l'homme d'État le plus considérable de son pays, et l'on ne pouvait douter que l'autorité de sa parole, en même temps que le sou-

venir des services rendus au Brésil lui-même, n'amenassent promptement les esprits à des idées de paix.

Tel fut en effet le résultat obtenu. Cependant que de difficultés entouraient l'envoyé argentin dès le début de son séjour à Rio ! Un incident pouvait dès le premier jour en donner la mesure : à son arrivée, le général n'avait pas été reçu personnellement par l'empereur, selon l'usage, bien que ces deux personnages fussent liés par des relations anciennes ; sur la demande qu'il fit d'une audience, il lui fut répondu que l'empereur ne pourrait le recevoir qu'à l'audience mensuelle des ambassadeurs du 2 août suivant. Le général Mitre s'y rendit en grande tenue, accompagné du personnel de la légation. Suivant les règles du cérémonial, un entretien était de rigueur entre l'empereur et l'envoyé argentin. Le général Mitre salua dôm Pedro II en lui disant combien il était heureux de revoir après huit ans d'absence, au milieu de la paix glorieusement conquise, un compagnon d'armes qu'il avait vu pour la dernière fois sous sa tente sur le champ de bataille d'Uruguayana le soir d'une victoire gagnée en commun, qui avait délivré de l'ennemi une ville brésilienne. Ces souvenirs échangés, la présentation faite du personnel de la légation, l'empereur demanda au général s'il avait des nouvelles fraîches de la Plata, et s'il n'avait pas connaissance d'une récente invasion d'Indiens. Surpris de l'étrangeté de la question, le général Mitre répondit que le fait était vrai, que c'était là une des plaies des pays vastes et

peu peuplés, et que, si puissants et si riches que fussent les États-Unis, ils n'en étaient pas délivrés encore, mais que la dernière malle avait apporté une nouvelle d'un plus haut intérêt, qui était l'inauguration du télégraphe transandin, unissant le Pacifique à l'Atlantique. L'empereur ne resta pas sur cette réponse, et demanda de nouveau, ce qui pouvait passer pour une ironie, où en étaient les travaux du chemin de fer transandin, qui en réalité n'est depuis dix ans et ne sera longtemps encore qu'à l'état de projet. La conversation, après une réplique sans intérêt, s'arrêta là; elle était caractéristique pour les esprits les moins prévenus, et ne pouvait être mise sur le compte de la distraction dans des circonstances aussi graves; elle était plus étrange encore, étant données les relations antérieures de l'empereur avec le général Mitre; tous deux en effet, comme chefs d'États alliés, avaient commencé ensemble à Uruguayana une guerre que le général Mitre continuait ensuite comme généralissime des armées brésilienne et argentine, les menant toutes deux à une victoire chèrement acquise. La situation de l'empereur, monarque constitutionnel, lui interdisait, il est vrai, de manifester son opinion sur les incidents qui amenaient le général Mitre à Rio, mais le devoir que son titre lui imposait n'allait pas jusqu'à l'oubli de ces précédents et à une indifférence si marquée pour la personne de son interlocuteur.

Sortant du cérémonial pour entamer les pourpar-

lers diplomatiques, le général Mitre ne devait pas rencontrer un meilleur accueil. Le gouvernement brésilien se refusa dès l'abord à entrer en négociations, tant que celui de Buenos-Ayres n'aurait pas dans une nouvelle note effacé tout ce qu'avait de blessant et de provoquant celle du 27 avril. Il fallut trois mois pour obtenir de Buenos-Ayres une réponse satisfaisante qui rouvrait la porte aux tentatives de conciliation ; ce fut donc seulement au mois de septembre que furent entamées les négociations. Les instructions du général Mitre portaient la reconnaissance des traités Cotegeipe, mais seulement en tant qu'ils étaient conformes aux bases antérieures, et à la condition que le gouvernement de Rio reconnaît explicitement l'existence du traité de 1865 dans toutes les stipulations relatives à l'état de guerre et à l'état de paix après la guerre ; on exigeait en outre le retrait des troupes alliées trois mois après les traités définitifs que la République Argentine conclurait avec le Paraguay. Malheureusement il était visible que le Brésil voulait s'en tenir aux faits acquis par son traité et laisser retomber sur la République Argentine le poids de toutes les difficultés non-seulement créées par cet acte, mais encore nées de la guerre ou antérieures à la guerre, ce qui lui permettait de conserver éternellement ses troupes à l'Assomption et même sur les territoires discutés, et de se faire à son heure l'arbitre de conflits éventuels qui ne pouvaient que lui créer des avantages. Il savait aussi que le moment

n'était pas venu où la République Argentine pourrait songer à la guerre, ni mettre son matériel en rapport avec celui que le Brésil avait amoncelé dans ses arsenaux de Rio, de Matto Grosso et de l'île de Cerrito, pas plus qu'opposer ses troupes de terre à celles qu'il amenait déjà sur les confins de la province de Rio-Grande, en même temps qu'il subventionnait les révolutionnaires de la province d'Entre-Rios, soulevés par les assassins du gouverneur, le général Urquiza.

Dans de telles conditions, le général Mitre, n'eût-il fait que gagner du temps par ses lenteurs voulues, sauvait la République Argentine d'un véritable danger. Quel que fût, après ces préliminaires, le texte de la convention signée le 19 novembre 1872, où aboutit la mission du général Mitre, elle produisait du moins ce résultat, inespéré quatre mois auparavant, d'éviter une guerre qui semblait d'abord inévitable, et qu'on a pu croire éloignée à jamais, jusqu'aux incidents qui en ont récemment réveillé la pensée. Cet avantage était, à proprement parler, le seul : il y avait eu trop à réparer pour que le négociateur eût pu se leurrer de l'espoir d'en obtenir un plus complet. La convention, en effet, reconnaissait l'existence des traités Cotegipe, sous réserve pour la République Argentine de négocier de son côté avec le Paraguay ; le Brésil s'engageait à employer son influence pour faire aboutir ces accords particuliers, et, en cas de refus de la part du Paraguay, à examiner la question en commun avec les alliés ; mais on ne fixait pas de terme obligatoire pour

le retrait des troupes, le remettant seulement à trois mois après la conclusion définitive des traités. C'était là le point faible de la convention, car la République Argentine n'avait plus dès lors aucun moyen de faire cesser l'occupation, si, le Paraguay refusant de traiter, le Brésil appuyait secrètement sa résistance. Or c'est justement ce qui est arrivé.

Résultat inattendu d'une alliance imprudente qui doit faire tressaillir d'aise les mânes de Lopez. Il n'eût pas prévu sans joie les difficultés que son attaque allait léguer pour plus de dix ans à ses ennemis. Depuis dix ans, en effet, aucun des États ligués contre lui n'est en paix ni en guerre. La paix n'est pas faite avec le Paraguay, puisque aucun traité définitif n'est intervenu ; la guerre cependant est sans objet : inutile pour défendre les droits de la République Argentine, elle est impossible, vu l'état d'anéantissement du Paraguay. L'annexion de ce pays est interdite par le traité d'alliance ; entre les alliés, aucune question de rivalité ni de limites n'est ouvertement soulevée, et pourtant que d'obstacles à la paix, que de dangers de guerre avec le Brésil ! Or quels prétextes avouables trouver à une guerre à propos de la question du Paraguay ? Où mènerait-elle, sinon de la part du Brésil l'aveu à de ses convoitises ?

Cependant l'heure était venue où la République Argentine allait entrer dans une nouvelle série d'incidents à propos des traités définitifs qu'il lui restait à signer. Le 1^{er} mars 1873, le général Mitre, revenu

de Rio-Janeiro, repartait de Buenos-Ayres pour l'Assomption, afin de compléter son œuvre en terminant la guerre par un traité de paix avec le vaincu. Pour qui ne connaîtrait pas l'histoire de ces quatre années de négociations, plus longues que la guerre elle-même, et qui s'en tiendrait à envisager la situation du vaincu seul vis-à-vis du vainqueur, il semblerait que ce fût là une œuvre facile. L'habileté du général Mitre devait pourtant échouer dans cette mission.

Les questions à régler étaient l'indemnité de guerre et les limites ; la première ne préoccupait personne, vu l'impossibilité absolue où était le Paraguay d'en payer aucune ; quant à celle des limites, elle ne devait trouver aucune résistance auprès du gouvernement de ce pays, si elle n'avait pas pour objet de consacrer un abaissement pire que celui qu'avait produit la guerre, et elle ne devait logiquement intéresser les alliés que si elle comportait un agrandissement de territoire par droit de conquête, en violation du traité d'alliance. Quels territoires allaient embrasser les limites réclamées par la République ? Celui de la partie des Missions située entre le Rio-Uruguay, l'Iguazu et le Paraná au nord-est de la province de Corrientes n'était pas en question ; la République Argentine même, au lieu d'une conquête, faisait un abandon, puisque ses droits pouvaient être considérés comme irrécusables non-seulement jusqu'au Paraná, mais jusqu'au Tebicuary, situé à trente lieues plus au nord. La partie du Chaco, désert

boisé situé au nord de la province de Santa-Fé sur la rive droite du Rio-Paraguay, n'était pas contestable jusqu'à la limite du Bermejo, et n'était même pas sérieusement contestée jusqu'au Pilcomayo, qui coule parallèlement à vingt lieues au nord et vient se jeter dans le Paraguay à une lieue au-dessous de l'Assomption. On pouvait considérer la question comme vidée jusqu'à cette limite. Le traité de 1865 concédait même à la République Argentine la faculté de faire valoir ses droits sur la partie du Chaco au nord du Pilcomayo en concurrence avec la Bolivie et le Paraguay ; ce territoire avait peu d'importance pour la République Argentine, mais son gouvernement attachait un intérêt considérable à la conservation de la Ville-Occidentale, située à quelques lieues au-dessus de l'embouchure du Pilcomayo. Le dernier point à résoudre était la possession de la fameuse île de Cerro-rito. Cette île, située au confluent des deux fleuves Paraná et Paraguay, était la clef de tous les points en litige. La vérité, connue de tous, était que le Paraguay défendait à peine ses droits sur cette île, dont les Argentins avaient été paisiblement en possession jusqu'en 1844, époque où ils avaient été dépossédés par Lopez ; mais on savait aussi que le Brésil voulait considérer cette île comme paraguayenne, pour la garder.

Si le général Mitre eût traité librement ou s'il eût pu faire triompher ses idées, la question du Chaco eût été vidée par l'abandon de la Ville-Occidentale et

l'acceptation de la limite du Pilcomayo, qui eût été également acceptée par le Paraguay ; peut-être même eût-il transigé sur la neutralité de l'île de Cerrito, résolvant ainsi les questions en litige et délivrant les deux pays du poids de graves préoccupations. L'opinion publique eût approuvé ce résultat ; n'attachant que peu d'intérêt à ces longues querelles à propos de déserts inexplorés, sans même ambitionner la limite du Pilcomayo, elle se fût contentée de celle du Bermejo, fleuve plus important, connu jusqu'à sa source, visité mensuellement par un vapeur qui part de Buenos-Ayres et qui assure au Rio de la Plata le commerce des provinces excentriques de la République et le transit de la Bolivie. Quant à l'abandon ou à la conservation de la Ville-Occidentale, est-ce donc une question vitale pour la République ? est-ce même une question d'amour-propre national qui ne puisse se vider que les armes à la main ? Évidemment non ; si le Grand-Chaco est peut-être argentin, la Ville-Occidentale ne l'a jamais été ; elle fut fondée en 1855 par Solano Lopez, à son retour d'Europe, sous le nom de Nouvelle-Bordeaux, pour y établir des familles françaises venues avec lui : abandonnée quelques années plus tard, elle fut occupée pendant la guerre par la République Argentine, qui la garda, la considérant comme un point stratégique que l'on ne pouvait sous aucun prétexte abandonner.

Cette importance que l'on donne à la Ville-Occidentale vient en réalité d'une erreur géographique. On

croit généralement à Buenos-Ayres, sur la foi de cartes insuffisantes, que le Pilcomayo aboutit dans le Paraguay par deux embouchures, et que la Ville-Occidentale, située au nord de la première et au sud de la seconde, occupe ainsi une presque île inattaquable vis-à-vis de l'Assomption. La vérité est que le Pilcomayo n'a qu'une embouchure au sud de la Ville-Occidentale, qui, se trouvant ainsi en dehors de cette fameuse limite du Pilcomayo, maximum des prétentions soutenables de la République Argentine, n'est pas défendue ; il faut donc reconnaître qu'obtint-on à Buenos-Ayres la Ville-Occidentale, on se serait simplement créé un embarras pour l'avenir et l'on aurait acquis un point si peu stratégique qu'à la première menace de guerre il faudrait l'abandonner, sur lequel par conséquent on ne pourrait jamais établir qu'une possession précaire. Le gouvernement seul a mis son point d'honneur à résister à toute transaction, et craignant sans doute que le général Mitre ne s'avancât trop dans la ligne sage qu'il semblait conseiller dans ses notes confidentielles, M. Tejedor, dans son rapport annuel au Congrès (juin 1873), eut soin de produire des prétentions que l'on savait en complète opposition avec les vues brésiliennes. Le résultat fut de compromettre à ce point les négociations engagées, que le Paraguay voulut revenir sur la transaction admise en principe au sujet du territoire des Missions et de la limite du Pilcomayo, et même remettre en question la propriété du Chaco, résolue par le traité

d'alliance. C'était encore une faute grave, qui allait faire perdre tout le terrain conquis à Rio et ramener le général Mitre au point où en était M. Quintana en 1871, c'est-à-dire le forcer à revenir à Buenos-Ayres pour constater dans un long mémorandum l'impossibilité de traiter.

Le Paraguay pendant ce temps n'avait du reste fait aucun progrès politique. En 1872, M. Jovellanos avait été nommé président en remplacement de M. Rivarola, démissionnaire ; mais, attaqué par le parti national, il avait dû recourir à l'appui des troupes brésiliennes pour écraser l'insurrection dirigée par M. Caballero, qui mit en péril la ville même de l'Assomption à l'époque où le général Mitre y débarquait pour négocier. Un traité avec un gouvernement aussi peu stable était un mince succès, mais ce traité même était impossible. Le gouvernement paraguayen était bien en apparence reconstitué sur les ruines laissées par un demi-siècle de dictature, mais les patriotes paraguayens n'avaient aucune confiance dans l'avenir, ni dans le maintien de l'indépendance nationale ; en possession d'une constitution parfaite au point de vue théorique, l'éducation politique leur manquait pour donner une vie réelle à cette constitution promulguée plutôt que fondée, et restée par la force des choses à la merci de bouleversements journaliers. Cette instabilité politique constituait par elle-même un obstacle pour toute espèce de traité ; qui pouvait dire, en effet, qu'un traité signé aujourd'hui

arriverait à obtenir la sanction des pouvoirs constitutionnels avant que le gouvernement avec qui on avait traité ne fût renversé? Qui pouvait répondre que le nouveau gouvernement accepterait les traités faits par l'antérieur, et que le négociateur argentin n'aurait pas fait d'inutiles concessions? Là pourtant n'était pas la seule difficulté. Les traités Cote-gipe n'étaient ni plus ni moins garantis, et cependant le Brésil avait traité; le véritable obstacle n'était pas le vaincu, c'était l'allié, et l'aliment de la querelle était malheureusement à Buenos-Ayres, dans les conseils du gouvernement, aussi bien que dans l'hostilité brésilienne.

Par une destinée fatale, l'initiative de ces difficultés revenait au même homme; il avait contribué deux fois à les raviver et rendu inutiles les efforts de deux envoyés extraordinaires, tous deux d'un mérite peu commun, le général Mitre et le docteur Quintana. Après quatre années, ce ministre n'avait pas été remplacé. Avocat d'un mérite reconnu, mûri par les luttes journalières d'une carrière très-brillante et très-occupée, maniant avec une grande habileté la plume, cette arme unique de l'avocat américain, M. Tejedor, dans sa carrière de diplomate, n'avait cessé de faire éprouver à son pays des échecs répétés, parce qu'il manquait de cette habileté spéciale qui dénoue les fils les plus embrouillés sans les rompre : emporté, violent, dépassant la mesure dans les discussions parlementaires, mais cependant écouté et

respecté dans les chambres par des collègues qui honorent en lui une vie politique toujours droite, il eut le tort grave d'introduire dans les relations de cabinet ces brusqueries de langage que la camaraderie créole supportait ailleurs, mais qui sur le terrain diplomatique amenaient ses adversaires à le combattre avec les mêmes armes, — éloignant ainsi l'heure des transactions, et réduisant son gouvernement, pacifique par nécessité, à des concessions que plus de modération lui eût épargnées.

Après l'échec des deux précédents négociateurs, M. Tejedor eût vainement cherché un successeur au général Mitre, et ne pouvait réserver ce rôle qu'à lui-même. Toute l'année 1874 se passa au milieu des complications intérieures occasionnées par la lutte électorale et la révolution de septembre¹. Ce ne fut qu'au mois de mai de 1875 que M. Tejedor, sorti du ministère, put se rendre à Rio pour reprendre les négociations. Le seul pas qu'eût fait la question, dû sans doute aux embarras financiers que causait au Brésil l'entretien d'une flotte et d'une armée de terre au Paraguay, était la proposition de reprendre les négociations sur la base d'un arbitrage limité au territoire de la Ville-Occidentale. M. Tejedor y répondit en acceptant même la rétrocession de ce territoire sous la condition de remise immédiate de l'île de Cerrito par le Brésil à la République Argentine. Ces

¹ Voir l'Introduction

pourparlers, qui avaient pour but de fixer le point de départ des négociations, suffisaient à démontrer que la question paraguayenne n'était autre chose qu'une question exclusivement brésilienne : l'un et l'autre des intéressés savait qu'il exigeait de son adversaire une concession inadmissible, et qu'il se donnait gratuitement les apparences d'un esprit de conciliation prêt à tous les sacrifices. L'accord une fois fait sur ces bases, M. Tejedor fut invité à se rendre à Rio : on l'assurait que toutes les difficultés seraient aplanies ; le Paraguay se fit de son côté représenter par M. Sosa comme envoyé extraordinaire ; la réunion eut lieu en mai. Il ne s'agissait et il ne pouvait s'agir que d'un traité spécial entre la République Argentine et celle du Paraguay. Par un singulier bouleversement, après que le Brésil avait pour sa part signé des conventions à sa convenance, ce traité venait se discuter à Rio en présence de plénipotentiaires brésiliens, prenant part à la rédaction de protocoles sur une question de limites où le Brésil n'avait pas d'intérêt direct. Par un événement que n'avaient point prévu les ministres brésiliens, les deux plénipotentiaires argentin et paraguayen tombèrent d'accord, et, après deux conférences, signèrent un traité *ad referendum*, admettant les limites du Pilcomayo, la possession de la Ville-Occidentale en faveur de la République Argentine, reconnaissant en même temps sa souveraineté sur l'île de Cerrito.

Le Brésil avait compté sur un désaccord, il avait

même conseillé dans ce sens M. Sosa, et avait mis en avant une proposition d'arbitrage qui laissait pour longtemps la question en litige et éternisait son occupation de l'île de Cerrito. Il échoua sur tous les points, mais les hommes d'État brésiliens, loin de considérer ce dénouement comme définitif, ne pouvant du reste s'opposer à la signature de traités où ils n'étaient pas partie, mirent tout en œuvre pour en amener l'annulation. M. Tejedor et M. Sosa, ne jugeant pas utile d'envoyer un courrier de cabinet spécial porter le texte du traité à Buenos-Ayres et à l'Assomption, avaient confié leurs plis à la poste brésilienne ; le gouvernement les garda et expédia en toute hâte un avis à l'Assomption, pour intimer au gouvernement paraguayen l'ordre de repousser les traités signés *ad referendum*, dont il remettait en même temps une copie sans aucun caractère d'authenticité. Le gouvernement se soumit à ces injonctions, blâma publiquement son envoyé, et refusa son approbation aux traités signés : une fois encore la politique brésilienne replongeait l'avenir de ces pays dans l'obscurité et l'incertitude.

Telle est la situation épineuse créée aux alliés par un traité de paix et d'alliance perpétuelle plus pernicieux mille fois que l'état d'antipathie dans lequel on avait toujours vécu. Le Brésil est resté fidèle à sa vieille politique ; de tout temps il n'a cessé de lutter pour obtenir la domination des affluents de la Plata. Sa dernière tentative datait de 1840, où l'intervention

de l'Angleterre et de la France arrêta ses prétentions sur l'île de Martin-Garcia, placée entre le Paraná Guazu et l'Uruguay, au confluent de ces deux immenses fleuves dans l'estuaire de la Plata. Grâce à ces deux puissances, cette île est restée à la République Argentine avec la faculté de la fortifier, faculté dont elle n'a commencé à user que le jour où le Brésil a sérieusement menacé ces deux cours d'eau. C'est pour élever forteresse contre forteresse que le Brésil a depuis toujours cherché à s'emparer d'un point stratégique qui tint en échec Martin-Garcia : l'île de Cerreto, qui occupe au confluent du Paraná et du Paraguay une position identique, est entre ses mains ; il veut la garder, et pour cela créer aux deux voisins des difficultés inextricables. Arrivera-t-il ainsi à susciter une guerre qui lui permette de maintenir sa situation au centre des Républiques du Sud ? Là est la question. Dix fois déjà depuis quatre ans cette guerre aurait éclaté, si la République Argentine avait montré moins de sagesse politique et de fermeté.

En dehors du passé historique et des vieilles querelles qui divisent l'Amérique espagnole et portugaise depuis deux siècles, bien des petits faits récents avaient ravivé les hostilités. La République Argentine est entrée dans une ère de progrès rapide ; l'émigration laborieuse s'est portée sur son territoire pendant que le Brésil esclavagiste voyait sa population diminuer et se préparer la crise peut-être terrible qu'amènera la liquidation de l'esclavage. Dans le dessein

d'arrêter les progrès de sa voisine, le Brésil envoya des agents d'émigration à Buenos-Ayres pour détourner à son profit, sur la foi de promesses de tout genre, le courant de l'émigration européenne : c'était rechercher une occasion de tiraillements qui pouvaient amener un conflit sérieux ; en même temps, il protestait contre l'établissement de quarantaines imposées aux provenances de Rio pendant la saison de la fièvre jaune, menaçant d'y répondre par une rupture de relations diplomatiques. Tout contribuait ainsi à exciter les esprits, et, sous la menace perpétuelle d'une guerre entre les deux États, à créer une crise commerciale et financière des plus graves.

Quels seraient cependant les résultats d'une guerre dans le Rio de la Plata ? Il est difficile au plus habile de le prévoir. Il faut se souvenir qu'en 1827 la République était bien petite, et que cependant elle amena le Brésil à accepter la paix après des revers répétés. Qu'advierait-il aujourd'hui ? L'énorme matériel de guerre du Brésil suffirait-il à bloquer la Plata, qui a trente lieues de large à son embouchure ? à bloquer même Buenos-Ayres, que les bâtiments d'un fort tonnage ne peuvent pas aborder à plus de quinze milles au large ? Pourrait-il défendre la province de Rio-Grande, séparée seulement de celle d'Entre-Rios par le Rio-Uruguay, et où une invasion de Gauchos irréguliers produirait des ravages considérables ? De son côté, la République Argentine, dans l'état où sont ses finances, habitée qu'elle est par une foule d'étrangers

presque aussi nombreux que les nationaux, pourrait-elle soutenir une longue guerre sans s'effondrer? Ces considérations n'ont pas été sans préoccuper les patriotes de l'un et de l'autre pays.

II

LE CONFLIT AVEC LE CHILI AU SUJET DU DÉTROIT DE MAGELLAN ET
DU TERRITOIRE DE LA PATAGONIE.

Aujourd'hui, ces craintes de guerre ont disparu ; le Brésil a renoncé à cette prétention ancienne de diriger la politique du continent sud-américain ; rappelé au soin de ses affaires intérieures, il a enfin compris le danger que faisait courir à ses intérêts matériels l'inquiétude qu'il entretenait. La République Argentine a donc traité, elle aussi, avec le gouvernement paraguayen le 3 février 1876 et l'ensemble des questions de limites a été soumis à la décision d'un tribunal arbitral ; l'arbitre nommé par les deux parties est l'ex-président de la république des États-Unis, M. Ulysse Grant. — *Sub judice lis est !*

Les difficultés que traverse la République Argentine dans ses rapports avec le Brésil et qui mettent en péril la paix du continent sud-américain ne sont cependant pas les seules. Ces complications même en ont amené d'autres avec plusieurs voisins, et en particulier avec la République du Chili, dont les prétentions se sont accentuées à mesure que la querelle avec le Brésil se présentait plus menaçante. Cette hostilité ré-

cente entre ces deux Républiques, nées du même mouvement de colonisation espagnole, élevées sous des lois communes, unies plus étroitement encore par les épreuves de l'indépendance de 1810 à 1817, n'était présagée par aucun incident antérieur de quelque importance. A la suite des événements de 1810, les républiques chilienne et platéenne s'étaient formées sur les mêmes principes politiques et sociaux, et rien ne pouvait faire prévoir une scission comportant l'oubli d'une commune origine et de services mutuellement rendus.

La discussion porte tout entière sur la propriété du vaste territoire désert de la Patagonie, sur lequel aucun des deux États n'a jamais exercé une possession effective. Aujourd'hui même, où la question de propriété est soulevée entre les deux États voisins, les documents précis font défaut pour donner à la Patagonie des limites sûres au nord; bornée aux autres vents par le cap Horn, la Cordillère et l'Atlantique, s'étend-elle au nord jusqu'au Rio-Negro par quarante-deux degrés ou seulement jusqu'au Rio-Diamante par quarante-sept degrés, ancienne limite des provinces de Cuyo? Ce sont là des questions obscures qui jusqu'à ces dernières années n'avaient intéressé personne; il semblait même que les deux parties aujourd'hui en litige eussent pris à cœur d'inscrire dans des documents publics le peu de cas qu'elles faisaient de ce territoire à peu près inutile. Ainsi en 1849 le ministre de la marine chilienne, dans le rapport an-

nuel de son département, disait textuellement : « Nous ne devons pas oublier de signaler l'état de complet abandon dans lequel se trouvent nos ports et les eaux de la République ; il semble incroyable qu'étant donné que la seule source de nos revenus est la douane, *toute notre côte*, depuis Copiapo jusqu'à Chiloe, soit abandonnée par la force publique et ouverte à la contrebande, au brigandage et à toute espèce d'abus. » A cette époque, on admettait donc qu'au delà de Chiloe il n'y avait pas de côte chilienne. De son côté, le pouvoir exécutif de la République Argentine disait, dans un message du 6 septembre 1872 : « Le gouvernement n'a aucun moyen de savoir par ses propres agents en quels lieux de la côte patagonienne il existe des dépôts de guano ; le dernier établissement qu'ait la République Argentine sur l'Atlantique est le Carmen de Patagones, situé sur les bords du Rio-Negro, et une petite colonie d'Anglais du pays de Galles sur le Chubut. La République manquant d'escadres et de gardes-côtes, la Patagonie est, comme toujours, dans le plus grand abandon. » Cette dernière phrase prouverait au moins en faveur de la République Argentine une possession *in animo*, qui suffit juridiquement à établir ses titres à la propriété du territoire possédé. Quant au Chili, il semblait encore admettre en 1849 que son territoire s'arrêtait à l'est de la Cordillère des Andes, pour aboutir à l'extrémité de la presqu'île de Brunswick, dans le détroit de Magellan, sans prétendre à aucune possession au delà des Andes, ni au sud

du détroit. Le seul acte qu'eussent fait les Chiliens dans la voie d'une prise de possession de l'entrée ouest du détroit était la fondation de la colonie de Bulnes en 1843, dans le lieu même où une tentative du même genre avait été faite antérieurement, et auquel on a donné le nom de Port-Famine. Le peu de succès et l'emplacement malheureux de cette colonie amenèrent les Chiliens à chercher une station plus hospitalière pour les navigateurs du détroit; le point choisi fut, dans la presqu'île de Brunswick, un petit coin de terre fertile qui semble une oasis au milieu des glaces, abrité qu'il est des vents froids; on y fonda la colonie de Punta-Arenas ou Sandy-Point en 1847. Située à l'orient de la Cordillère, elle empiétait, il est vrai, sur le territoire que la République Argentine s'était habituée à considérer comme sien, ce qui donna lieu de sa part à des protestations assez vives pour amener en 1855 la signature d'un traité qui, réservant ses droits, remettait à d'autres temps la solution de cette question territoriale, et laissait jusque-là les choses dans le *statu quo* de l'*uti possidetis* de 1810. A la suite de ce traité, et en raison du peu d'intérêt que l'on avait à peupler ce territoire, aucune difficulté ne fut soulevée jusqu'en 1868. Depuis cette époque jusqu'en 1871, la République Argentine distribua à diverses reprises des terres au delà du Rio-Negro, et autorisa l'extraction du guano au sud du Rio-Santa-Cruz. Le Chili crut devoir protester contre ce qu'il considérait comme une violation du *statu quo*, et fit insérer dans le *Times*

de Londres, en avril 1872, une note où il déclarait qu'exerçant depuis 1843 juridiction sur les îles et côtes du détroit de Magellan et de la Terre de Feu, il se réservait le droit de donner des autorisations pour l'extraction du guano, menaçant en même temps de confiscation tout navire qui se présenterait pour cette exploitation sans son autorisation préalable. On devait s'attendre à une protestation du gouvernement argentin; le ministre de la République Chilienne, prenant les devants, annonça que le Chili n'avait pas eu l'intention de s'opposer à la juridiction exercée par la République Argentine sur les côtes atlantiques et que ses prétentions n'allaient pas au delà d'une prohibition d'extraire du guano sur les côtes même du détroit. Il n'est pas hors de propos de noter ici que la déclaration du ministre chilien que nous reproduisons est absolument authentique; elle existe écrite de la main même de ce haut fonctionnaire, M. Ibañez, et nous l'avons eue entre les mains. La personne qui possède ce document et a le droit de le posséder ne refuserait pas de le communiquer en cas de besoin. Cependant le gouvernement chilien a nié l'existence de cette déclaration dans une brochure qu'il nous a fait l'honneur de nous consacrer en réponse au présent travail, publié une première fois dans *la Revue des Deux-Mondes* du 15 octobre 1875. Il a fait mieux que nier le correctif nécessaire à la note du *Times*: il prétend aujourd'hui appliquer cette dernière dans toute sa rigueur, et la première victime est un navire français,

la *Jeanne-Amélie*, saisie par les autorités chiliennes sur la côte de l'Atlantique où il chargeait du guano, muni d'une autorisation régulière du gouvernement argentin. Le gouvernement français, à qui incombe l'obligation de défendre le pavillon de la *Jeanne-Amélie*, a intérêt à connaître l'existence de la déclaration donnée par M. Ibañez et qui est la pièce principale de ce procès. Quelque réduites que devinssent ainsi les prétentions chiliennes par cette déclaration, elles ne pouvaient être admises par le gouvernement argentin, qui prétend limiter la juridiction chilienne à la Patagonie orientale, s'arrêtant aux crêtes des Andes, comme le reste du territoire chilien.

La question se trouvait dès lors posée, et jusqu'à ce jour elle n'a pas été résolue. Au début, lors de la fondation de ses colonies en 1843 et 1847 et en 1856, lorsqu'il signa son traité avec le gouvernement de Buenos-Ayres, le Chili considéra comme le maximum de son droit la possibilité d'occuper une des bouches du détroit; en 1872, ses prétentions, jusque-là vagues, ont grandi. D'abord il prétend à un droit de propriété sur les terres magellaniques; substituant bientôt à ce mot celui de patagoniques, il en arrive à réclamer comme siennes les vingt mille lieues carrées de territoire qui, selon lui, forment la Patagonie. La République Argentine de son côté ne veut pas renoncer à ses droits sur l'entrée du détroit de Magellan, du côté de l'Atlantique; elle est disposée toutefois à en assurer la libre navigation au commerce du monde.

A la suite de longs préliminaires, les deux gouvernements furent amenés à discuter en principe au point de vue historique et géographique leurs droits à ces territoires. Le Chili avait contre lui des faits historiques et même des déclarations antérieures beaucoup trop explicites de son gouvernement. L'article premier de la constitution de 1836 énonce que le territoire du Chili s'étend depuis le détroit d'Atacama au nord jusqu'au cap Horn, et depuis la Cordillère des Andes jusqu'au Pacifique, comprenant en plus l'archipel de Chiloe, toutes les îles qui en dépendent et celles de Juan Fernandez. Cette loi fondamentale n'a jamais été contestée au Chili et a servi de base pour déterminer les limites de la Bolivie dans le désert d'Atacama. En 1843, c'est encore cet article que l'on invoque en célébrant la fondation de la colonie de Bulnes, et le message de l'exécutif déclare que c'est pour donner à la constitution toute la portée dont elle est susceptible que l'on fait cette tentative de colonisation. Enfin, lors du traité signé en 1843 avec l'Espagne, où il s'agissait de la reconnaissance de l'indépendance chilienne, l'Espagne ayant demandé quelles étaient les limites du pays qu'elle allait reconnaître, il lui fut répondu que les limites de la République étaient déterminées par l'article premier de la constitution. Au surplus tous les écrivains sont d'accord pour décrire le Chili comme une bande étroite limitée par les Andes et par la mer ; c'est ainsi que le dépeignent ses libérateurs et ses législateurs, et jusqu'à

ses patriotes les plus éclairés, comme Bulnes et O'Higgins.

A défaut de semblables témoignages, la nationalité de la Patagonie découlerait encore d'une foule de documents historiques antérieurs à l'année de l'indépendance. Le 21 mai 1764, le roi d'Espagne déclare que les cimes neigeuses de la Cordillère séparent le royaume du Chili des provinces du Rio de la Plata et de Tucuman. — En 1776 est érigée la vice-royauté de la Plata, première séparation administrative des États sud-américains, et qui précède à peine de trente ans la dissolution politique. Entre ces deux époques, les documents abondent qui déterminent les limites de ces différents États, et placent la Patagonie sous la juridiction de la vice-royauté de la Plata. La nouvelle République a-t-elle tardé à exercer son autorité sur ces territoires? En juin 1810, elle envoie de Buenos-Ayres don Pedro Andrès Garcia reconnaître les frontières et en assurer la défense, et celui-ci, rendant compte de sa mission, est d'avis qu'elles doivent être portées aux Cordillères. En 1823, elle délivre des concessions de pêcheries sur les côtes des Malouines, et en 1829 nomme Louis Vernet gouverneur de ces îles. En 1846, 1848, 1849, elle déclare que sans son autorisation il est interdit d'extraire du guano en Patagonie; depuis lors elle n'a cessé de faire des concessions de terres et d'extraction de guano sans que le Chili ait jamais opposé aucune prétention territoriale ni protestation diplomatique. Le seul acte qu'il se per-

mit fut l'établissement de la colonie de Punta-Arenas, que la République Argentine autorisa dans un intérêt d'humanité, limitant seulement la portée de son autorisation dans le traité de 1856, par lequel les deux États s'engageaient à ne pas modifier le *statu quo*, à ne jamais user de mesures violentes et à remettre l'arrangement définitif à l'arbitrage d'un gouvernement ami. Lorsque en 1866 ce traité fut dénoncé, M. Lastarria, qui représentait alors le Chili, déclarait, au milieu des négociations entamées, que le Chili n'élevait aucune prétention sur ce que l'on est convenu d'appeler la Patagonie orientale, située à l'est des Andes, mais qu'il voulait faire établir ses droits sur la Patagonie occidentale, jusque et y compris l'entrée ouest du détroit.

Cependant en 1872 le Chili en arriva par une pente insensible à mettre en avant que le *statu quo* de 1856 comprenait la possession de Punta-Arenas, placée *au centre de la Patagonie*, et que la question à vider portait sur la totalité du territoire de la Patagonie. Il invoquait à l'appui une note de son gouvernement du 27 décembre 1848, adressée à la République Argentine, où il est parlé comme possession du Chili de la colonie établie l'année précédente à Magellan, du détroit et des terres adjacentes. Partant de là, et substituant le mot Patagonie à celui de Magellan, il s'occupait immédiatement de déterminer les limites de cette contrée, les portant d'abord au Rio-Diamante, puis au Rio-Negro, et enfin au Rio-Colorado par

trente-huit degrés, territoire considéré jusque-là comme partie intégrante de la province même de Buenos-Ayres. Depuis lors le gouvernement chilien n'a cessé de travailler à édifier une théorie interprétant pour les besoins de la cause toutes les expressions employées par ses adversaires et jusqu'aux documents historiques les moins certains. C'est ainsi qu'il fait la base de son droit, d'une carte dressée par Juan de La Cruz, Cano et Olmedilla en 1775, qui qualifie les territoires de la Patagonie de Chili moderne, sans remarquer que cette carte, eût-elle quelque valeur, est antérieure à la cédula royale de 1775, qui crée la vice-royauté de la Plata et détache du Chili les provinces de Cuyo, seul territoire peuplé que le Chili eût jamais possédé à l'est des Andes. Il ne s'appuie du reste sur aucun document daté de 1776 à 1810, et c'est là une lacune d'autant plus importante que l'existence historique de la Patagonie date de cette époque, qu'elle fut connue pour la première fois en 1774 par la description qu'en fit Thomas Palkner, et que, pour la première fois en 1782, une expédition fut tentée sur le Rio-Negro par Basilio Villarino sur l'ordre du vice-roi. L'obscurité qui enveloppait cette partie du continent était telle avant ces explorations, que l'on croyait que le Rio-Negro et le Rio-Colorado, qui coulent parallèlement, traversaient tous deux le territoire de la vice-royauté et celui du Chili, et que, supprimant la haute muraille des Andes, on s'imaginait pouvoir aller par eau de Patagones, sur la côte atlantique, à

Valdivia, sur le Pacifique. Le Chili ne dédaigna pas d'invoquer des documents fondés sur de semblables erreurs pour démontrer que le Rio-Negro traversait ou limitait pour le moins une possession chilienne. Que n'a-t-il plutôt jeté les yeux sur les divisions qu'une nature puissante a si vigoureusement tracées sur ce continent, comme pour assigner leurs domaines respectifs aux peuples futurs !

Quelle autre raison de division peuvent avoir en effet les peuples qui occupent ce continent, que la nécessité de se concentrer dans les limites formées par des obstacles naturels ? Déjà, antérieurement à la proclamation de l'indépendance, l'Espagne l'avait compris et avait partagé ces territoires en prenant pour base la facilité de l'administration, créant pour cela les vice-royautés du Pérou et de la Plata et le royaume du Chili, tous appuyés sur des frontières naturelles, aussi précises que pouvait le permettre l'état de la science géographique. Les nouveaux États, sortant du mouvement de 1810, agissaient prudemment en se constituant sur cet unique principe des divisions naturelles. C'eût été même une politique sage et en tout point digne de la loi fondamentale de ces Républiques que de se faire dès le début de mutuelles concessions de territoire qui, en réalité, constituaient alors un sacrifice bien mince. Malheureusement ils convinrent d'adopter en principe l'*uti possidetis* de 1810, date fort mal choisie, car elle ne répondait à aucun fait politique général. En 1810, la République Argentine seule s'é-

tait déclarée indépendante ; seul le vice-roi de la Plata avait été renversé, et la révolution contre l'Espagne était loin d'être générale ; bien loin même d'être appuyée au Chili ou en Bolivie, elle y était repoussée par la majorité des nationaux ; au Pérou, personne ne l'acceptait, et ce ne fut que l'arrivée de l'armée victorieuse du général San-Martin qui put y gagner les Liméens en 1817. L'*uti possidetis* de 1810 n'a donc aucune base sûre. On ne pouvait davantage appliquer le principe, depuis si célèbre, des nationalités, et consulter des peuples qui tous, si l'on considérait les conquérants, avaient la même origine, et si l'on se tournait vers les premiers habitants, étaient tellement nomades qu'ils ne semblaient pour ainsi dire pas attachés au sol. La simple raison indiquait qu'il ne fallait songer à autre chose qu'à appuyer les peuples nouvellement nationalisés sur les grandes limites naturelles. Pour ne l'avoir pas fait, on a donné naissance aux querelles modernes, devenues plus graves avec le temps, et à mesure que chaque pays, se développant séparément, devait rechercher des avantages particuliers ; mais l'impossibilité de s'occuper de questions internationales quand les complications intérieures étaient déjà si nombreuses, l'ignorance où l'on était de la configuration de grands déserts qui séparaient ces États, le peu d'importance que l'on attachait à la possession de ces territoires, ont causé cet oubli et créé les embarras actuels.

Chaque jour la nécessité d'une solution s'impose

davantage, et le pays qui se voit obligé de la réclamer avec plus d'ardeur, parce que les questions pendantes mettent en suspens son progrès et sa vie intérieure, parce qu'il est le centre des convoitises et le pivot de toutes les difficultés, est la République Argentine. Bien loin de songer à réclamer comme sienne la totalité des territoires de la vice-royauté de la Plata qu'elle a remplacée, elle a dès longtemps abandonné une grande partie de ces possessions aux Républiques du Paraguay, de la Bolivie et de l'Uruguay, tronçons détachés de cette ancienne vice-royauté; elle a constitué de son côté, au milieu de luttes violentes, l'unité politique et légale de ses quatorze provinces, et consentirait aujourd'hui encore à sacrifier à la paix continentale des points extrêmes de son territoire en faveur du Paraguay au nord et du Chili au sud, laissant à ses voisins des avantages, et restant elle-même appuyée sur des limites sûres et protectrices qui assureraient sa tranquillité; mais, prise entre deux exigences qui semblent se liguer, elle ne saurait pour le moment faire de pareilles concessions sans immoler en même temps son amour-propre et sa dignité. C'est ainsi qu'elle s'est vue obligée à refuser l'arbitrage offert par le Chili, en exécution du traité de 1856, tant que celui-ci n'aurait pas évacué les points de son territoire qu'il occupe indûment, et en particulier le Rio-Santa-Cruz, d'où il n'a pas craint d'expulser violemment des colons français régulièrement établis sur des territoires légalement concédés par la République Argentine. De là des

provocations, des attaques et des vexations réciproques aussi bien sur la frontière des Andes que sur la côte patagonienne. Le Chili, plus ardent que son adversaire dans cette voie dangereuse, est allé, en 1874, jusqu'à déclarer qu'il considérerait comme un *casus belli* la nomination au poste de ministre des relations extérieures de l'ex-ministre plénipotentiaire de cette République auprès du gouvernement chilien, M. Félix Frias¹, aussi bien que le fait de concéder quelque territoire que ce fût sur la côte patagonienne. De semblables provocations produisirent à Buenos-Ayres une excitation bien excusable, et le congrès national s'empressa de répondre par un vote d'enthousiasme, concédant dix lieues de terres en Patagonie au premier qui se présenta pour solliciter cette concession ; le pouvoir exécutif de son côté offrit le portefeuille des relations extérieures à M. Félix Frias, qui le refusa pour des motifs étrangers à ce débat.

Les choses en sont là. La guerre cependant ne sera pas ouvertement déclarée entre les deux pays, aujourd'hui surtout que la question brésilienne est résolue pacifiquement. Une guerre en effet entre le Chili et la République Argentine paraît irréalisable ; ces deux

¹ En redoutant cet adversaire, le gouvernement chilien lui rend une justice méritée ; il ne saurait, en effet, pardonner à M. Félix Frias la note qu'il rédigea en 1872 comme ministre plénipotentiaire argentin à Santiago, et qui constitue le monument le plus remarquable qui ait jamais été publié sur cette question, au grand déplaisir du Chili, qui n'a pu jusqu'ici que la combattre, sans la détruire.

États, d'une importance à peu près égale, sont trop éloignés l'un de l'autre, trop divisés par la nature, et pourraient lutter pendant de longues années non-seulement sans se détruire, mais même sans s'atteindre. Il est plus facile d'échanger à travers les Andes des phrases sonores et des provocations aussi éloquentes que fières, que d'y engager des armées ; seule la guerre déclarée par le Brésil, et dont le premier effet eût été le blocus de la Plata, eût permis au Chili de faire de la question de sa neutralité une question de territoire, et, en privant la République Argentine de toute communication par la voie difficile des Andes, de l'amener aux concessions désirées.

Cette guerre n'aura pas lieu, mais la question de limites reste toujours menaçante ; elle a pris même, dans ces derniers temps, un caractère plus agressif par suite de la saisie du navire français la *Jeanne-Amélie* et du naufrage qui en a été la conséquence.

Cet incident nouveau a donné à la question patagonienne un caractère d'intérêt universel, le jour où notre pavillon, au mépris du droit des gens et de la foi promise, a subi cette récente insulte. Il est à supposer que la diplomatie française s'en sera émue, et que les réclamations dirigées par elle amèneront une solution en même temps qu'une réparation.

Le Chili a pu compter, dans d'autres temps, sur la complicité du gouvernement brésilien ou songer à exploiter des divisions intérieures de la République Argentine ; l'heureuse fin du conflit brésilien, la paci-

fication complète de la République qui sont aujourd'hui des faits accomplis, le ramèneront à des concessions faciles à faire dans une question qui ne compromet ni l'intérêt matériel, ni la dignité, ni l'intérêt moral de ces États, rouvrant ainsi ces pays au travail et à la production que ces menaces tiennent en suspens.

FIN

OS-AIRES

AVEC LA DÉSIGNATION DES COURS DE LA PROVINCE DE BUENOS-AIRES

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE..	I
PRÉFACE..	V

INTRODUCTION

UNE PAGE D'HISTOIRE

I. Les progrès récents de la République Argentine.	3
II. Les dernières luttes politiques ; l'opposition et les hommes du pouvoir.	20
III. L'utilité des révolutions sud-américaines.	26

CHAPITRE PREMIER

ASPECTS GÉNÉRAUX DE LA PAMPA ET DE LA PATAGONIE

I. Description des territoires pampéens ; végétation, climatologie, vie animale ; les aspects de la pampa.	35
--	----

II. L'époque géologique antérieure ; les habitants disparus. Les collections de fossiles de Buenos-Ayres.	53
III. La Patagonie ; système de sa formation géologique. Ses habitants actuels et ses habitants disparus. Ses légendes, son histoire, ses explorateurs.	75

CHAPITRE II

LES RACES INDIENNES PRIMITIVES DE L'AMÉRIQUE DU SUD

I. Les traditions perdues ; les erreurs des chroniqueurs de la conquête.	102
II. Les caractères généraux des races.	112
III. Les langues et les mœurs des Araucans, des Guaranis et des Patagons.	129
IV. Les Quichuas. L'avenir des diverses races.	141

CHAPITRE III

INDUSTRIE PASTORALE DANS LES PAMPAS DE L'AMÉRIQUE DU SUD

§ I. — L'ÉLEVAGE

I. La pampa, ses mœurs et ses habitants.	159
II. Le cheval.	173
III. Les bêtes à cornes.	185
IV. Le mouton ; le colon européen dans le désert.	202

§ II. — L'ABATAGE DANS LES SALADEROS]

I. Les lois coloniales et les abatages au siècle dernier.	220
II. Les saladeros.	234
III. L'élaboration des viandes.	259

CHAPITRE IV

LES MŒURS FINANCIÈRES ET COMMERCIALES DU RIO DE LA PLATA

I. Les établissements de crédit. Les usages et les lois des banques d'État.	279
---	-----

TABLE DES MATIÈRES.

391

II. Les finances publiques.	308
III. Les affaires privées.	325

CHAPITRE V

LES RELATIONS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE AVEC SES VOISINS :

LE BRÉSIL, LE PARAGUAY, LE CHILI

I. La guerre du Paraguay et les incidents diplomatiques qui la suivirent.	342
II. Le conflit avec le Chili au sujet du détroit de Magellan et du territoire de la Patagonie.	342

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

SALIDA POR CANAL

**This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.**

**A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.**

Please return promptly.

~~DUE JAN 9 '33~~

~~DUE MAR 10 '34~~

SA 5238.77.5
Buenos-Ayres, la pampa et la Patago
Widener Library 004529189



3 2044 080 461 908

